

Les déchirements des Basques modérés

L'arène politique qui couvait depuis des mois au Pays basque espagnol, et qui vient de se traduire par la dissolution du Parlement régional et la convocation d'élections pour la fin novembre, pourrait apparaître au premier abord comme une simple querelle de chefs à l'échelle provinciale. Elle met aux prises deux barons de la famille nationaliste modérée : M. Ardanza, le président du gouvernement autonome, et M. Garaikoetxea, qui choisissant de vider ses ressentiments par la sécession, vient de créer sa propre formation en détachant du Parti nationaliste basque (PNV) tout son secteur « critique », et ce faisant a privé M. Ardanza d'une majorité déjà fragile.

Mais parce qu'elle se déroule dans une région ensablée par le terrorisme, maillon faible du système des autonomies mis en place par la jeune démocratie espagnole, cette crise retentit bien au-delà des frontières du Guipuzcoa, de la Biscaye et de l'Alava.

Elle compromet le maintien au pouvoir à Vitoria du PNV, qui, dans toutes les tourmentes, était resté jusqu'à la veille parti résorbant. L'« Eglise » où se rassemblait cette très large partie de la population basque qui pour éviter sa différence n'en répudiait pas moins avec horreur le recours à l'assassinat.

Elle affecte aussi le gouvernement de M. González. La destitution de M. Garaikoetxea en 1984 et son remplacement par M. Ardanza avaient permis d'améliorer substantiellement les rapports des socialistes madrilènes avec les autorités de Vitoria. Un « pacte de légèreté » avait été conclu pour trois ans : les parlementaires socialistes de Vitoria s'engageaient à ne pas bloquer le travail du gouvernement régional ; de son côté, le PNV permettait de respecter la Constitution, ce qui dans cette région n'est pas une évidence. On décidait en somme de jouer franc jeu.

Le malaise était cependant sensible depuis des mois. Aux élections générales de juin dernier, la coalition Henri Barresana, bras politique de l'ETA militaire, enregistrant une forte poussée aux dépens des modérés du PNV. La série d'expulsions de militants basques réfugiés en France a été très mal vécue dans la province. M. Garaikoetxea a profité du moment pour déclencher son offensive et se lancer dans une surenchère nationaliste. Il reproche au PNV officiel d'avoir renoncé aux grands principes que sont la reconnaissance du droit à l'autodétermination et la « réunification » du Pays basque. C'est là une évidente régression dans la problématique basque.

Les chances de cette entreprise sont bien entendu incertaines, mais elle pourrait bien ouvrir l'ère des coalitions instables. Or on sait par expérience à Madrid que les déchirements de la famille nationaliste modérée ne font qu'enrayer les secteurs les plus durs dans leur conviction que le jeu politique, surtout s'il se réduit à la pure arithmétique parlementaire, ne résoudra pas le « problème » basque.

Les troubles à Lomé

200 paras français au Togo à la demande de M. Eyadema

Le calme semblait rétabli à Lomé dans la matinée de ce vendredi 26 septembre, au surlendemain d'un raid contre le domicile du général Eyadema. La situation a cependant paru assez grave au chef de l'Etat togolais pour qu'il demande l'aide de la France en vertu d'un accord de défense. Paris a accepté d'envoyer au Togo quelque deux cents parachutistes, en provenance de Centrafrique et du Gabon. Une partie, soutenue par des Jaguar, sont déjà sur place.

Par application d'un accord de défense conclu à d'autres fins, des soldats français se trouvaient-ils mêlés à une affaire africaine essentiellement intérieure ? Jeudi matin, alors que l'ordre régnait à Lomé, on pouvait croire en l'échec complet du commando qui, dans la nuit du 23 au 24 septembre, avait lancé un raid contre le camp militaire où réside le général Eyadema. Cette tentative paraissait n'être qu'un épisode de plus dans la vendetta sans fin menée, depuis Accra, par les frères de l'ancien président Sylvanus Olympio, tué lors du putsch qui porta les militaires nordistes au pouvoir en janvier 1967.

En fin de matinée toutefois, le général Eyadema a téléphoné à M. Mitterrand pour lui demander de l'aide. Le chef de l'Etat a répondu positivement à cet appel en accord avec M. Chirac. Il n'y a

eu aucun problème de cohabitation à ce sujet.

Interrogé jeudi à Abidjan, M. Jacques Foccart, conseiller de M. Chirac pour les affaires africaines, a jugé la situation « forcément grave » du fait des menaces qui pèsent depuis longtemps sur le général Eyadema. Informé d'un entretien téléphonique qui venait d'avoir lieu entre le président togolais et M. Chirac, dès son retour de New-York, le conseiller du premier ministre a dit : « On sentait depuis un certain temps déjà au Togo une volonté de déstabilisation avant le sommet franco-africain de novembre prochain, qui aurait normalement renforcé le prestige du général Eyadema. »

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.
(Lire la suite page 3.)

Découpage électoral et terrorisme

M. Chirac veut montrer qu'il maîtrise la situation

Les policiers continuent de privilégier la « piste Abdallah » dans les attentats commis ces dernières semaines et semblent avoir fait partager leur conviction au gouvernement. M. Chirac répète que rien ne permet pour le moment d'impliquer un Etat dans la vague terroriste. Le premier ministre veut montrer en tout cas qu'il maîtrise la situation tout en restant serein quant aux conséquences politiques d'un éventuel refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur le découpage électoral.



(Lire page 8 l'article d'ANDRÉ PASSERON et nos informations pages 6 et 7.)

La réforme de M. Reagan virtuellement adoptée

Chambardement fiscal aux Etats-Unis

WASHINGTON
de notre correspondant

La Chambre des représentants a adopté, le jeudi 25 septembre, par 292 voix contre 136, le projet de réforme fiscale mis au point en commun par les républicains et les démocrates et dont M. Reagan avait fait l'un des objectifs prioritaires de son second mandat.

Acquis à une majorité beaucoup plus ample qu'il n'était généralement prévu, ce vote donne virtuellement force de loi à un texte auquel le président américain a déjà annoncé qu'il apposerait sa signature et dont le prochain passage devant le Sénat ne devrait pas présenter de difficultés. Presque unanimement saluée au départ — lorsque sénateurs et représentants y avaient, en août, mis leur point final — comme un événement majeur et susceptible de provoquer une adhésion enthousiaste dans le pays, cette réforme suscite aujourd'hui un grand scepticisme.

Aotant les hommes politiques, les journalistes dans leur ensemble et les économistes avaient vu là un effort méritoire et sans précédent depuis plusieurs décennies, de simplification, de modernisation et d'équité, autant l'opinion publique a réagi, elle, avec défiance, sans apparemment arriver à croire qu'une modification de la fiscalité quelle qu'elle soit, puisse être plus bénéfique au citoyen qu'à l'Etat.

Cette réaction a été si marquée que, repartis dans leurs circonscriptions en août, tout fiers de leur travail, les élus en étaient revenus, début septembre, refroidis par l'accueil de leurs électeurs, et que certains commentateurs avaient au début de la semaine cru la réforme en danger. M. Reagan s'était même senti obligé d'écrire aux représentants pour les inciter à bien voter.

Ce scepticisme de l'opinion est à première vue d'autant plus surprenant que chacune des grandes lignes de la réforme aurait dû suffire à en garantir la popularité.

Premier point : les taux d'imposition baissent, et spectaculairement. Pouvaient s'élever aujourd'hui jusqu'à 50 % pour les individus et 46 % pour les sociétés, ils ne dépasseront plus désormais 28 % pour les premiers (sauf rares exceptions) et 34 % pour les seconds.

Deuxième point : le maquis d'exemptions, d'avantages, de catégories et sous-catégories qui s'était développé au fil des années et des pressions des groupes d'intérêt est nettoyé au bulldozer et il devrait devenir possible de remplir une déclaration d'impôts aux Etats-Unis sans l'assistance d'un cabinet spécialisé. Deux taux d'imposition sur les revenus (15 % et 28 %) remplaceront les quatorze présents en vigueur et les multiples possibilités de déduction sont, surtout — pour les individus comme pour les sociétés — sévèrement réduites ou carrément supprimées.

Troisième point : les entreprises qui, aujourd'hui peuvent parvenir, le plus légalement du monde à échapper à l'impôt supporteront,

de cette manière, le poids principal de la réforme. Sur six ans, leur contribution aux recettes de l'Etat devrait augmenter de quelque 120 milliards de dollars tandis que les trois quarts des citoyens devraient avoir à moins verser au fisc (-6 % en moyenne), six millions d'entre eux, aux revenus les plus bas, n'ayant plus rien à payer.

Un modèle ? Cela en a tellement l'air que malgré leur fronde (dans les rangs des deux partis) et le courrier négatif que beaucoup ont brandi devant des caméras de télévision, les représentants ont voté pour de crainte d'être accusés d'avoir préservé — sous l'influence de tel ou tel lobby national ou local — le système actuel dont la condamnation définitive a été prononcée par deux années de discussions sur la nécessité d'une réforme.

Le problème est que, si les Américains les plus démunis vont profiter du changement, les plus riches n'ont pas à s'en plaindre. BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 36.)

Les nouvelles élections

Canton par canton, les circonscriptions électorales telles que les prévoit l'ordonnance du gouvernement.

PAGES 11 à 14

Les morts français d'Indochine

Les restes de vingt-cinq mille soldats vont être rapatriés.

PAGE 5

Les craintes de M. Giraud

Le ministre de la défense redoute que son budget ne lui permette pas la construction d'un porte-avions nucléaire et d'un nouvel avion de combat.

PAGE 15

Le pape dans la région lyonnaise

Un face-à-face entre Jean-Paul II et les Français.

PAGES 2 et 15

Privatisations : polémique

Le prix de vente par l'Etat de 11 % du capital d'ELF-Aquitaine est jugé « notoirement insuffisant » par les socialistes.

PAGE 35

Réforme des universités

Le projet de M. Devaquet se heurte à l'hostilité des socialistes.

PAGE 16

Le sommaire complet se trouve page 40

« La Maison des Jeanne et de la culture », de Tilly

Trois artistes anxieuses

Une belle pièce, drôle mais très noire, de Tilly, mise en scène par l'auteur, mais écrite pour les femmes « Jeanne » qui interprètent à leur troisième rôle, après dix ans de succès.

En 1976, Eliane et Martine Boéri fondent un petit groupe de théâtre : les Jeanne. Elles écrivent et interprètent une pièce « féministe » drôle, *Je te le dis Jeanne*, c'est pas une vie la vie qu'on vit, qui va faire des salles comble, sept années durant, à Paris, dans les provinces, à l'étranger.

En 1983, l'envie les prend de changer de rôle, quand même. Deuxième pièce : *Jeanne, ma sœur Jeanne, ne vois-tu rien venir ?* Même succès, ce spectacle « repart » pour des années, quand en tournée à Lille, au début de 1986, nos Jeanne, un soir de relâche, vont voir la pièce d'un

confrère : les Trompettes de la mort, de Tilly.

Cette pièce est alors créée à Lille, parce qu'à Paris et dans les autres théâtres nationaux, elle a été refusée, partout. Réponses négatives, ou, la plupart du temps, aucune réponse, et pourtant Tilly est déjà bien connu, auteur de deux pièces remarquables, *Charcuterie fine* et *Spaghetti bolognese* (cette seconde pièce sur le terrorisme international). Mais, enfin, un directeur de théâtre s'enthousiasme pour les Trompettes de la mort : c'est Gildas Bourdet, à Lille.

Après ses débuts dans le Nord, cette pièce ira triompher à Paris. Critique unanime. Publics transportés. Soit dit en passant, il y a quelques choses qui ne va pas dans les comités de lecture des théâtres, en France.

A Lille, les Jeanne trouvent la pièce de Tilly si forte et si belle

qu'elles vont aussitôt lui demander de leur écrire une pièce, pour elles. Tilly accepte. C'est *La Maison des Jeanne et de la culture*.

Tilly ne va pas chercher midi à quatorze heures. Il met sur les planches trois actrices qui jouent une pièce de leur créa, on tourne. Elles sont, ce soir-là, dans leur loge commune, dans une petite maison des jeunes et de la culture miteuse.

Elles sont trois. L'aînée, Nicole (Eliane Boéri), quarante ans, fille d'un vétérinaire, a trimé pas mal pour devenir actrice. C'est elle qui a fondé ce trio et écrit la pièce. Elle préfère les femmes aux hommes. Elle vote socialiste. Elle est assez sombre de caractère. Elle fonctionne au vin blanc sec pour tenir le coup.

MICHEL COURNOT.
(Lire la suite page 28.)

AGNANTE

ECHNIQUE

NÉDITE

Cuir noir avec surpiqûres rouges, cadran noir et chiffres rouges : la nouvelle montre GTI de Fred.

Prix : 1.250 F.

FRED

JOAILLER

6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Mérienne, Espace "Galerie Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly, 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo, 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

هكذا من الاصل

Débats

JEAN-PAUL II ET LA FRANCE

Le pape visitera Lyon et la grande région lyonnaise, berceau du catholicisme français, du 4 au 8 octobre prochain. « France, es-tu fidèle aux promesses de ton baptême ? », avait demandé Jean-Paul II en 1980, lors de son premier séjour dans notre pays. L'Eglise de France a-t-elle écouté cet appel, et quel sens lui a-t-elle donné ? Gérard Defois, recteur de l'université catholique de Lyon, et Paul Valadier, rédacteur en chef de la revue *Etudes*, répondent à cette question.

La tentation sécuritaire

Le catholicisme français de 1986 prête une oreille trop complaisante aux sirènes du conservatisme moral et religieux

L'EGLISE que Jean-Paul II retrouve, depuis son premier voyage en France de 1980, n'a pas sensiblement changé. Et pourtant deux différences significatives apparaissent. Cette Eglise a subi une évolution lente vers certaines formes de traditionalisme, et c'est l'Eglise de Lyon que Jean-Paul II rencontre. Et, comme chacun sait (l'Eglise de) Lyon, ce n'est pas (l'Eglise de) Paris ; la capitale religieuse n'est pas nécessairement la capitale politique.

Bien des signes que le catholicisme français de 1986 prête une oreille complaisante aux sirènes du conservatisme moral et religieux. En quoi, d'ailleurs, il ne se distingue pas particulièrement de l'ensemble de la nation, qui, vieillissante, économiquement plutôt à l'aise, sensible à des menaces internes ou externes réelles ou imaginaires, troublée par des évolutions sociales rapides, retrouve des réflexes sécuritaires.

Les catholiques sont certes conscients que le catholicisme reste largement la référence religieuse dominante pour beaucoup de Français, mais ils savent que cette allégeance fait bon ménage avec des accommodements nombreux en matière de pratique religieuse, de vie morale, de croyance.

Du coup, ils acquiescent peu à peu les réflexes d'une minorité et ils sentent le besoin d'accrocher nettement leurs différences pour éviter la dilution. Et l'on voit surgir d'assez vives requêtes d'identité, qui se remarquent aussi bien dans des critiques sur les évolutions récentes en liturgie ou en catéchèse, que dans le Renouveau charismatique, dans l'attrait pour la vie monastique (dont l'inscription réparable paraît claire), ou dans l'apparition de vocations sacerdotales et religieuses surtout sensibles aux traits proches de l'imagerie sulpicienne du sacerdoce.

Le quasi-sebisme de Mgr Lefebvre entretenait sourdement un malaise, et, sous ce

par PAUL VALADIER (*)

patronage indirect, il est devenu du meilleur goût, dans des milieux bien pensants (dément « cbauffés » par certains médias), de s'indigner de la débauche des évêques et des prêtres à l'égard du pape ; de déplorer les gémissements coupables de tant d'intellectuels devant les idées modernes ; de dénoncer, en s'en prenant au CCFD, les penchants déviés à parler de justice sociale dans l'Eglise et à œuvrer en faveur des défavorisés, immigrés chez nous, pays en voie de développement ailleurs.

Briser quelques fantasmes

Comme on le pressent, ces positions ne font pas dans la dentelle : elles relèvent souvent de la pure et simple intoxication, quand on sait — pour ne prendre que cet exemple — que l'épiscopat français actuel est un des plus ultramontains qu'on ait depuis longtemps. Mais elles poussent à la caricature une tendance forte, qu'on pourrait dire volontariste : on aura des vocations si on le veut (et prie pour cela) ; on retrouvera la vigueur de la foi si l'on tranche nettement par rapport aux « errements » récents ; on se fera respecter si l'on a le courage d'affirmer ses positions morales, fussent-elles incomprises, critiquées ou ridiculisées ; et que les évêques et le pape parlent haut et fort.

Ces positions font grand bruit, même si elles sont minoritaires. Mais on voit bien quel rôle fantasmatique on peut faire jouer au pape dans ce contexte, comme en témoignent les propos déliants selon lesquels lui seul a la foi, évangélise, évite la dissolution dans la « sirupeuse modernité » (René Girard). C'est pourquoi le contact réel avec Jean-Paul II, et justement à Lyon, peut être bénéfique pour briser quelques fantasmes.

(*) Jérome, rédacteur en chef de la revue *Etudes*.

Certes, le premier voyage, dont plusieurs avaient annoncé qu'il serait l'occasion d'une correction publique de l'Eglise de France, et qui fut marqué tout au contraire par un encouragement global aux évolutions de l'Eglise, n'a pas suffi à démolir ces fantasmes. Mais à Lyon Jean-Paul II va se trouver sur un terrain à partir duquel il lui sera possible d'aider l'Eglise de France à ne pas retomber dans ses ornières traditionnelles, voire maurrassiennes.

Il rencontre là, en effet, une Eglise qui, plus que beaucoup d'autres, s'est illustrée depuis longtemps dans des efforts missionnaires remarquables, où dans le dialogue œcuménique, où dans la culture d'intellectuels de qualité, de militants sociaux, hommes à la fois de réflexion et d'action (à eux la justice sociale ne donnait pas la nausée), qui a vu fleurir dès l'après-guerre des tentatives catéchétiques remarquables, et qui fut source de tant d'audace et de dévouement dans l'annonce de la foi.

Il est probable que, à son habitude, Jean-Paul II saura exalter le passé récent pour rappeler à tous les catholiques, par l'intermédiaire de l'Eglise de Lyon, qu'il ne faut pas se recroqueriller dans les replis frileux, ni trop entretenir des frissons de vieillards. Car l'avenir est plutôt dans la poursuite inventive de ce qui a aimé ceux et celles qu'il va célébrer.

En toute hypothèse, venant à Lyon, Jean-Paul II rencontre une Eglise traditionnelle plus portée à regarder hors de ses murs qu'à se complaire dans une recherche identitaire inquiète qui, d'un point de vue chrétien, a toujours quelque chose d'un peu maladif. A Paris, le pape avait appelé l'Eglise à regarder au-delà des frontières. Sachant qu'on ne se gagne qu'en se perdant, le Pape trouve à Lyon le terrain idéal pour rappeler les vérités élémentaires de la foi qui, comme on sait, ne recourent pas celles des idéologies sécuritaires.

L'ombre de Dieu

La réaffirmation de l'identité chrétienne de la France passe par un retour à la mémoire et à la culture

par GÉRARD DEFOIS (*)

LE 1^{er} juin 1980, le pape Jean-Paul II nous questionnait lors de la messe sur l'aéroport du Bourget : « France, fille aînée de l'Eglise, es-tu fidèle aux promesses de ton baptême ? ». L'interrogation alors surprenante en ce qu'elle ne s'adressait pas aux consciences individuelles des catholiques, mais à la nation tout entière, au peuple de France dont le sort s'était lié au christianisme lors du baptême de Clovis en 496. L'irruption de cette mémoire et même de cette antique formule, dans nos mentalités sécularisées, indisposait les uns, déconcertait beaucoup. Pouvaient-ils encore, après un siècle de lacération continue de nos institutions, évoquer cette alliance d'un peuple et d'une foi ?

Dans quelques jours le pape sera à Lyon, berceau de cette fille aînée de l'Eglise, là où furent martyrisés en 177 les enseignants de notre foi chrétienne et de notre Eglise en France. La même question mérite d'être posée pour ces six années où les événements se succèdent et se croisent dans le quotidien d'une identité nationale en train de se redéfinir.

Les évolutions de l'Eglise sont liées pour beaucoup à celles de notre société. En 1981, les évêques de France éprouvaient la nécessité de mettre l'accent sur l'identité chrétienne comme fondement de sa mission dans le monde, en un mot de revenir à ce baptême historique dont Jean-Paul II avait ravivé en nous le souvenir.

La conscience d'être portée, dans son pèlerinage humain, par la sainteté de Dieu est, avant toute autre, la raison d'être de la présence de l'Eglise dans le monde. Et la réinsertion de notre actualité culturelle dans le courant des saints qui ont donné une âme métaphysique et morale à notre civilisation occidentale et française, pétrie d'Evangile, est depuis ce temps une perspective déterminante.

Le chantier de l'intelligence

Ne voit-on pas d'ailleurs les pèlerinages et les rassemblements chrétiens retrouver une importance qu'ils ne connaissent plus depuis plusieurs décennies ? L'heure est à la mémoire. La tradition retrouve un autre souffle. L'ombre de Dieu sur les communautés, mais aussi sur notre culture et notre pays, devient plus nette et même plus attendue.

Une différence de sensibilité spirituelle apparaît néanmoins entre les générations : les plus âgées ont été élevées en cette mémoire, leur conscience en est nourrie, fût-ce pour s'en distancier ; les plus jeunes, pragmatiques et souvent sans culture chrétienne, veulent parfois comprendre.

(*) Recteur de l'université catholique de Lyon.

dre sans pour autant s'engager, trouver un appui sans être « encastrés ». Leur souci de trouver une réponse immédiate les conduit sur des chemins plus affectifs que rationnels.

Une des faiblesses du catholicisme français est certainement l'analphabétisme religieux, qui, aux deux extrêmes de l'éventail des générations, pour des raisons très différentes, laisse démunir ou étranger lorsque des questions nouvelles apparaissent. Face au scientisme dominant ou aux urgences interrogations éthiques, les uns et les autres se réfugient sous l'abri d'une affectivité spirituelle. En ce sens aussi, la question de Jean-Paul II posée au Bourget garde une grande actualité.

S'il y a un « fondamentalisme » de la croyance, il y a aussi celui de la générosité ; il ne suffit pas de dénoncer les pauvretés ou les injustices, d'évoquer le sous-développement et les peuples qui souffrent de la faim, pour faire droit aux exigences de la solidarité dans une économie fort complexe en ses structures, peu maîtrisée dans ses logiques ou ses dérives. Par ailleurs, l'esprit d'entreprise, de création, d'innovation ou de prise en compte des motivations personnelles dans l'action peut permettre de nouvelles attitudes dans le travail, qui, selon Jean-Paul II, est « la clef de la question sociale ».

C'est dire qu'il, comme en ce qui a trait à la foi, l'intelligence est un chantier pour l'annonce de la Parole de Dieu. Nul ne peut se résoudre à répéter la tradition. Nul ne peut s'en tenir à éprouver des proximités spirituelles. L'ombre de Dieu sur le monde et sur la France baptisée inspire notre prière comme une perspective de l'avenir de l'homme ; n'est-elle pas en effet cette distance ultime qui donne un relief moral et une finalité religieuse à notre histoire ? La sainteté d'Irénée, de François de Sales, de Jean-Marie Vianney, du Père Chevrier, est toujours doublée d'un certain regard sur leur temps et sur l'homme. Le pèlerinage du pape, sur les lieux où ont vécu ces saints, est aussi le nôtre en ce que l'histoire alors rappelle est à la fois notre mémoire et notre vérité, notre culture et notre humanité.

COURRIER DES LECTEURS

La stratégie pastorale de l'Eglise de France

Mis en cause par Henri Tincq dans votre numéro du 10 septembre 1986, je voudrais vous apporter quelques précisions.

Je n'ai jamais reproché au cardinal Lustiger de nommer les évêques de son choix. Ce faisant il ne fait que jouer pleinement son rôle de membre de la Congrégation des évêques et du Conseil des affaires publiques de l'Eglise. J'ai seulement noté, en lui consacrant un long paragraphe, que le cardinal Lustiger soutient la candidature d'évêques qui privilégient la dimension verticale au détriment de la dimension horizontale, la relation hiérarchique au détriment de la relation sociale. Le problème n'est donc pas juridique comme le pense Henri Tincq mais théologique et il met en cause l'actuelle stratégie pastorale de l'Eglise qui est en France. Il s'agit là d'un vrai débat (...).

GEORGES MONTARON, directeur de *Témoignage Chrétien*.

Prénom : Anaïs

« Je suis Algérienne et mariée à une Française. Le fait d'avoir sciemment choisi un prénom comme Anaïs pour notre fille démontre une volonté de voir mon enfant s'échapper à l'emprise de la religion de son père. J'ai choisi de vivre en France, et ma fille y aura un jour le loisir, adulte, de choisir la religion de son père ou celle de sa mère. Qu'un enfant s'arrête le droit de décider que son enfant doit être musulman parce que je le suis dénote l'intolérance d'un certain clergé (...).

K. BENCHEIKH (Paris).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél : MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

André Fontaine, directeur de la publication : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Estropéenne, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss. Rédacteur en chef : Daniel Varner. Correspondant en chef : Claude Sala.

Le cheikh et les xénophobes

Le cheikh Abbas écrit dans le Monde du 22 août que « la future épouse d'un musulman doit savoir que l'enfant de père musulman sera musulman ». Soit. Mais il ajoute que « cette vérité doit être dite que ce soit en terre laïque ou non ». Cette dernière phrase trahit la volonté de substituer la charia (1) au code civil de la nation d'accueil. Elle est une incitation indirecte à tout musulman digne de ce nom d'enlever l'enfant d'un tribunal français, en cas de divorce, attribuer la garde à l'épouse non musulmane. Voilà qui apporte une eau bien venue au moulin des racistes et des xénophobes.

(1) NDLR : loi islamique. RENE DAZY, (Paris).

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-35-91-82 ou 45-65-91-71
Télécopieur : MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 828 m. ; Allemagne, 3,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 516 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.R., 86 p. ; Grèce, 120 dr. ; Italie, 85 p. ; Israël, 1 700 L. ; Japon, 2 400 Y. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 g. ; Portugal, 110 esc. ; Singapour, 235 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 F. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 388 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tape LE MONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL
À NE PAS MANQUER

VOILES
et voiliers
D'OCTOBRE :
SPÉCIAL
COUPE DE
L'AMERICA

25 F
dans tous les kiosques

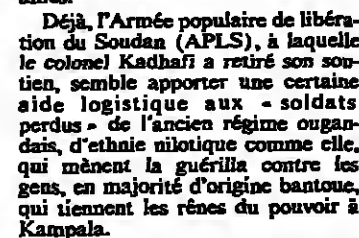
Un dossier central de 55 pages
en couleurs sur la fabuleuse
aventure technologique,
humaine et financière de ce
gigantesque défi.

Voit sommaire
à la une du **sans visa**

Le magazine des
amoureux de la mer

Le Kenya s'inquiète du rapprochement entre l'Ouganda et la Libye

secours, mais le maréchal Mobutu fut dissuadé de se lancer dans pareille aventure par certains de ses



Le colonel Kaduahi est, à tous égards, pour M. Museveni, un allié embarrassant, comme il en fut un pour Amin Dada. Le chef de l'Etat ougandais peut-il dans les circonstances actuelles, alors qu'il n'est encore que très inconfortablement assis sur son fauteuil présidentiel, s'offrir ainsi le luxe d'être en mauvais termes avec ses voisins immédiats : le Kenya et le Zaïre, que gêne son « activisme » politique ; le Rwanda, qui lui reproche de donner asile à un mouvement d'opposition, et même les rebelles du Soudan du Sud, qui devraient, pourtant, nourrir quelque sympathie pour sa « révolution populaire » ?

En agissant ainsi, M. Museveni se comporte-t-il en pur idéologue ? Cède-t-il aux pressions de l'aile gauche de la NRA, qui rêve d'une « révolution populaire » ? cherche-t-il simplement à soutirer des fonds libyens pour remettre sur pied une économie en pleine déconfiture ? Quelles que soient ses motivations, il risque de s'aliéner le soutien de certains de ses voisins dont il a besoin pour maîtriser une rébellion naissante qui paraît marquer des points dans le Nord et l'Est du pays.

De nombreuses ingérences étrangères jalonèrent, en effet, l'histoire récente de l'Ouganda et mettent en lumière l'incapacité de tout pouvoir central à rétablir, par ses propres forces, la paix civile dans le pays. C'est grâce à l'intervention des troupes tanzaniennes que, en 1979, M. Milton Obote a pu récupérer le pouvoir aux mains du maréchal Idi Amin Dada. C'est l'armée kényane qui, quelques années plus tard, lui a prêté main-forte pour mater les redoutables guerriers Karamojongs. Alors qu'en juillet 1985 la NRA était aux portes de Kampala, les soldats zaïrois faillirent voler à son

avec Ofranc

à la réservation

Merlin

LE N° 1 DE L'IMMOBILIER - LOISIRS

TIGNES

1550 m - 3600 m

**LA SUPER STATION
ETE - HIVER**

**LE SKI 365 JOURS
PAR AN**

**LA VRAIE STATION
4 SAISON**

TIGNES

POSSIBILITE CREDIT TOTAL

LES BOISSES 1850

APPARTEMENT + LOGGIA pour 179.000F
casier à skis
VENEZ VITE VOUS RENSEIGNER DANS NOS BUREAUX
OUVERTS TOUS LES JOURS MEME LE SAMEDI 9h 19h

MERLIN A PARIS 31, RUE DE RIVOLI 75 004	MERLIN A VINCENNES 4, AV. DE PARIS 94 300
(1) 42.77.11.13	(1) 43.74.12.24

Adresse _____
Tél. Dom. _____ Tél. Bur. _____

LE MONDE 27/09/88 MONTAGNE

Diplomatie

Nouvelle rencontre Shultz-Chevardnadze sur l'affaire Daniloff

Les tractations soviéto-américaines pour résoudre l'affaire Daniloff se sont accélérées jeudi 25 septembre à New-York avec une nouvelle rencontre de près de deux heures des deux ministres des affaires étrangères, qui n'a toujours pas permis de résoudre le cas du journaliste américain retenu à Moscou. Ni le secrétaire d'Etat, M. Shultz, ni le ministre soviétique, M. Chevardnadze, n'ont fait la moindre déclaration en quittant l'immeuble de la mission américaine aux Nations unies, peu avant 21 heures locales (3 heures, vendredi, à Paris), mais le porte-parole du département d'Etat a déclaré un peu plus tard : « Ce n'est toujours pas résolu. »

Avant cet entretien, qui était le troisième en trois jours et le plus long, M. Guerassimov, porte-parole soviétique, avait estimé que le départ pour le Canada, le 30 septembre, de son ministre créait « une espèce de date-limite » au-delà de laquelle le contentieux s'alourdirait encore. Ce contentieux comporte, selon lui, outre le cas de M. Daniloff, celui du fonctionnaire soviétique Guennadi Zakharov, arrêté par le FBI, et l'ordre améri-

can d'expulsion concernant vingt-cinq diplomates soviétiques accrédités à l'ONU.

Si, au départ du ministre de New-York, ces trois problèmes, « distincts » selon M. Guerassimov, ne sont pas réglés, le contentieux s'alourdira parce que l'URSS prendra « des mesures de rétorsion » contre les vingt-cinq expulsions.

« Ce serait une mauvaise chose pour les deux parties, nous ne voulons pas rater cette date », a-t-il dit.

Après la visite au Canada, qui durera jusqu'au 3 octobre, M. Chevardnadze est attendu à Cuba, puis au Mexique.

Des experts soviétiques sur les sites nucléaires américains ?

Par ailleurs, le gouvernement américain a décidé de permettre à des experts soviétiques de venir aux Etats-Unis pour préparer une surveillance éventuelle des essais nucléaires, a rapporté, jeudi 25 septembre, le *New York Times*.

Washington a mis toutefois deux conditions à cette visite dans le

polygone de tirs du Nevada. L'une est que les experts soviétiques s'y rendent officiellement en tant qu'invités du gouvernement américain, l'autre qu'ils acceptent d'observer et de mesurer un essai nucléaire afin de s'informer sur les techniques de vérification.

Le président Reagan propose depuis plus d'un an aux Soviétiques de venir tester les conditions de contrôle de ces essais. Moscou affirme ne vouloir superviser que l'absence de tests, pas leur poursuite.

Quatre experts soviétiques doivent se rendre aux Etats-Unis aux termes d'un accord passé entre un groupe privé américain, le Natural Resources Defense Council, et l'Académie des sciences soviétique.

Un groupe américain a déjà installé des équipements sismologiques dans la région du polygone de tir de Semipalatinsk en Asie centrale, mais l'URSS n'a pas indiqué si elle permettrait à ce groupe d'utiliser ces équipements au cas où elle reprendrait ses essais nucléaires, interrompus unilatéralement en août 1985. — (AFP.)

L'Assemblée générale des Nations unies

Nombreux entretiens de M. Raimond consacrés au Proche-Orient

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

M. Jean-Bernard Raimond poursuit jusqu'à la fin de la semaine la série de contacts diplomatiques qu'il a entrepris lundi 22 septembre en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. La journée de jeudi et celle de vendredi devaient être dominées par les entretiens proche-orientaux du ministre des affaires étrangères, même si ce dernier a également inscrit à son programme bon nombre d'autres conversations et prononcé devant le Council off Foreign Affairs une conférence sur la politique étrangère de la France.

Jeudi, M. Raimond a eu un long échange de vues avec M. Shamir. Son interlocuteur israélien est resté, comme on pouvait s'y attendre, sur ses positions à propos de la situation dans le sud Liban et de l'avenir de la FINUL. Le ministre des affaires étrangères d'Israël a également confirmé à M. Raimond son hostilité au projet de conférence internationale sur le Proche-Orient et, à plus

forte raison, à la réunion d'un comité préparatoire qui regrouperait les membres permanents du Conseil de sécurité. Le ministre français, de son côté, a rappelé que si la France n'était pas hostile du tout à cette initiative diplomatique d'origine soviétique, elle mesurait bien en même temps toutes les difficultés pratiques qu'imposerait sa mise en œuvre, ce qui suppose, de toute façon, l'agrément de l'ensemble des parties concernées.

M. Shamir, par ailleurs, a insisté pour que les Douze parviennent le plus rapidement possible à un accord sur la question des pays tiers méditerranéens dans le cadre communautaire, accord qui est, pour l'instant, bloqué par les exigences espagnoles. Israël, comme d'ailleurs les pays d'Afrique du Nord et notamment le Maroc, s'inquiètent fort des conséquences de l'élargissement de la CEE pour ses propres exportations agro-alimentaires.

Ce vendredi, le ministre des affaires étrangères devait s'entretenir notamment avec ses collègues d'Egypte, de Jordanie et du

Koweït, ainsi qu'avec M. Khadroumi, le représentant de l'O.L.P. On ignore encore, jeudi à New-York, s'il rencontrerait aussi, avant son retour à Paris, le ministre iranien. M. Raimond doit aussi déjeuner samedi avec M. Chevardnadze et repartir avec lui, à cette occasion, parmi d'autres sujets, de la situation au Proche-Orient et de la proposition soviétique de conférence internationale.

BERNARD BRIGOUDEX.

● Pékin négocie avec Moscou. — L'URSS et la Chine ont décidé d'ouvrir des négociations sur le tracé — contesté — de leurs frontières fluviales. Le Kremlin avait fait une concession majeure sur ce point lorsque, dans un discours prononcé le 28 juillet à Moscou, M. Gorbatchev s'était déclaré prêt à accepter la ligne chinoise sur le tracé de la frontière entre l'Oussouri et l'Amour, deux fleuves en Extrême-Orient. L'une des lignes fluviales contestées avait été le théâtre d'affrontements sanglants entre Chinois et Soviétiques en mars 1969. — (AFP.)

Europe

DANEMARK

Caviar louche à Copenhague

COPENHAGUE
de notre correspondante

Les dirigeants de Téhéran ont réchappé, par la voie diplomatique, au gouvernement de Copenhague que leur soient restituées sans tarder les 9 tonnes de caviar que les douanes danoises ont récemment saisies à la frontière allemande, au poste de Padborg. Cette précieuse marchandise, évaluée à quelque 9 millions de francs, se trouvait dans un camion venu de Téhéran dont le chauffeur s'était contenté de déclarer qu'il transportait des poissons. Arrêté, il a été placé en détention provisoire en attendant son inculpation pour contrefaçon.

Les autorités danoises affirment que cette cargaison leur appartient et qu'elle leur a été

volée. La République islamique a nationalisé le commerce du caviar, si bien qu'aucune transaction ne peut se faire en dehors du contrôle de ses mandataires. Toute infraction à cette réglementation est sévèrement châtiée. Les Danois, embarrassés, essaient d'éclaircir cette ténébreuse affaire.

Les 9 tonnes de caviar confisquées correspondent à plus de trois fois la consommation annuelle des habitants du royaume. Si ce chargement énorme avait été revendu sur le marché européen, il aurait sans doute été liquidé à des prix plus bas que ceux exigés officiellement par Téhéran, ce qui aurait entraîné un effondrement des cours du caviar par ailleurs en Europe.

C. O.

Une grande « première » franco-allemande

La 1^{re} division blindée engagée devant le Main

WURZBURG
de notre envoyé spécial

Un parti de « rouges » attaque dans la boucle du Main, difficilement contenu à hauteur de Würzburg par les « bleus » de la 12^e division blindée ouest-allemande et de la 1^{re} division d'infanterie américaine. Le petit village de Schwandorf se réveille au fracas d'une dizaine de chars Léopard-2 de la 5^e division blindée ouest-allemande gagnant l'avant du dispositif « rouge » pour une délicate manœuvre de dépassement avec les chars de la 1^{re} division blindée française, qui tiennent le terrain en avant du fleuve depuis la veille au soir.

A quelques kilomètres de là, dans un PC installé à la hâte dans les vestiaires de stade municipal de Theilheim, le lieutenant-colonel Morane, commandant le 1^{er} régiment de cuirassiers, jette un dernier œil satisfait sur ses cartes. C'est l'heure du café matinal, après toute une nuit passée avec les officiers de liaison de la 14^e brigade ouest-allemande à préparer cette phase délicate de la manœuvre. « Nous sommes à même d'intervenir si on nous le demande », constate l'officier français.

La présence d'un contingent aussi important de Français en Franconie a constitué l'événement de ces manœuvres Frankischer Schield qui ont réuni, cette semaine, 50 000 hommes et 14 000 véhicules, dont 650 chars. Basés à Trèves, la 1^{re} division blindée française avait déplacé 3 500 hommes et 100 chars AMX 100-30. Jamais autant d'éléments français ne s'étaient engagés dans des manœuvres si loin à l'est de la République fédérale. « Une grande première », a estimé le chef d'état-major de l'armée de terre

française, le général Maurien Schmitt, qui a souligné « la parfaite intégration » entre les unités françaises et ouest-allemandes.

Le ministre ouest-allemand de la défense, M. Manfred Woerner, n'a pas mesuré ses mots pour exprimer sa satisfaction. « C'est un grand moment politique et militaire », a-t-il dit dans une brève allocution en français. Cette opération montre « la volonté de la nation française de participer à la défense du territoire allemand de l'avant », a ajouté M. Woerner, en remerciant les officiers français. « Vous êtes les bienvenus. La population le comprend et le pense. »

Malgré la retenue des autorités militaires françaises présentes, les Allemands de l'Ouest, qui n'ont jamais caché leur souhait de voir la France s'engager davantage pour la défense de leur territoire, ont tout lieu d'être satisfaits. Les manœuvres Frankischer Schield marquent de la part de Paris une volonté croissante de s'affranchir de certains tabous pour permettre une plus grande coopération avec les forces ouest-allemandes aux côtés de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN. Il ne s'agit pas d'en revenir à une intégration dans le dispositif militaire de l'alliance occidentale, mais de trouver des formules permettant de concilier la volonté d'une coopération accrue avec la RFA sur le plan classique avec la volonté française de préserver sa propre autonomie militaire. « Entre la coopération franco-allemande et l'intégration de la France dans l'OTAN », notait le général Altenburg, qui rejoint la semaine prochaine le quartier général de l'organisation militaire alliée, « il y a beaucoup de possibilités. »

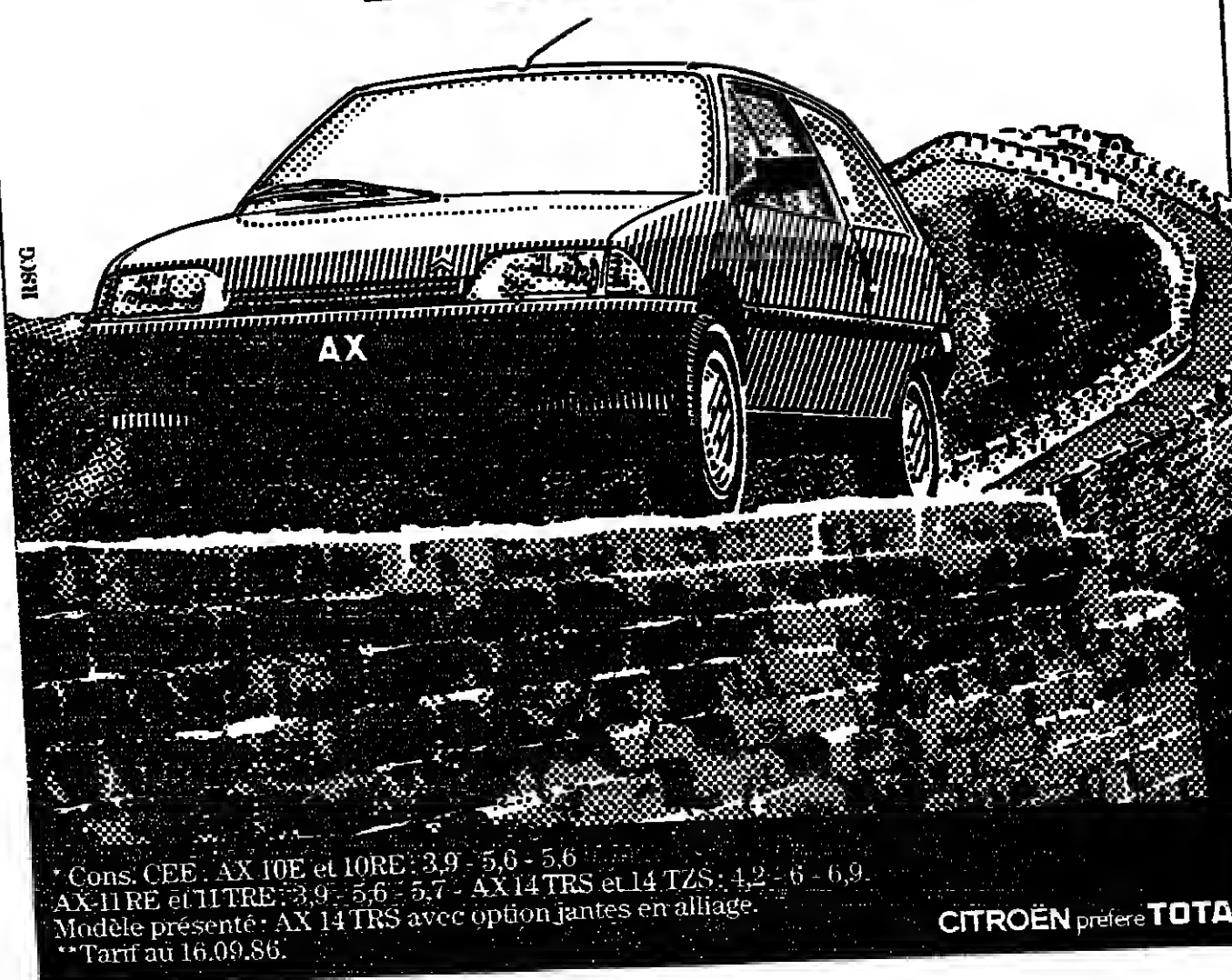
HENRI DE BRESSON.

Révolutionnaire!

L'AX VOUS ATTEND CHEZ CITROËN.

- Son aérodynamisme : Cx 0,31
 - Sa consommation : 3,9 L à 90 km/h*
 - Son habitabilité
 - Son rapport poids puissance
- font de l'AX une voiture révolutionnaire.
3 motorisations,
6 versions à partir de 43.400 F.**

AX



* Cons. CEE. AX 10E et 10RE: 3,9 - 5,6 - 5,6
AX 11RE et 11TRE: 3,9 - 5,6 - 5,7 - AX 14 TRS et 14 TZS: 4,2 - 6 - 6,9
Modèle présenté: AX 14 TRS avec option jantes en alliage.
** Tarif au 16.09.86.

CITROËN préfère TOTAL

Amériques

ARGENTINE

Des incidents émaillent le début du procès du général Camps

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Le procès du général Camps, ancien chef de la police de Buenos-Aires sous le régime militaire, et de ses six collaborateurs, s'est ouvert jeudi 25 septembre sur un esclandre. L'incident s'est produit à la suite du refus du président du tribunal d'autoriser l'un des accusés, l'ancien commissaire de police Miguel Angel Etcheolaz, à lire une déclaration protestant contre le « caractère arbitraire » de l'action en justice intentée à leur égard.

Répulsé du tribunal par le président, Etcheolaz s'est retiré avec trois de ses compagnons, les quatre hommes faisant savoir qu'ils récusent leurs avocats. La déclaration des contestataires, transmise ensuite aux journalistes, affirme que le tribunal les a « condamnés d'avance » et annonce leur intention de renoncer à leur défense.

Ce spectacle s'est déroulé devant une salle à moitié vide. Seuls une cinquantaine de journalistes sur les deux cents accrédités s'étaient déplacés. L'absence prévue du principal accusé, le général Camps, qui — il était alors colonel — a organisé la répression dans la province de Buenos-Aires en 1976-1977, les années les plus dures de la dictature, n'avait pas contribué à attirer le public. Depuis longtemps, le général avait fait connaître son refus de participer à un procès qu'il qualifie de politique, accusant la cour de « partialité » et le président Alfonsín d'être un « marxiste ». Gravement

malade — il souffrirait d'un cancer de la prostate — il était de toute façon dispensé d'audience.

L'incident terminé, la cour n'a commencé l'audition des témoins de la défense. Le premier d'entre eux fait des déclarations inattendues : l'ancien commissaire Eduardo Aranguren, chargé du département juridique de la police pour la province de Buenos-Aires sous la dictature, a admis, devant les avocats attardés, qu'un « nombre énorme de policiers avaient commis à cette époque des délits allant du larcin à l'homicide ». Le second témoignage a été plus positif pour le général Camps. Un de ses anciens collaborateurs, le colonel Campos, s'est souvenu fort à propos avoir entendu son chef nier avoir déclaré à un journal espagnol que cinq mille personnes avaient disparu entre 1976 et 1977 dans la zone qu'il commandait.

D'une façon générale, la défense s'est efforcée de faire dire aux témoins que les accusés avaient suivi les ordres venant d'en haut. Il apparaît à l'évidence qu'elle va utiliser largement cet argument du « devoir d'obéissance ».

Une manifestation organisée à l'extérieur du tribunal par les organisations de défense des droits de l'homme n'a guère rencontré de succès. Quelque cinq cents personnes ont entouré, en référence aux milliers de disparus de la dictature, un cri devenu aussi célèbre que tragiquement vain : « On nous les a pris vivants, nous voulons qu'on nous les rende vivants ».

CATHERINE DERIVERY.

CUBA

L'AFP et Reuter protestent contre l'expulsion de leurs correspondants à La Havane

La police cubaine a procédé, jeudi 25 septembre, à l'arrestation d'un troisième membre du Comité cubain des droits de l'homme, M. Elizardo Sanchez. Cette arrestation, confirmée à Miami par l'épouse de M. Sanchez, est intervenue quelques heures après l'expulsion du pays des correspondants de l'AFP et de Reuter à La Havane, MM. Noël Lortholais et Robert Powell. Les policiers venus appréhender M. Sanchez à son domicile se sont livrés ensuite à une perquisition.

A Paris, la direction de l'AFP a protesté énergiquement jeudi contre la mesure prise à l'encontre de son correspondant. Dans un télégramme adressé au ministre cubain des relations extérieures, M. Isidro Malmerca, M. Henri Pigat, président-directeur général de l'agence, a affirmé que cette décision était « totalement arbitraire et injustifiée ». Elle « constitue une violation flagrante des principes les plus élémentaires de la liberté d'information », ajoute le texte. L'AFP a envoyé un autre télégramme au directeur de l'Institut international de la presse, M. Gallioer, pour attirer son attention sur cette expulsion. De son côté, l'agence Reuter a demandé à Cuba de reconsidérer la décision prise contre son collaborateur.

L'expulsion des deux journalistes étrangers avait fait suite à la publication par l'AFP et Reuter de déclarations d'Elizardo Sanchez révélant que deux membres du Comité des droits de l'homme, MM. Delgado et Alvarado, avaient été arrêtés le mois dernier deux jours avant que le président du Comité, M. Ricardo Bofill, eût trouvé refuge à l'ambassade de France. L'agence officielle cubaine, Prensa latina, avait accusé les deux correspondants étrangers de s'être fait l'écho de « calomnies faisant partie d'une escalade d'infamies anticubaines ».

MONDES EN DEVENIR

ELEMENTS POUR UNE THEORIE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Francine DEMICHEL

14 x 21 cm - 256 p. - 99 F

Berger-Levrault

Asie

Les restes de vingt-cinq mille soldats français morts en Indochine vont être rapatriés

Deux membres du gouvernement — MM. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et Georges Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens combattants — vont se rendre au Vietnam, début octobre, à l'occasion du rapatriement des restes de quelque vingt-cinq mille soldats enterrés dans trois cimetières du Vietnam. Ils ramèneront, le 10 octobre à Roissy, environ sept cents corps — dont l'arrivée sera l'objet d'une première cérémonie en présence de M. Jacques Chirac. Une deuxième cérémonie aura lieu, le lendemain, aux Invalides, en présence du président de la République. Une nécropole doit être dressée à Fréjus dans les deux ans qui viennent.

Les négociations, qui ont repris en avril dernier, (les Vietnamiens ont annoncé qu'ils envisageaient d'arrêter les cimetières français), ont rapidement abouti dans des conditions jugées « raisonnables » par M. Bariani. Selon ce dernier, un élément décisif du succès a été une lettre personnelle adressée, par M. Chirac à son homologue vietnamien, M. Pham Van Dong, lui indiquant que la France était prête à décaler les moyens financiers d'une telle opération mais qu'elle en faisait, par la même occasion, un test des relations franco-vietnamiennes.

Aux termes de cet accord, scellé le 23 septembre, vingt-cinq mille corps seront rapatriés. Ils se trouvent actuellement dans deux cimetières du Sud — ceux de Tan-Son-Nhat et de Vung-Tau (ex-cap Saint-Jacques) — et un du Nord, celui de Ba-Huyen, à une quarantaine de kilomètres au nord de Hanoï. D'ici à la fin de 1986, les

corps seront rapatriés du Sud. Dans le nord, les opérations auront lieu l'an prochain, à compter du mois d'avril. Effectuées par les Vietnamiens, les opérations seront supervisées par une commission mixte, au sein de laquelle siégeront les consuls généraux français ainsi que trois représentants du secrétariat aux anciens combattants.

Préserver la francophonie

Pour l'Etat français, le coût total de l'opération s'élèvera à un peu moins de 30 millions de francs, dont la moitié seront affectés à la construction de la nécropole de Fréjus. Les corps seront inhumés à Marseille en attendant que cette nécropole soit terminée. En outre, le secrétariat aux anciens combattants a déjà établi un service spécial pour les familles qui réclament la restitution de corps. Ce premier accord ne concerne pas les tombes éparpillées et les dépouilles mortelles des civils enterrés en Indochine.

La visite de MM. Bariani et Fontès au Vietnam ne signifie pas que tout va pour le mieux entre la

France et le Vietnam. La principale pomme de discorde demeure la question cambodgienne. M. Jacques Chirac ayant encore décliné, devant l'Assemblée générale des Nations unies, « l'occupation étrangère de plus en plus pesante » dont « est victime le peuple khmer, ami de la France ». La France appuie les propositions de paix de la résistance cambodgienne, présidée par le prince Sihanouk, tout en considérant comme « disqualifiée », pour des raisons évidentes, la composante khmère rouge de cette coalition.

Elle juge, d'autre part, « irrécusable » — la formule est de M. Bariani — le régime de M. Heng Samrin, installé à Phnom-Penh sous la protection des troupes vietnamiennes. Mais, insiste le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, « le fait que le contexte est politiquement contraire, à cause du Cambodge, ne doit pas nous conduire à tirer un trait sur trois siècles d'existence commune ».

Du point de vue français, le deuxième chapitre du contentieux franco-vietnamien concerne les réfugiés. Pendant des années, Hanoï a répondu favorablement aux requêtes

CORÉE DU SUD

Records policiers...

Séoul. — 263 564 personnes — soit 1 habitant sur 150 — ont été interpellées ces trois derniers mois, dans le cadre des mesures de sécurité prises pour assurer le « bon déroulement » des Jeux asiatiques à Séoul. Jusqu'à présent, plus de 76 000 d'entre elles ont été condamnées à de petites peines de prison. La police refuse de dire si ces chiffres incluent des opposants politiques ou des étudiants, mais reconnaît que ces catégories sont visées par l'opération de « nettoyage » en cours.

Ces sévères précautions n'empêchent pas les manifestations : jeudi 25 septembre, de violents échauffourées ont eu lieu, pour la troisième journée consécutive, entre les forces de l'ordre et des étudiants manifestant dans la capitale contre le « gaspillage » du jeu de la Corée du Nord. — (AFP, Reuter.)

RAYMONDE LESCUR
Femmes **Burberry** Hommes
Centre Maine-Montparnasse - Paris 15^{ème}

La perfection dans tout le répertoire

NEC, c'est une gamme complète d'imprimantes matricielles 24 aiguilles, reconnues pour leur qualité, leur rapidité et leur fiabilité.

Les imprimantes NEC P6 - P7 : de remarquables interprètes dans tous les registres de l'impression, 216 CPS - 80/132 colonnes.

L'imprimante NEC P5 : la virtuose du traitement de texte, 264 CPS - 132 colonnes - 8 K buffer.

NEC
Les Grands Interprètes

Vous pouvez voir et essayer les imprimantes NEC chez :

AGEI
55, avenue Georges Claude 13290 AIX-LES-MILLES
Tél. : 42.39.85.44

AIR CANADA VOUS FAIT UNE FLEUR.

Du 9 septembre au 31 octobre, sur Air Canada, c'est le bouquet 3 650 F l'aller-retour Paris-Montreal. N'importe quel jour ? Sur n'importe quel vol régulier ? Absolument, mais pas avec n'importe quels services. Pour vous détendre en musique, les écouteurs sont mis à votre disposition gracieusement. Pour vous relaxer, les drinks sont offerts. Pour bien profiter des films, ils sont en français.

C'est ça, la feuille d'érable. Le parfum d'une grande compagnie sans les épines du charter. Dernier conseil avant d'attacher votre ceinture : des fleurs comme ça, il n'y en aura pas pour tout le monde. Mais il y en aura pour tout le Canada : Paris-Toronto non-stop 4 000 F A/R et Paris-Québec 3 650 F A/R. Air Canada se réserve le droit de modifier ses conditions de transport sans préavis.

PARIS-MONTREAL
3650 F
DU 9 SEPT AU 31 OCT

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS.

AIR CANADA

هكذا من الامم

La lutte contre le terrorisme

Le huitième otage français

Les ravisseurs de M. Coudari le qualifient d'« agent de la brigade antiterroriste »

L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) a rendu public, jeudi 25 septembre, à Beyrouth, une « mise au point » sur l'identité de l'otage français qu'elle détient, M. Marcel Coudari, calévi le 27 février dernier. Selon ce texte, M. Coudari est un « agent des services de renseignement français » et travaille au profit de la « brigade antiterroriste avec le commandant suisse René de Fagot » (transcription phonétique de l'arabe).

« Voici, écrite de sa main, son nom et l'adresse de ses enfants en France », ajoute le communiqué. Sur une feuille séparée, en français, d'une petite écriture serrée, les éléments d'identité sont en majuscules, les uns à la suite des autres, accompagnés d'une texte de quatre lignes : « Nom : Coudari. Prénom : Marcel Michel Marie. Père : Coudari Camille. Mère : Gédéon. Né à Marseille (Bouches-du-Rhône) le 14 juin 1932. »

« J'ai acquis la nationalité française en juin 1982 par décision du tribunal de grande instance de Saint-Maur (Val-de-Marne). J'ai deux enfants, René et Nicole Coudari, qui se trouvent actuellement à Craignac, à la Fondation Claude Pampidou », écrit l'otage français aux mains de l'OJR. [NDLR : il s'agit probablement de Treignac, dans le centre de la France, où se trouve un centre de rattrapage scolaire appartenant à la Fondation.]

M. Denis Baudouin, porte-parole de M. Chirac, a confirmé jeudi l'enlèvement d'un ressortissant français de cinquante ans portant le nom de Marcel Coudari dans le quartier chite de Bir-el-Abed, à Beyrouth, ajoutant qu'il « pourrait s'agir d'une affaire crapuleuse ».

La Nouvelle Revue de Lausanne, se fondant sur le témoignage de personnes ayant connu M. Coudari lors de son séjour en Suisse, révèle qu'il a habité Lausanne avec sa femme,

d'origine iranienne, et ses deux enfants jusqu'en 5 décembre 1981. Il aurait eu des « ennuis » avec la justice suisse « pour des activités commerciales pas trop nettes, dont un commerce de pièces de monnaie ». Il aurait beaucoup fréquenté le casino français de Divonne et « beaucoup voyagé entre Paris, New-York et le Liban ». — (AFP, AP.)

« M. Fabius et les otages. — Dans une interview publiée, le vendredi 26 septembre, par le quotidien l'Ardenne, M. Laurent Fabius déclare que, dans « la terrible affaire des otages français au Liban », son gouvernement et lui-même avaient refusé de céder, car, « à partir du moment où l'on aurait accepté de céder au chantage, on aurait risqué de mettre en danger, pour un résultat douteux, de nombreux ressortissants français à l'étranger, qui seraient devenus des otages potentiels ». — (Corresp.).

Selon Abou Iyad

Les attentats terroristes en France sont liés à la lutte que se livrent Paris et Téhéran

Charjah (Emirats arabes unis). — Les attentats contre le contingent français de la FINUL au Liban, ainsi que les actes terroristes commis récemment en France, ont un lien avec la lutte que se livrent l'Iran et la France », a estimé M. Salah Khelaf (Abou Iyad), membre du comité central du Fath, principale composante de l'OPLF.

« Le différend franco-iranien a certes plusieurs origines, dont l'existence en France de quelques détenus. Cependant, il est faux de dire que Georges Abdallah est res-

pensible de ces attentats. Le fond de l'antagonisme réside dans la fourniture d'armements français à l'Irak », a ajouté le responsable palestinien dans une interview publiée, le jeudi 25 septembre, par le quotidien Al Khaleej des Emirats arabes unis.

« Voilà pourquoi les agressions au Liban n'ont visé que le contingent français », a-t-il fait remarquer. « Le problème est donc plus profond. L'affaire [des attentats] est liée au différend entre la France et l'Iran », a-t-il de nouveau souligné.

Il a, par ailleurs, estimé que « celui qui, dans le monde arabe et au Proche-Orient, soutient l'Iran, est pour quelque chose dans cette affaire ».

Abou Iyad a, d'autre part, énergiquement démenti « certaines informations impliquant des Palestiniens dans les attentats contre les forces de la FINUL au Liban ». « Quel intérêt avons-nous dans cette lutte [franco-iranienne] pour être nommément désignés comme responsables de tels attentats ? » — (AFP.)

Après la réunion des ministres de l'intérieur à Londres

La volonté commune des Douze

Après quelques heures de travaux seulement, la conférence d'urgence des ministres de l'intérieur de la Communauté européenne a levé la séance, jeudi 25 septembre, à Londres. Aucune mesure décisive n'y a été prise, les négociateurs voulant surtout manifester, par leur présence, la volonté commune de réaction des Douze, après les attentats terroristes récemment perpétrés à Paris.

M. Robert Pandrand, ministre français chargé de la sécurité, entouré de M. Pierre Verbrugghe, directeur général de la police nationale et de M. Gilbert Guillaume, directeur des affaires juridiques au ministère des affaires étrangères, dirigeaient la délégation française.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Si la France et l'Allemagne souhaitent vivement cette conférence — la première provoquée par l'urgence des bombes —, leurs partenaires l'ont acceptée un peu moins vite que le voudrait Paris, et, pour certains, avec une certaine pointe de condescendance.

A la télévision, interrogé jeudi matin par un journaliste, un spécialiste britannique de la lutte antiterroriste ne nous l'a pas envoyé dire : « Les Français veulent qu'on coopère avec eux », a-t-il dit. « Ils commencent par nous montrer les photos de ces Abdallah que toutes les polices recherchent. »

Mais au dire d'un diplomate présent à la conférence, le climat à l'intérieur de la salle a été nettement

plus chaleureux. Chacun des Douze se serait montré amical, attentif aux malheurs du pays et surtout terrifié à l'idée qu'une telle série d'attentats puisse le toucher un jour. Les traditionnelles réserves devant le travail en commun ne sont toutefois pas tombées, mais se sont exprimées de façon moins aigüe.

Chaque chef de délégation a d'abord fait une rapide synthèse de l'actualité terroriste dans son pays, présentant ses propositions à la réflexion de ses collègues. Puis le président de séance, M. Douglas Hurd, ministre britannique de l'intérieur, en a dressé le catalogue.

Un nouveau système de communications

Deux groupes de mesures peuvent être considérées comme acquises. Mesures techniques d'abord, avec, indiquait M. Hurd dans son compte-rendu devant les journalistes, « une procédure d'évaluation des menaces terroristes, pour mieux cibler les principaux chefs et les principaux organisateurs ». Un nouveau système de communications « rapide et sûr », devrait bientôt relier les polices européennes entre elles.

Par qui et comment, seront évaluées les « menaces terroristes » ? La discrétion a empêché M. Hurd de le révéler. Quant au nouveau système de communications, « une système crypté permettant l'échange de documents de toute nature, et la tenue de télé-conférences, il ne résoudra pas à lui seul les problèmes posés par la rétention que, traditionnellement, chaque service de police pratique. »

Les autres mesures — d'ordre administratif et juridique — dont le principe a été adopté, nécessiteront de délicates mises au point ultérieures. Ainsi la décision de revoir ensemble les procédures d'obtention des visas, de faciliter des procédures d'extradition ou de coordonner les mesures de renforcement.

M. Robert Pandrand en vedette

Certains auraient voulu qu'un voyageur interdit d'entrée sur le territoire d'un des partenaires de la Communauté le soit automatiquement sur celui de tous les autres, mais chaque Etat se contentera en fait d'avertir ses voisins des raisons de renforcement. De même, il sera sûrement facile (une autre des mesures adoptées) d'accroître la surveillance dans les aéroports, entrées comme sorties. En revanche, il sera plus délicat de restreindre les privilèges de l'immunité diplomatique, comme les Douze en sont également convenus.

La vedette de la réunion aura sans conteste, été M. Pandrand. C'est

d'ailleurs le seul ministre qui au terme des travaux, après la conférence de presse de M. Hurd, a réuni les journalistes pour leur faire part de ses réflexions. En quelques mois, M. Pandrand a appris le réalisme et... l'humilité. « Il n'y a, contre le terrorisme actuel, aucun remède miracle, a-t-il assuré. Aucune des mesures décidées aujourd'hui n'est à elle seule totalement efficace. C'est l'ensemble de ces mesures qui le seront. »

Quant à Mgr Capucci, qu'un journaliste israélien a qualifié de « terroriste condamné », « je ne l'ai reçu que pour lui dire notre détermination », a ajouté M. Pandrand. « Nous ne négocierons en aucun cas avec un groupe armé, quel qu'il soit. Je pense qu'il a bien compris le message. » Sous entendu qu'il l'a transmis à Georges Ibrahim Abdallah, lorsqu'il est allé le voir dans sa prison.

Ce message de fermeté, M. Pandrand l'a encore répété à ses collègues ministres : « Toutes les délégations sont d'accord avec ces principes, y compris toutes les nations qui croient pouvoir faire de leur pays un sanctuaire épargné. » Selon l'entourage du ministre, cette précision ne serait que de portée générale et ne viserait personne en particulier.

GEORGES MARION.

M. Baudouin :

aucune négociation avec les FARL

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a affirmé, le jeudi 25 septembre, au cours de son point de presse hebdomadaire : « Nous n'avons jamais négocié avec des gens des FARL. » Selon M. Baudouin, le gouvernement n'a jamais eu de contacts autres que « officiels », par exemple les autorités algériennes auxquelles il a été amené à préciser sa position, à savoir : « La justice suivra son cours. »

Au sujet du voyage de M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, à Damas, M. Baudouin a indiqué qu'il avait été décidé par M. Jacques Chirac à la suite du télégramme envoyé par les Syriens après l'assassinat de l'attaché militaire français à Beyrouth et de l'entrevue accordée au Monde (nos éditions du 24 septembre) par le ministre syrien de l'Information.

M. Aurillac, ministre « proche » de M. Chirac, a été choisi par celui-ci alors que le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, était à New-York.

Airbus direct



Le cœur de l'Afrique n'a jamais été aussi proche des grandes capitales d'Europe.

La raison ? Le service direct d'Air Kenya pour Nairobi au départ Paris, d'Athènes, Rome, Zurich, Francfort, et Londres par Airbus A310-300.

La nouveauté ne réside pas uniquement dans le vol direct. A bord, nous avons inauguré un nouveau concept de service en Première Classe et en Classe Affaires qui fait notre orgueil. Ainsi, si vous vous rendez pour affaires en Afrique avec Air Kenya, vous ferez à la fois un voyage plus rapide et plus agréable.

Quant aux touristes, nos vols directs réduisent les heures d'attente pour profiter plus vite des réserves de chasse légendaires du Kenya, de ses plages et de ses autres lieux de villégiature.

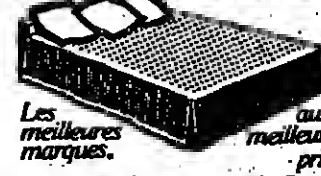
Notre nouveau service direct représente une « Première » importante pour Air Kenya. D'un autre côté, c'est le genre d'innovation qui était attendue de la plus importante ligne aérienne d'Afrique.



Kenya Airways
The pride of Africa

8 Rue Daunou 75002 Paris Tél: 42 61 82 93

LITERIES CAPELOU



Les meilleures marques aux meilleurs prix
TRECA EPEDA SIMMONS PIRELLI
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE
37, Av. de la République 75011 PARIS
Tél. 43.57.46.35 • Métro : PARENTIER

(Publicité)

SCIENCES-PO
Nécessité d'une classe préparatoire

L'examen est de plus en plus difficile. Ne gaspillez pas vos chances de réussite. Du 15 oct. au 15 jan., à temps complet, le CEPES renforce la culture générale, les connaissances historiques et géographiques et la méthodologie. Succès importants depuis 20 ans. 57, rue Ch.-Lafitte (82), Neuilly, 47.22.94.94 et 47.45.08.19.



inde

à partir de **4400 F** aller/retour

CEYLAN, 4.500 F A.R.

LA MAISON DES INDES DE PACIFIC HOLIDAYS vous propose

- Les charters les plus fiables.
- Des circuits individuels sur mesure au prix des voyages de groupe.
- Des informations touristiques.

Recevez notre brochure contre 4 F en timbres.

PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58

34, av. Général-Leclerc, 75014 Paris — M. Molon-Duverny

La lutte contre le terrorisme

L'enquête sur les attentats à Paris

Logique policière et soutiens politiques

Dans l'enquête sur les attentats parisiens, la logique policière continue de s'opposer aux déclarations de courants divers et contradictoires du Proche-Orient et apporte un certain crédit aux démentis des Abdallah.

Etonnant paradoxe : plus in «claire» Abdallah et le réseau FARL-CSPPA sont mis sur la sellette par les enquêteurs et plus ceux-ci emportent la conviction des responsables gouvernementaux, plus les suspects de Kobayat reçoivent des soutiens aux bords opposés de l'échiquier proche-oriental. Le premier ministre désigne le «groupe auquel appartient Georges Ibrahim Abdallah» comme le «responsable de ces attentats», son ministre de l'Intérieur renchérit en assurant que «chaque jour qui passe, les preuves confirment leur culpabilité s'accumulent», le porte-parole de M. Jacques Chirac vient en renfort affirmant que «le gouvernement restait sur la filière Abdallah, qui est de plus en plus claire, évidente et nette».

Or, dans le même mouvement, ces conclusions autorisées par l'enquête terre-à-terre de la police judiciaire et par les informations des spécialistes de la lutte antiterroriste, sont contredites aussi bien par les responsables palestiniens — dont les FARL avaient épousé la cause — que par ceux des Forces libanaises, la milice chrétienne pourtant radicalement opposée aux Abdallah, qui sont, eux, des militants de gauche, vaguement marxistants et historiquement liés à la Syrie.

Ainsi, à Chirah (Emirats arabes unis), M. Salah Khalaf (Abou Iyad), membre du comité central du Fath, principale composante de l'OLP, a assuré qu'«il est faux de

dire que Georges Abdallah est responsable de ces attentats» et met en cause l'iran, «la lutte que se livrent l'Iran et la France», «le fond de l'antagonisme», résidant selon lui «dans la fourniture d'armements français à l'Irak». Par ailleurs, le porte-parole en France des Forces libanaises assure que l'affaire Abdallah «a été menée par la police», met en cause une «filiale d'extrême-gauche française», bras armé d'une «contre-offensive contre la France» décidée en commun par les services de renseignement syrien, iranien et libyen.

Pour autant, les policiers ne sont pas ébranlés. Ils soulignent, tout à la fois, les liens politiques de Georges Abdallah et de ses amis avec les organisations palestiniennes, notamment, le FPLP de Georges Habbache et leur implication culturelle à la communauté chrétienne du nord du Liban. Comme si ce profil idéologique et communautaire du réseau des FARL expliquait, pour eux, que certains se refusent à admettre qu'il ait pu entrer dans une spirale terroriste aussi folle que l'organisation d'une série d'attentats dans des lieux publics.

Pour contredire la piste iranienne, les enquêteurs ont un allié de poids : Anis Naccache, l'un de ceux dont le CSPPA réclamait la libération, condamné à la prison à perpétuité pour avoir dirigé le commando qui, en 1980, tenta d'assassiner à Paris Chéopour Bakhtiar, dernier premier ministre du Shah d'Iran. Par la voix de son avocat, M. Antoine Comte, il a réaffirmé sa condamnation de «tous les attentats aveugles» : «Il s'insurge qu'on puisse utiliser son nom pour obtenir sa libération au

nom d'un comité qu'il ne connaît pas». De plus, les enquêteurs soulignent que les communiqués du CSPPA, avec leurs professions de foi laïques, leurs allusions à la Commune de Paris et leur style, faisaient fort éloignés des convictions intégristes islamiques.

Les policiers, avec le soutien du gouvernement, persistent donc. Les réponses espérées à Vienne, où ils cherchaient la piste d'Emile Abdallah, soupçonné d'être l'un des auteurs de l'attentat de la rue de Rennes, sont cependant négatives. Aucun nom moyen-oriental sur la liste du vol Paris-Vienne, aucun membre de l'équipage ne reconnaissant Emile sur photos, aucun nom identique entre les passagers du vol Paris-Vienne et du vol Paris-Larnaca, aucun billet pour Chypre acheté en transit, aucune reconnaissance d'Emile par le personnel au sol de l'aéroport autrichien. Reste toutefois à vérifier l'identité de tous les passagers du vol Paris-Vienne.

Damas et l'ultra-gauche

Cette «piste Emile» a été d'autre part corroborée — tardivement — par le témoignage d'Assad Dandashi, directeur de Tripoli de l'agence américaine Associated Press. Il assure que, mercredi 17 septembre, lors de l'attentat de la rue de Rennes, Emile était avec ses autres frères dans le bureau de l'agence, que M. Dandashi et Robert Abdallah ont lu un communiqué pour répondre à l'affichage de leurs portraits par la police française. «Pour le personnel du bureau à Tripoli et pour moi-même, les quatre frères Abdallah sont de vieilles connaissances», ajoute-t-il.

Malgré ce nouveau démenti, c'est cependant à la Syrie, à laquelle sont historiquement liés les Abdallah — Kobayat étant sous contrôle syrien depuis 1976 — que le magistrat instructeur, M. Alain Marsaud et les policiers s'intéressent actuellement. C'est le sens de l'interpellation de Frédéric Oriach, militant français de l'ultra-gauche pro-palestiniennne, et de cinq de ses amis (voir nos dernières éditions). Durant leur garde à vue, les enquêteurs veulent obtenir des précisions sur leur séjour à Damas cet été, et notamment savoir qui ils y ont rencontré. Ce vendredi, seules Frédéric Oriach et M. Da Silva restaient en garde à vue. Dans les milieux judiciaires, on jugeait improbables des inculpations au terme de la garde à vue.

Parallèlement, quatre ressortissants turcs vivant en France ont également été interpellés. Ils y auraient fréquenté les Abdallah. Ce sont, par ailleurs, des milieux chrétiens libanais — que la police cherche à cerner de plus près — qui abritent actuellement, durant son séjour à Paris, Mgr Hilariou Capucci, proche du président syrien et défenseur de la cause arabe et palestinienne. Mgr Capucci qui, assure M. Robert Pandraud à Londres, n'a pu que transmettre à Georges Ibrahim Abdallah, qu'il a rencontré dans sa cellule de la Santé, «la détermination du gouvernement français».

Mgr Capucci n'aurait donc été porteur que d'un seul message : «Nous ne négocierons en aucun cas avec un groupuscule quel qu'il soit». Il se serait en somme agi de faire comprendre à Georges Abdallah que la stratégie des bombes conduit ceux qui veulent sa libération dans une impasse.

E. P.

RAYMOND BOUDON

Trente ans après «L'Opium des intellectuels», de Raymond Aron, et les travaux d'Edward Shils, l'ouvrage de Raymond Boudon est, désormais, une étape obligée dans la réflexion jamais achevée sur l'idéologie.

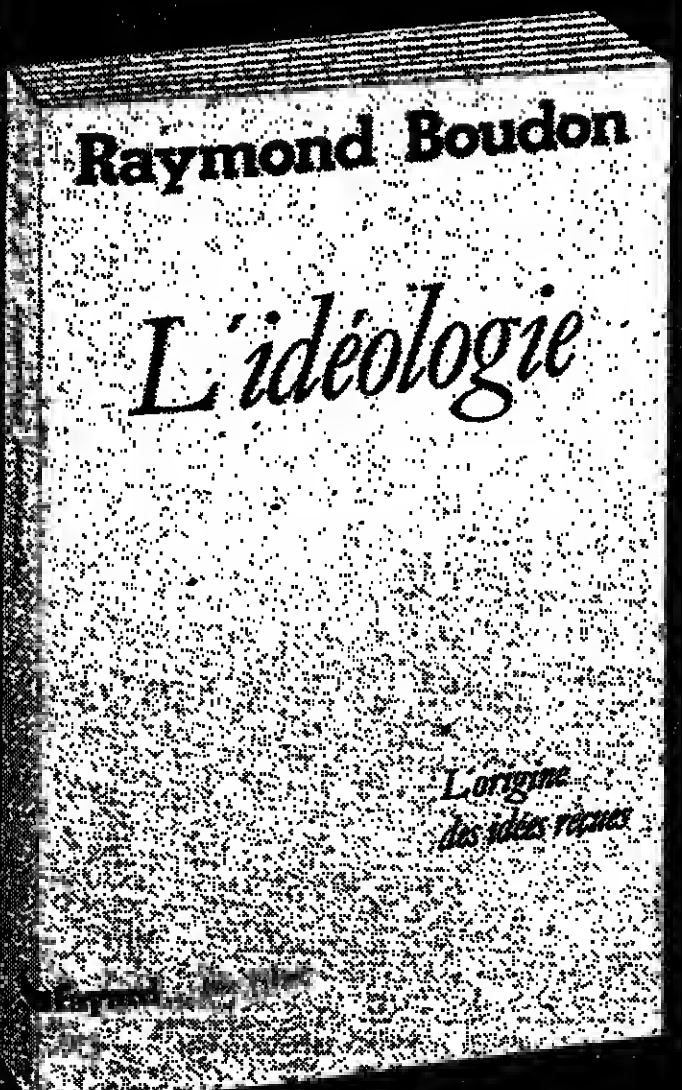
Dominique Schnapper, L'Express

Qu'est-ce qu'une idéologie ? D'où vient-elle ? Pourquoi certaines s'imposent-elles ? Peut-on s'en passer ? Questions posées par Raymond Boudon dans un livre qui procède à quelques mises au point nécessaires.

Claude Jannaud, Le Figaro

Une foule de problèmes qui occupent la sociologie depuis un siècle, et que Raymond Boudon, l'un des plus rigoureux sociologues français actuels, s'efforce de résoudre à son tour.

Jean-François Revel, Le Point



330 pages
95 F

Collection "Idées-forces" dirigée par Jean Montalbetti

FAYARD

J.-L. A.

De l'avion-taxi à la vedette rapide

« Tout est possible à Larnaca » mais les Israéliens sont aux aguets

LARNACA de notre envoyé spécial

Les tribulations supposées d'Emile Abdallah à travers l'Europe et le Proche-Orient sont toujours aussi mystérieuses dix jours après l'attentat de la rue de Rennes à Paris. Emile Abdallah n'a pas seulement été à Larnaca. Si oui, en est-il reparti libre ? Et comment ?

La police française est convaincue de la fiabilité de ses témoins qui affirment l'avoir reconnu rue de Rennes et à Orly-Sud en partance pour Vienne. Alors, un coup de tapis volant et le voilà à Larnaca, avant-poste chypriote et quasi-banlieue du Liban.

Le Tout-Chypre réitérait à voix haute. Et personne n'exclut que ce jeune ingénieur de vingt-huit ans ait pu gagner clandestinement, à partir de Larnaca, Tripoli (Liban) ou Damas (Syrie) pour apparaître comme il le fit, attaché-case à la main, dans la maison natale de Kobayat, le jeudi 18 septembre à 13 h 30, soit quelques dix-neuf heures après l'explosion de la rue de Rennes.

A ce jeu des hypothèses, tout est permis. Imaginons donc Emile Abdallah débarquant comme nous l'avons fait à Larnaca. Il est 3 h 35 du matin, heure locale, il a dix heures devant lui pour réintégrer ses foyers. C'est suffisant, à cette nuance près que les transports réguliers font défaut à cette heure-là. Par voie de mer, l'unique liaison quotidienne est partie à 23 heures pour rallier Jounieh. Trop tard. Par voie aérienne, les seuls sont les seuls jours de relâche de la Middle East Airlines en direction de Beyrouth.

A supposer qu'Emile se soit bien trouvé à Larnaca, cette évasion de l'île régulière n'aurait pas pour autant été dramatique pour lui. « Tout est possible ici », souffle un homme de l'ombre, « Rien n'est impossible, s'achèverait un observateur, à condition d'être bien organisé ».

Chypre, entre autres, a en effet le secret des vols privés Larnaca — Beyrouth ou Larnaca — Damas. Les premiers, en hélicoptère ou en avion-taxi, durent environ une heure ; les seconds, près de trois heures. Une quarantaine d'appareils, immatriculés dans l'île, peuvent aisément se prêter à de telles courses.

Laurent Greilsamer.

Le recours à une vedette rapide, qui a la préférence des spécialistes, est tout de même plus risqué. Que ce soit à Larnaca ou à Limassol, deux ports chypriotes, la forte communauté libanaise en exil ne doit rien à la famille Abdallah, bien au contraire. Tout oppose ce clan maronite et pro-syrien aux Libanais pro-phléngistes de Chypre.

Un bateau de 8 mètres

Dans ces conditions, Emile Abdallah n'aurait plus eu le choix que d'être prévenu à l'avance sa « correspondance » à Larnaca. Une demi-heure après avoir franchi le contrôle policier à l'aéroport, il pouvait matériellement se retrouver à bord d'un bateau de 8 mètres, ancré dans un coin discret, de là piquer vers la Syrie afin d'éviter si possible les patrouilles israéliennes, puis couper court vers le port de Tripoli à une heure de route de Kobayat. Partir à 4 heures du matin, Emile Abdallah pouvait alors — en théorie — être déposé à proximité de ses terres par un bon marin, cinq heures après son embarquement.

Ce ne sont ni les bons marins ni les bonnes vedettes qui manquent. Le trafic de drogue a donné de l'expérience à ceux qui seraient pu en manquer. Tant pis si, pour arrêter ce fléau-là et les autres, la République du lieu ne dispose que de trois vedettes garde-côte.

Il en faudrait plus pour surprendre les habitants de Chypre qui savent que de « drogues de choses » se passent sous leur nez. Il y a tout juste un, en un commando palestinien prenait en otage trois israéliens dans le port de plaisance de Larnaca, avant de les assassiner dans leur yacht. Puis ce fut au tour du représentant des lignes aériennes irakiennes d'être exécuté lors de l'explosion de sa voiture.

Tout récemment, le 3 août, plusieurs commandos arabes attaquaient au mortier de 80, au bazooka et à la grenade, la base militaire britannique ultra-sécure d'Alkrotin, avant de se replier en bon ordre. Du jamais vu. Fin août, les israéliens interceptaient enfin un navire parti de Chypre chargé d'armes destinées à des groupes palestiniens.

Bref, n'il a jamais choisi Larnaca comme lieu de transit, Emile Abdallah ne l'a pas fait pour se tranquilliser mais pour sa proximité géographique avec son pays. Car voilà bien une île dont les rivages sont surveillés jusqu'à l'obsession par toutes les puissances régionales et les moindres « transits » vers l'extérieur épiques sans relâche.

TÉMOIGNAGE

Otage dans un Etat de droit ?

par Robert Bachaalani (*)

Rédacteur en chef de la revue Pétrole et gaz arabes résidant à Paris, je suis depuis une semaine assigné à résidence et sous le menace d'une expulsion si je ne me soumettais à la décision d'un tribunal administratif qui devrait avoir lieu le 7 octobre. Le 11 septembre, je suis interpellé et entendu par les autorités judiciaires dans le cadre des mesures prises après l'attentat de l'Hôtel de Ville. Le parquet n'ayant retenu aucune charge contre moi, le ministère de l'Intérieur décide ma rétention dans un centre administratif avant mon expulsion définitive vers le Liban. Depuis, je n'ai pas le droit de me rendre à mon lieu de travail, risquant de perdre mon poste et d'être privé, par là même, des seules ressources assurant le survie de ma famille en France.

Aucune charge n'a été retenue contre moi. Aucun indice n'a été trouvé lors des perquisitions et enquêtes menées. Je paye donc actuellement mon refus de céder au chantage de la police, qui m'a proposé, sans ambages, de servir d'agent ou liban, d'infiltrer certaines organisations suspectes d'être liées au terrorisme qui frappe actuellement la France. Je tiens à affirmer ma condamnation définitive et sans réserve des actes terroristes, d'autant que je n'ai jamais eu — de près ou de loin — de liens avec leurs auteurs, ni, jamais, approuvé ou justifié ces agissements barbares.

Depuis dix ans, je n'ai exercé aucune activité politique. Je travaille dans la presse depuis 1980, date de mon arrivée en France. Mes activités sont publiques et connues. Cette mesure d'expulsion qui me frappe me renvoie aux juridictions somnambules des milieux libanaises que j'ai fuyés pour me réfugier en France, vivre en paix sous la protection d'un Etat de droit. Faut-il que je devienne l'otage de cet Etat démocratique ? S'agit-il de pressions tendant à nous convaincre de la nécessité de quitter le sol français ?

Vu l'arbitraire des mesures prises à l'encontre de la communauté libanaise de France dans son ensemble, sans discrimination, n'agit-il d'une tentative pour «terroriser» cette communauté, cédant ainsi au chantage du terrorisme, qui frappe lui aussi sans discrimination ?

(*) Rédacteur en chef de Pétrole et gaz arabes.

ERRATUM : La FEN contre le terrorisme. — Dans la liste des signataires de la déclaration syndicale sur la terrorisme publiée dans le Monde du vendredi 26 septembre, la FEN a été oubliée par erreur. Ce texte a été signé par FO, la CGDT, la CGC, la CFTC et la FEN, seule la CGT ne s'y associant pas.

Frédéric Oriach et les FARL

« Absolument... pas »

Les conditions rocambolesques de l'interpellation, jeudi 25 septembre, devant la Garde du jardin du Luxembourg, de Frédéric Oriach (nos dernières éditions) ont rendu impossible la conférence de presse en bonne et due forme que celui-ci voulait donner. Empoigné par les policiers, il répondit cependant, dans le bousculade, aux questions de quelques journalistes. Dans ce contexte plutôt hétéroclite, nous avons fait un contre-sens. A la question : « Êtes-vous sympathisant des FARL ? », Frédéric Oriach a répondu : « Absolument... pas » et non l'«absolument» que nous avions cru entendre. L'erreur était compréhensible : Frédéric Oriach n'avait pas caché, dans le passé, une solidarité politique avec la cause des FARL, pro-palestiniennes à l'image de ses propres convictions.

E. P.

M. Jospin demande des «explications» au gouvernement

TOULOUSE de notre envoyé spécial

M. Lionel Jospin, premier secrétaire, qui aimait, le jeudi 25 septembre à Toulouse, le dernier rassemblement de sa campagne électorale en Haute-Garonne, s'est montré sévère à l'égard du gouvernement dans la lutte contre le terrorisme. « On nous présente, nous autres, comme des lâches, ceux qui, n'ayant pas de mots assez durs pour nous quand nous affrontons ces épreuves, prétendaient, le sourire gouernard aux lèvres et le menton bravache, qu'ils allaient «terroriser les terroristes» ?

M. Jospin a dénoncé les propos « totalement contradictoires » tenus, selon lui, par M. Chirac à l'ONU. « Quelle est, a-t-il demandé, la version que doit croire l'opinion ? Quel est le point de vue réel du gouvernement de M. Chirac dans ces affaires ? ». Le premier secrétaire du PS a réaffirmé que le gouvernement doit à l'opinion de « nécessaires explications », notamment à propos de « cette extravagante entrevue » entre Mgr Capucci et Georges Ibrahim Abdallah : « Qu'a-t-on été demandé à Ibrahim Abdallah ou que lui a-t-on promis ? ».

Les diverses explications qu'il réclame semblent au premier secrétaire du PS une condition sine qua non pour « soulever les Français autour d'une politique qui soit cohérente ». « Comment demander valablement, a continué M. Jospin, que l'ensemble des courants politiques se soutient sur les problèmes du terrorisme quand, dans le même temps, on fait preuve d'esprit partisan dans d'autres secteurs que la sécurité ? ».

J.-L. A.

هكذا من الاصل

La préparation des élections sénatoriales

Il arrive

Claude Estier, comme à l'école laïque

L'élection sénatoriale, c'est un confort bourgeois : campagne réduite et de bonne compagnie auprès des notables locaux, les grands électeurs, nettement moins sportifs et surtout moins coûteux qu'une législative ; assurance d'un mandat au long cours (neuf ans) et sans surprise désagréable (le Sénat, contrairement à l'Assemblée nationale, ne peut être dissout). Confort bourgeois en province, luxe suprême à Paris.

Dans la capitale, tout candidat sénateur sait d'avance qu'il sera élu ou battu. Pour peu que le parti qui le désigne fasse le poids et place le postulant dans son contingent d'éligibles, l'affaire est entendue. Pas de campagne électorale, puisque chaque candidat connaît à l'avance le nombre exact, au suffrage près, de voix qu'il obtiendra le jour venu. Pas de frais de campagne. Par conséquent, l'élection d'un sénateur à Paris, c'est comme l'école laïque : elle est gratuite et obligatoire.

Claude Estier, soixante et un ans, ancien député socialiste, proche de François Mitterrand, aurait pu, s'il l'avait voulu, faire imprimer ses nouvelles cartes de visites dès avant le 16 mars pour le 28 septembre. Son parti lui a taillé un costume de sénateur sur mesure lors de la négociation pour la constitution de la liste socialiste de Paris... pour les élections législatives. A cette époque, le PS espérait que cinq sièges de députés (il en a obtenu huit au soir du 16 mars), alors que les élus « de droit divin » (ministres en exercice et premier secrétaire du PS) ne se comptaient pas sur les doigts d'une main.

Claude Estier, député sortant, sachant qu'il n'obtiendrait pas la

cinquième place, se donna l'élégance de la ceder à Edwige Avice, membre du gouvernement et du CERES de Jean-Pierre Chevènement. Moyennant quoi, le CERES et tous les autres socialistes lui promirent LA place éligible aux élections sénatoriales. Claude Estier sera donc, le 28 septembre, le seul sénateur socialiste de Paris, et même le seul sénateur de gauche, puisque les communistes sont battus d'avance.



L'été dernier, Claude Estier avait fait ses comptes : il obtiendrait 239 voix de grands électeurs alors qu'il en faut 196 pour un siège. Assez pour s'assurer le fauteuil convoité, trop peu pour que son suivant de liste, Didier Motchane, proche de Jean-Pierre Chevènement, atteigne au même bonheur que lui. Voilà donc, en fait, 53 voix de plus pour le PS. Ce capital en poche, sans érosion possible, Claude Estier a attendu tranquillement la suite des événements. Sa campagne électorale s'est résumée à un exer-

cice d'écriture : une lettre personnelle à chacun des 239 grands électeurs qui lui sont favorables et une profession de foi à l'intention des mêmes et de tous les autres, pour la forme.

Etre élu sur sa bonne mine, ou plutôt sur son étiquette politique, les mains dans les poches et sans piper mot, quel rêve ! Mais il faut croire que l'inaction donnait à Claude Estier des décongellements. Il a fait campagne pour les autres. Dans la Vienne, où il s'est déplacé à la demande générale, et en Seine-Saint-Denis, où les socialistes ont besoin de décrocher quelques suffrages hésitants. En Seine-Saint-Denis, Claude Estier a des relations. Il s'est efforcé de convaincre une poignée de grands électeurs de voter socialiste le 28 septembre.

Claude Estier, qui fut député de 1967 à 1968, puis de 1981 à 1986, et dont le retour au scrutin d'arrondissement d'arrondissement n'aurait pas été un exploit, trouve au Sénat matière à déployer ses talents. On le voit déjà porte-parole du groupe socialiste, ministre, ancien journaliste devenu directeur de l'Unité (l'hebdomadaire du PS), familier des médias, il a tenu ce rôle avec efficacité à l'Assemblée nationale. On le voit même, ici ou là, président du groupe socialiste du Sénat. Claude Estier ignore les ambitions qui lui sont prêtées, mais estime qu'il y a, parmi ses amis du Palais du Luxembourg, un vaste travail politique à entreprendre et quelques améliorations dans les relations publiques à mettre au point. « Je ne suis pas encore en âge de partir à la retraite, dit-il. Je ne serai pas un sénateur anonyme. »

J.-Y. L.

Il s'en va

Adolphe Chauvin, la vie qui file

Adolphe Chauvin était entré en politique sur la pointe des pieds, à la Libération. Il s'en retire de même, quarante ans plus tard. Il quitte le Sénat, un peu triste et par raison. Sénateur de la Seine-et-Oise, puis du Val-d'Oise depuis 1959, président du groupe centriste pendant dix ans, il admet, avec un brin de nostalgie mais sans angoisse : « A soixante-quinze ans, je me porte bien, mais tout est possible. Un autre mandat m'aurait conduit jusqu'à quatre-vingt-cinq ans. Je suis à la fin de ma vie. C'est une chose très troublante. »



La vie, cela file vite, de plus en plus vite. Vient un jour où l'on a du mal à suivre. Adolphe Chauvin ne le dit pas, mais il sait bien que la vie est ainsi faite. Il est un peu las de ces interminables séances de nuit. Le Sénat déteste les matinales ; il déteste les noctambules. « J'ai eu une vie de chien », note Adolphe Chauvin, sans insister, comme s'il parlait d'un autre. L'autre, c'est l'Adolphe Chauvin de la grande époque des commodes : maire de Pontoise (1953-1977), président du conseil général (1964-1976), président de l'assemblée des présidents des conseils régionaux (1968-1976), sénateur évidemment. Et le reste, c'est à dire des associations multiples, le conseil régional d'Ile-de-France et la ville nouvelle de Pontoise. « Monsieur, j'ai vécu une vie de chien. Car Adolphe Chauvin ne fait rien à moitié. »

C'est pour cela, justement, que le Sénat l'irrite, qu'il l'irrite de toutes les petites agaceries des vieux amours paisibles. On y vit, on y débat, remarque-t-il, comme au dix-neuvième siècle. Alors que l'essentiel, le plus intéressant, le plus dur du travail parlementaire a

lieu dans le huis-clos des commissions. « Il a milité, en vain, pour qu'elles soient ouvertes aux journalistes, — les hommes travaillaient au Sénat doivent écouter, en séance publique, les litiges de discours répétitifs. Dix heures de discours, c'est mortel », dit-il. Et « ridicule ». Dix heures vissés par fonction à son fauteuil, parce que l'on est président de groupe et, de surcroît, de l'intergroupe UDF.

Pour le reste, pour l'essentiel, Adolphe Chauvin a beaucoup travaillé. Il s'y est mis, comme il avait assumé sa tâche professionnelle un peu avant, un peu après la guerre. La politique l'a pris, par surprise. Avait-on besoin d'un candidat MRP (Mouvement républicain populaire, démocrate-chrétien) aux élections municipales de Pontoise en 1945 ? Il fut candidat et élu. Alain Fohr cherchait-il un second de liste, en 1959, pour les sénatoriales ? Adolphe Chauvin fut candidat et élu. Voilà, c'est tout simple.

Extravagance

L'honorable parlementaire aurait pu, comme tant d'autres, se laisser porter par la vague d'une élection de sénateur, comme on dit, de réélections faciles et garanties pour peu que l'on prenne un minimum de précautions. Il l'a fait, sans doute, mais ne s'est pas contenté de ce confort bourgeois. Un exemple : en mai 1968, Adolphe Chauvin fréquentait à la Sorbonne les assemblées étudiantes enfumées et cacophoniques. Il écoutait, il apprenait, il humait l'air du temps et cherchait à comprendre. Si l'on s'en étouffe, il répond, modeste, qu'il n'y avait rien de d'extravagant. Adolphe Chauvin faisait son métier. Il ouvrait grand ses oreilles et regrettait que d'autres, du haut de leur expérience, ne consentissent à l'imiter.

En ce temps-là, le paisible Adolphe Chauvin, mine de rien, faisait la leçon à ses collègues : « Il est facile, disait-il, d'être sur les débats confus et bavardeurs que la fièvre des nuits de travail développe dans les amphithéâtres. Mais, en fait, les étudiants élaborent leurs propositions depuis quinze jours à peine et leur organisation spontanée est inévitablement défectueuse. Le gouvernement, en dix ans, n'a pas été à même de comprendre les aspirations de la jeunesse et de lui donner les moyens d'une réforme universitaire sérieuse. »

Adolphe Chauvin, jeune en 1945, s'était retenu en 1968. Il l'est encore à la fin de sa vie. Que lui restait-il de la politique ? Une mémoire et le conseil régional d'Ile-de-France. Un superbe avenir aussi : « On va se battre. »

J.-Y. L.

Quatre ans après l'arrivée de M. Léotard à sa tête

Le Parti républicain cherche à surmonter sa crise de croissance

M. François Léotard a fêté, le jeudi 25 septembre, le quatrième anniversaire de son accession à la tête du Parti républicain. Quatre ans, c'est beaucoup pour une formation qui, avant lui, s'était habituée à la valse de ses secrétaires généraux. Mais c'est finalement peu en regard de l'important travail de promotion, de structuration, mais aussi de réflexion entreprise sous son règne au cours des dernières universités d'été de Royan.

M. Léotard dégageait, fin août, les trois priorités de son parti pour le rentrée : « Voir grand, faire équipe et regarder loin ». Sur le premier point, personne ne conteste que M. Léotard, au risque de déplaire à ses amis de l'UDF, n'a jamais manqué d'ambition ni pour lui ni pour son parti. Personne ne s'aviserait non plus de contester aujourd'hui la progression spectaculaire du PR qui a maintenant neuf des siens au gouvernement, a pratiquement doublé le nombre de ses députés à l'Assemblée nationale et s'appuie à retirer, dimanche, l'un des meilleurs bénéfices des élections sénatoriales.

Si l'on se réfère aux chiffres officiels présentés par la direction du PR sur le terrain, l'émancipation semble tout aussi réel : cent cinquante mille adhésions, soit une augmentation de 35 % par rapport à 1984. Ce qui fait dire à M. Léotard que, depuis mai 1981, « la montée en puissance du Parti républicain et du Front national sont les deux

seuls éléments nouveaux sur l'échiquier politique ». Profitant du démantèlement du siège de Paris de la rue de Valenciennes au numéro 3 de la rue de Constantin, près du Palais-Bourbon, une nouvelle campagne d'adhésion devrait être lancée avant la fin de cette année. Car, de moins en moins enclin à s'embarasser des sautes d'humeur de l'UDF, mais en revanche de plus en plus convaincu que « le courant libéral sera le courant recherché », M. Léotard est catégorique : « Le Parti républicain a vocation de devenir la première formation politique française. »

Dans l'immédiat, il lui faut tenter de résoudre une sérieuse crise de croissance. De toute évidence, l'intendance a du mal à suivre. Si « faire équipe » est la deuxième consigne de M. Léotard, force est de constater que l'équipe de PR éprouve bieu des difficultés à s'imposer, à se renouveler et, pour tout dire, à gouverner. On se plait, dans ses rangs, que, depuis le 16 mars, « le parti roule de plus en plus en roue libre ». D'autres estiment que depuis six mois, « le sang ne circule plus » et nombre de députés regrettent « d'être livrés à eux-mêmes ».

Remettre de l'ordre dans la maison

Or tout le monde connaît les causes de ce mal. Le parti a été, en mars dernier, décapité et ne s'en est toujours pas remis. Noyé dans des marais audiovisuel et culturel, M. Léotard a en d'autres priorités et le vide se fait encore plus sentir maintenant, après le départ vers les rivages azurés de M. Patrick Borvo, qui, avant de devenir le directeur général de RMC, servait de trait d'union entre le parti et le ministère de la culture.

Les autres têtes couronnées du PR — MM. Madelin, Longuet et Doufflaque — se sont évanouies, plus intéressées, semble-t-il, par ce qu'elles découvraient dans leurs ministères que par ce qu'elles connaissaient de l'appareil. Ces quatre piliers du parti n'ont pas été véritablement remplacés. Peu connus mais manifestant une hâte trop fébrile pour l'être, les quatre secrétaires généraux adjoints, MM. Verwaerde, Buisson, Mamy et Raffarin, ont surtout passé leur temps à se neutraliser, sous couvert de communiques communs.

M. Léotard semble disposé à remettre de l'ordre dans la maison. Première décision : la nomination

attendue d'un porte-parole du parti qui ne sera ni l'un des ministres, ni l'un des quatre secrétaires généraux adjoints, mais qui sera issu du bureau politique. La création de ce poste permettra aux secrétaires généraux adjoints de repartir sur le terrain. Seconde décision : la commande d'un véritable check-up passé au mois de juillet à l'un des meilleurs cabinets de consultants d'entreprise française, l'IDRH (Institut pour le développement des ressources humaines), devant permettre de dégager, pour le début de l'année 1987, « des techniques nouvelles pour un fonctionnement moderne du parti ».

Déjà, des questionnaires ont été envoyés à toutes les fédérations, des entretiens avec députés, sénateurs et responsables du parti sont prévus pour aider, comme l'expose le PDG de cet institut, M. Charles Riley, le PR à faire son « auto-diagnostic ». Le sien est déjà en partie fait. « Le PR, explique-t-il, a trois atouts. François Léotard, dont la grande force est la sincérité. Mais il lui faut maintenant tester son personnage en intervenant davantage sur les terrains économiques et internationaux. Une équipe de ministres jeunes et dynamiques qui représente une sacrée force de frappe, mais dont le problème est maintenant de travailler autour pour la France que pour leur parti. Enfin, un parti qui comprend des hommes d'action et de communication, mais qui doivent aujourd'hui faire un sérieux effort d'organisation. »

Faut-il voir dans ce travail la première étape de la mise en route de la machine PR en vue de l'élection présidentielle ? De toute évidence, quand M. Léotard invite ses amis à « regarder loin », il pense à cette échéance. Officiellement, aucune stratégie n'est véritablement arrêtée. Les dirigeants du PR déclarent : « se préparer à toute éventualité », conscients que « plus tard se fera le choix du présidentiel, mieux ce sera ». Le rapprochement avec le RPR et M. Chirac ? Malgré tout ce qui a pu déjà être dit sur ce sujet, M. Léotard maintient qu'il continue d'éprouver « la grande liberté des enfants de Dieu », et, dans son entourage, on semble toujours exclure toute espèce de combinaisons avec M. Chirac.

« Pour l'instant, on arrive à faire comprendre à nos militants, explique un député, que l'on travaille pour le même but. Mais quant à soutenir M. Chirac, on sait trop bien que, s'il le veut, le lendemain, on peut disparaître ». La concurrence entre le fondateur, M. Valéry

Giscard d'Estaing, et l'héritier, M. Léotard ? On persiste à croire que ce n'est pas le problème. « Tous deux, et nous tous, nous savons, répond un cadre du parti, qu'ils ne peuvent pas être candidats l'un contre l'autre et pas davantage l'un sans le soutien de l'autre. »

Le problème harriste continue d'exister, mais...

Qu'advient-il en cas de candidature de M. Barre ? A vrai dire, pour le moment, personne n'a véritablement répondu à cette question, comme si les amis de M. Léotard voulaient se préserver de raviver de vieilles querelles, de briser cette espèce de paix armée avec des harristes qui, eux, ne se privent pourtant pas de grogner contre « ce parti qui se transforme en comité de soutien à un homme ». Mais chacun sait bien que l'adhésion du PR à la cause présidentielle du député de Lyon ne se ferait pas sans états d'âme. « Pour la première fois, explique l'un des quatre secrétaires généraux adjoints et législatives convaincu, M. Yves Verwaerde, nous avons pris conscience, à Royan, que le parti était totalement à nous. On sait que le problème harriste continue d'exister, mais on ne le ressent plus dans les structures du parti. » Cela devrait être encore plus vrai après le conseil national du 15 novembre prochain. Ce jour-là, les deux mille conseillers nationaux du PR, dont la désignation s'opère depuis le 1^{er} septembre au sein des fédérations, éliront le comité directeur qui restera en place jusqu'à l'automne 1988. C'est lui, par conséquent, qui aura à arbitrer, la stratégie du PR pour l'élection présidentielle.

D'ores et déjà, on peut s'attendre à ce que son Conseil national traduise une « léotardisation » maximale du parti. Les harristes, en tout cas, s'y préparent en faisant savoir par avance que, ce jour-là, ils se contenteront de « regarder ». Ce rendez-vous du 15 novembre constituera, pour le PR, un tour de chauffe avant la grande démonstration de force prévue le 6 juin 1987 à Fréjus, pour le dixième anniversaire de la création de ce parti.

Sa domination sur le PR, le poids pris par ses amis ministres, la multiplication de ses contacts à l'étranger, avec, notamment, un prochain visite au président Reagan, tout indique donc que, s'il n'est pas candidat lui-même, M. Léotard entend se rendre indispensable pour 1988.

DANIEL CARTON.

Vingt-neuf sortants ne se représentent pas

Vingt-neuf des cent quarante sénateurs, dont le mandat arrive à expiration, ne se représentent pas aux élections sénatoriales du 28 septembre. C'est le cas de dix des dix-neuf sénateurs communistes renouvelables : MM. Serge Boucheny (Paris), Jacques Eberhard (Seine-Maritime), Pierre Gambon (Essonne), Jean Ogilvie (Essonne), M^{me} Monique Midy (Hauts-de-Seine), MM. Guy Schmeuss (Hauts-de-Seine), Fernand Lefort (Seine-Saint-Denis), James Marson (Seine-Saint-Denis), Marcel Rosette (Val-de-Marne), Marcel Gargy, app. (Gardeloup).

De même, sept des vingt-neuf sénateurs socialistes renouvelables ne sollicitent pas le renouvellement de leur mandat : MM. Edouard Soldani (Var), Henri Duffaut (Vaucluse), Jean-Guy Gaudet (Paris), M^{me} Cécile Goldet (Paris), M^{me} Bernard Parnaudier (Paris), Pierre Noël (Essonne), Marc Piantagnesi, app. (Saint-Pierre-et-Miquelon).

Sur les dix membres du groupe de la Gauche démocratique soumis à réélection, deux ne se représentent pas : M. André Jouany (MRS), qui occupe la position de suppléant de M. Jean-Michel Baylet dans le Tarn-et-Garonne, et M. Edouard

Bonnefous (UDF-CDS), président de la commission des finances du Sénat, qui n'est plus candidat dans les Yvelines.

Cinq des trente sénateurs de l'Union centriste soumis à réélection ne font pas acte de candidature : MM. Charles Bosson (UDF-CDS, Hauts-de-Seine), Jean-Marie Bouloux (UDF-CDS, Vienne), Adolphe Chauvin (UDF-CDS, Val-d'Oise), Charles Forment (UDF-CDS, Seine-Maritime), Frédéric Wiltz (UDF, Français de l'étranger).

Il en est de même pour deux des quinze sénateurs renouvelables et indépendants renouvelables : MM. Paul Guillaumont (UDF-PR, Yonne) et Jacques Ménard (UDF-PR, Deux-Sèvres) ; deux des dix-sept sénateurs RPR renouvelables : MM. François Collet (Paris) et Edmond Valcin (Marne-la-Vallée) ; et pour l'un des deux non-inscrits renouvelables : M. Yves Durand (div. d., Vendée).

A ces vingt-neuf sièges, qui auront de nouveaux titulaires après le scrutin du 28 septembre, s'ajoutent les quatre actuellement vacants dans l'Aude, la Finistère, le Puy-de-Dôme et le Var, et les deux sièges suppléantaires réservés aux représentants des Français de l'étranger.

Yvelines. — M. Edouard Bonnefous, qui n'est pas candidat au renouvellement de son mandat de sénateur des Yvelines (le MRP du 11 septembre), nous prie d'indiquer qu'il avait pris, « dès le printemps dernier », la décision de renoncer à se présenter à ces élections.

DEMAIN, NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

Politique

L'élection législative partielle de Haute-Garonne

Concluant sa campagne électorale en Haute-Garonne où il est venu défier le maire de Toulouse, M. Dominique Baudis, porte-drapeau de la

majorité, le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, s'est montré, jeudi soir 25 septembre, extrêmement virulent contre le gouvernement,

qu'il a accusé de chercher « à diviser, à séparer » les Français. Le verdict des urnes sera examiné par toute la classe politique avec d'autant plus

d'intérêt, dimanche soir, que tous les partis en présence ont voulu faire de cette élection législative partielle un test national.

Le choc Baudis-Jospin, ou l'histoire d'une impossible confrontation d'idées...

TOULOUSE

de notre correspondant

« Vous avez vu tout ce monde pour Jospin... ». Vibrant encore aux échos de cette dernière grande réunion publique, un vieux militant socialiste claironne, au sortir du chapiteau, son soulagement et son espoir. La campagne pour cette législative partielle, ouverte dans la torpeur d'un été accablé de soleil, s'achève sous une pluie battante, ce jeudi, dans le climat feutré d'une fin de septembre que la récente vague d'attentats a soudain rendu plus palpable.

Certes, Toulouse a été épargnée. Cela n'empêche pas certains socialistes de craindre, en privé, un mouvement de l'électorat en direction du parti au pouvoir.

Commencée par quelques coups de théâtre, dont le premier et décisif fut l'annulation du scrutin de mars, cette campagne se reforme sur des coups de barre de fer qui ont envoyé à l'hôpital une militante socialiste, victime d'un commando d'extrême droite.

Si pendant deux mois le débat s'est déroulé sans passion apparente, au point que jusqu'à jeudi les Haut-Garonnais semblaient boudier les cérémonies incantatoires offertes par les grands responsables politiques, l'équipée nocturne de quelques gros bras a soudain électrisé l'atmosphère.

Consécutif à la décision du Conseil constitutionnel, cette élection n'est pas la reprise du 16 mars, parce que certains des acteurs ont changé et parce que la situation politique est différente.

Contraint, en raison de ce qu'il appelle « une magouille », de se représenter devant les électeurs, M. Dominique Baudis s'apprêtait, début juillet, à gérer

tranquillement, installé en fin de liste, le capital de voix que lui permettait l'union retrouvée avec le RPR. Mais l'arrivée de M. Lionel Jospin volant au secours d'une fédération socialiste, prise d'étonnement brouillait les cartes et faisait soudain de cette élection le centre de toutes les attentions.

Après un temps de réflexion, M. Baudis ne voulant pas laisser croire qu'il se dérobait, prenait la tête de la liste d'union RPR-UDF et, fidèle à son choix d'après le 16 mars, annonçait son intention de démissionner dès la fin du scrutin.

L'événement créé par le MRG

Décor planté et premiers rôles distribués, le candidat socialiste a longtemps été seul à occuper la scène. Il est vrai que, « parachuté » dans le département, il devait s'y faire connaître et admettre. En deux mois et demi, M. Jospin a accompli un véritable marathon, courant de réunions en buvettes champêtres, de visites d'entreprises en tours de marchés à un rythme qui a surpris plus d'un socialiste garonnais.

Sachant bien qu'à poursuivre un tel rythme il risquait de perdre le souffle, M. Dominique Baudis s'est glissé dans le costume du gestionnaire, face à un chef de parti.

L'homme en charge de la cité, face au professionnel de la politique. Pas de campagne à grand spectacle comme pour le 16 mars dernier. Il est allé au plus simple, recevant la visite — mais c'est, dit-il, « un hasard de calendrier » — de quelques ministres, dont celle de M. Jacques Chirac.

En fait, les deux vedettes de cette élection n'ont pas travaillé sur le même registre. M. Jospin a voulu forcer son adversaire au débat politi-

que, cherchant à le marquer à droite, à lui coller l'image d'un politicien masqué, à lui faire porter le poids de la gestion gouvernementale.

A l'inverse, M. Baudis a voulu jeter le doute sur le rôle des socialistes dans le scrutin controversé du 16 mars, au point d'être aujourd'hui poursuivi pour diffamation.

Pour le reste, il s'est contenté de « surfer » sur l'échec de la vague Jospin, dénonçant « le parachuté qui abandonne ses électeurs parisiens », exhumant une interview à l'Unité, l'hebdomadaire du PS, dans laquelle le premier secrétaire, il y a quelques mois, prospectait fidèlement à Paris et aux Parisiens, tout comme il vient de le faire à Toulouse.

De leur côté, le Front national et le PCF, qui espèrent glisser un des leurs parmi les élus, ont battu le rappel des départs, sans retrouver, si on en croit la fréquentation publique, les audiences du 16 mars. Mais l'événement a été créé par les radicaux de gauche.

M. Henri de Lassus, ancien directeur du tourisme et président de la fédération MRG de la Haute-Garonne, a mis sur pied, avec le soutien de M. Francis Douhin, une liste autonome. Sportif, à l'aise devant les caméras de télévision, M. de Lassus rompt également avec le radicalisme poussé dont le Sud-

Ouest semblait s'être fait une spécialité. Et si, malgré une campagne où l'on n'a pas hésité sur les moyens, les radicaux n'ont guère d'illusions à se faire, cette liste de *corus belli* pourrait bien priver de quelques voix précieuses les candidats socialistes.

M. Gérard Houteer, celui par qui l'annulation est arrivée, fait courir le même risque au PS. Mais l'ancien député de Muret, qui a rompu avec son parti, n'avait guère les moyens d'exister.

Cette campagne a été l'histoire d'une impossible confrontation d'idées, illustrée jusqu'à l'absurde par le rendez-vous manqué devant les télespectateurs de FR 3. A deux jours du scrutin, les témoins ont mis les bouchées doubles pour convaincre les hésitants et faire déplacer les abstentionnistes.

M. Jospin, le plus exposé de tous, a multiplié les appels dans ce sens. Il revenait à M. Fribin, communiste unitaire, d'appeler ses anciens camarades au « vote efficace », tout comme à M. Stira d'esquisser un rassemblement républicain, en ralliant certains centristes au Parti socialiste. Le premier secrétaire a dit : « Le président de la République a besoin d'une majorité ».

GÉRARD VALLÈS.

Chambre de commerce et d'industrie de Paris		
ALLEMAND ANGLAIS ESPAGNOL RUSSE ITALIEN BRÉSILIEN PORTUGAIS		
PUBLIC	CALENDRIER	RENSEIGNEMENTS
ENTREPRISES	TOUTE L'ANNÉE	EAP
DEMANDEURS D'EMPLOI	CINQ SESSIONS/AN	CENTRE MALESHERBES
ÉTUDIANTS	CONGÈS SCOLAIRES	Paris-17 ^e Tél. : 47.66.51.34

Une bonne opération... pour M. Rocard !

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Les socialistes veulent donner à cette élection la valeur d'un test politique national. M. Lionel Jospin a invité jeudi les électeurs de Haute-Garonne à adresser « un avertissement clair au gouvernement de M. Chirac » et un « message d'unité au président de la République ».

Ce meeting toulousain a aussi constitué un élément de la réponse que M. Jospin veut apporter à ses contestataires à l'intérieur du PS. Le premier secrétaire était apparu isolé à l'issue du comité directeur du 13 septembre. Plusieurs voix s'élevaient alors pour contester l'analyse qu'il développe sur le rôle du PS dans l'opposition, et aucun dirigeant d'importance n'avait à cette occasion soutenu sa démarche. M. Jospin a pris à Toulouse une sorte de revanche que l'on peut juger à la qualité de la présence socialiste dans les premiers rangs de l'auditoire.

Le futur député de Toulouse n'avait pas souhaité que des dirigeants nationaux viennent l'épauler dans sa campagne haute-garonnaise, et aucune invitation n'avait été lancée pour ce dernier rassemblement. La présence d'un certain nombre de dignitaires socialistes venus sur l'estrade à la fin de la réunion donner l'accolade ou une poignée de mains au premier secrétaire est donc apparue comme une volonté affichée de soutien à M. Jospin.

Parmi les parlementaires, outre les élus du département, MM. Jean-Jack Queyranne (Rhône), Michel Sapin (Haute-Loire), Georges Sarro (Paris), Dominique Strauss Kahn (Haute-Savoie), Guy Vade-pied (Oise), avaient fait le déplacement, tout comme M. Olivier Stirn (Manche). Du côté des anciens ministres, il y avait MM. Michel Delebarre, Roland Dumas, Martin Malvy, Henri Nallet, et surtout

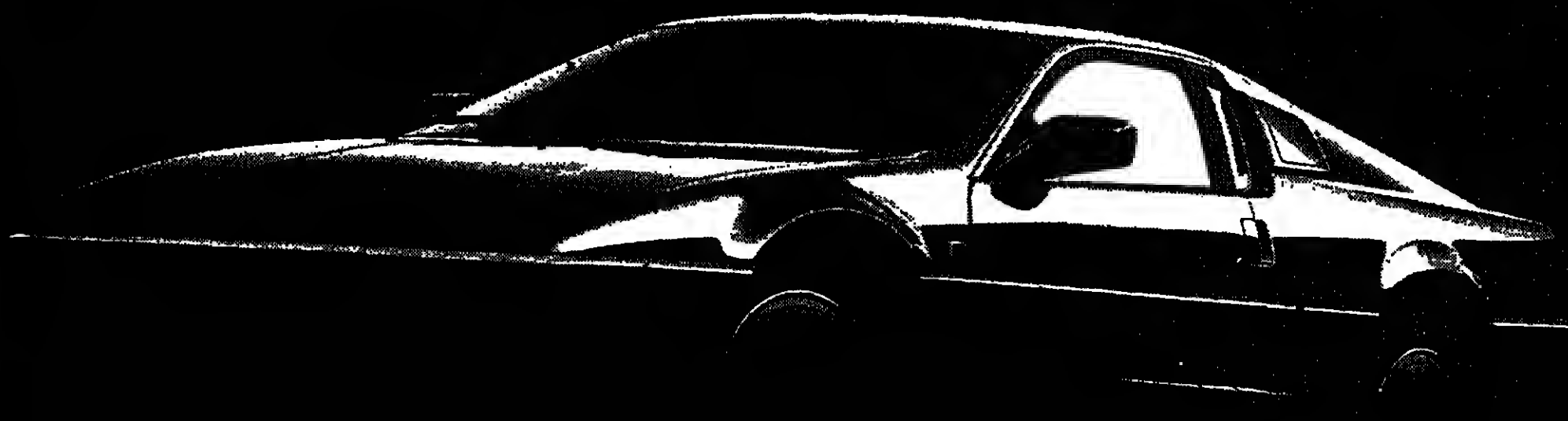
Michel Rocard, qui a recueilli une véritable ovation.

Le député des Yvelines avait soigneusement ménagé son effet de surprise en n'annonçant sa venue que le matin même. En se montrant plus fidèle à M. Jospin que certains membres du propre courant du premier secrétaire (hasard ou volonté délibérée, aucun dirigeant national des diverses sous-tendances du courant mitterrandiste n'était à Toulouse), M. Rocard a réalisé à peu de frais une bonne opération. Vis-à-vis des militants, dont M. Jospin pense qu'ils ont pu être choqués par des attaques lancées alors qu'il était en pleine campagne sur le terrain, M. Rocard acquiesce une sorte de brevet de loyalisme qui peut lui être utile quand viendra le moment de la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle. Seul chef de courant (en dehors de M. Jospin lui-même) présent à Toulouse, il accredit dans le même mouvement l'idée que l'« axe » Rocard-Jospin existe bel et bien en dépit des dénégations constantes du premier secrétaire.

M. Jospin avait affirmé mardi (*le Monde* du 24 septembre) qu'il allait « expliquer » à l'intérieur du parti. Bien qu'il se soit refusé jeudi à tout commentaire à ce propos, il semble improbable que les jours et les semaines qui suivront le 28 ne soient pas marqués par une contre-offensive du premier secrétaire, mais la force et la forme de cette contre-offensive, tout comme, au demeurant, la persistance ou non d'un débat, sont liées à l'issue du scrutin et surtout à la lancinante question de la conservation du quatrième siège socialiste acquis en mars en Haute-Garonne. Il n'existe aucune certitude à propos de ce quatrième siège dont le sort, bien plus que le nombre précis de suffrages obtenus par M. Jospin, pèsera dans le bilan que l'opinion publique et les militants du PS dresseront dimanche soir de la bataille de Toulouse.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Rencontrez la qualité.
La technologie de pointe a un nom : NISSAN.



NISSAN MID 4

Prototype opérationnel

Culture routière. La technique automobile progresse avec certitude. Entre le conducteur et la technologie, c'est l'accord parfait du cœur et de l'esprit. La conduite est plaisir et sensations. Elle va jusqu'à ravir le cœur de celui qui la regarde. Chez Nissan, une sensibilité aigüe du moment, une technique sûre et de haute qualité ainsi qu'un respect du style de vie confèrent une touche spéciale à la fabrication d'automobiles appréciées dans le monde entier.

Venez au 73^{ème}
Salon de l'Automobile de Paris.



هكذا من الاحل

Politique

Deux sondages

M. Mitterrand meilleur « présidentiable »

Selon le sondage réalisé par la SOFRES et publié dans *Le Nouvel Observateur* du 25 septembre (1), M. François Mitterrand « ferait un bon président de la République » pour 48 % des personnes interrogées. Le chef de l'Etat, en tête des personnalités « encore dans la course » devant MM. Raymond Barre (47 % d'avis favorables), Michel Rocard (44 %) et Jacques Chirac (37 %). MM. François Léotard et Laurent Fabius recueillent respectivement 33 % et 31 % d'opinions positives. M. Valéry Giscard d'Estaing, pour sa part, est crédité de 28 % d'avis en sa faveur. M. André Lajoinie (5 %) arrive en dernière position just derrière M. Jean-Marie Le Pen (6 %), tous deux largement distancés par M. Yves Montand (15 %).

D'autre part, l'IFOP a réalisé un sondage publié par l'hebdomadaire communiste *Révolution* relatif aux effets de la réforme électorale pour les législatives (2). Selon les résultats de cette étude, 49 % des personnes interrogées estiment que le mode de scrutin « doit en priorité

permettre à chaque parti (...) d'obtenir un nombre de députés qui soit le plus proche possible de son poids électoral dans le pays », tandis que 19 % pensent qu'il doit permettre de « dégrader une majorité de gouvernement même si elle ne correspond pas à une majorité électorale ». 36 % des sympathisants du RPR préfèrent cette dernière formule contre 35 % la première. En revanche, les partisans du PS penchent majoritairement (60 %) en faveur de la représentation proportionnelle, 13 % choisissent le mode de scrutin majoritaire, 66 % des électeurs du PCF et 62 % de ceux du Front national se prononcent également en faveur de la représentation proportionnelle. L'IFOP précisant que ces derniers résultats doivent être interprétés avec prudence « compte tenu de la faiblesse de l'effectif ».

(1) Sondage effectué du 8 au 11 septembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.
(2) Sondage réalisé du 8 au 15 septembre auprès de 877 personnes.

A La Réunion

Un maire socialiste interdit de toute fonction publique

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION
de notre correspondant

Le tribunal correctionnel de Saint-Denis a prononcé vendredi 26 septembre, une interdiction définitive de toute fonction publique à l'endroit de M. Wilfrid Bertile, maire de Saint-Philippe et ancien député socialiste de La Réunion.

Le tribunal a, en outre, condamné M. Bertile à huit mois de prison avec sursis, à 40 000 F d'amende et au remboursement d'une somme de 440 000 francs à la commune de Saint-Philippe au titre des dommages et intérêts à payer solidairement avec son premier adjoint, M. Alix Elève, qui a écopé, pour sa part, de quatre mois de prison avec sursis.

M. Wilfrid Bertile comparait devant le tribunal correctionnel sous l'inculpation de délit d'ingérence. Il lui était reproché d'avoir détaché à

son profit et par l'intermédiaire de son premier adjoint et, bien sûr, une superficie de deux hectares d'un terrain de 26 hectares acheté par la commune de Saint-Philippe. Une parcelle payée 30 000 francs sur laquelle M. Bertile a aménagé sa maison.

L'ancien député socialiste a décidé de se pourvoir en appel du jugement rendu par le tribunal correctionnel et de se démettre de ses mandats de maire et de conseiller général afin de porter ensuite le litige devant les électeurs. Avant d'être élu à l'Assemblée nationale en 1981, M. Bertile était à la tête de la Fédération départementale du Parti socialiste. Maire de Saint-Philippe, M. Bertile exerce également les fonctions de conseiller général. Au lendemain de son échec aux dernières législatives, M. Bertile avait réintégré son poste à l'université de La Réunion comme maître de conférences en géographie.

Edition

L'OPA sur le deuxième groupe français

M. De Benedetti espère détenir un tiers du capital des Presses de la Cité

MM. Claude Pierre-Brossolette, président de la société CERUS et Alain Minc, directeur général, ont confirmé jeudi 25 septembre, au cours d'une conférence de presse, leur intention de lancer une offre publique en vue de prendre une participation « significative » dans le capital des Presses de la Cité, le second groupe français d'édition.

Bien que les règles qui régissent les OPA exigent plus que de la discrétion de la part des promoteurs de l'opération, on croit savoir que l'offre publique pourrait prendre la forme d'un échange — trois actions de la CERUS pour une seule action des Presses de la Cité — ce qui porterait l'offre à 2 800 F l'action, alors qu'elle était cotée 2 400 F mardi. En tout état de cause, la CERUS — dont le financier italien Carlo De Benedetti détient 50 % des parts — et Pechelbrou, holding financier du groupe Worms, qui sont les deux initiateurs de l'opération, souhaitent obtenir au moins un tiers du capital des Presses de la Cité : certains des « alliés » de CERUS, des institutions comme l'UAP, la BNP ou Suez pouvant également intervenir dans la prise de contrôle de la société d'édition.

Mais, pour l'instant — prudence ou dissimulation — les dirigeants de la CERUS adoptent un profil bas en ce qui concerne la façon dont ils entretiennent l'avenir des Presses de la Cité. Leurs relations avec les actuels dirigeants des Presses de la Cité ? « Nous les avons rencontrés. Nous espérons qu'ils nous accueilleront favorablement ; mais tout est possi-

ble : depuis le mariage d'amour jusqu'au divorce. » La réaction de Bertelsmann, le géant de l'édition allemande qui détient la moitié du capital de France-Loisirs, la pièce maîtresse et la pourvoyeuse de bénéfices des Presses de la Cité ? « Nous avons rendez-vous avec l'un de leurs représentants cet après-midi. Bertelsmann gère remarquablement France-Loisirs. La reprise des Presses s'inscrit-elle dans une stratégie de la communication qui déboucherait sur la création d'un groupe multimédias international ? « Je suis un homme très timide », commente avec humour M. Claude Pierre-Brossolette, qui ne cache pas pourtant ses objectifs immédiats : « Les Presses de la Cité sont un groupe d'édition important qui — France-Loisirs mis à part — ne gagne pas d'argent. Une très forte amélioration est imaginable. »

Dans l'immédiat, M. Carlo De Benedetti et ses alliés paraissent donc déterminés à « remettre de l'ordre » dans le groupe avant d'envisager d'éventuels développements. Mais ils savent également qu'ils abordent un secteur, la communication, particulièrement sensible et dont le paysage va rapidement changer. Pour rester présents sans être pris de vitesse, peut-être leur faudra-t-il trouver rapidement d'autres partenaires : d'ici à la clôture de l'offre publique vers la fin octobre, on peut prévoir quelques rebondissements dans le roman des Presses de la Cité.

PIERRE LEPAPE.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
6, rue de Savoie, 75006 PARIS — Tél. : 43-26-90-72

La cohabitation à l'épreuve du découpage et du terrorisme

Sérénité et vigilance

« Dédramatiser » : tel est le mot d'ordre implicite donné par l'Hôtel Matignon pour traiter les deux problèmes de l'heure — même s'ils sont de nature et d'importance différentes — que sont le découpage électoral et le terrorisme. Dédramatiser, mais aussi faire preuve de fermeté, car le caractère sérieux des deux sujets n'est pas minimisé pour autant.

M. Denis Baudouin, porte-parole de M. Chirac, reconnaît bien volontiers, ainsi que l'Elysée l'avait souligné, que le premier ministre tenait à ce que le projet de découpage électoral contenu dans une ordonnance fut soumis et adopté par le conseil des ministres du mercredi 24 septembre, alors que M. Mitterrand souhaitait qu'il soit retardé. On est donc satisfait que le président de la République ait accepté cette inscription à l'ordre du jour alors qu'il aurait pu la refuser.

On considère désormais, à l'Hôtel Matignon, que le défilé « raisonnable » demandé par le chef de l'Etat pour examiner l'ordonnance ne devrait pas excéder une quinzaine de jours. Selon le premier ministre, le rapproché de « précipitation » n'est nullement justifié puisqu'un certain retard a déjà été pris à cause des nouvelles entre la commission des « sages » et le Conseil d'Etat pour l'examen d'un texte qui coaccrédite l'un des engagements essentiels de la nouvelle majorité, contenu dans la « plate-forme » électorale du RPR et de l'UDF.

M. Baudouin affirme aussi que « le découpage a été fait avec le maximum de précautions et de modération et que jamais une réforme électorale n'aura été entourée d'autant de garanties ». L'Hôtel Matignon précise, enfin, que le projet ne sera pas distribué à la presse,

pour le moment, « car ce ne serait pas convenable vis-à-vis du chef de l'Etat ».

Ces précautions et ces amabilités s'accompagnent d'une grande sérénité quant au sort que M. Mitterrand réservera à ce texte. S'il refuse de signer l'ordonnance, celle-ci sera rédigée sous forme de projet de loi — sans aucun changement — et soumise à l'Assemblée nationale accompagnée, pour son vote, du recours à l'article 49-3 de la Constitution et même d'un « super-49-3 ». « Cela se fera donc le plus rapidement possible », assure-t-on, en ajoutant : « Cette affaire ne devrait pas créer de drame dans la cohabitation. » Du côté de l'Hôtel Matignon, on veut pour l'heure exclure l'hypothèse selon laquelle M. Mitterrand pourrait faire davantage trahir sa décision.

On se montre également confiant dans la cohésion de la majorité parlementaire. On est convaincu, en effet, qu'aucun député RPR ou UDF ne joindra sa voix à une motion de censure qui serait déposée par les socialistes et soutenue à la fois par les communistes et le Front national, ainsi que l'a annoncé M. Le Pen jeudi. M. Chirac, qui s'adressera aux élus des deux groupes réunis à Vitte, le 1^{er} octobre, les mettra devant leurs responsabilités face à l'éventualité d'une crise parlementaire en ce moment.

Si, en ce qui concerne le terrorisme, on s'efforce également de dédramatiser, en la matière, la sérénité cède la place à la vigilance et à la fermeté. M. Chirac veut, en effet, montrer à l'opinion qu'il maîtrise la situation ou tout au moins qu'il s'en donne les moyens. Il s'est institué ostensiblement en chef d'orchestre des opérations policières et des contacts diplomatiques. « Patron »

exclusif du conseil de sécurité internationale, tenu régulièrement au cours des actions des services de police et de renseignement, multipliant les démarches internationales — il sera le 3 octobre reçu par le roi du Maroc. — M. Chirac n'a pas hésité à brûler certains de ses vaisseaux en affirmant lui-même et en faisant répéter avec force par son porte-parole deux principes nouveaux. Désormais, en effet, « tout contact ne peut être qu'officiel et entre Etats », d'une part, et, d'autre part, « il n'est pas question de libérer Georges Ibrahim Abdallah aussi longtemps que la justice suivra son cours ».

La véritable première épreuve

Le premier ministre démontre donc officiellement avoir en le moindre contact personnel avec des représentants officiels des mouvements terroristes. Toutes les relations, assure-t-il, se passent par l'intermédiaire du gouvernement, qu'il s'agisse de ministres, de hauts fonctionnaires, diplomates ou de policiers, sans recours aux « barbonnes », aux « clandestins », ou autres « messieurs bons offices ». M. Chirac ne veut pas être soupçonné d'user de moyens qu'il reproche à ses prédécesseurs d'avoir utilisés. Toutefois — contrairement à ce que certains de ses proches ont pu faire il y a quelques semaines — il se garde de mettre en cause ouvertement les responsabilités du gouvernement précédent. Le temps des procès d'intentions en ce domaine, estime-t-il, n'est pas venu.

M. Chirac révoque également le reproche de s'être contredit pendant son séjour à New-York. S'il a effec-

tivement parlé à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies d'une responsabilité éventuelle de certains Etats dans le terrorisme, cette remarque visait le problème général du terrorisme à travers le monde, évoquant, dans sa conférence de presse ultérieure, le cas présent de la France, il a voulu dire que, pour le moment, rien ne permettait d'impliciter un Etat nommé dans la vague d'attentats de Paris.

De même, selon l'Hôtel Matignon, Mgr Capucci ne doit pas être considéré comme un médiateur puisque ce n'est pas la France qui l'a sollicité. On reconnaît, toutefois, que le pape, qui s'est longuement entretenu avec M. Pandraud, ministre de la sécurité, a pu faire « passer un message » à Georges Ibrahim Abdallah, et l'on ajoute, que « s'il repart vers d'autres lieux, il verra lui-même ce qu'il aura à faire après son entretien avec le prisonnier et s'il doit en tirer des leçons ». Espère-t-on que le prisonnier de la Santé aura trouvé auprès de son coreligionnaire son chemin de Damas ?

Fermeté, enfin, de M. Chirac en ce qui concerne le problème général du rôle de la France au Proche-Orient : il n'est pas question que celle-ci se désintéresse de cette région ni sur le plan diplomatique et militaire, ni sur le plan économique et culturel, et qu'elle cède ainsi à « chantage ».

De par « l'Orient compliqué », comme disait de Gaulle, M. Chirac affronte ainsi sa véritable première épreuve de chef du nouveau gouvernement dans le bureau même où « mutants mutandis » Georges Pompidou avait surmonté le choc de mai 68.

ANDRÉ PASSERON.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

C OINCIDENCE de la promenade et d'une affiche pérorante dans la vitrine d'un magasin de Paris. Mais ce sont les hommes publics qui y poussent avec leurs mots qu'ils veulent historiques, avant de se mordre les doigts. En voici quelques-uns pour que le ministre de l'Intérieur se sente moins seul...

A la veille du conflit franco-prussien de 1870, le maréchal Lebaud, ministre de la guerre, s'écrit devant le corps législatif : « Nous sommes prêts, tellement prêts que la guerre pourrait durer deux ans sans que nous eussions besoin d'acheter même un bouton de gilet. » Sedan ne tarda pas.

En 1919, alors que le budget de la France se présente de manière catastrophique, un nommé Klotz, qui était ministre des finances dans le gouvernement Clemenceau, affirme : « L'Allemagne paiera. » Le 9 mars 1926, alors qu'il est manifeste que c'est tout l'inverse qui va se produire, le président du conseil Albert Sarraut lance l'avertissement suivant à la radio : « Nous ne sommes pas disposés à laisser placer Strasbourg sous le feu des canons allemands. »

Ce propos, que cite l'ancien ministre Edouard Bonnet dans son *Histoire de la République*, a été complété par Marcel Bleustein-Blanchet, qui, déboulant en 1932 avec Albert Sarraut, l'entendit révéler que ce discours n'était pas de lui, mais de son ministre des finances, Pierre-Edouard Fléand, et qu'il n'en avait pris connaissance que quelques instants avant de le prononcer.

Faut-il aussi rappeler Paul Reynaud déclarant, par deux fois, en avril 1940 : « La route du fer est coupée ? Pour l'Allemagne ? Et n'est-ce pas le même Paul Reynaud qui avait assuré : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts ? »

CES hommes qui ont pour mission de comprendre et de prévoir se bornent à conduire ; ou bien ils veulent se rassurer en même temps qu'apaiser leurs peuples. Mais d'autres le masquent, sciemment, pour servir leurs ambitions ou en protéger le socle.

Alain Joubert a eu l'idée de bâtir un livre autour de l'un des aspects de cette politique de mensonge, celle qui prend appui sur la photographie. Ce livre (qui est aussi clandestin) publié aux Editions Bernard Barmat, avec le concours de Hans Reychnen pour la conception graphique, un volume intitulé *Le Commissariat aux archives, les photos qui faussent l'histoire* (1).

La lecture des documents rassemblés en cent quatre-vingt-dix (grandes) pages est éd-

ifiante. Certaines des falsifications confinent à l'art tant elles sont imperceptibles, d'autres au contraire ont été confiées à des subordonnés tant elles sont bourrées de fautes ; personnellement, on ne s'est pas senti un bout de chausserie, bras dont on a changé la position sans supprimer l'ombre portée du geste premier.

Les régimes communistes fournissent le gros bataillon de cette documentation. Lénine sur le point de mourir se méfiait-il de la brutalité de Staline, au point de le faire noyer dans une piscine ? Le testament qu'il laisse ? Le « petit père » rouge fait reconnaître des photos qui démentiront ce jugement, à partir de clichés authentiques pris par le cœur de Lénine. La méfiance devient embrassée.

On découvre des soucis bien bourgeois chez ces révolutionnaires. Des photos de Lénine sont, de son vivant, retouchées afin qu'il y appaaisse moins débraillé et les sourcils moins croisés. Entreprises moins dénotées, les photos de groupe sont minutieusement expurgées pour tenir compte des assassinats, des exécutions, des suicides, ou des délits.

Hitler et Mussolini, pour la totalitarisme de droite, Mao, pour le totalitarisme de gauche, recourent aux mêmes techniques. Avec, pour ce qui concerne la droite, le nom de ridicule. Lors de la signature du pacte germano-soviétique, les reportages soviétiques la poignée de main qu'échangeaient Joseph Staline, le plénipotentiaire allemand, et Joseph Staline. Mais celui-ci était une cigarette à la main, droit, Hitler, hostile au tabac (et végétarien), s'en offusque. « L'effrayant mépris », comme l'écrit Alain Joubert, est gommé de la version germanique du cliché.

RISIBLES ou odieux, ces procédés amènent inévitablement à se demander qu'ils ont, en fait, permis de se faire une idée plus juste de la réalité. Mais, pour ce qui concerne la gauche, il n'est pas plus juste de se faire une idée plus juste de la réalité. Mais, pour ce qui concerne la gauche, il n'est pas plus juste de se faire une idée plus juste de la réalité.

Quelle question sans intérêt réel. Au fur et à mesure qu'un homme s'assoit dans son pouvoir, l'image qu'il est renvoyée de lui-même lui paraît de moins en moins belle, c'est-à-dire de plus en plus injuste. Il n'est pas un censeur ou un courtois pour ignorer cela ; pas un gouvernement pour s'en garder avec constance.

Bien qu'elle ne soit l'occasion que de trop d'exemples, les « démocraties » sont-elles aussi vertueuses qu'Alain Joubert semble vouloir le démontrer en ne les mentionnant qu'à peine ?

Mais la chance des démocraties, c'est que la multiplicité des sources d'informations, donc de contrôle, rend, en principe, impossibles de telles manipulations. Le danger des démocraties, c'est qu'il n'est pas qu'il en sera toujours ainsi. L'universelle concentration des moyens que connaissent le pouvoir politique et celui d'informer fait douter de la vertu occidentale.

Ouvrons l'œil pour que l'œil ne soit pas dupé. Surtout au moment où la restauration de la paix publique en France semble devoir passer par une polémique de photographies sou-

lignées à l'œil humain.

Le premier ministre démontre donc officiellement avoir en le moindre contact personnel avec des représentants officiels des mouvements terroristes. Toutes les relations, assure-t-il, se passent par l'intermédiaire du gouvernement, qu'il s'agisse de ministres, de hauts fonctionnaires, diplomates ou de policiers, sans recours aux « barbonnes », aux « clandestins », ou autres « messieurs bons offices ». M. Chirac ne veut pas être soupçonné d'user de moyens qu'il reproche à ses prédécesseurs d'avoir utilisés. Toutefois — contrairement à ce que certains de ses proches ont pu faire il y a quelques semaines — il se garde de mettre en cause ouvertement les responsabilités du gouvernement précédent. Le temps des procès d'intentions en ce domaine, estime-t-il, n'est pas venu.

M. Chirac révoque également le reproche de s'être contredit pendant son séjour à New-York. S'il a effec-

ivement parlé à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies d'une responsabilité éventuelle de certains Etats dans le terrorisme, cette remarque visait le problème général du terrorisme à travers le monde, évoquant, dans sa conférence de presse ultérieure, le cas présent de la France, il a voulu dire que, pour le moment, rien ne permettait d'impliciter un Etat nommé dans la vague d'attentats de Paris.

De même, selon l'Hôtel Matignon, Mgr Capucci ne doit pas être considéré comme un médiateur puisque ce n'est pas la France qui l'a sollicité. On reconnaît, toutefois, que le pape, qui s'est longuement entretenu avec M. Pandraud, ministre de la sécurité, a pu faire « passer un message » à Georges Ibrahim Abdallah, et l'on ajoute, que « s'il repart vers d'autres lieux, il verra lui-même ce qu'il aura à faire après son entretien avec le prisonnier et s'il doit en tirer des leçons ». Espère-t-on que le prisonnier de la Santé aura trouvé auprès de son coreligionnaire son chemin de Damas ?

Fermeté, enfin, de M. Chirac en ce qui concerne le problème général du rôle de la France au Proche-Orient : il n'est pas question que celle-ci se désintéresse de cette région ni sur le plan diplomatique et militaire, ni sur le plan économique et culturel, et qu'elle cède ainsi à « chantage ».

De par « l'Orient compliqué », comme disait de Gaulle, M. Chirac affronte ainsi sa véritable première épreuve de chef du nouveau gouvernement dans le bureau même où « mutants mutandis » Georges Pompidou avait surmonté le choc de mai 68.

ANDRÉ PASSERON.

(1) Cent quatre-vingt-dix (grandes) pages est éd-

Faute d'un accord avec le ministère des finances

M. Giraud réserve les crédits de trois grands programmes d'armement

Pendant deux heures et demie, le ministre de la défense, M. André Giraud, a présenté, jeudi 25 septembre, à une quarantaine de députés de la commission de la défense, au Palais-Bourbon, un projet de budget militaire pour 1987 qui est, en quelque sorte, un budget « à géométrie variable ». Ce document, en effet, met entre parenthèses le sort de trois programmes majeurs d'armement : le porte-avions à propulsion nucléaire, le système aéroporté de détection lointaine et l'avion de combat futur, pour lesquels les crédits sont provisoirement réservés dans l'attente d'un accord définitif, qui n'est pas acquis, avec le ministère des finances.

A l'issue de la séance avec les députés, M. Giraud n'a pas rendu compte des grandes lignes de son

budget aux journalistes présents à l'Assemblée nationale. Il en a laissé le soin au président de la commission, M. François Fillon, député RPR de la Sarthe.

D'un montant de 169,2 milliards de francs, soit une augmentation de 6,8 % par rapport à celui de 1986, le projet de budget de la défense pour l'an prochain est ainsi réparti : 85,8 milliards de francs pour les crédits d'équipement et 83,4 milliards pour les dépenses de fonctionnement. C'est la première fois depuis de très nombreuses années que les investissements (le titre 5 de la loi de finances) l'emportent sur les crédits de fonctionnement (titre 3).

Mais c'est aussi la première fois que l'avenir de programmes importants d'armement est réservé. Des

crédits sont mis de côté, mais il n'y aura pas de commandes tant que la loi de programmation militaire 1987-1991, en préparation, ne sera pas totalement arrêtée. En effet, le projet de budget pour 1987 est la première application d'un plan de financement quinquennal, pour les trois années, connu sous le nom de programmation militaire. Ce principe de planification militaire a été instauré en 1960. Aujourd'hui, les discussions entre le ministère de la défense et le ministère des finances sur le montant global des crédits de cette loi de programmation militaire 1987-1991 se déroulent très difficilement et plus longues que prévu. Selon M. Fillon, M. Giraud ne veut pas engager certains programmes majeurs, très coûteux et à long

terme, sans avoir l'assurance qu'ils seront financés durant ces cinq ans. Trois investissements majeurs sont ainsi mis en réserve. D'abord, la construction du porte-avions à propulsion nucléaire *Richelieu*, dont la mise en chantier, à Brest, avait été décidée par M. Paul Quilès : 525 millions de francs de crédits de paiement en 1987 sont mis de côté en attendant l'issue des discussions, et il n'est pas sûr qu'un deuxième bâtiment du même type soit construit comme il avait été initialement prévu. Ensuite, l'acquisition d'un système de détection aéroporté à basse altitude (des avions-radar) est, elle aussi, réservée : 600 millions de francs de crédits de paiement sont « gelés » en attendant un choix qui pourrait être fait en commun avec les Britanniques. Enfin, le lancement de l'avion de combat futur (dérivé du « démonstrateur » Rafale de Dassault) n'a pas été décidé : on attend une définition précise des caractéristiques, des performances et des missions de l'appareil qui équipera l'armée de l'air et l'aéronavale.

En revanche, selon le président de la commission de la défense, ce projet de budget militaire pour 1987 met l'accent sur deux secteurs : l'équipement nucléaire et la défense spatiale.

afin de remplacer les bombardiers stratégiques Mirage-IV et les missiles, fixes, en fin de vie en Haute-Provence. Il est proposé d'en construire trente exemplaires, chaque missile étant, dans un premier temps, doté d'une seule charge explosive. Le coût de ce programme est d'ores et déjà évalué à 20 milliards de francs, non compris la fabrication de la tête nucléaire. En 1987, M. Giraud a prévu d'y consacrer 58 millions de francs en crédits de paiement et 637 millions de francs en autorisations de programme.

« Si le missile mobile terrestre balistique semble correspondre, pour l'essentiel, aux exigences que l'on attend d'une nouvelle composante de nos forces nucléaires stratégiques », écrivent les deux auteurs du rapport à paraître prochainement. Ce choix ne s'impose pas de lui-même : il est lié à un impératif qui est de ne pas faire reposer toute notre dissuasion sur les sous-marins.

Le projet de budget de la défense pour 1987 met, en outre, l'accent sur les dépenses en faveur de l'espace. Le titre 5 de la loi de finances réserve à ce secteur 473 millions de francs de crédits de paiement et 1 545 millions de francs d'autorisations de programme selon des évaluations avancées par M. Fillon.

Deux programmes spatiaux sont plus particulièrement concernés : le satellite d'observation Hélios et le système de transmissions spatiales Syracuse, que les prédécesseurs de M. Giraud avaient déjà décidé de lancer. Pour le système Syracuse, il s'agit d'une version améliorée du réseau de transmissions gouvernementales et militaires en service depuis deux ans. Le satellite Hélios, en revanche, a été entièrement revu et corrigé par rapport au projet conçu du temps de M. Charles Hernu au ministère de la défense. Le nouveau satellite français d'observation a été simplifié et le cahier des charges, fixant ses caractéristiques et ses performances, allégé. Prévu, à l'origine, pour 10 milliards de francs, le projet Hélios est estimé aujourd'hui à 7,5 milliards. Il pourrait être réalisé sans l'aide d'un partenaire étranger, l'Allemagne fédérale, auquel il avait été proposé initialement.

Le général de Chasse est nommé inspecteur général de l'armée de l'air

Sur la proposition du ministre de la défense, M. André Giraud, le conseil des ministres du mercredi 24 septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **Air.** — Sont élevés : au rang et à l'appellation de général d'armée aérienne, le général de corps aérien Jean-Marie de Buretel de Chasse, nommé inspecteur général de l'armée de l'air, au rang et à l'appellation de général de corps aérien, les généraux de division aérienne Christian Gueguen (nommé commandant la défense aérienne et commandant « air » des forces de défense aérienne) et Vincent Lanata.

Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Jean Thiery ; général de brigade aérienne, les enlignes Gérard Simonnet, Claude Gantier et Roger Mathieu ; commissaire général de brigade aérienne, le commissaire colonel Jean-Louis Barbaud (nommé directeur du commissariat de la troisième région aérienne).

Sont nommés : commandant les écoles de l'armée de l'air, le général de corps aérien Alain Suquet ; sous-chef d'état-major des armées, le général de brigade aérienne Claude Lartigue ; commandant le 1^{er} groupement de missiles stratégiques, le général de brigade aérienne Jean Mercier.

● **Terre.** — Sont promus : général de division, le général de brigade André Dupuy de la Grand-Rive ; général de brigade, les colonels Jean Teyssier, Mielon Cavallé, Jean Louscardes, Pierre Stehlin, et Christian Goutier (à titre exceptionnel, après son assassinat à Beyrouth, où il était attaché des forces armées auprès de l'ambassade de France au Liban).

Est nommé major régional de la 1^{re} région militaire, le général de division Daniel Bilot.

● **Marine.** — Est promu contre-amiral, le capitaine de vaisseau Jean Masson.

● **Gendarmerie.** — Sont promus général de brigade, les colonels Jacques Debarge et Robert Amet.

Est nommé commandant la Garde républicaine, le général de brigade Jacques Herisson.

Un missile à roulettes

On s'achemine donc vers la construction, par la France, de ce que ses destructeurs appellent le « missile à roulettes », c'est-à-dire un missile à une seule tête nucléaire et transporté à bord d'un semi-remorque plus ou moins anonyme. En temps de paix, le camion et sa charge pourront être entreposés sur des bases militaires. En période de crise, le missile mobile pourra sortir de sa cachette et, si le conflit se précipite, il pourrait gagner des emplacements de tir repérés à l'avance, préparés et aménagés (avec plus ou moins de discrétion) pour y attendre l'ordre final.

Ainsi réapparait, avec des modifications, le projet SX auquel l'armée de l'air tient tant, depuis des lustres, et que les gouvernements précédents avaient suspendu dans l'attente de déterminer, avec précision, si un tel missile pouvait résister à franchir les défenses anti-balistiques adverses imaginables en l'an 2000.

Personne — sauf les irréductibles hostiles à l'arme nucléaire — ne nie que la France ait besoin, avant cette date-là, d'un système d'armes nucléaires stratégiques, qui, remplaçant les vieux Mirage-

IV ou les missiles anciens du plateau d'Albion, viendrait compléter les sous-marins lance-missiles de façon à éviter de mettre tous les œufs dans le même panier de la dissuasion. Une deuxième « composante » est nécessaire mais, étant donné son coût, on est en droit de s'interroger sur le bien-fondé d'un tel choix.

Le rapport de MM. Wiltzer et Bechter n'a pas la prétention de conclure que le missile à déploiement aléatoire est la panacée. Ni même qu'il soit la seule solution qui s'impose. A vrai dire, entreprendre en 1987 la construction d'un missile qui s'apparente beaucoup à un Super-Pershing, en service depuis des décennies dans l'armée américaine, ne relève pas de l'exploit. Surtout s'il s'agit d'un missile à une seule charge et produit à trente exemplaires seulement, à une époque où il faudrait manifester davantage d'ingéniosité technique et économiser des effets de série militairement plus significatifs pour espérer déjouer une défense adverse.

Retenir le SX pour 1998. Soit. Mais pas au prix d'une politique de modernisation de la dissuasion qui repousserait à 2009, comme

cela semble être le cas selon des réflexions entendues au ministère de la défense, le missile M-5. Ce missile-là est le grand frère du M-4 à bord de l'*Infidèle*. Le missile M-5 offre l'avantage d'être multi-charge (on parle d'une douzaine d'ogives et de leurs destinées à tromper l'adversaire) et de pouvoir équiper indifféremment les prochains sous-marins nucléaires (en version mer-soi) et les silos du plateau d'Albion (en version soi-soi).

Les nouvelles discussions entre les Grands sur une limitation des armes stratégiques et sur l'édification de « boucliers » dans l'espace ont des chances d'aboutir avant la fin de ce siècle.

A cette date-là, la France, qui devra un jour être partie prenante à cette négociation, aura ajouté, avec son SX, trente têtes à son stock actuel et tout compris de quatre cents, voire de sept cents avec les ogives TN-75 prochainement embarquées sur ses sous-marins. Avec le missile M-5, elle pourrait en aligner jusqu'à douze cents, et ce capital lui conférerait une autre stature dans ces discussions.

JACQUES ISNARD.

Hélios et Syracuse

C'est ainsi que la part du nucléaire, par rapport à l'ensemble des dépenses d'équipement, sera de 38,85 % des crédits de paiement (85,8 milliards de francs) et de 32,71 % des autorisations de programme (102 milliards de francs). M. Giraud a décidé de lancer la construction d'une nouvelle « composante » nucléaire stratégique qui est, comme le lui avait demandé le premier ministre, le S-4 à déploiement aléatoire, autrement baptisé missile mobile. Selon un rapport, qui sera publié le 2 octobre prochain, de MM. Pierre-André Wiltzer, député UDF de l'Essonne, et Jean-Pierre Bechter, député RPR de la Corrèze, il s'agit d'un missile de 10 mètres de long, pesant 9 tonnes et ayant une portée de 500 à 3 500 kilomètres. Il sera monté sur un camion banalisé servant au lancement.

La mise en service de ce missile mobile est prévue pour dans dix ans,

1985 ET 1986

PEUGEOT CHAMPION DU MONDE DES RALLYES 85 REEDITE SON EXPLOIT EN 86



Mr constructeur sort ses griffes

Depuis ses débuts dans le championnat du monde des rallyes, la 205 Turbo 16 s'est affirmée comme une surdouée, en accumulant les succès : 25 participations, 24 fois classée et 15 fois première avec sa toute dernière double victoire au rallye des 1000 Lacs. Peugeot Champion du monde des rallyes en 1985, réédite son exploit en 1986. Au-delà de l'extraordinaire performance sportive, il faut y voir la consécration d'une technologie de pointe, la Peugeottechnologie.

AUTOMOBILES PEUGEOT



سكزا من الاصل

RELIGIONS

La visite du pape dans la région lyonnaise

Un face-à-face entre Jean-Paul II et le clergé français

A quelques jours de l'arrivée de Jean-Paul II à Lyon, le samedi 4 octobre, le cardinal Decourtray, archevêque de la ville, invité le 25 septembre de l'émission de TF1 « Questions à domicile », a réexprimé son inquiétude devant le terrorisme qui frappe la France. Cependant, a-t-il ajouté, tous les moyens de poursuite et de répression ne sont pas bons. Il a insisté sur la nécessité d'éviter tout « dérapage ».

Pour sa troisième visite en France, après celles de 1980 à Paris et Lisieux et de 1983 à Lourdes, le pape sera accueilli, le 4 octobre à l'aéroport de Satolas, par le président de la République et salué, à son départ le mardi 7 au soir, par M. Jacques Chirac. Pendant quatre jours, Jean-Paul II sillonnait la grande région lyonnaise, faisant notamment étape le dimanche 5 à Paray-le-Monial et Taizé en Saône-et-Loire, le lundi 6 à Ars dans l'Ain et le mardi 7 à Annecy.

« S'il y avait 300 000 personnes, le cardinal Decourtray est aujourd'hui débordé par ses troupes. On parle, dans son entourage, sur la présence d'un demi-million de fidèles, le 4 octobre, au rassemblement de la foire-exposition Eurexpo, premier et véritable test du succès populaire de cette troisième visite de Jean-Paul II en France.

L'optimisme règne donc à Lyon, tenté par la menace des attentats et par le souvenir de la désillusion du Bourget, lors du premier voyage du pape en 1980. On avait alors annoncé un million de personnes.

Sous la pluie battante, il en était venu cinq fois moins.

« Venez tous de Lyon et de par-
sons, dit l'archevêque de Lyon dans un tract diffusé dans toute la France. Qu'aucune rumeur ne vous arrête ! Qu'aucune fausse prudence ne vous retienne ! » Depuis le retour des vacances, curés de paroisses et responsables de mouvements battent le rappel. Une trentaine de trains spéciaux ont été loués à la SNCF, dont une quinzaine au départ de Paris.

Les 55 000 places du stade de Gerland sont déjà retenues par 2 500 groupes de jeunes, aussi bien des scouts que des jockeys ou des charismatiques de toute la France. Même si les réservations doivent encore être confirmées, on peut parier que Jean-Paul II rééditera, le dimanche 5 octobre, son « coup » de 1980 au Parc des Princes et jouera devant les jeunes à guichets fermés.

Les deux autres grands rassemblements populaires auront lieu le dimanche 5 à Paray-le-Monial — 100 000 personnes attendues — et le mardi 7 à Annecy : 80 000 sur la pelouse Pagnier face au lac.

La journée d'Ars, le lundi 6, sera réservée au clergé. Elle ne sera pas exactement une récollection intime, autour du pape, de prêtres et de séminaristes, comme le souhaitait le cardinal Decourtray. Plus de la moitié des séminaristes français — 1 800 — seront le déplacement, et environ 3 000 prêtres sont attendus, dont une centaine d'étrangers. Les diacres permanents, avec leurs femmes s'ils sont mariés, feront aussi partie de cette fête, au cours de laquelle le pape fera plusieurs communications attendues. Ce face-à-face avec un clergé en proie à une sérieuse crise des vocations sera le moment fort de cette visite.

L'exploitation commerciale du voyage a commencé : tee-shirts, foulards, parapluies, médailles et autres

bibels sortent des placards. A grand fracas, muni de la double bénédiction du maire et de l'archevêque, Jean-Michel Jarre a annoncé la présentation d'un concert, spectacle qui aura lieu le soir du 5 octobre du haut de la colline de Fourvière.

« Des chrétiens s'étonnent »

De faible ampleur, une contestation n'a pas manqué de se manifester. Trois cents personnes — laïcs, religieux, prêtres — ont signé une déclaration intitulée : « Des chrétiens s'étonnent ». Elles mettent en cause le coût du voyage du pape, l'organisation des conditions de prestige et de sécurité dignes d'un chef d'Etat. (1) Et s'inquiètent de la « normalisation » en cours dans l'Eglise catholique, terme jugé « inacceptable » à l'archevêché. Ils demandent que soient traités avec le pape des questions controversées chez les catholiques, comme « le ministère des femmes, l'accueil des divorcés-remariés, les pratiques de maîtrise de la vie, les pièges du traditionalisme, les modèles de sainteté ».

Déjà au cours d'une réunion de 250 prêtres en avril dernier à Francheville, près de Lyon, un petit nombre d'entre eux (moins d'une dizaine) avaient regretté que « le voyage du pape soit davantage un pèlerinage auprès du curé d'Ars et du père Chevreton qu'un véritable dialogue avec les mouvements laïcs et religieux ». Et ils s'inquiétaient que l'on impose comme modèles aux prêtres d'aujourd'hui « des figures culturelles du siècle passé ».

Un voyage rétro ? En accord avec le pape, le cardinal Decourtray espère en faire une sorte de pèlerinage aux sources chrétiennes de Lyon. « Eglise de France, soutiens-toi de ta ferveur première... » : tel

sera, en effet, le thème central de cette visite.

Dès son arrivée à l'aéroport de Satolas, Jean-Paul II se rendra à l'amphithéâtre des Trois-Gaules à la Croix-Rousse, lieu du martyre des premiers chrétiens lyonnais. Au cours des quatre jours de son voyage, il associera les premiers évêques du diocèse, Pothin et Irénée, aux saints des temps modernes : le curé d'Ars, dont Jean-Paul II a fait le modèle des prêtres du monde entier, le Père Antoine Chevreton, fondateur de la société des prêtres du Prado, qu'il béatifiera au cours de la première eucharistie à Eurexpo; François de Sales, évêque d'Annecy, ouvert aux courants intellectuels et scientifiques nouveaux du dix-septième siècle.

« France, qu'as-tu fait des promesses de ton baptême ? », avait demandé Jean-Paul II au Bourget en juin 1980. « Retrouve aujourd'hui le meilleur de ta tradition », viendra-t-il dire dans la région lyonnaise, capitale du thème favori de la « deuxième évangélisation » de l'Europe.

Le pape fera enfin deux étapes à caractère œcuménique : les personnalités luthériennes, réformées et orthodoxes de Lyon se joindront à la prière des catholiques à l'amphithéâtre des Trois-Gaules et Jean-Paul II se rendra dans la communauté œcuménique de Taizé, en Saône-et-Loire. Le mensuel *le Réveil*, de l'Eglise réformée, vient de mettre en cause la notion même d'œcuménisme, à la fois « insupportable » et « absurde », à la fois « inévitable », a répondu jeudi soir le cardinal Decourtray, mais, a-t-il ajouté, nous avons tort de « toujours rêver d'une parole pure ».

HENRI TINCQ.

(1) L'archevêché de Lyon a déclaré, le 22 septembre, que le voyage du pape coûtera 10 millions de francs aux fidèles des diocèses visités. Huit mille policiers et gendarmes participent au dispositif de sécurité.

EDUCATION

La réforme de l'enseignement supérieur

Le projet de M. Devaquet se heurte à l'hostilité des présidents d'université

A la faveur de l'été, le projet de réforme universitaire du gouvernement avait fait relâche. A quelques jours de la rentrée parlementaire et universitaire, le voilà qui réapparaît en coulisses. Mais le décor s'est enrichi, depuis une semaine, d'éléments nouveaux qui ne simplifient pas la tâche de M. Devaquet, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Tout d'abord, la conférence des présidents d'université, qui avait fort peu apprécié de n'être pas consultée au moment de la préparation du projet de loi, a adopté, lors de sa réunion du 18 septembre dernier, une attitude franchement critique. Non seulement une majorité significative des soixante-cinq présidents présents a estimé qu'il aurait été préférable d'aménager et d'améliorer la loi Savary plutôt que de bouleverser, par une « nouvelle réforme », les structures universitaires, mais aussi la quasi-unanimité de la conférence a exprimé une hostilité au programme de M. Devaquet sur deux points essentiels.

Elle rejette la formule de l'établissement public fédéré, qui est l'une des innovations importantes du projet. Aux yeux des présidents, ce système risque d'être très difficile à mettre en œuvre concrètement et menace surtout de remettre en cause la notion même d'université. D'autre part, la conférence (à l'unanimité, moins 3 voix et 4 abstentions), a estimé que l'ensemble du titre 5 du projet de loi était inutile, et elle en demande la suppression pure et simple. Or il s'agit des mesures préparatoires qui devraient permettre, grâce à l'instauration de « conseils constitutifs », de faire table rase des conseils universitaires... et des présidents en place.

Ce raidissement très marqué, est d'autant plus révélateur qu'il dépasse largement la mouvance des universitaires « considérés » comme favorables à la réforme. Une partie significative en principe proches de la majorité rejoignent, en effet, le « cartel des non » au projet Devaquet. Ainsi, et ce n'est qu'un exemple, la commission de la législation qui a préparé la réunion du 18 septembre était présidée par M. Dimitri Lavroff, président « libéral » de Bordeaux-I, et d'autre part conseiller municipal RPR de Bordeaux.

Le deuxième élément nouveau de ce paysage de rentrée n'est pas moins alarmant pour le ministre de l'enseignement supérieur. Une pétition vigoureuse et ostensible à son projet circule en effet parmi les présidents d'université. Les signataires

actuellement une quarantaine de présidents en fonctions et plus de vingt anciens présidents — affirment qu'il est « déraisonnable d'engager aujourd'hui une nouvelle réforme de structure, alors que les universités ont tant d'autres choses à faire ». Quant au contenu du projet de loi, leur réquisitoire est sans appel. L'autonomie ? « Elle suppose des universités suffisamment fortes et efficaces ; elle est le cadre d'un incommensurable dans la cadre d'un retour au système statutaire. La sélection accrue à l'entrée dans l'enseignement supérieur ? « Toute politique entraînant une diminution du nombre des étudiants est un contresens ». La modification des études doctorales ? « Il serait particulièrement grave de modifier après deux ans un régime des thèses qui met enfin la France en harmonie avec ses partenaires européens et les grandes puissances universitaires ». La réforme des structures universitaires ? « Une application intelligente du principe d'autonomie devrait être de permettre aux établissements de se donner les structures qu'ils désirent plutôt que de se voir imposer des compositions de conseil forcément inadéquates ».

Et les pétitionnaires de conclure : « Depuis vingt ans, la communauté universitaire française a profondément évolué. Rien n'est aujourd'hui possible sans l'engagement de tous les universitaires de tous grades. La démocratisation des structures constitue non seulement une garantie de justice, mais aussi une garantie de réussite. Toute attitude qui tendrait à faire rendre trop l'aspect ancien prévaloir et risquerait d'entraîner le désengagement de trop nombreux collègues ».

Les réserves du Conseil économique et social

Un troisième problème n'était pas non plus prévu au programme. Il s'agit de l'examen du projet de loi par le Conseil économique et social, qui s'est tenu, au début de l'été, d'être tenu à l'écart et qui a finalement été saisi, en urgence, le 23 juillet dernier par le premier ministre. L'avis adopté par le conseil, le 23 septembre, donne sans doute matière à réconfort, mais certainement pas à enthousiasme, au ministre de l'enseignement supérieur. Le conseil estime en effet qu'il n'est pas de son ressort de s'interroger sur l'opportunité d'une réforme qui, selon le rapporteur, M. Jean-Louis Mandinard, résulte davantage d'une promesse politique que d'un débat de fond sur l'enseignement supérieur. S'il approuve les grandes lignes du projet de loi, le Conseil économique truffe son avis de recommandations et de souhaits : il regrette que les missions de service public de l'enseignement supérieur soient éparpillées de manière aussi fragmentaire, en particulier, le rôle des universités en matière de développement économique et social ou de formation continue. Il regrette également que la composition des conseils universitaires exclue quasiment les ATOS (ingénieurs, techniciens de laboratoires, etc.) et fasse une place aussi privilégiée aux professeurs, au détriment d'enseignants ayant les mêmes diplômes et les mêmes compétences. Il exprime d'autre part de nombreux souhaits sur bien des points sensibles : maintien dans la loi du conseil national d'évaluation, amélioration indispensable du système des bourses pour les étudiants, affirmation de la possibilité pour les non-bacheliers de pouvoir accéder à l'enseignement supérieur, enfin, autonomie accrue en matière de recrutement des professeurs associés.

Enfin, si le décor s'est sensiblement modifié, le scénario reste plus incertain que jamais. Il est prévu, depuis l'été, que le projet d'Alain Devaquet sera d'abord examiné par le Sénat. Mais ce dernier, soumis dimanche prochain au renouvellement du tiers de ses membres, consacrerait le début du mois d'octobre à l'élection de ses différentes instances (présidence, bureau, commissions). Il est acquis que le projet de loi de M. Méhaignerie sur le logement viendra en priorité devant les sénateurs. Le texte de M. Devaquet a donc peu de chances d'être examiné avant le début de novembre, mais aucun calendrier n'est pour l'instant fixé. D'ici là, et à la faveur de la rentrée dans les universités, la fronde des universitaires pourrait bien s'amplifier.

GÉRARD COURTOIS.

JUSTICE

Edgar Brandys devant les assises du Vaucluse

L'inquiétante dissimulation d'une assurance décès

CARPENTRAS de notre envoyé spécial

Les trois journées initiales prévues pour le procès d'Edgar Brandys n'ont pas suffi pour le mener à son terme. Au soir du 25 septembre, seuls ont pu plaider les avocats des parties civiles, M. Guy Guenoun et Michel Roubaud, qui, l'un et l'autre, n'ont pas eu de peine pour exploiter un dossier qu'ils voyaient avec les yeux de l'accusation. Ils ont déployé en cet exercice, avec le rare mérite de la brièveté, les effets rituels que veut la loi du genre pour présenter et

apostropher un Brandys « machiavéliquement intelligent et superbement menteur », selon M. Guenoun, « cynique jusqu'au dernier moment », selon M. Roubaud, et qui ne peut pas reprocher aux enquêteurs d'avoir la conviction de sa culpabilité tant il a apporté lui-même, par son comportement, d'éléments pour la fortifier.

C'est précisément une illustration de ce comportement qui avait été donnée, quelques heures plus tôt, par le rappel de l'existence d'un contrat d'assurance décès pris par Jocelyne Brandys, la victime. Ce

document prévoyait le versement à son mari de 500 000 francs en cas de mort naturelle, somme doublée dans l'éventualité d'un décès par accident et triplée s'il s'agissait d'un accident de la circulation.

Ce contrat, Edgar Brandys en a longtemps nié l'existence. Dans les jours qui suivirent le calvaire des septembristes, il assure que son épouse n'avait aucune assurance sur la vie. Il réitéra l'affirmation, le 24 décembre 1984, dans une lettre au président de la chambre d'accusation de Nîmes. En janvier 1985, lorsque le juge d'instruction lui demanda d'énumérer toutes les garanties ou contrats qui couvrent le couple, il cite pièce-mêle des assurances prises pour les voitures, les appareils photos, les manteaux de fourrure de sa femme, mais ne souffla mot de l'autre contrat.

L'existence en sens caché tout révélée par les effets d'une commission rogatoire générale lancée d'assurances. On apprend alors que Jocelyne Brandys, en sa qualité de gérante de la SARL exploitant les magasins dont elle s'occupait à Carpentras, bénéficiait depuis le 20 septembre 1983, d'une garantie décès-invalidité octroyée dans le régime cadres. L'assureur, la compagnie AGF, précisera que le dossier fut rempli par Edgar Brandys lui-même, et que c'est encore lui qui avait « choisi l'option des 500 000 francs pouvant être doublés ou triplés, selon les causes de la mort ».

On mesure du même coup pourquoi la veille on avait tant voulu approfondir les origines de l'anomalie constatée le 9 juillet 1984, un peu moins d'un mois avant le crime de Pernes-les-Fontaines, sur la voiture de Jocelyne Brandys, dont la route d'un billet de direction se désolidarisa soudain du levier de connexion. Sur route à grande vitesse, ce sabotage, qui ne peut avoir été accidentel selon les experts, aurait entraîné des conséquences tragiques.

Edgar Brandys n'est pourtant point apparu pour autant confond. Pourquoi n'a-t-il pas signalé l'existence de l'assurance-décès ? Tout simplement, a-t-il expliqué, parce que cette assurance, aux yeux de l'assureur qu'il est lui-même, n'est pas une assurance individuelle sur la vie. Il s'agit d'un régime de garantie obligatoire octroyé par toute entreprise à ses cadres ou salariés. Bref, quelque chose d'assimilable aux cotisations de la Sécurité sociale. On lui avait demandé uniquement s'il n'existait pas une assurance sur la vie. Comme à ses yeux ce n'était pas le cas, il n'en a pas parlé.

On a évidemment demandé à M. Antoine Grimaldi, chef de cabinet de la justice, à ce qu'il se soit rendu à la qualification d'une assurance sur la vie. En tant que professionnel, le docteur répondit non. Il s'agit d'une assurance de groupe capital décès distincte de ce qu'est une assurance individuelle. Cela dit, au sens vulgaire, c'est un peu la même chose.

Un chèque sans provision

Il se trouve — et Me Yves Kleniec pense y voir un argument de défense — que Brandys avait acquis le montant de la dernière prime avec un chèque sans provision, ce qui risquait fort d'entraîner, selon l'avocat, la résiliation du contrat. Est-ce là le comportement d'un homme qui aurait tué sa femme pour bénéficier d'une assurance ? A vrai dire, cette résiliation supposait, au préalable, un rappel et une mise en demeure. Elle n'aurait pu intervenir avant octobre 1984. La mort de Jocelyne Brandys remonte au mois d'août. L'assurance n'aurait-elle pas joué malgré tout ?

« Je pense qu'on aurait quand même payé », a répondu M. Grimaldi, mais je ne peux vous répondre avec certitude.

C'est un débat du même ordre qu'avait entraîné l'analyse de la charge fondée sur le sabotage de l'Austin de Jocelyne Brandys. Ce sabotage, Edgar Brandys assure qu'il a été le premier à le signaler aux gendarmes dès sa garde à vue. Les gendarmes répondent : « C'est absolument faux. Nous avons appris l'incident par la première fille de la victime ». Pourtant, dans la procés-verbal du 15 août, dans la laquelle Edgar Brandys est amené à en parler, il n'a pas été mentionné que ce fut sur question des enquêteurs.

« Un oubli », a répondu l'adjoint chef, Jean-Louis Allais.

Il n'apparaît pas non plus, dans les procès-verbaux d'addition de la première fille de Jocelyne Brandys du 8-10 août 1984 et 11 mars 1985, que ce témoin fasse état de l'anomalie.

Allait-on faire un incident ? Déjà, M. Allais se sentait outragé par ces remarques de la défense.

« C'est la première fois que je suis contesté comme je le suis ici. » Le président Martin a coupé court.

« Sachez monsieur, que la cour et moi-même tenons les gendarmes pour une arme d'élite. »

JEAN-MARC THÉOLÉVRE.

Devant la 17^e chambre correctionnelle de Paris

La polémique selon M. Gabriel Domenech

Député du Front national de Marseille, M. Gabriel Domenech était poursuivi, jeudi 25 septembre, devant la 17^e chambre correctionnelle de Paris en tant qu'auteur d'un article paru, le 31 mai 1985, dans le journal *le Méridional*, dont il est rédacteur en chef.

Il lui est reproché d'avoir gravement diffamé un des responsables de la Résistance, M. Raymond Aubrac, qui fut, à la Libération, commissaire de la République à Marseille. Il avait notamment écrit que, sous « la régence » de M. Aubrac, « les résistants et les épouseurs communistes massacrèrent, torturèrent, brimèrent et firent régner une terreur dont la Provence ne connut jamais l'équivalent ».

M. Hubert Fraissinet, du barreau de Marseille, défenseur de M. Domenech, absent à l'audience, explique que son client n'avait fait que son travail de journaliste, « avec l'énergie morale d'un polémiste ». Pour l'avocat, les nombreuses accusations commises à la libération de Marseille ne pouvaient avoir été ignorées du commissaire de la République, dont il souligne la « toute-puissance ».

Auparavant, quatre témoins étaient venus expliquer au tribunal la situation à Marseille en août 1944 et la mission de M. Raymond Aubrac. « Les propos poursuivis sont parfaitement mensongers », a déclaré M. Charles Dubost, avocat général honoraire près la cour d'appel de Paris. « Aubrac m'a nommé au parquet en me demandant de faire disparaître le plus vite possible les tribunaux irréguliers. » M. Paul Escaudé, ancien préfet,

précise : « J'étais à ses côtés à Marseille ; il n'a rien fait pour rétablir au plus vite la légalité républicaine ».

M. Maurice Aguilhon, professeur au Collège de France, auteur du livre : *CRS à Marseille, 1944-1947*, confirme que M. Aubrac « était là pour faire passer les exactions ». Alors que M. Charles Fraissinet, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, souligne l'effort de la République, en déclarant que les propos de M. Domenech « défiguraient la réalité historique ».

S'appuyant sur ces témoignages, M. Yves Jouffé, conseiller de Raymond Aubrac, s'est élevé contre les « calégnations ignobles » de M. Domenech, avant de rappeler que le *Méridional* avait déjà été condamné, en 1953, à 250 000 F de dommages et intérêts pour des accusations de même nature par le même tribunal, en demandant que la même somme soit attribuée à son client.

Le ministère public, représenté par le substitut Philippe Bilger, déclare qu'à son avis la diffamation était caractérisée. Quant à la bonne foi du journaliste, le magistrat donne son appréciation en déclarant : « Tout ce qui est excessif est généralement insignifiant, mais je crois que M. Domenech a montré que ce qui est excessif est parfois odieux ».

Le tribunal, présidé par M. Marie-Claude Duverrier, rendra son jugement le 23 octobre.

M. P.

Le Monde SPORTS

... Le Monde • Samedi 27 septembre 1988 17

Championnat du monde de volley-ball

Ombres de Chine

Les volleyeurs de la République populaire de Chine n'étaient pas au rendez-vous avec l'équipe de France, jeudi 25 septembre à Montpellier, pour la deuxième journée du Championnat du monde. Du moins pas les meilleurs, retenus pour disputer à la même date les Jeux asiatiques de Séoul. « C'est une décision qui ne nous appartient pas », di-

sait M. Xu Wenbin. Elle a été prise par la direction des sports, car les Jeux asiatiques sont très importants pour nous. Comme la veille face aux Vénézuéliens, les Français ont surclassé les Asiatiques, battus 3 sets à 0 (15-6, 15-6, 15-5), en 56 minutes. Très jeunes et encore inexpérimentés, ces Chinois n'ont été que l'ombre de leurs aînés

mais l'équipe de France, magistralement orchestrée par Alain Fabiani à la passe, a encore progressé en maîtrise et en lucidité, notamment au contre. Sa supériorité lui a permis de ménager encore un soir son meilleur attaquant, Eric Bouvier, dont le retour, après une contracture au mollet, est prévu pour le match France-Italie de ce vendredi.

Bouvier : un potache au filet

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

Deux ou trois pas d'élan. Un saut pour un service smashé et, au moment de l'appel, une fulgurante douleur au mollet droit. Eric Bouvier, le colosse de l'équipe de France de volley-ball (1,96 mètre pour 98 kilogrammes), se retrouvait au tapis, au beau milieu du premier set de la rencontre avec le Japon, dernier match de mise au point quatre jours avant le début du championnat du monde. « J'ai tout de suite cru à une déchirure », raconte-t-il. Le mois dernier, j'avais déjà eu une alerte avec une tendinite à l'épaule, qui m'avait contraint à rester trois

semaines sans toucher au ballon. Cette fois, j'étais catastrophé à l'idée de devoir renoncer à ce championnat. Cela représentait des mois de travail et de sacrifices pour rien. »

Car Eric Bouvier ne s'est pas contenté, comme ses camarades, de préparer ce rendez-vous sportif. Des douces volleyeurs sélectionnés, il était le seul à poursuivre parallèlement ses études de pharmacie, dont il a passé avec succès les examens de cinquième année, neuf jours avant l'ouverture du championnat. « Peut-être que ces blessures ne sont pas dues au hasard, mais à la fatigue et au stress accumulés ces dernières semaines », reconnaît-il.

Mener de pair les deux activités relevait d'un parti un peu insensé. On a même vu, lors d'un match contre Cuba en janvier 1986, l'attaquant français profiter d'une interruption de jeu de plus d'une heure, nécessitée par le remplacement d'un filet, pour retirer ses polycopiés dans les vestiaires de Bercy. « A l'avenir il sera de plus en plus difficile, voire impossible, de renouveler pareille expérience », dit-il. Les exigences du sport de haut niveau sont de moins en moins compatibles avec les études. Heureusement que j'étais déjà en quatrième année et que j'ai bénéficié d'horaires et de dates d'examen spécialement aménagés. »

Son coéquipier grenoblois, Bernard Faigt, étudiant en sixième année de médecine, a d'ailleurs dû opter pour une solution plus

radicale. Il a préféré suspendre momentanément ses études pour effectuer son service national avec, il est vrai, la certitude d'être mis à la disposition de l'équipe de France. Sa seule obligation était de disputer le championnat du monde militaire. Un choix d'autant plus méritoire que le passeur grenoblois est remplaçant d'Alain Fabiani et que, sauf blessure du capitaine de la sélection, il ne rentrera probablement pas en jeu en cours de compétition.

Meilleur attaquant de l'équipe de France avec son bras de lanceur de javelot et une détente phénoménale malgré son quintal (3,54 mètres atteints du bout des doigts), Eric Bouvier a néanmoins hésité à s'engager dans cette opération commando lancée le 20 mars 1985, mais qu'il n'a pu rejoindre que quatre mois plus tard. Marié et père de deux fillettes, il n'ignorait pas que sa femme, qui dirige en famille, avec son frère, une petite entreprise de cosmétiques employant une vingtaine de salariés à Lyon, devrait assumer beaucoup de responsabilités et ne pourrait le rejoindre que pour quelques week-ends à Montpellier.

« C'est moi qui l'ai poussé à partir, avait récemment cette dernière, devant les caméras d'A2; c'est trop frustrant de ne pas aller jusqu'au bout de son idéal. L'amour, c'est aussi permettre à l'autre d'accomplir ce qu'il a envie de faire. Mais il était hors de question qu'il se limite au volley-ball. La vie va plus loin. » Il est vrai que Dominique

Bouvier-Raguin, sous son nom de jeune fille, a elle-même connu cent quatre-vingts sélections en équipe de France de volley-ball, dont elle fut la capitaine de 1975 à 1979.

« Si elle n'avait pas accepté cette préparation, j'aurais sans doute été intenable », reconnaît Eric Bouvier. C'est elle qui a eu la partie la plus difficile en s'occupant seule des deux enfants, en plus de son travail à l'entreprise. Une situation qui prendra fin — si tout va pour le mieux — le dimanche 5 octobre, au soir de la finale du championnat du monde à Bercy. Pour sa dernière année de pharmacie, il pourra alors commencer son stage de huit mois aux Laboratoires Mérieux. Le temps pour lui d'entrer dans ce que d'autres appellent « la vie active ».

GÉRARD ALBOUY.

Les résultats

GROUPE A (à Montpellier) : Italie b. Venezuela 3-0; France b. Chine 3-0. Classement. — 1. France et Italie, 4 pts; 2. Chine et Venezuela, 0 pt.

GROUPE B (à Tourcoing) : Cuba b. Taiwan 3-0; URSS b. Pologne 3-0. Classement. — 1. URSS et Cuba, 4 pts; 2. Pologne et Taiwan, 0 pt.

GROUPE C (à Clermont-Ferrand) : Tchecoslovaquie b. Egypte 3-0; Brésil b. Bulgarie 3-1. Classement. — 1. Brésil, 4 pts; 2. Bulgarie et Tchecoslovaquie, 3 pts; 3. Egypte, 0 pt.

GROUPE D (à Orléans) : Argentine b. Japon 3-0; Etats-Unis b. Grèce 3-0. Classement. — 1. Argentine et Etats-Unis, 4 pts; 2. Japon et Grèce, 0 pt.

LES HEURES DU STADE

Automobilisme

Championnat du monde des rallyes. Rallye de Côte-d'Ivoire. Jusqu'à samedi 27 septembre.

Championnat du monde de F 3000. Samedi 27 et dimanche 28 septembre au Mans. (FR 3, dimanche 28 à partir de 14 h 45.)

Athlétisme

Paris-Versailles (course sur route). Dimanche 28 septembre. Départ à 12 h, sous le tour Eiffel, arrivée 17,7 km plus loin, avenue de Paris à Versailles (face au château).

Basket-ball

Championnat de France. Nationale 1 (première phase, cinquième tour aller). Samedi 27 septembre à 20 h 30.

Coupees d'Europe. Mardi 30 septembre et jeudi 2 octobre. Premier tour.

Cyclisme

Grand Prix des Nations. Dimanche 28 septembre à Cannes.

Football

Coupees d'Europe. Mardi 30 septembre. Coups de champions : Vitoria-PSG. (Canal Plus, 17 h 30 codé, direct.)

Coupees des coupees : Bordeaux-Waterford (Canal Plus, 19 h 45, direct, codé). Mercredi 1^{er} octobre. Coups de l'UEFA : Dundee-Lens; Torino-Nantes; Toulouse-Naples.

Omnisports

Jeux asiatiques. Jusqu'à dimanche 5 octobre à Séoul.

Rugby

Championnat de France. Première division (quatrième journée). Dimanche 28 septembre.

Sports équestres

Championnat de France d'attelage. Jusqu'à dimanche 28 septembre à Fontainebleau.

Volley-ball

Championnat du monde. Phase semi-finale du lundi 29 septembre au mercredi 1^{er} octobre à Toulouse et à Nantes. (TF 1, lundi à 22 h 25 et mercredi à 22 h 05; A 2, mardi à 10 h 05 et à 17 h.)

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord ou venez à la
LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
46-20-87-12.
— Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines), vous l'aurez en 24 heures.
— Si il n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée que nous trouverons un livre.
AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT.

fondation saint-simon

SEMINAIRES 1986/1987

Islam, société et politique

Animateur général : Gilles Kepel
1^{re} séance le 6 octobre 1986

A PARTIR DE JANVIER 1987

L'Italie (M. Boffa & G. Martinet)
Le syndicalisme (P. Ravanvallon)
L'individualisme (M. Gaucher & G. Lipovetsky)
Les idées scientifiques actuelles (G. Jorland)

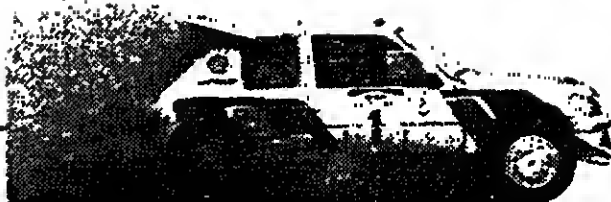
Ecrire ou tél. à Fondation Saint-Simon
91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
Tél. : (1) 42.22.38.52 & (1) 42.22.29.95

LA PEUGEOTECHNOLOGIE

PEUGEOT CHAMPION DU MONDE DES RALLYES 85

REEDITE SON EXPLOIT EN 86

La 205 Turbo 16 est une sportive qui gagne. Associée à l'exploit de toute une équipe, c'est la technologie Peugeot qui l'emporte, une haute technologie qui se situe aujourd'hui à la pointe de la précision et des techniques nouvelles. Le savoir-faire technologique de Peugeot, tous ses modèles en bénéficient: nouvelle 309 Diesel, la maîtrise du Diesel; nouvelle 505 V6, une révélation dans le haut de gamme; nouvelle 205 GTI 130 ch, la dynamique sportive... Et demain? Nous y pensons déjà et toute une somme d'expériences et de connaissances voit son illustration dans "Proxima", approche technologique du futur automobile, présente au Salon de l'Auto. Cette technologie Peugeot, gagnante dans le sport, performante pour notre gamme et qui aborde avec enthousiasme le futur, cette technologie-là, c'est la Peugeottechnologie.



Mon constructeur sort ses griffes

**AUTOMOBILES
PEUGEOT**



حکذا من الاجل

JEUX OLYMPIQUES

Jean-Claude Perrin : botte secrète à l'italienne

ALORS que la crise qui couve entre les dirigeants élus et les cadres techniques de la Fédération française d'athlétisme menace d'éclater (une assemblée générale extraordinaire pourrait être convoquée fin octobre début novembre), Jean-Claude Perrin, manager des équipes de France depuis octobre 1985, abandonne ses fonctions. Il entend se consacrer exclusivement à la préparation des perchistes français en vue des championnats du monde de 1987 et des Jeux olympiques de 1988. Loin de verser de l'huile sur le feu, il veut en mettre dans les rouages de la Fédération. Homme des « coups de gueule » et adepte de la manière forte, il prêche aujourd'hui la modération et la cohabitation. Préparation olympique oblige.

« Pourquoi abandonner le navire au lendemain des championnats d'Europe de Stuttgart, dont les résultats ont été encourageants ? »

« On m'avait confié l'opération Euro 86. Ma mission est aujourd'hui terminée. Je ne suis pas candidat à ma propre succession, car il faut à ce poste un homme entièrement disponible, n'ayant pas en charge par ailleurs une spécialité. Dans certains domaines, j'ai failli à ma tâche à cause de ma bivalence. Or Stuttgart a été une récréation joyeuse à côté de ce qui nous attend à Rome pour les championnats du monde et à Séoul pour les Jeux. Pour transformer nos floallistes de Stuttgart en candidats potentiels aux podiums mondiaux, il faut mettre sur pied un autre athlétisme. Je pense que le directeur technique national, Alain Piron, et son adjoint, Fernand Urtebise,

Le compte à rebours pour les Jeux olympiques de Séoul en 1988 est d'ores et déjà commencé. En compagnie d'hommes d'affaires qui envisagent d'installer une Maison de France dans la capitale sud-coréenne pendant ces Jeux, une vingtaine de directeurs techniques nationaux évaluent sur le terrain, depuis le 24 septembre, à l'occasion des Jeux asiatiques, les problèmes d'intendance qui se poseront aux équipes dans moins de deux ans. C'est une opération d'envergure sans précédent dans le sport français. Mais pour plus d'efficacité encore, l'entraîneur des perchistes, Jean-Claude Perrin, souhaite, dans l'entretien qu'il nous a accordé, pouvoir préparer ses athlètes « à l'italienne ».

sont les hommes de la situation. Je reste à leur disposition pour des missions ponctuelles, mais la fonction de manager doit être redéfinie et élargie.

« Ne faut-il pas d'abord crever l'abcès qui empoisonne les relations entre les élus et les techniciens de la Fédération française d'athlétisme ? »

« Il fallait le faire au moment de l'arrivée du nouveau directeur technique national en octobre dernier en profitant de sa nomination pour modifier les structures. A l'époque, j'avais proposé à Piron de faire un putsch. Il ne l'a pas souhaité, préférant attendre. Je crois qu'aujourd'hui, à moins d'un an des championnats du monde, il est trop tard. Il faut déclencher un processus de cohabitation, tout faire pour renouer le dialogue, désormais absent, entre les élus et les cadres techniques. Certes, les miasmes des crises de 1984 et de 1985 sont toujours présents, mais ceux qui agitent aujourd'hui ces problèmes co coulisent travaillent contre l'athlétisme.

« Un Perrin modérateur, c'est le monde à l'envers ! »

« Je suis cohabitationniste, pas faux-cul. Mon goût personnel

va à un régime présidentiel fort, alors que la FFA est secouée par des crises de type IV^e République. Cela vaut aussi pour la direction technique nationale, qui devrait avoir un fonctionnement moins collégial, plus directif. Cependant, les athlètes ont besoin de se préparer dans le calme et la sérénité, c'est pourquoi je prêche la modération. Dans l'intérêt immédiat de l'athlétisme français, de sa préparation aux grands rendez-vous, la cohabitation est l'attitude la plus utile. J'ai vécu ce phénomène dans mon club : le Racing est devenu champion d'Europe car, depuis un an, la section athlétisme a acquis une certaine stabilité.

« Ni vagues ni remous jusqu'à Séoul : c'est une condition peut-être nécessaire, mais sûrement pas suffisante pour une bonne présentation olympique.

« La volonté politique exprimée par M. Christian Bergelin est une bonne chose. Il est positif de centraliser au niveau du ministère des questions jusqu'alors réparties entre les fédérations. Celles-ci ne sont plus aptes à gérer le sport de haute compétition. Mais il y a encore trop de niveaux intermédiaires : cinq pour la préparation

olympique de l'athlétisme (Monsieur PO, le CNOSF, le DTN, le club et la section à l'intérieur du club). Cela entraîne une dilution des responsabilités et un saupoudrage des aides. Je suis favorable à la création d'un groupe autonome de préparation olympique, ayant toute la maîtrise des crédits du ministère.

« Les aides financières sont-elles la panacée ? »

« Je suis pour un athlétisme à l'italienne. Il faut donner beaucoup pour pouvoir exiger beaucoup en retour. Mais la préparation olympique, c'est aussi la préparation de l'avenir de l'homme. Je suis ému par le cas de Philippe Collard (1). Qu'attend-on pour lui garantir par contrat un salaire mensuel indexé jusqu'en 1990, avec objectifs de résultats en 1988 ? Il faut veiller non seulement aux conditions matérielles de la préparation de l'athlète, mais aussi à son épanouissement futur dans une profession.

« Le « plan perche » pour Séoul tient compte de ces aspects. Il est d'ores et déjà prêt, mais je ne le dévoilerai qu'après le 17 octobre. En effet, si Paris est désigné pour les Jeux de 1992, la préparation olympique des perchistes sera prise totalement en charge par un grand groupe financier. Les JO en France réveilleraient ce pays... »

Propos recueillis par
JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Il a quitté son emploi d'infirmier pour se consacrer au 800 mètres (Le Monde du 12 août).

CIBLES

Bernard Tapie : sur un standard européen

BRUXELLES
de notre correspondant

« **N**OUS ne sommes pas à vendre, mais nous sommes malgré tout très intéressés par les propositions éventuelles de Bernard Tapie. » Voilà en substance ce que répondent les dirigeants du Standard de Liège quand on les interroge sur les propos tenus le 20 septembre à Lille par le « patron » de l'Olympique de Marseille. « Ma stratégie commerciale », a déclaré Bernard Tapie, « au journal belge la Lorraine, vise à faire apparaître mon image dans trois championnats européens : France, Italie et Belgique. Voilà pourquoi le Standard m'intéresse au plus haut point. Il y a certainement moyen de revitaliser ce club et d'en refaire un des grands d'Europe. »

Les dirigeants du Standard se sont montrés ouverts à toute hypothèse et une rencontre pourrait avoir lieu dans les jours ou les semaines qui viennent. Le Standard est, avec le Sporting

Club d'Anderlecht, un des clubs belges les plus connus. Plusieurs fois champion de Belgique, il parvint en finale de la Coupe des vainqueurs de coupes, contre Barcelone en 1982, et fut deux fois demi-finaliste.

Les 1 en 1984, un scandale éclata chez les « rouges et blancs » : caisses noires, « achats » de matches, fraude fiscale, huit joueurs furent suspendus (la vie d'abord, puis pour trois ans) et le club dut payer près de quatre-vingts millions de francs belges d'amende (environ 12 millions de francs français), d'où la situation tendue des finances du club qui a dû contracter un emprunt important. « Mais nous avons encore un bilan positif, compte tenu de nos actifs mobiliers », répondent les dirigeants. Après un passage à vide de quelques années, le Standard semble, avec une nouvelle équipe, en train de reprendre sa place parmi les meilleurs du football belge. Ainsi, il est actuellement en tête avec Anderlecht et Bruges du championnat national.

JOSÉ ALAIN FRALON.

Préparation en 1 an
au **MBA** en France et aux USA
Informations : ESG, 25, Rue Saint-Ambroise
75011 PARIS. Téléphone : (1) 43.55.44.44

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
ODOUL AGENT DE demeco
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30

Série limitée. 64.500 F

Silver Kadett.

Vive comme l'argent.



Opel présente une série limitée qui va vous donner la fièvre de l'argent : l'agile, la luxueuse, l'éblouissante Silver Kadett.

Une flèche argentée de 75 ch qui peut monter jusqu'à 170 km/h sur circuit*. Une boîte bien étagée 5 vitesses sur un moteur nerveux 1300 cm³ à toute épreuve. Des pneus

larges comme dans un rallye et un aérodynamisme fulgurant pour une maniabilité absolue.

La Silver Kadett est extrêmement riche en équipements : compte-tours, rétroviseur droit, lave-glace et essuie-glace arrière, moulures latérales...

Ajoutez à cela la tenue de route, le confort, l'habitabilité, une sécurité

et des finitions exceptionnelles, vous obtenez une des voitures les plus brillantes jamais proposées à ce prix : 64.500 F*. Silver Kadett. Vive comme l'argent. Une affaire en or.

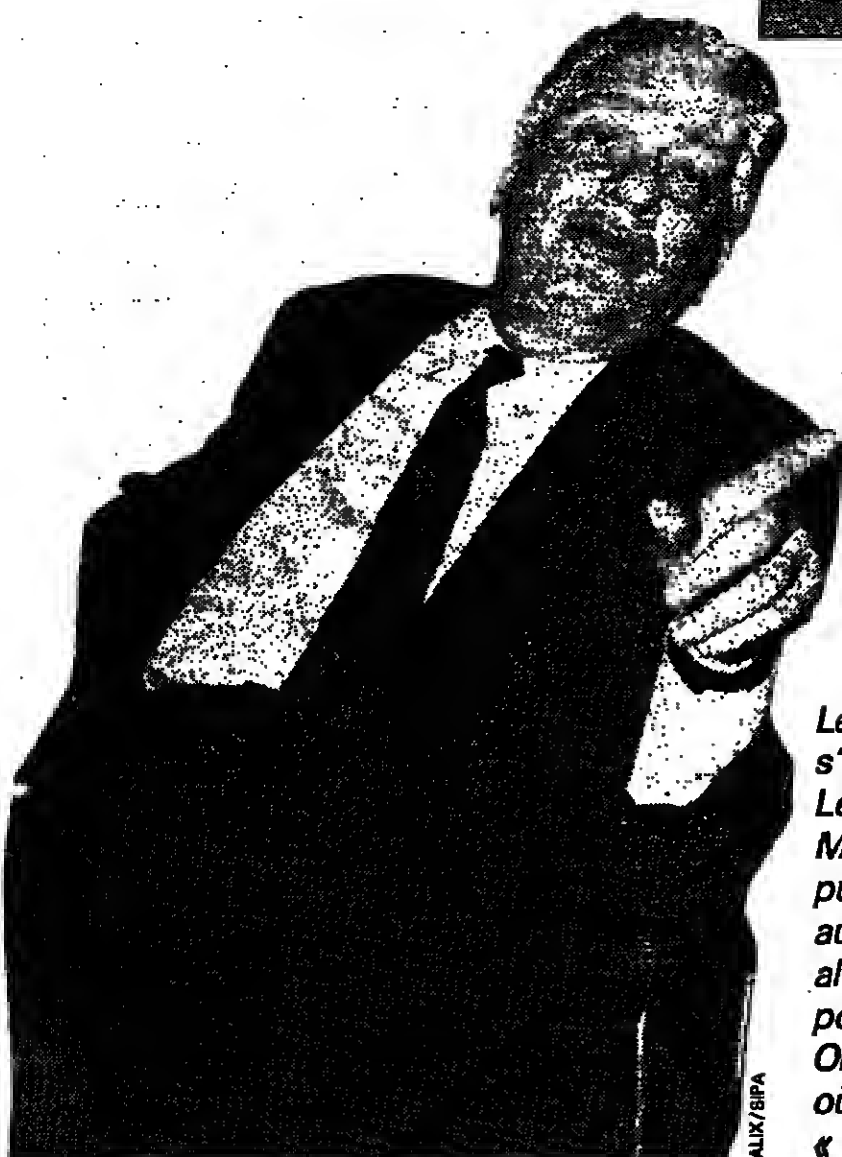
La Silver Kadett est extrêmement rare : commandez-la vite chez votre concessionnaire Opel !

64.500 F* pour les versions hayon 5 portes ou coffre 4 portes.

OPEL

* Consommations L.T.A.C. : 5,0 l à 90 km/h, 6,5 l à 120 km/h, 8,9 l en ville. ** Silver Kadett - Prix clés en main au 14.8.86

Le Monde sans visa



YVON CHOTARD
LE SEUL CANDIDAT
DÉCLARÉ



YVON GATTAZ
LE PRÉSIDENT
SORTANT

LE CNPFF

Le Conseil national du patronat français s'apprête à changer de président. Les élections auront lieu le 16 décembre. Mais la « campagne » a largement été rendue publique depuis la démission, en mars dernier, au lendemain des législatives, d'Yvon Chotard, alors vice-président, qui se présente aujourd'hui pour remplacer Yvon Gattaz. On en parlera le 30 septembre à La Villette où le CNPF réunit ses assises « Jeunesse et entreprises ».

CHANGE DE TÊTE

Si l'il était devenu président du CNPF en 1981, il aurait en plus de chances qu'Yvon Gattaz d'entrer au « bébé-show » en même temps qu'Henri Krasucki : les mimiques d'Yvon Chotard sont quasiment théâtrales.

Quand, à une table de négociation, il ferme ses lourdes paupières, on croit qu'il dort. Mais il veille. Et soudain rugit. Dans un mouvement caractéristique, sa main semble lui fouetter le nez avant de se poser sur sa chevelure blanche. On dit de lui que c'est un acteur mais il est d'abord doué pour la mise en scène, programmant ses colères et maltraitant les effets.

En juillet 1985, en pleine discussion (occurrente) sur l'assurance-chômage, il pousse un coup de gueule. Cinq minutes après, le regard, tout à fait détendu, les exploits cyclistes d'Hinault à la télévision : « Cela fait cinquante-sept ans que je suis le Tour de France », confie-t-il. S'il sacrifie la plus grande partie de ses outils à la lecture de rapports, de livres, de manuscrits — ou, s'il le faut, à la négociation — Yvon Chotard répugne à manquer son tennis du week-end. On évoque sa rondeur d'ecclésiastique. Mais s'il a la dignité d'un prêtre de la curie romaine, sa courtoisie n'a rien à voir avec de l'innocence. Elle dissimule une volonté ferme.

Eternel Poolhord du monde patronal — numéro 2 derrière François Ceyrac, puis derrière Yvon Gattaz — Yvon Chotard va tenter une dernière fois sa chance pour devenir président du CNPF, en décembre prochain. Mais avant de se trouver de nouveau dans l'arène patronale, cet homme d'appareil qui connaît à la perfection son terrain, publie début octobre, chez Calmann-Lévy, les *Patrons et le Patronat*. Un livre qui, en onze chapitres et quatre annexes, lui permet de préciser ses idées sur l'avenir du CNPF.

Libéral social, chrétien, ami personnel (et politique) de M. Chirac, Yvon Chotard sait qu'avec l'avancée du libéralisme le rôle du CNPF va diminuer, mais il entend le maintenir comme « le bras séculier » du monde patronal.

En démissionnant spectaculairement de son poste de premier vice-président le 17 mars 1986, au

lendemain d'élections dont le résultat correspondait à ses souhaits, Yvon Chotard avait consulté ses amis du patronat et de la classe politique. Ce n'était guère un coup de tête, mais une stratégie, longuement mûrie qui l'amenait à penser qu'en restant, malgré les divergences, aux côtés de M. Gattaz, il se condamnerait à ne jamais accéder à la présidence. M. Chirac lui reprocha d'avoir fait une « bêtise ». J'ai fait comme vous en 1976 lorsque vous pensiez ne plus avoir les moyens de votre politique, répondit-il en substance.

Mais Yvon Chotard ne peut attendre dix ans pour revenir... Depuis un quartier général installé — hasard symbolique — à quelques mètres du 32, boulevard Raspail, à Paris, où vécut Marc Sangnier, le fondateur chrétien du Sillon, il rencontre beaucoup de monde et met au point sa campagne.

Un négociateur redouté

L'histoire d'Yvon Chotard est d'abord celle d'un homme fidèle à ses racines, à ses convictions. Né le 25 mai 1921 à La Madeleine, dans le Nord, il est le fils d'un industriel vendéen de textile et d'une mère lyonnaise. Il manifeste son attachement à la Bretagne en donnant à chacun de ses huit enfants un prénom breton. Elevé dans un collège de jésuites à Lille, le jeune Yvon n'hésite pas quand la France est occupée par l'Allemagne : il choisit la résistance (réseau Alliance).

Courageusement, avec quelques centaines d'autres étudiants, il ira crier « Vive la France ! » place de l'Etoile, le 11 novembre 1940. Déjà, il ose affirmer haut et fort des convictions nourries profondément par l'enseignement social de l'Eglise catholique.

Après des études de droit, de lettres classiques et de sciences politiques menées à Paris et à Lyon, il devient, à vingt-quatre ans, éditeur et publie un texte de la Résistance. Souvent brocardé par ses adversaires, qui le présentent comme un apparatchik, il dirige pourtant une PME qui a rassemblé deux maisons d'édition (France Empire et Chotard et associés). Mais, très vite, il se propulse dans le syndicalisme patronal.

C'est lui qui crée en 1952 les jeunes chambres économiques. C'est lui encore qui est élu en 1965 président du patronat chrétien (CFPC). En 1971, il est

nommé président de la commission enseignement-formation du CNPF, une fonction d'essai qui sera consacrée le 19 décembre 1972 lorsque le président Ceyrac en fera un vice-président, et surtout le vice-président de la commission sociale du CNPF.

Yvon Chotard devint alors « l'homme des syndicats », leur interlocuteur privilégié, leur partenaire. Anticommuniste — au point d'avoir mal vécu, à l'âge de quinze ans, le Front populaire, — il réussit à se faire reconnaître par les syndicalistes comme un bon technicien de la négociation, doté de surcroît d'un précieux opportunisme politique. Redouté et respecté, il personnifie une politique constructive qui bat alors son plein.

Membre du Conseil économique et social — lien idéal pour les contacts discrets qu'il aime avoir avec les partenaires sociaux, — président du Syndicat national de l'édition jusqu'en 1979, Yvon Chotard sait souffler le chaud et le froid, apparaît tour à tour intransigeant et conciliant. Sous une robuste carapace, souvent impassible, il dissimule à peine une grande sensibilité. S'il joue pendant des années d'un axe « réformiste » — FO, CFTC, CGC, — il sait, après 1979, réintroduire une CFTD « recentrée » dans le jeu contractuel. Mais, en décembre 1984, Yvon Chotard verra dans l'échec des négociations sur la flexibilité de l'emploi une grande occasion manquée.

Autre regret, plus autocritique : celui d'avoir incité les patrons, en 1973 et 1974, à ne pas licencier alors que cela aurait été, à son avis, nécessaire. Amer après sa co-élection en 1981, qui devait compromettre irréversiblement ses relations avec M. Gattaz, dont il juge la conception d'un CNPF, « parti des entreprises », trop étroite, Yvon Chotard compte sur son enracinement ancien chez les premiers patrons pour devenir leur *primus inter pares*.

MICHEL NOBLECOURT.

On dirait qu'au fur et à mesure qu'il approche la date fatidique du 16 décembre, à laquelle il quittera le bureau du deuxième étage, au 31, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, l'autorité d'Yvon Gattaz se consolide. Le ton ne laisse pas place au doute. « Je suis un battant et même un combattif. Au conseil exécutif, je parle haut et fort et je ne tolère aucune incartade. Mon autorité est entière et ma sérénité est à l'image de celle de Confucius. Jamais je n'ai eu à rendre autant d'arbitrages. Jamais autant de ministres ne m'ont téléphoné. »

Yvon Gattaz est là et bien là, jusqu'à la dernière minute de la dernière heure de son mandat. En deux mois et demi, il a le temps et la détermination — bien que se plaçant délibérément au-dessus des intrigues, des complots, des pressions et des clans — pour préparer l'arrivée de celui qui sera son successeur et qui devra faire preuve de deux qualités : être un vrai chef d'entreprise et apparaître comme un rassembleur. « Ce qui, ajoute-t-il malicieusement, élimine ipso facto les diviseurs d'hier. »

Quant à avancer le nom d'un poulain ou d'un homme de compromis capable à la fois d'écarter Yvon Chotard et de perpétuer le style « pragmatique et transpolitique » qu'Yvon Gattaz a essayé d'incarner à la tête du CNPF, il s'en garderait bien. « Nous avons des instances et il existe des procédures démocratiques dans lesquelles j'ai toute confiance. »

Celui qui, à la fin de 1981, s'assit dans le fauteuil de François Ceyrac, écrira probablement un jour la chronique savoureuse des années 1981-1986 ; autrement dit, l'histoire de la cohabitation d'Etat et des premiers ministres socialistes et une galaxie patronale diverse, certes, mais plutôt prole des contrats d'idées conservateurs ou « libéraux ».

pour employer la terminologie à la mode.

« J'ai connu quatre années d'enthousiasme délirant... les premières... » Quatre années seulement ?

Oui, car les beaux jours ont pris fin en octobre 1985 lorsque Jean-Louis Giral, président de la Fédération nationale des travaux publics (l'une des plus influentes de l'organisation) a démissionné de la vice-présidence du CNPF, joignant M. Gattaz trop autoritaire et personnel.

Depuis ce temps, les tensions n'ont cessé de s'exacerber au sein du conseil, Yvon Gattaz devant compter les siens à chaque occasion tandis que les « ebntariens », qui disent représenter un tiers du conseil exécutif, renvoyaient abondamment la presse sur les moindres détails de réunions habituellement confidentielles. Or le moode patronal n'aime guère que ses querelles internes ou ses états d'âme occupent l'agenda.

L'autorité du président

Aujourd'hui encore, beaucoup de chefs d'entreprise de province en veulent à Yvon Chotard — même s'ils apprécient ses qualités — d'avoir, le 17 mars dernier, eu démissionnant avec fracas de son poste de premier vice-président et de président de la commission sociale, rompu un ordre immuable et profané des traditions sacrées. « Ceux-là ont fait scandale et ont commis une faute grave en piétinant les règles de la courtoisie », lance Yvon Gattaz en visant Yvon Chotard et son thuriféraire Jean-Louis Giral.

Yvon Gattaz s'interroge. Aurait-il dû dès 1983 ou 1984 annoncer publiquement qu'il ne solliciterait pas fin 1986 un renouvellement de son mandat, au lieu d'attendre le 11 juillet dernier ? « J'ai sans doute eu tort d'attendre trop longtemps, les choses eussent été plus claires et mon autorité plus inébranlable. »

De l'autorité — voire de l'autoritarisme, — le président du CNPF en a déployé sans limite. Mais traduisait-il toujours, et au bon moment, l'état d'esprit, les craintes, les élans de la majorité des chefs d'entreprise au nom desquels il s'exprimait ? Que de fois, notamment sur les chapitres de l'emploi ou de l'exportation, les ministres socialistes ont brocardé les incantations, les illusions, les « y-a-qu'à », les pleurnicheries ou la timidité des chefs d'entreprise !

M. Balladur lui-même éprouve de « l'impatience » à l'égard des patrons, qui, à son goût, ne se lancent pas suffisamment vite sur la voie de l'embauche.

Des satisfactions personnelles, M. Gattaz pourrait en énoncer une liste interminable. La première consiste évidemment à avoir réussi à réhabiliter l'entreprise dans l'opinion française et à convaincre tout le monde qu'elle seule peut proposer des emplois, alimenter la croissance et — c'est le message que le CNPF veut faire passer au Zénith le 30 septembre — offrir un but et un espoir à la jeunesse.

Mais il y a aussi des dates phares et des coquilles concrètes. Début 1982, il n'hésite, contre la volonté de la majorité des socialistes et de la majorité du CNPF, que les entreprises nationalisées restent dans le giron de l'organisation patronale. « Ce fut un accord entre M. Mitterrand et moi. » Autre victoire personnelle arrabée, elle aussi directement à M. Mitterrand, contre l'avis du ministre du budget de l'époque, M. Fabius : l'exemption des outils de production personnels des chefs d'entreprise pour établir l'impôt sur les grandes fortunes. « Et si vous voulez résumer mon action par trois mots, vous pouvez citer : l'emploi, la flexibilité et la guerre méthodique aux charges. »

Trois mots d'ordre qui, bien sûr, seront encore de mise après le 16 décembre et auxquels il ajoute, à l'adresse de son successeur, trois « fléaux » qu'il faut combattre : le sous-investissement, la sous-exportation et leur résultante, le sous-emploi.

L'avenir dira si la tâche de président du CNPF se révèle plus aisée quand le pouvoir politique s'enracine à droite plutôt qu'à gauche. Sans compter que l'organisation patronale devra accomplir des réformes en elle-même et, par exemple, pour mieux épouser la décentralisation, accroître le poids des unions patronales locales et départementales par rapport à celui des grandes fédérations et branches économiques nationales. Pendant longtemps, en tout cas, Yvon Gattaz revu aux commandes de son entreprise, Radiant, pourra se livrer à sa facétie favorite : « La signification du CNPF ? — Ce n'est Pas Facile... certains diront Folichon. »

FRANÇOIS GHOSRICHAUD.

حکومت من الامم



LE RETOUR DU PATRON

Yvon Gattaz rentre chez lui à Voiron, dans l'Isère, où il reprend les commandes de son entreprise.

A Voiron, dans l'Isère, Radiall attend le retour de son patron. Après cinq années de mise en disponibilité, Yvon Gattaz revient le 17 décembre, à la tête de son entreprise. « Je suis le premier président du CNPF qui réintègre sa société, et par la grande porte », déclare-t-il, satisfait de retrouver Radiall en excellente santé et toujours leader européen dans le domaine des connecteurs coaxiaux de toutes puissances et de fréquences très élevées.

Dans l'ombre d'« Yvon » depuis la création, en 1953, dans un petit atelier proche de la place de la République à Paris, de la société, son frère Lucien, soixante-deux ans, a tenu en main depuis 1981 l'entreprise familiale, entouré, explique-t-il, « de trois managers de haut niveau ». « Les décisions importantes ne se sont jamais prises en dehors de nous quatre. Lorsque cela était vraiment nécessaire, nous en informions Yvon. » Ce dernier participait, une fois par mois, à une réunion de travail d'une journée dans l'entreprise.

Le siège social de Radiall, installé dans la région parisienne, fut le « territoire » d'Yvon avant son entrée au CNPF. Il régnait alors sur les activités commerciales et assurait la direction financière du groupe. La principale unité de production de Radiall, à Voiron, forte de quatre cent quarante salariés, fut depuis sa création, en 1963, le domaine de « Lucien », homme de terrain et technicien de très haut niveau, maître incontesté des fabrications et de la recherche. Complémentaires, les deux frères ont jusqu'en 1981 géré sans partage les cinq usines du groupe, dont quatre sont

installées dans l'Isère, berceau de la famille Gattaz.

Avec un effectif d'environ mille cent personnes, Radiall n'est pas un « géant industriel », mais son chiffre d'affaires consolidé qui s'élève à 420 millions de francs, dont 50 % sont réalisés en ventes directes à l'exportation, lui a permis de figurer parmi les dix premières entreprises mondiales travaillant dans le secteur très porteur des connexions (1).

« Vivons heureux, vivons cachés »

« Pour vivre heureux, vivons cachés » est l'un des principes développés par Lucien Gattaz, qui s'est efforcé d'endiguer toute « vague » dans l'entreprise. « Il falloit être discret pour ne pas gêner Yvon, fait-il remarquer, et toute publicité tapageuse aurait été nuisible. » Tout d'abord inquiet de voir Yvon Gattaz devenir le patron du CNPF en raison des conséquences qu'une telle fonction pouvait déclencher dans les relations sociales à l'intérieur de l'entreprise, Lucien Gattaz constate aujourd'hui qu'entre 1981 et 1986 « il ne s'est rien passé dans la société. L'entreprise marche bien, elle se développe normalement; nous vivons de bons salaires, même si, ce ne sont pas les plus élevés de l'Isère ».

Lucien Gattaz est toutefois convaincu que l'attitude de son frère à la tête du CNPF n'est pas étrangère au « calme » qui a régné dans son entreprise. « Il a tenu un langage clair. Il s'est efforcé d'être apolitique face au gouvernement socialiste qui a parfois fait preuve d'incompétence. »

Yvon et Lucien Gattaz, qui possèdent avec leurs familles

80 % du capital de l'entreprise, souhaitent que Radiall fasse dans quelques années son entrée sur le second marché de la Bourse de Lyon. Aucun de leurs enfants ne souhaitant reprendre en main les destinées du groupe, l'introduction en Bourse est, selon Lucien Gattaz, « le seul moyen de pérenniser notre société ». Des dispositions seront prises pour permettre aux familles des deux frères de conserver le contrôle de l'entreprise car, explique l'aîné, Lucien : « Nous tenons à ce que nos collaborateurs, dont certains travaillent avec nous depuis le début, puissent accéder à des postes de haut niveau. Il n'est pas question de revendre un jour Radiall à un groupe qui écarterait tous nos managers. »

Si à Voiron on écarte l'hypothèse d'une « fausse sortie » d'Yvon Gattaz du CNPF, on estime par contre que son retour à la tête de Radiall pourrait bien être une « fausse rentrée ». « Ayant eu des fonctions nationales très élevées, j'ai l'impression que les gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, ne tarderont pas à proposer un poste important à mon frère », prédit Lucien.

CLAUDE FRANCHILLON.

(1) Radiall est une société holding qui comprend l'usine de Voiron, forte de 440 salariés, spécialisée dans l'usinage et les connecteurs coaxiaux, et le siège social de Rosny-sous-Bois, avec 180 salariés, chargé des services de marketing, des services commerciaux et financiers, ainsi que d'un bureau d'études sur les connexions optiques. L'entreprise contrôle à 100 % la SOGIE dans l'Indre-et-Loire (180 salariés), Micronde à l'Isle-d'Abeau (150 salariés), avec 110 salariés, Rolyz à Voreppe (Isère), avec 50 salariés, Ardol à Apprieux (Isère), avec 14 personnes, mais aussi des filiales commerciales en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Italie.

MISSION JEUNES EN CHARENTE

En Charente, les patrons aident les petits patrons à mieux comprendre les textes en faveur de l'emploi des jeunes.

C'ETAIT une idée simple : la plupart des artisans et commerçants, surtout en milieu rural, ne comprennent rien aux textes pris en faveur de l'emploi de jeunes : il y en a tant eu depuis dix ans ! Pour tant c'est là que se trouve le principal « gisement » d'emplois. L'idée était donc d'envoyer quelqu'un leur expliquer de vive voix. Tout simplement.

« Nous voulions faire quelque chose pour relancer la campagne en faveur des jeunes et de la formation par alternance », explique M. Jean-Marie Baguet, le délégué de l'Union patronale de la Charente.

Mais les possibilités dans l'industrie, chez les 750 adhérents de l'Union patronale, on en fait vite le tour : Leroy-Somér, confronté à une concurrence internationale très vive, n'embauche plus, l'industrie papetière poursuit son déclin historique, la fabrication de briques et de tuiles fait des efforts de productivité, le cognac a surtout besoin de main-d'œuvre saisonnière... « J'ai donc proposé à mon comité de l'emploi d'essayer de toucher une clientèle qui n'est pas la nôtre : les entreprises de moins de 10 salariés. » En clair, le CNPF s'aventurerait sur les terres de l'artisanat et de la chambre des métiers.

Dans cette mission de reconnaissance, l'Union patronale évite d'engager ses permanents : « Il nous a semblé préférable, en termes de marketing, de faire appel à des jeunes, mais — et c'était essentiel — des jeunes encore étudiants, donc qui ne soient pas eux-mêmes en recherche d'emploi. »

En avril-mai, la stratégie est mise au point. Reste à trouver des alliés. Georges Chavanes jette

la bataille son poids d'ancien président de Leroy-Somér (cela compte, en Charente) et de ministre du commerce et de l'artisanat. La préfecture, la direction du travail, l'ANPE suivent, bien sûr. Les compagnies consulaires font de même. Le conseil général participe au financement, et son président, M. Houssin, écrit aux 425 maires du département pour leur recommander ces démarcheurs d'un genre nouveau.

Le pilote de ligne et le commercial en herbe

« Nous pouvions monter seuls cette opération », avoue J.-M. Baguet, mais nous avions besoin de ce consensus pour obtenir un écho favorable. »

Onze étudiants sont recrutés, sur une soixantaine de candidats, pour un mois. Salaire : 5 000 F, plus les frais. Le futur pilote de ligne côtoie le commercial en herbe, et le « presque prof » de maths. Critère de recrutement essentiel : la motivation.

L'opération est conçue comme une action de commando : brève (le mois de juillet) mais intense : « L'objectif était de contacter 2 500 chefs d'entreprise. Il y a eu 2 150 contacts. » Soit six à quinze par jour et par prospecteur, chacun dans un secteur géographique. On arrive sans rendez-vous, avec pour tout listing les pages jaunes de l'annuaire des P et T. L'entretien dure une minute ou une heure, c'est selon, on laisse un peu de documentation sur la table de cuisine ou l'établi, et on repart, après avoir rempli une fiche de visite.

Ces fiches de visite font découvrir des choses surprenantes. 80 % des commerçants ou artisans ren-

trés mal, les mesures gouvernementales. « C'est normal, commente Christophe Loubes, vingt-deux ans (Sciences-Po). Ils partent sur leurs chantiers tôt le matin : le journal n'est pas arrivé. Ils ont le transistor avec eux, mais pour la musique, pour la compagnie. Et le soir, quand ils se mettent devant la TV, le bulletin de 20 heures est passé. »

La méthode du contact humain s'avère payante : sur les 2 000 entreprises visitées, 727 manifestaient fin juillet l'intention de prendre un jeune à court terme (280 en SIVP, 257 en contrat d'adaptation, et 190 en contrat de qualification). A l'Union patronale, pendant tout le mois de juillet, on maintient la pression sur les jeunes prospecteurs : les fiches déposées le soir sont lues le matin avant 8 heures par une « cellule de coordination », et aussitôt informatisées par secteur géographique et professionnel. Toutes les réponses ont tant soit peu positives donnent matière à relance par l'organisme de formation, ANPE, Union patronale). 10 % des fiches, prises au hasard, sont contrôlées.

« Qu'ils n'aient qu'à signer »

En l'état actuel des intentions, les deux tiers des réponses positives devraient donner lieu à signature de contrat avant la fin de l'année. « Les potentialités sont de l'ordre de 1 pour 5 contacts, estime J.-M. Baguet, mais nous n'avons sondé que 2 000 patrons sur les 20 000 commerçants, artisans et prestataires de service. Le gisement potentiel est donc de 3 500 à 4 000. » Georges Chavanes, lui, refuse de donner des estimations, mais il affirme : « Je suis sûr que la plupart de ces emplois n'auraient pas été créés s'il n'y avait pas eu ce contact personnel. »

Après la pause d'août, l'Union patronale est passée à la seconde phase : concrétiser ces déclarations d'intention. Or l'obstacle n'a pas changé : la phobie de

l'imprimé à remplir. Georges Chavanes raconte qu'il y a quelques jours cette anecdote. Croisant le matin même dans une rue d'Angoulême un artisan-maçon qu'il connaissait, le ministre l'entreprend sur l'emploi des jeunes et les exonérations de charges. Le maçon écoute, et lance au ministre : « Je vous en prends quatre. Mais c'est vous qui faites les papiers. »

Six des étudiants de juillet ont donc repris du service à l'Union patronale. Par téléphone, ils proposent aux 727 patrons intéressés l'aide d'un spécialiste pour rédiger le contrat. Au besoin, on leur enverra quelqu'un pour remplir les imprimés. Les employeurs ? « Il faut qu'ils n'aient qu'à signer », a demandé Georges Chavanes.

Dans le même temps, les secteurs professionnels qui se sont révélés porteurs (ce ne s'étaient pas ceux que l'on attendait) sont systématiquement prospectés : artisans ruraux, restauration, parfumerie, coiffure. J.-M. Baguet voit venir la critique : petits boulots, précarité, etc. « Nous voulons privilégier les contrats de qualification, qui sont de vraies formations. Il ne faut pas que l'on puisse nous reprocher ce qu'on a reproché à d'autres pour les TUC. »

Et s'il n'y avait pas de candidats pour les contrats proposés ? En accord avec l'inspection académique, la troisième phase de l'opération est déjà prête : les chefs d'établissement et l'Union patronale mettront en rapport, à l'intérieur du même petit secteur géographique, les patrons demandeurs et les jeunes récemment sortis du système scolaire.

Georges Chavanes veut maintenant étendre à l'ensemble de la France l'expérience charentaise (une quinzaine de départements avaient, début septembre, commencé). Jean-Marie Baguet en livre volontiers la recette : « Il faut un consensus local, une unité de direction, et une discipline quasi militaire du dispositif. »

JEAN-PIERRE DUFRENE.

AKIOU
L'ART DU BEAU VOYAGE
la marque des grands voyages de qualité
en petits groupes accompagnés
par des conférenciers
CHINE - TIBET - INDE - LADAKH - YEMEN
SYRIE - EGYPTE - URSS - AMERIQUE DU SUD
Brochure sur demande dans toutes les agences de voyages et
2, rue de la Paix - 75002 Paris - Tél. : 42.61.58.04
SALON DU TOURISME STAND F03

Le Rhin en Vogue
vivre un rêve sur l'eau douce...

...c'est partir durant 3, 4, 5 jours ou plus sur un bateau spacieux qui glisse paisiblement devant des sites remarquables. C'est aussi savoir apprécier des prestations de qualité dans un cadre prestigieux. Vous découvrirez, sans hâte et sans fatigue, le charme de la Vallée Romantique, la Lorelei, Cologne, le Rocher du Dragon, Mayence, Strasbourg, etc...

- Des visites bien organisées vous laisseront des impressions inoubliables. L'équipage, qui parle français, vous réservera un accueil chaleureux. Vous serez logés dans des cabines confortables (deux lits bas, douche et WC) avec vue sur le fleuve.
- Voyages circulaires de 7 ou 9 jours possibles (avec arrêts différents).
- Partez, en privilège, pour une croisière « De Luxe », la formule de choix pour vivre pleinement quelques jours exceptionnels.

Inscription dans votre Agence de voyages habituelle. Pour une documentation gratuite, envoyer ce coupon avec votre carte de visite à
GERMAN
Agent Général - 9, rue Fbg St Honoré - 75008 Paris
Tél. : (1) 742.52.27

1000 kms tranquilles et légendaires.

l'enquête

GIRAL BRISE
LA LOI DU SILENCE

On parlait à voix basse au CNPF jusqu'à un fameux coup de gueule.

L'HOMME par qui le « scandale » est arrivé, c'est lui, Jean-Louis Giral, le président de la Fédération nationale des travaux publics. Pourquoi le « scandale » ? Parce que, le 30 octobre 1985, il annonce publiquement qu'il démissionne de la vice-présidence du CNPF. Il reproche à Yvon Gattaz son autoritarisme, son double langage.

Il juge le programme économique du CNPF présenté quelques jours auparavant par Guy Brama, un fidèle d'Yvon Gattaz, incomplet et confus. Il le dit et le répète à qui veut l'entendre. En même temps qu'il vitupère Yvon Gattaz et ses proches, il œuvre publiquement ou en sous-marin, pour faire monter l'étoile d'Yvon Chotard. Les élections législatives et l'alternance sont proches, et le désignation du futur président du CNPF aura lieu dans un peu plus d'un an.

Il a rompu les règles sacrosaintes du patronat qui veulent que les querelles se règlent en famille pour ne pas affaiblir le CNPF face aux syndicats et au gouvernement. Mais Jean-Louis Giral ne pouvait plus se taire. Les méthodes, autocratiques selon lui, d'Yvon Gattaz l'ont poussé à bout.

Depuis un an, cet homme de cinquante-deux ans, qui sait à la fois afficher une élégance très « british » et parler d'une voix légèrement gouailleuse, pèse fort au CNPF. Sa puissante fédération, à la tête de laquelle il a été élu à l'unanimité en mai dernier, envoie quinze délégués à l'assemblée générale. Dernière lui, dans sa croisade pro-Chotard et anti-Gattaz sont venus se placer plus discrètement dans l'ombre comme Francis Lepère (industries agro-alimentaires), Jacques Demange (commerce), Jean Dronier (banques), Jacques Brunier (bâtiment).

« Mon ami pour Chotard remonte à 1978, raconte-t-il, lorsque Philippe Clément, alors président de la Fédération des travaux publics, me confia la présidence de la commission sociale. De ce fait, je représentais la Fédération à la commis-

sion sociale du CNPF. D'abord Yvon Chotard m'accueillit de manière assez froide pour ne pas dire plus. Mais très vite mon admiration pour lui grandit... »

Jean-Louis Giral mène trois occupations de front. La direction de son entreprise, Desquenne et Giral SA, qui, outre les travaux publics classiques (ponts, déviations, canalisation, installations de câbles), est spécialisée dans la pose de voies ferrées pour la SNCF, lui prend la plus clair de son temps. Mais à la tête de la Fédération des travaux publics depuis 1982, il bataille pour que l'Etat et les collectivités locales, ses clients, ne pâtissent pas trop de la rigueur budgétaire : « Les grands travaux, c'est bien, mais il existe une foule de petits chantiers — la suppression des points noirs routiers ou des passages à niveau par exemple — qui sont à la portée des communes ou des départements, qui améliorent les conditions de vie et qui peuvent donner du travail à nos entreprises. »

Amitié pour
Michel Giraud

Pour financer un grand programme d'équipement, il a lancé l'idée d'un vaste emprunt qui pourrait, par exemple, être gagé sur les recettes qui proviendraient de la cession des entreprises à dénationaliser. On attend toujours l'avis du gouvernement.

Troisième inclination, qui n'est apparue qu'au printemps dernier : la politique. Il a été élu conseiller régional d'Ile-de-France et, par amitié pour Michel Giraud, le président du conseil régional, et non par militantisme, il s'est rattaché au groupe RPR. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les séances du conseil régional ne l'enthousiasment pas outre mesure.

Pour l'heure, Jean-Louis Giral se dévoue corps et âme pour Yvon Chotard : « Au CNPF, il ne faut pas un homme tête mais un homme de compromis qui sans arrêt cherchera à trouver la ligne de moindre résistance. » Fidèle des champs de courses, lui qui pense souvent à sa jeunesse et à l'époque où il se levait à 5 heures pour aller voir s'antraîner les chevaux à Maisons-Laffitte, il a choisi son favori et n'en changera pas.

F. GROSCHARD.

Depuis une vingtaine d'années, patronat et syndicats ont mis au point sinon un langage du moins un rituel commun.



TORRESANO/COLLECTIF

RITES ET COUTUMES DE LA NÉGOCIATION

17 JUILLET 1985, 22 h 30. L'ambiance est électrique au siège du CNPF, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, où syndicats et patronat se retrouvent pour la énième fois afin de conclure une négociation sur l'assurance-chômage. M. Yvon Chotard fait part aux journalistes de sa colère : « On va risquer de manquer une possibilité de réforme à cause de l'intransigence des syndicats. Si cette intransigence est maintenue, l'opinion publique jugera. On peut se demander s'il n'y a pas des gènes malins qui, à l'intérieur et à l'extérieur, veulent casser la politique contractuelle. » Rupture ?

18 juillet, 0 h 15 : M. Guat (CFTC), à la faveur d'une suspension de séance, fait souffler un vent d'optimisme. Accord ? A 1 h 10, M. Chotard est de nouveau furieux : « On repart de zéro. Voilà ce que cela donne quand on veut marquer l'eau et le feu. » La menace de l'échec plane de nouveau. Mais, à 3 heures du matin, quand les partenaires sociaux, épuisés, se séparent, l'accord est conclu. Seule la CGT le refuse.

Cette négociation, comme tant d'autres auparavant, n'a pas failli à la liturgie qui règle ce jeu social pourtant sérieux. Chacun connaît son rôle, son mandat et la partition habituelle de ses partenaires. Comme le note ironiquement un négociateur patronal, « au CNPF, c'est du phrasé ».

Il y a vraiment, en effet, un rituel de la négociation nationale interprofessionnelle. Autour de la grande table du salon Léna ou Alma de l'avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie — lieu immuable, — une quarantaine de personnes se réunissent, déléguées des cinq confédérations syndicales représentatives (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC), la délégation patronale, dont la composition elle-même est savamment dosée entre les responsables mandatés du CNPF, ceux de la CGPME (qui introduisent parfois des nuances) et des représentants de fédérations.

Chaque délégation dispose d'un « mandat » plus ou moins souple, le jeu consistant à faire reculer le partenaire par rapport à ses propositions pour le faire avancer sur les siennes. Après s'être mis d'accord sur les thèmes et le calendrier des réunions, on entre dans le vif du sujet. Séances officielles et tractations clandestines se suivent dans un ballet rythmé par des déclarations tonitruantes, des propos conciliants, des ultimatum, des propositions de la dernière chance et des « avancées » imprévues, pour aboutir au feu d'artifice final de l'ultime séance, qui est obligatoirement une réunion-marathon, indigne des partenaires sociaux si elle dure moins de dix heures. Au petit matin, après une nuit laborieuse et épuisante, constat est dressé d'un échec inévitable ou d'un succès inespéré.

Comme l'explique le négociateur patronal d'une importante fédération, « si on doit prendre quelque chose aux syndicats, il faut aussi leur en donner un peu, sinon on risque de les tuer ». Fidèle à la règle d'or selon laquelle il faut toujours éviter d'augmenter les charges des entreprises, le négociateur du CNPF doit détenir un mandat de l'exécutif précis mais non rigide de façon à « garder un ou deux jokers pour savoir au bon moment détendre la corde... » Il faut savoir interpréter les non-dits de la partie d'en face et surtout guetter les chausse-trappes externes et internes, car, tant au sein des organisations syndicales que des organisations patronales, les négociateurs sont toujours, après un échec ou un succès trop chèrement payé, des cibles idéales.

Pour l'opinion publique, la négociation joue un grand rôle dans la perception médiatique du CNPF. Tantôt il apparaît comme un groupe de pression auprès des pouvoirs publics tentant de faire triompher ses revendications, tantôt, et c'est le plus spectaculaire, même si les discussions ne sont pas retransmises sur écran-vidéo comme naguère à la FNAC, il

apparaît comme une machine à négocier.

Cette vocation du CNPF à être le grand chef d'orchestre de la négociation sociale interprofessionnelle ne lui est pourtant venue que sur le tard. Jusqu'au milieu des années 60, l'organisation patronale ne négociait à ce niveau que sur les retraites complémentaires ou l'assurance-chômage. En 1966, CGT et CFDT ont battu campagne ensemble pour obtenir un élargissement de la négociation interprofessionnelle. En 1967, Georges Pompidou incitait les partenaires sociaux à aller dans cette voie. En 1968, les événements de mai aboutissaient aux « accords de Grenelle ».

Une machine
qui tourne à plein

Sous la pression des acteurs sociaux et politiques et... des événements, le CNPF dut modifier ses statuts le 28 octobre 1969 afin de « contracter au nom de ses adhérents dans certains domaines exceptionnels », après autorisation de l'assemblée permanente, mais sans l'obligation d'un accord préalable des professions. Les fédérations conservent cependant la possibilité de se soustraire du champ d'application d'un accord avant sa conclusion. Dans la foulée de cette réforme, les années 70 devaient être marquées, sous l'impulsion de MM. Ceyrac et Chintard, par une véritable « explosion » contractuelle, avec des accords sur la sécurité de l'emploi, la mensualisation, la formation professionnelle, l'assurance-chômage, la préretraite-liéncement, les conditions de travail, etc., accords qui se traduisaient généralement, ensuite, par des modifications législatives. La machine tournait à plein.

Depuis quelques années, cependant, plusieurs changements se sont amorcés. En 1984, les syndicats ont dû négocier sur la flexibilité de l'emploi à partir d'un cahier de revendications patronales, un cas de figure qui ne s'était produit auparavant que pour l'indemnisation du chômage.

Une sorte de « revanche » pour un CNPF qui avait dû digérer contractuellement les trente-neuf heures et la cinquième semaine de congés payés en 1981, puis la retraite à soixante ans en 1982.

Avec l'arrivée à la présidence du CNPF à la fin de 1981 de M. Gattaz, qui y fit entendre la petite musique du « parti des entreprises », la toute-puissance interprofessionnelle de l'organisation patronale dans la négociation sociale s'est vue peu à peu entamée. Il n'était plus possible que le CNPF demeure ce « grand manitou » du jeu social, apportant par des négociations nationales des réponses uniformes à toutes les branches et les entreprises. De plus en plus, il devait se contenter de fixer un cadre général — et souple — permettant ensuite aux dites branches et entreprises de discuter à leur tour.

Depuis 1985, l'offensive est répartie de plus belle, et des mouvements d'idées du monde patronal comme Ethic, Entreprise et progrès et même le Centre des jeunes dirigeants ont plaidé pour une diminution — voire parfois une quasi-disparition — du rôle du CNPF dans la négociation sociale.

Pour l'essentiel, et afin de donner beaucoup plus d'autonomie aux branches et surtout aux entreprises, la négociation interprofessionnelle devrait être limitée à l'assurance-chômage et aux retraites complémentaires, c'est-à-dire au non-travail.

Même M. Chotard, qui a été longtemps le maître d'œuvre de la politique contractuelle du patronat, reconnaît que la machine à négocier de l'avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie doit réduire ses appétits. Une semi-dite qui pose un problème de fond à un CNPF dont le rôle de groupe de pression risque de diminuer parallèlement au fur et à mesure que les entreprises retrouveront leurs « libertés ». Ne lui restera-t-il alors qu'à affirmer, parmi ses prestations aux entreprises, celle de conseil en négociation sociale ?

MICHEL NOBLECOURT.

UN PRÉSIDENT POUR CINQ ANS

C'est le 12 juin 1948 que s'est réunie la première assemblée générale du Conseil national du patronat français (CNPF) sous forme d'association de la loi de 1901. Georges Villiers prend la présidence, et en 1968 Paul Huvelin la remplace. En décembre 1972, François Ceyrac est élu président, et Yvon Gattaz lui succède en décembre 1981. Quelques mois auparavant, les statuts concernant la durée du mandat du président et les majorités requises pour son élection avaient été modifiés. Le CNPF regroupe à la fois, au plan professionnel national des fédérations ou des chambres syndicales (par exemple l'Union des industries chimiques ou la chambre syndicale des constructeurs d'automobiles), et au plan territorial des unions patronales locales, départementales ou régionales.

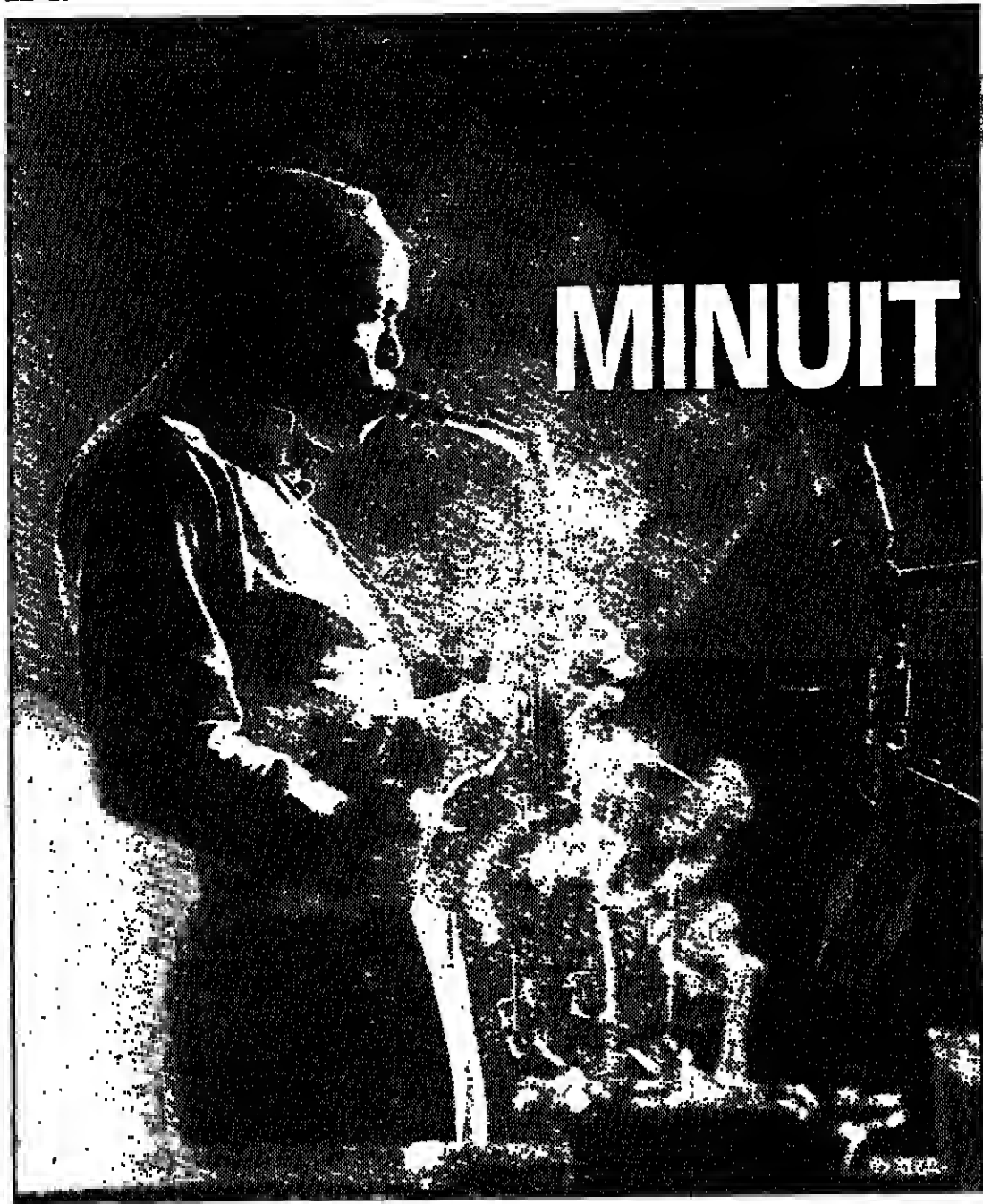
L'organisation du CNPF est simple. A sa tête un président élu pour cinq ans, assisté de dix vice-présidents, dont cinq ont le titre de vice-président exécutif. Il existe trois « grandes commissions », chacune présidée par un vice-président exécutif : économie, social, action territoriale. Le conseil exécutif (35 membres) est l'organe-clé du CNPF, un peu son « gouvernement ». Il fixe la politique générale de l'organisation, se réunit au moins une fois par mois, mais en fait toutes les quinze jours. Ses membres sont

élus pour trois ans par l'assemblée générale. Cette assemblée générale (665 membres), qui est composée par les délégués représentant les organisations adhérentes, se réunit une fois par an, élit le président et les membres du conseil exécutif. L'assemblée permanente (225 membres) est un organe intermédiaire d'information et de consultation. Elle approuve le budget annuel et le taux des cotisations sur propositions du conseil exécutif. Enfin, un comité statutaire de sept membres veille à l'application des statuts « dans leur lettre et leur esprit ». Parallèlement à ces instances élues et statutaires, le CNPF fonctionne selon un organigramme dont le pivot est le secrétaire général. Il coordonne l'action des cinq directions générales. Au total, sur 216 salariés, le CNPF emploie 91 cadres : 34 à la direction des affaires économiques (dont 19 pour les affaires internationales), 13 à l'information, 7 à l'action territoriale, 17 aux affaires sociales, 8 aux études législatives et 12 au secrétariat général. Le budget annuel du CNPF atteint 93 millions de francs. Les cotisations demandées à ses membres sont fixées de la façon suivante : 70 F par million de chiffre d'affaires et 50 F par million de masse salariale distribuée.

F. Gr.

حکومت الامم المتحدة

سكننا من الاجل



époque

MINUIT L'HEURE DU



SAXO

A gauche, Sonny Stitt à New-York en 1953. Ci-contre, James Moody à New-York en 1951. En bas, Dexter Gordon, le héros du film de Bertrand Tavernier. « Autour de minuit », au New-York Royal Roost en 1948. Ces photos sont extraites du remarquable livre *l'Œil du jazz*, photos de Herman Leonard. Ed. Filipacchi.

par Michel Castaing

Le saxophone reviendrait-il en vogue ? Un film, *Autour de minuit*, de Bertrand Tavernier, un livre, *Histoires de saxophone* (1), de François Billard, chroniqueur à *Jazz Magazine*, des spots publicitaires (Dim, notamment), des couvertures de magazines (*New Look*, *Rock & Folk*, *Télérama*...) prennent pour vedette l'instrument qui porte le nom de son inventeur d'origine belge, naturalisé français, Adolphe Sax (1814-1894), célèbre facteur d'instruments de musique. Même les plus « branchés » qui, hier encore, le trouvaient ringard, lui découvrent à présent un style « accro ».

Fluctuations des modes : son

aurait plutôt une apparence androgyne... C'est sa nouvelle image de modernité, correspondant à un regain d'intérêt pour le jazz et à une moindre fascination pour la guitare électrique, qui lui profite aujourd'hui. Selon un sondage, 65 % des Français s'identifient « identifiés » à une certaine Léna Marie, présentée, l'an dernier, en couverture de *Télérama*, comme une talentueuse saxophoniste, qui jouait d'un superbe saxo ténor argenté. En fait, c'était un canular de 1^{er} avril — la jeune femme en question était une inconnue, — mais la réaction a été jugée symptomatique.

Naturel sauvage, avec d'ineffables clichés « trois b » (bitume, brume, boîtes) venus droit de La Nouvelle-Orléans des années 20, et âge industriel symbolisé par son

il s'est tout de suite trouvé deux grands maîtres, Noirs américains, Coleman Hawkins et Lester Young. Deux saxos ténors, qui ont eu des générations de disciples, même si c'est un saxo alto, Charlie Parker, qui, avec le be-bop, a déclenché la première révolution interne au jazz, dans le milieu des années 40. On l'empoigne, on souffle, on salive dedans — « certains saxos sont aussi culottés que des pipes », dit François Billard, mais on ne les ferait nettoyer pour rien au monde, de peur de ne plus retrouver ses notes : une « présence » physique, un timbre chaud, chaleureux, mais aussi la possibilité, pour un jeune débutant, d'en tirer rapidement des sons. « On peut en jouer très mal, mais très vite », dit le chroniqueur de *Jazz Magazine*, ce qui n'est pas le cas, par exemple, avec la trompette.

rieur de musique de Paris, en 1942 — soit un siècle, très exactement, après la naissance du nouvel instrument. Marcel Mule, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-cinq ans, maître vétéran de tous ses élèves et disciples, qui l'appellent « le patron », est l'auteur de cette résurrection du saxophone classique, longtemps ignoré, voire méprisé, sauf dans les musiques militaires et les orchestres d'harmonie civils.

Une sonorité ronde avec un peu de timbre

Mais, depuis 1942, indique, dans *Histoire de saxophone*, Daniel Deffayet, successeur de Marcel Mule à la tête de la classe de saxophone du Conservatoire de Paris, « les effectifs n'ont jamais varié : douze élèves français et, au maximum, quatre élèves étrangers. Cette année : trois places au concours d'entrée pour près de soixante-dix candidats ». L'école française est réputée dans le monde entier pour sa sonorité originale, « une sonorité ronde avec un peu de timbre, pas trop, dit Daniel Deffayet, et une colonne d'air excessivement soutenue ».

L'enseignement de Marcel Mule a aussi essaimé dans les conservatoires de province, mais le drame est que la connaissance du saxophone classique n'offre pratiquement pas d'autres débouchés que... l'enseignement. Ou une place dans les cinq grandes musiques militaires françaises, dont la Garde républicaine et un strapontin dans les orchestres symphoniques. Les saxophonistes de jazz ou de variété, que l'on s'étonne d'entendre aussi bien jouer dans les couloirs du métro ou dans les rues de Paris, sont d'anciens élèves du Conservatoire.

« Il existe, aujourd'hui, plus de boîtes de jazz, donc plus de saxophonistes, qui « marchent » à Paris qu'à New-York », constate François Billard. Comme grands festivals de jazz, il ne subsiste plus aux États-Unis que celui de Newport — transféré à New-York — alors qu'en France il faut compter Antibes, Nice et Paris, et, pour le reste de l'Europe, Montreux, La Haye et Berlin-Ouest. Elle peut paraître lointaine l'ère de gloire du saxophone de jazz, qui, malgré Louis Armstrong, réussissait à détrôner la trompette dans l'Amérique des années 30 : la disparition des grands orchestres (Duke Ellington, Count Basie, Lionel Hampton, Dizzy Gillespie...), souvent pour des raisons économiques, la mort, souvent prématurée (alcool, drogue),

des solistes de génie, et l'éclosion de modes nouvelles, incarnées par les Beatles, ont enlevé de son lustre à l'instrument emblématique du jazz.

Déclin ou éclipse ? Pour les puristes ou les nostalgiques, le dernier supergros, mort en 1987, est John Coltrane, le précurseur du « free jazz », seconde révolution interne, après le be-bop. Mais, pour tous les amateurs, il reste encore un « quintette » de grands, qui leur paraissent... « super » : Sonny Rollins, Ornette Coleman, Stan Getz, Lee Konitz et Dexter Gordon, le héros du film de Bertrand Tavernier, qui incarne, dans *Autour de minuit*, ces saxophonistes au sommet de leur art, qui, dans les années 50, fouillaient cœur et tripe.

Aujourd'hui, Dexter, Sonny et les autres approchent ou dépassent la soixantaine. Y aura-t-il une troisième révolution, dans le jazz, profitable à l'instrument avec lequel Sidney Bechet a joué *Petite Fleur* ? Pour l'actuelle génération des quinze-vingt-cinq ans, les

idoles américaines s'appellent David Sanborn et, surtout, Michael Brecker, décrit par certains comme le saxo ténor « le plus complet qui soit, synthèse de presque tous les styles antérieurs ». Synthèse, en effet : les deux virtuoses du jazz-rock passent plus de temps en studio, au milieu des synthétiseurs, que sur scène. Mais c'est justement cette musique électro-jazz qui a l'oreille des jeunes. Alors, un adieu passager aux improvisations, aux *jam sessions*, si l'avenir du saxophone de jazz doit transiter par cette étape-là.

(1) A paraître, fin octobre, aux éditions Joseph Cline, 3, rue de la Clef, 75005 Paris.
(2) Quatre instruments composent le quatuor de saxophones : soprano, alto, ténor et baryton, qui ont, ensemble, une étendue comparable à un piano ou à un orgue. Le ténor est le premier soliste dans les formations de jazz. L'alto est le plus utilisé dans la musique classique. Les trois autres instruments sont employés dans les orchestres d'harmonie : soprano, basse et contrebasse.



CERTAINS SAXOS SONT AUSSI CULOTTÉS QUE DES PIPES, MAIS ON NE LES FAIT NETTOYER POUR RIEN AU MONDE DE PEUR DE NE PLUS RETROUVER SES NOTES

esthétique, d'abord, sa sonorité, ensuite, sa relative facilité à en jouer, enfin, plaisent de nouveau. Victime de la désaffection pour le jazz — mis en sourdine, à partir des années 60, par le rock et la pop music, — et donc supplanté par la guitare et les claviers électriques, le saxophone resurgit aujourd'hui, tel le serpent de mer, dont il a la ligne. L'opéridien de cuivre à clefs et spatules séduit tout particulièrement les apprentis musiciens — il y a, depuis peu, autant de filles que de garçons dans les classes de saxophone, — mais il ne se trouve que des affichistes pour voir en lui un symbole phallique. François Billard qualifie de « brave pervers polymorphe » cet instrument, qui

mécanisme à soupapes : l'invention d'Adolphe Sax — lequel avait aussi imaginé, pour sa famille de sept instruments (2), des tuyauteries surréalistes — allie les deux « chocs ».

« Cool » ou « hot »

Cool ou hot, la sonorité du saxophone reproduit le mieux, selon des musicologues, le registre de la voix humaine. Tard venu dans le jazz — l'instrument n'a, semble-t-il, franchi l'Atlantique que « grâce » à la première guerre mondiale, — il a été, en revanche, rapidement adopté par les clarinettes, en raison de sa plus grande « vélocité » à passer du registre aigu au grave, et, surtout,

En trois ans, estime François Billard, saxophoniste lui-même, on peut former un instrumentiste « potable » et, en cinq ans, « un petit virtuose ». Des écoles, comme Berkeley School, ont, du reste, adopté cet enseignement « à la japonaise », et cette orientation ne peut-être pas étrangère au *come-back* du saxophone chez les jeunes. En France, les professeurs de musique s'en plaindraient plutôt, tant sont désertés les cours de trompette, de trombone, de violon...

A vrai dire, le saxophone « classique » n'est jamais passé de mode dans la seconde patrie de son inventeur, du moins depuis la création d'une classe spécifique au Conservatoire national supé-

A PROPOS DE « RÉSISTANCES »

Après les explications de Bernard Langlois sur son départ d'Antenne 2, rapportées dans « Le Monde sans visa » du 13 septembre, Michel Honorin, directeur des magazines, précise ci-dessous sa position sur l'émission « Résistances ». Il nous écrit notamment :

Bernard Langlois ne dédient pas le monopole de la générosité, et il n'a pas emporté la liberté, la solidarité, l'honnêteté avec la lettre de Jean Drucker acceptant sa démission. Les droits des hommes continuent à être défendus, et leurs violations dénoncées sur notre chaîne. Peut-être pas avec le même vocabulaire, mais avec la même vigilance, une fermeté comparable. En 1984, lorsque Albert du Roy dirigeait la rédaction d'Antenne 2, puis, plus tard, lorsque Pierre-Henri Amstutz lui succéda, nous avions déjà décidé de modifier « Résistances » afin d'en augmenter l'audience. Notre but, à cette époque, était d'attirer à l'heure de l'émission non seulement les militants des droits de l'homme, supposés en être des supporters, mais aussi un public plus large, et de le sensibiliser à une action noble qu'il pouvait ignorer. Il y a eu, en effet, en France, selon les études du Centre de communication avancée, environ 6 % de militants, et l'émission était loin de les réunir régulièrement. Le menu fut changé et dépassa l'épuisant débat entre la goulag et Pinochet. Nous

décidâmes de balayer devant notre porte et d'enquêter chez nous, dans les casernes, les prisons, les écoles, les hôpitaux, les banlieues, les ghettos... L'audience ne remonta pas et se stabilisa autour d'une moyenne de 4 % à 5 % pour un budget mensuel global d'un peu plus de 500 000 F, dont un tiers pour le contenu et deux tiers pour le contenant, ce qui pour un magazine de télévision n'est non seulement une erreur mais une bêtise. Je devins personnellement partisan de la fin de « Résistances » dans la forme que nous lui connaissions. Une position qui n'est pas confidentielle et qui ne date pas du 17 mars, mais qui n'est partagée ni par Pierre-Henri Amstutz, ni par Jean Drucker. Claudel disait : « La tolérance, il y a des maisons pour cela. » Les journalistes, les producteurs, les animateurs d'Antenne 2 pouvaient prétendre que, pour le droit de l'homme, il existait « Résistances », et cela leur fournissait un alibi pour négliger d'en parler. De l'honneur de la chaîne, l'émission virent à devenir sa bonne conscience. Il fallait, selon moi, rétablir comme partout la défense des hommes et de leurs droits ; là où la nécessité s'en présentait, et ne plus la séquestrer une fois par mois à 22 heures et quelques. Être pour la suppression de « Résistances » ne signifiait donc pas se taire — au contraire, — l'implication pas le muséisme de son animateur : c'est lui qui a claqué la porte.

MICHEL HONORIN

Voyages

DU

NO

LA NOUVELLE-ZELANDE AVEC UN VRAI PASSEPORT



A quoi ressemble ce pays un peu trop fréquenté l'an dernier par les agents secrets français ?
par Alain Hervé

« **N** E bougez pas de vos sièges avant d'être vaporisés », demandent les stewards. Premier contact avec les Kiwis ou Néo-Zélandais : un commando du service sanitaire vide sur nos têtes plusieurs bombes de désinfectant pour tuer le moindre germe contrebandier au seuil de cet univers propre. J'avais profité du trajet Nouméa-Auckland pour relire le livre de Samuel Butler paru en 1870, *Erewhon*, l'anagramme de *nowhere*, nulle part. *Erewhon*, c'est une Nouvelle-Zélande utopique où, ayant renoncé au fracas de la révolution industrielle, se développe une civilisation agricole idéale, coupée du reste du monde. Au pied de montagnes enneigées, sur des plaines fécondes, vivent des hommes et des femmes, beaux et entourés d'enfants insombrables. Dans le style de Swift, Butler a écrit un conte philosophique qui plaide pour ses idées. C'était un adepte de Lamarck et du transformisme. Si Butler, fils de pasteur, qui se croyait une vocation de peintre, puis de musicien, a droit aujourd'hui à une renommée d'écrivain, il le doit à Valéry Larbaud, qui l'a traduit et fait connaître en France, et à la Nouvelle-Zélande, où il partit s'établir comme colon en 1860.

Dans une vallée idyllique qu'il baptisa Mésopotamie, il éleva, pendant quatre ans, des moutons. Dans son « batch », sa cabane, des livres et un piano, sur lequel il jouait des fugues de Bach et composait à la manière de Haendel sans crainte de réveiller son plus proche voisin, qui habitait à 30 kilomètres. Il prenait aussi des notes pour *Erewhon*. Nous avons tous une Nouvelle-Zélande cachée quelque part dans notre tête, un territoire vierge. Le

dernier, où l'on émigrerait après un Tchernobyl rhodanien, un territoire innocent où circulent des moutons de crêpe dans un décor qui s'est modernisé à la suédoise. Un endroit où, enfin, les paradigmes de la civilisation à l'occidentale auraient enfanté le bien-être, le sport, la sécurité sociale et les autoroutes, sous un soleil inaltérable mais sans les contre-productivités du progrès.

« A Auckland, une ville de 800 000 habitants dans un pays qui en compte 3 200 000, le grand problème, me dit Simon, un avocat qui anime une association urbaine, c'est le glaire dans le downtown, le centre-ville, c'est-à-dire la réflexion du soleil sur les gratte-ciel de verre. Ça éblouit les automobilistes. » Il rit. « En fait, on a massacré, en dix ans, une architecture coloniale de qualité pour construire une sorte de mini-Los Angeles anonyme : tout se passe comme si ce pays avait honte d'avoir un passé. »

Je me souviens d'une phrase du narrateur d'*Erewhon* : « Cela me donnait toujours une agréable sensation d'antiquité, chose précieuse dans un pays neuf » ; à propos de hangars à laine qui avaient tout juste huit ans ! Sensation ou illusion perceptible pour un Européen seulement ? Les gens, les paysages même, manquent d'une épaisseur, celle du temps.

La Nouvelle-Zélande ne se visite pas. Sa campagne somptueuse se parcourt avec les yeux du pionnier qui cherche un site où commencer une nouvelle vie. En deux mois de séjour, j'ai eu deux coups de cœur. Le premier s'appelle Puhai, au nord d'Auckland, une petite vallée habitée par des émigrés tchèques et bohémien. Ils sont arrivés au début du siècle pour couper les kauris. Ces

arbres jaillissent de terre sans branches, jusqu'à une hauteur vertigineuse. Un bois couleur de miel, sans nœuds, avec lequel fut bâti le San-Francisco d'avant le grand incendie du début du siècle.

Le centre de Puhai, c'est, au bord de la rivière dans laquelle remonte la marée, trois maisons, dont un pub et la bibliothèque publique de prêt de 4 mètres carrés, crépie à neuf sous son toit rouge. C'est dimanche. Devant le bar, une femme joue de l'accordéon pour ses admirateurs.

Les « gentlemen creuseurs »

Second coup de cœur, dans la presqu'île de Coromandel, qui emprunte son nom indien au premier bateau qui relâcha devant ces rivages. Ici, on se souvient de l'or. On y trouva le premier « true jaune » en 1852. Tout le pays fut passé au peigne fin par des centaines de « gentlemen creuseurs », comme il est gravé sur la tombe de l'un d'eux, à Ferry-Landing. Plus récemment, ce sont les marginaux qui ont élu domicile à Coromandel, « fuyant la pollution des villes et les campagnes saccagées par l'agriculture industrielle ». Les institutions coopératives qu'ils ont mises en place vers 1970 fonctionnent encore. J'ai hanté, au Colville General Store, qui vend des boîtes et du pû-pû biologique, des pioches et des guitares, la sœur du Big Snr raconté par le Californien Richard Brautigan. Un écrivain avertit que « le personnel se réserve de ne pas servir les clients dont la tête ne lui revient pas ».

Catherine Delahunty, qui est écrivain, vit là avec son mari potier, dans une vieille maison de pierre, ce qui est rare en Nouvelle-Zélande. Quatre espèces différentes de bambous poussent devant la porte. Catherine est aussi membre des « Chiens de garde de l'environnement ». Elle s'oppose, avec ses amis, aux projets de réouverture des mines d'or et de leur exploitation industrielle : « Il s'agit, cette fois, de passer toute la montagne ou concasseuse, car la teneur du minerai est faible. Nous sommes venus ici attirés par la puissance du paysage ; nous ne voulons pas le voir détruire. » Le point vert affiché à la devanture des boutiques symbolise la résistance aux sociétés minières, que l'on soupçonne d'être financées par l'Afrique du Sud.

J'ai dormi au Colville Motel, dans un vieux pavillon, pour 30 dollars N-Z. Le matin, un cheval a passé la tête par la fenêtre pour partager mon petit déjeuner. Et j'ai entrepris à pied la traversée de la pointe nord de la presqu'île, au départ de Fletcher Bay, là où la route s'arrête. Le relief est jeune, les pentes sont

très raides. La piste grimpe sur les caps couverts de bois de Nikau, le palmier endémique de Nouvelle-Zélande, et redescend dans des criques bordées de pohutekawas, arbres de la famille des eucalyptus, couverts de fleurs rouges. Un oiseau fan-tail (quene d'éventail) m'accompagne et m'adresse des messages véhéments que je ne sais traduire.

Après quatre heures de marche, je me suis arrêté pour une collation. La mer étincelait entre deux croupes boisées de tous les vers. C'était un bel endroit pour mourir heureux. On pour continuer de marcher avec exaltation. J'ai retrouvé les hommes et les voitures à Port-Charles, au bord d'une rivière glacée.

De retour à Auckland, j'ai rencontré Ken Piddington sur les moquettes bleu lavande du lobby de l'hôtel Towers. Il est haut commissaire à l'environnement, parle parfaitement le français et lit les auteurs français. Il m'a abordé avec cette réflexion qu'il avait dû préparer : « Lorsque les Français viennent dans le Sud, ils perdent le nord. » Allusion à nos essais nucléaires en Polynésie et à l'affaire Greenpeace, qui valent à la France une piètre réputation dans tout le Pacifique sud. Il a

ajouté : « Ici tout est neuf, tout ce que vous voyez a moins de cent ans. Nous ne voulons pas renouveler les erreurs des Européens... Notre environnement, ici, est dynamique, aussi bien en termes de géologie (Auckland est construite sur soixante-quatre cônes de volcans éteints) qu'en termes sociaux. Nous sommes un pays d'immigrants. Les Maoris sont arrivés d'Asie du Sud-Est via la Nouvelle-Guinée, il y a six cents ans. Les Pakehas (le nom que les Maoris donnent aux Blancs), il y a cent ans. Maintenant, ce sont des Laotiens, des Polynésiens, des réfugiés chinois qui débarquent. » Le même Ken Piddington trouvera cependant des arguments pour justifier l'exploitation de l'or de Coromandel.

Je me suis égaré dans une banlieue de maisons de bois à perte de vue, qui font d'Auckland la deuxième plus grande ville du monde par la superficie. Je suis entré chez des Maoris. A 16 heures, cet après-midi, dix hommes et femmes assis dans des fauteuils défoncés buvaient de la bière en regardant la télé. « Je cherche Roderick MacLeod. »

« C'est trois maisons plus bas, un palmier devant la porte. » MacLeod, trente-huit ans, né en

Angleterre, est ouvrier dans une boulangerie française, La Croix du Sud. « En arrivant chez les Kiwis, j'ai vécu pendant deux ans sous une tente dans le « bush », le maquis. » Peintre, il a une passion pour les palmiers Nikau, dont il tire, avec talent, le portrait en gros plan, et pour les vieux bâtiments industriels, les entrepôts, les gares désaffectées.

L'université d'Auckland déborde sur la ville, infiltre les bâtiments entre les parts et les bretelles d'autoroute. Rangit Walker enseigne au premier étage du bâtiment de l'éducation permanente. Il est ethnologue et maori. Pas vraiment chaleureux, mais sympathique, très pressé : « Les Maoris sont maintenant au bas du tas. Les autres se poussent vers le haut. Ce sont eux qui écrivent l'histoire de la Nouvelle-Zélande et font sa politique. Quoi qu'ils puissent en dire, c'est un processus colonial on ne peut plus classique. »

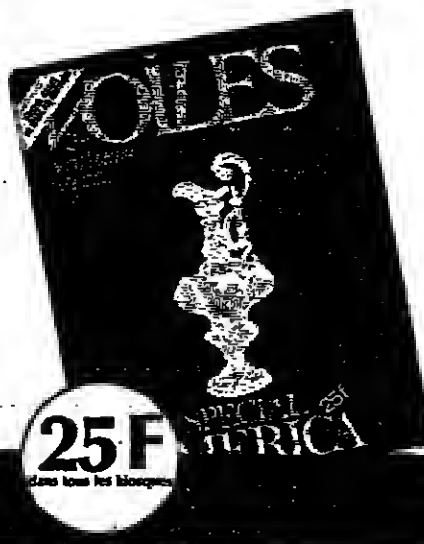
« Vers 1790, quand les Blancs sont arrivés, c'étaient des mâles. Pas de discrimination, ils avaient besoin de femmes. La domination économique commence vers 1860, avec la prétention de sauver les sauvages par le christianisme. La

(Lire la suite page 24.)

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL
À NE PAS MANQUER

VOILES D'OCTOBRE :

SPÉCIAL COUPE DE L'AMERICA



Au sommaire :

- Une couverture gaudrée inédite.
- Un dossier central de 55 pages en couleurs.
- Un poster de l'aquarelliste M. PG. Berthier sur le tracé des régates, les croquis et fiches techniques de tous les concurrents.
- L'histoire de la Coupe de l'America.
- Tous les bateaux et équipages en présence.
- La technique des match-racing.
- L'aventure technologique, humaine et financière de ce gigantesque défi.
- Le programme détaillé de toutes les régates.
- Et un merveilleux carnet de croquis de M. PG. Berthier de 12 pages.

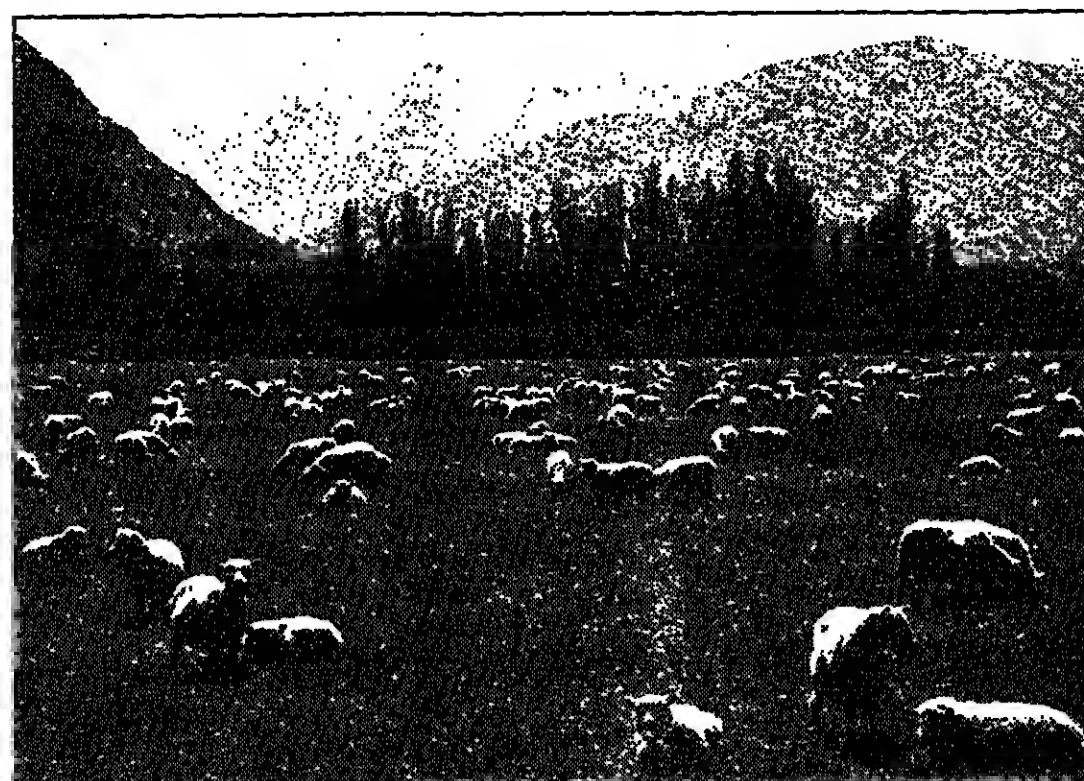
VOILES

Le magazine des amoureux de la mer

هكذا من الاجل

هكذا من الاصل

escales



NOUVELLE-ZÉLANDE AVEC PASSEPORT

(Suite de la page 23.)

participation politique était fictive. Les Maoris se sont rebiffés. La guerre a duré de 1860 à 1864. Les Maoris ont été écrasés. Leurs terres volées avec des astuces juridiques. Ils ont perdu leur identité, leur statut.

Depuis 1950, c'est la remonte, la redécouverte d'une identité, avec les clubs culturels et le développement des Marae urbains (maisons des ancêtres). Il y en a maintenant vingt-cinq à Auckland.

Depuis 1970 sont apparus les « gangs urbains » pour la réintroduction de la langue maori dans les écoles primaires, « les étudiants activistes », « les jeunes combattants Ngo Tomotoa ». Chaque année, le 6 février, ils manifestent contre le traité de Waitangi, signé en non-connaissance de cause en 1840, et par lequel les Maoris cédaient leur souveraineté à la reine Victoria.

Ce traité était une escroquerie.

Rangi Walker a ajouté : « Je suis un modéré. »

En effet, quelques jours plus tard, à l'occasion de la visite de la reine, les activistes lui ont lancé des œufs pourris et lui ont montré leur détermination.

Les nationalistes maoris qui s'intitulent conservateurs plutôt que révolutionnaires, par référence à la restitution de leur culture, ont souvent pour interprètes des femmes. C'est l'une d'elles, Atareta Poananga, qui exprime le credo du mouvement Te Ahikaa. « La vaine propriété du sol résulte du fait d'y être né, de conserver le feu allumé et la terre chaude. Depuis que nos ancêtres sont arrivés sur cette terre, jamais le feu n'a cessé de brûler. Le feu ne s'est jamais éteint pendant l'oppression. La flamme ne s'éteindra pas. La flamme est forte. Elle brûle partout. » Une autre passionaria maori, Donna Awatere, s'écrit : « C'est le droit de tous les peuples de rêver des rêves, d'y croire et de les faire exister. »

Butler écrivait, en 1870, dans Erewhon : « Je rêvais qu'on installait un orgue dans le hangar à laine de mon maître. Puis le hangar disparut, et l'orgue se mit à grandir démesurément, au milieu d'un flot de lumière éblouissante, et peu à peu devint pareil à une grande ville dorée au flanc d'une montagne, avec des rangées superposées de toitures qui s'enfonçaient dans les falaises et les précipices... »

ALAIN HERVÉ.

REPÈRES

Pour aller en Nouvelle-Zélande par la route de l'Est, deux vols UTA chaque semaine. Par Air France et UTA via l'Ouest, Los Angeles et Tahiti, plusieurs vols par semaine.

La meilleure façon de se déplacer en Nouvelle-Zélande est de découvrir les paysages, les volcans, les parcs nationaux, c'est en camping-car, comme le firent les agents secrets français, ensuite à pied sur les pistes qui sont balisées à travers les deux îles du nord et du sud.

La meilleure saison est l'hiver, qui est l'été là-bas. Les motels sont assez bon marché. La gastronomie inexistante sauf pour les huitres servies, malheureusement, sans leurs coquilles. Le vin australien est meilleur que la néozélandais. Un restaurant de plein air de charme : The Palmes, High Street, Auckland. Dans la même rue, visiter la librairie-antiquaire, Anah Dunsheath.

La grande attraction, ce sont les arbres et les plantes ; on trouve sur place de très bons guides avec les noms anglais, latins et maoris pour découvrir la flore australis.

Lire avant de partir : Erewhon, de Samuel Butler, traduit par Valéry Larbaud, l'imaginaire, chez Gallimard. Et, sur place, un livre interdit, Maori Sovereignty, de Donna Awatere.

UNE MINE DE SOUVENIRS

Bientôt 100 000 visiteurs à Lewarde, près de Douai, où les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont transformé un ancien puits de mine en musée.

par Patrick Francès

« RENDRE à la communauté tout entière la mémoire de ses hommes, la mémoire de sa région, la mémoire de l'industrie. » Ainsi l'architecte Henri Guchez résumait-il sa démarche lorsque, en 1980, les Houillères du Nord-Pas-de-Calais lui confiaient la mission de réhabiliter les installations de la fosse Delloye, à Lewarde, à 7 km à l'est de Douai.

Installation minière à deux chevalements métalliques, caractéristique de l'architecture industrielle du début du siècle, cette fosse était entrée en exploitation en 1925. De capacité moyenne (on y extrayait autour d'un million de tonnes de charbon par jour), elle employait un millier d'ouvriers, dont huit cents mineurs de fond.

En 1970, les grilles se refermaient pour la dernière fois sur ce site de dix hectares voué au silence et à la rouille. Comme un coup de grâce, le « fond » en était définitivement comblé. Ses vestiges, ainsi effacés, la fosse Delloye était-elle condamnée, comme beaucoup d'autres, à sombrer dans l'oubli ? En prenant, trois ans plus tard, l'initiative de sauvegarder le site, les Houillères en décidaient autrement. Commencait alors le lent et patient cheminement destiné à faire revivre, d'une autre façon, une activité qui, pendant des dizaines d'années, avait marqué si profondément cette région.

Trois temps forts. D'abord, à partir de 1973, le rassemblement, à Lewarde, de milliers d'objets, outils, machines et documents en provenance des établissements miniers déjà fermés ou en passe de l'être. Ensuite, le choix d'un maître d'œuvre : les Ateliers du Grand-Hornu, dirigés par Henri Guchez. Enfin, la constitution, en

juillet 1982, de l'Association du centre historique minier qui, en réunissant en son sein des représentants de l'Etat, du conseil régional, du comité économique et social régional, des conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais, de l'Association des communes minières, de la commune de Lewarde, des organisations syndicales et des Houillères, marquait la volonté de l'ensemble des forces de la région de mener à bien cet ambitieux projet.

Une entreprise couronnée de succès puisque, discrètement ouvert au public au printemps

8 mètres/seconde, elles descendaient les mineurs à 350 mètres, de la « poignée de l'homme mort » (destinée à pallier toute défaillance du responsable de la descente) et du « parachute » (qui bloquait la cage en cas de rupture du câble) ainsi que les opérations du moulinage et du criblage du charbon brut. La visite s'achève sous une superbe verrière où ont été rassemblées d'imposantes machines, parmi lesquelles de monstrueuses locomotives à vapeur.

Centre de culture scientifique et technique de la mine et de l'énergie, le CHM gère également toutes les archives des Houillères Nord-Pas-de-Calais, soit 15 kilomètres de documents, dossiers, revues et photos illustrant tous les aspects (techniques, économiques et sociaux) de l'exceptionnelle concentration industrielle et humaine née, à partir de la fin du dix-huitième siècle, de l'exploitation minière. Témoignages inestimables d'une « civilisation » de plus de deux cent cinquante ans.

En résumé, un remarquable écosystème en site réel qui, en février prochain, devrait s'enrichir d'une réalisation unique au monde : la reconstitution, en surface, de 450 mètres de galeries qui permettront aux visiteurs de parcourir une succession de chaotiques illustrant l'évolution des techniques de creusement

des galeries et des méthodes d'abattage du charbon. La mine comme si vous y étiez, du soutènement en bois au soutènement métallique et du pic au scraper. De quoi atténuer la frustration de certains de ne pouvoir explorer, en raison de conditions de sécurité draconiennes (la réglementation des mines s'ajoutait à celle applicable aux salles de spectacles), les galeries de l'immense puits qui s'étend sous leurs pieds. Un fromage dont, il est vrai, une grande partie des « trous » ont été obstrués.

Reste à expliquer le magisme d'un lieu déserté, austère, voire sinistre, mais d'où émane cependant une indéfinissable chaleur et qui suscite chez le visiteur une émotion mêlée de respect. Rien que de naturel, en fait. Il y a du pèlerinage dans cette visite-là. Avec le recueillement qui s'y

La lampisterie où les jeunes filles « gaies comm' des p'tiots pinchons » mettaient de l'huile dans les « lampions »

1984, et, faute de moyens, sans publicité tapageuse, le Centre s'apprête à accueillir, en février prochain, son cent millième visiteur. Et il en mérite beaucoup plus. La visite, en effet, vaut le détour, voire, de Paris par exemple, le voyage. Dans les bâtiments rénovés de la fosse Delloye, le visiteur suit les pas quotidiens du mineur, découvre successivement l'austère bureau du directeur, celui des géomètres, le poutage, les douches-vestiaires (dites « salles des pendus » en raison des vêtements que l'on y suspendait) et la lampisterie où des jeunes filles « gaies comm' des p'tiots pinchons » mettaient de l'huile dans les « lampions ».

Il gagne ensuite le puits n° 2, où lui sont expliqués le fonctionnement des machines d'extraction, des cages (à la vitesse de 6 à

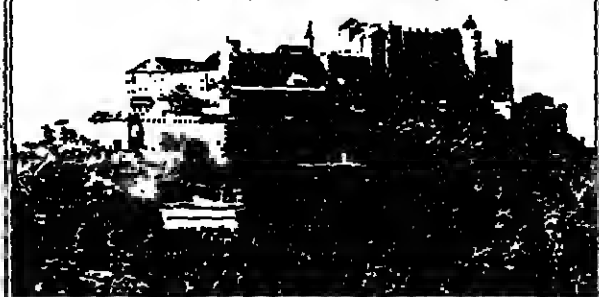
SALZBURG A LA CARTE

Conditions spéciales automne/hiver 1986/1987

Avent - Noël - Jour de l'an
Semaine Mozart à Salzbourg
Voyages de noces - Vacances actives
Salzbourg pour les sportifs - Séjours courts
Une semaine ou un week-end
Différentes offres des hôtels, etc.

Demandez notre dépliant détaillé
« Le paquet Salzbourg », s.v.p.
Office de tourisme de la ville
(Stadtverkehrsbüro)

7, Auerspergstrasse, A-5024 SALZBURG
Tél. 1943/662/8072-0 - Téléc 6/33486



SALZBURG
— des salons Saint —

Hell PITTER Tel. 1943/662/78571
Viktor Schöb Mirabell und Kongreßhaus Telex 633532

LA S.N.C.F. COMMUNIQUE

Les samedis 6, 13 et 27, les dimanches 7, 14 et 28 septembre 1986, de 5 h 45 à 22 heures, afin de permettre la réalisation d'importants travaux liés à la création de la future ligne VALLEE-DE-MONTMORENCY - INVALIDES, la circulation ferroviaire sera interrompue, dans les deux sens, entre les gares de BOULEVARD-VICTOR et des INVALIDES (ligne C du RER).

Un service d'autobus desservant JAVEL, CHAMPS-DE-MARS et PONT-DE-L'ALMA sera mis en place entre ces deux gares.

Il est toutefois conseillé aux voyageurs au départ des gares parisiennes d'utiliser de préférence les services R.A.T.P. (autobus ou métro) pour rejoindre directement les gares :

— Des INVALIDES, s'ils se dirigent vers la banlieue Sud-Ouest ;

— De BOULEVARD-VICTOR, s'ils se dirigent vers la banlieue Ouest.

La S.N.C.F. prie ses clients de bien vouloir l'excuser pour les dérangements occasionnés par ces travaux.

ACCESS VOYAGES

L'AMERIQUE AU MEILLEUR PRIX

	AS	AR
NEW YORK	1 200 F	2 400 F
BOSTON	1 450 F	2 900 F
PHILADELPHIE	1 450 F	2 900 F
WASHINGTON	1 550 F	3 100 F
CHICAGO	1 750 F	3 500 F
ATLANTA	1 750 F	3 500 F
MIAMI	1 750 F	3 500 F
NEW ORLEANS	1 750 F	3 500 F
HOUSTON	1 750 F	3 500 F
DALLAS	1 750 F	3 500 F
DENVER	1 750 F	3 500 F
LOS ANGELES	1 850 F	3 700 F
SAN FRANCISCO	1 950 F	3 900 F
SEATTLE	2 300 F	4 600 F
MONTREAL	1 550 F	3 100 F
TORONTO	1 750 F	3 500 F
VANCOUVER	2 950 F	4 700 F
MEXICO	2 500 F	5 000 F

— ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. ACCESS VOYAGES (société d'Etat 175111) 8, rue Pierre-Lescot 75001 Paris. Tél. : (1) 42-21-46-64. Métro et RER Châtelet-Les Halles

RÉSIDENCES

EN SAINTONGE BOISÉE
Maison de camp, fermée, belle décoration.
Liste gratuite sur demande.
J. GABARET, expert,
17210 CHEPNIERS - Tél. 46-04-45-14.

UN AUBRI POUR VOTRE CARAVANE
A 50 km au sud de PARIS.
Places de parking
à louer dans un hameau fermé.
Tél. 64-24-08-35.

LA BONNE ADRESSE

100 ans de confort, tranquillité, etc. privilégiée à 200 m de la gare et du centre des affaires. Chambres avec radio, TV, ligne téléph. direct. Service 24 h sur 24. Bar, et salles de conférence, de 10 à 80 places. 46, rue de la Gare - Tél. 1941/2120-67-71 - Téléc 2884 R. HAEGERLI, PROPRIÉTAIRE

VACANCES-VOYAGE

HÔTELS

Côte d'Azur
06500 MENTON
Forfait Soleil 7 jours/7 nuits en demi-pension à partir de 1 085 F. Cédric et Cécile.
HOTEL-VILLA NEW YORK**
Ch. et confort, TV, tél. dir. Vue magnifique, parc exotique, parking clim. à 100 m des plages et du port de Garavan. Avenue L.-Mandif 06500 MENTON. Tél. : 93-25-78-49 - LOGIS DE FRANCE.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc
Atmosphère italienne, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-333 VENI
Téléc : 411150 FENICE I
Directeur : Dante Apolloni

هكذا من الاحل

سكز من الاجل

jeux

échecs

N° 1196

CE QUI
M'EST ARRIVÉ
EST INCROYABLE

Seizième partie
du championnat du monde
(Leningrad, septembre 1986)

Blancs : G. KASPAROV
Noirs : A. KARPOV
Partie espagnole.
Système fermé.

1. d4 45. Tc2 Cx3(h) Fa6
2. Cf3 Cg6 23. Td3 Td8!(i)
3. Fb5 a6 24. e5(j) dxc5
4. Fd4 25. Cx25 Cb-d5
5. 0-0 Fd7 26. Cg4(h) Dd6!(i)
6. Td3 27. Td3 g6(m)
7. Fb3 28. Fxh6(n) Dxb2(o)
8. c3 29. Df3(p) Cd7(q)
9. b3 Fb7 30. Fxh8 Rxf8(r)
10. d4 Td8 31. Rb2 Td3(s)
11. Cb-d2 Fb8 32. Fx43 g43(t)
12. a4 b6 33. Df4 Dxa3(u)
13. Fd2 dxd4(a) 34. Ch6 Dd7
14. exd4 Cb4 35. Tg6(v) Dd5(w)
15. Fb1 e5(b) 36. Tg8+ Rg7
16. d5 Cd7 37. d6+ Rg6(x)
17. Ta3!(c) g4 38. Td8+ Rd5
18. Cd4(d) Dd6!(e) 39. Td5+ Cx65
19. Cd43(f) Cg5!(g) 40. d7 Td8
20. axb5 axb5 41. Cx77 Almod. (y)
21. Cxb5 Txa3

NOTES

a) Après 13... Cb8; 14. Fd3, c6; 15. Cf1, Cb-d7; 16. Cg3, Dd7; 17. Fd2, g6; 18. Dc1, Rb7, les Blancs sont légèrement mieux (Kasparov-Karpov, neuvième partie à Moscou en 1985, Karpov reste fidèle à la ligne de jeu adoptée deux rondes précédentes dans laquelle il obtint, au prix d'un pion, une forte pression.
b) On trouve aussi, depuis quelques mois, la suite 13... Dd7; 16. Ta5, bxc4; 17. Txa4, a5; 18. Ta1, Dd5.
c) Et non 17. Cf1 à cause de la réplique 17... f5!; 18. exf5, C16 comme dans la partie Karpov-Lengyel, Budapest, 1985. L'entrée en jeu de la

T-D sur la troisième rangée est due à Sokolov dans sa partie contre Psakhis (Volgograd, 1985).
d) Dans la quatrième partie, Kasparov joua 18. axb5 et gagna au quatrième coup, grâce à une faute de son adversaire en crise de temps.
e) Karpov ne rentre pas dans la variante déjà jouée entre Sokolov et Psakhis (18... Cc5; 19. axb5, Dd6; 20. Cd5-f5, Cb-d3; 21. Fd3, Cx6!; 22. Cx6!; Dd7; 23. Cc-f3, axb5; 24. Cxb5, Dd7; 25. Ca7), soupçonnant probablement son adversaire de s'être préparé à cette suite, et trouve une idée nouvelle, sans aucun doute une amélioration.
f) Après trente-deux minutes de réflexion. Sur 19. Cf5, la réponse 19... C45 semble suffisante; 20. Tg3, Cb-d3, g! donnant un pion pour s'emparer de l'initiative!
g) Si 22. bxa3, Cb-d3 attaquant le pion e4 et la Ta1.
h) Au prix d'un pion courageusement sacrifié, les Blancs obtiennent une claire compensation, contrôle de la case d3, pression sur les colonnes d et b.
i) L'échange de D, après 24. Dd4, Dxd4; 25. Cxd4, Cb-d3 ne pourrait que faciliter le jeu des Noirs. Kasparov, peu enclin à une défense passive, passe à la contre-attaque.
j) Les échanges sur d3 ne valent rien. Le coup du texte est probablement le seul susceptible de créer un contre-jeu sur l'aile-R.
k) Contrôlant complètement l'aile-D et regagnant le pion sacrifié.

m) En grave zéitout, Karpov passe à côté de la victoire, 27... C64! était justement le contre-jeu de toute sa stratégie: l'échec 28. Cxb6+ ne semble pas grave: 28... Rb7; 29. Td3 (si 29. Dd5, Cxg3), Fxa3; 29. Fxd3, gxd3; 30. bxa3, Cg3 suivi de Cc2+ et de Cxpl, etc.
n) Après 28... Cxb6+, Fxh6; 29. Fxh6, Dxb2, les Blancs n'ont plus d'attaque suffisante.
o) Il n'est pas besoin pour les Noirs d'entrer dans les complications de la suite 28... Cx12 puisqu'ils disposent encore du gain par 28... C64.
p) Kasparov joue son va-tout et abandonne bon gré mal gré une pièce, non sans garder une botte secrète: si 29... Dxa3; 30. Cf6+, Rb8; 31. Dd5! menaçant inévitablement 32. Fx18+, g4x5; 33. Td6 mat.
q) Mais Karpov est sur ses gardes et défend en zéitout son roque. En réalité, il pouvait entrer dans la combinaison de son adversaire: avec un petit peu de temps, Karpov pouvait pointer après 29... Dxa3; 30. Cf6+, Rb8; 31. Dd5, par 31... Txb1+; 32. Rh2, Th1+! une jolie réfutation; 33. Rxb1, Cx12+; 34. Rh2 (si 34. Rg1, Dd1+; 35. Rxd2, Dx16+; 36. Td3, Dd2+ et 37... g4x5), Dxd1+; 35. Rxd2, g4x5 et les Noirs ont une pièce en plus. Pour la troisième fois, Karpov laisse, dans cette partie, échapper la victoire.
r) Ou 30... Txf8; 31. Ch6+ Rg7; 32. Cx5+, Rb7.
s) Maintenant la prise du C serait fatale: 31... Dxa3; 32. Ch6, Dd7;

33. Txd6 et les Blancs gagnent ou 32... Cd45; 33. Df6 menaçant aussi bien 34. d6 que 34. Txd6 ou que 34. Fxd3.
t) 32... Txd3, g4x5, g4x5, Dd5! avec de bonnes chances de nulle.
u) En zéitout, la faute décisive. Après 33... Txa3; 34. Dd6+, Rg7; 35. Dxd7, d2! les Noirs gagnent. Après 34. Ch6, Dd6; 35. Dd4+, Rg7; 36. Td3, Dd5+; 37. g1, Cx6; 38. Dxa3, d2! les Noirs gagnent encore. Finalement, le coup du texte est le seul perdant.
v) Le gain est simple.
w) Si 35... Rd8; 36. d6!
x) Si 37... Rxd6; 38. Cf7+ et si 37... Dxd6; 38. Cf5+.
y) Une grande partie dans laquelle le zéitout a entraîné une conception stratégique de toute beauté. Comme l'a dit Karpov, après cette partie: « Ce qui m'est arrivé est incroyable ».

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1195
A. HERBSTMAN, 1936.
(Blancs : Rb4, Td7 et f6, Cg8. Noirs : Rh8, Td2, Fd3 et f1, Fb7, f4, g2).
1. Td7 menaçant mat, Ff2+; 2. Rh5, Txd7 (si 2... Td5+; 3. Rh6!! et non 3. Txd5 à cause de 3... Rg7; 4. Td6, Fd4; 5. Td7+, Ff7+); 3. Rh6 menaçant encore mat, Td7 (si 3... Td5; 4. Txd8, Fd5; 5. Td1, Fd5; 6. Cg7 mat); 4. Td8! Td7; 5. Td8! Td7; 6. Td8! Td7; 7. Td8! Td7; 8. Td8! Td7; 9. Td8! Td7; 10. Td8! Td7; 11. Td8! Td7; 12. Td8! Td7; 13. Td8! Td7; 14. Td8! Td7; 15. Td8! Td7; 16. Td8! Td7; 17. Td8! Td7; 18. Td8! Td7; 19. Td8! Td7; 20. Td8! Td7; 21. Td8! Td7; 22. Td8! Td7; 23. Td8! Td7; 24. Td8! Td7; 25. Td8! Td7; 26. Td8! Td7; 27. Td8! Td7; 28. Td8! Td7; 29. Td8! Td7; 30. Td8! Td7; 31. Td8! Td7; 32. Td8! Td7; 33. Td8! Td7; 34. Td8! Td7; 35. Td8! Td7; 36. Td8! Td7; 37. Td8! Td7; 38. Td8! Td7; 39. Td8! Td7; 40. Td8! Td7; 41. Td8! Td7; 42. Td8! Td7; 43. Td8! Td7; 44. Td8! Td7; 45. Td8! Td7; 46. Td8! Td7; 47. Td8! Td7; 48. Td8! Td7; 49. Td8! Td7; 50. Td8! Td7; 51. Td8! Td7; 52. Td8! Td7; 53. Td8! Td7; 54. Td8! Td7; 55. Td8! Td7; 56. Td8! Td7; 57. Td8! Td7; 58. Td8! Td7; 59. Td8! Td7; 60. Td8! Td7; 61. Td8! Td7; 62. Td8! Td7; 63. Td8! Td7; 64. Td8! Td7; 65. Td8! Td7; 66. Td8! Td7; 67. Td8! Td7; 68. Td8! Td7; 69. Td8! Td7; 70. Td8! Td7; 71. Td8! Td7; 72. Td8! Td7; 73. Td8! Td7; 74. Td8! Td7; 75. Td8! Td7; 76. Td8! Td7; 77. Td8! Td7; 78. Td8! Td7; 79. Td8! Td7; 80. Td8! Td7; 81. Td8! Td7; 82. Td8! Td7; 83. Td8! Td7; 84. Td8! Td7; 85. Td8! Td7; 86. Td8! Td7; 87. Td8! Td7; 88. Td8! Td7; 89. Td8! Td7; 90. Td8! Td7; 91. Td8! Td7; 92. Td8! Td7; 93. Td8! Td7; 94. Td8! Td7; 95. Td8! Td7; 96. Td8! Td7; 97. Td8! Td7; 98. Td8! Td7; 99. Td8! Td7; 100. Td8! Td7; 101. Td8! Td7; 102. Td8! Td7; 103. Td8! Td7; 104. Td8! Td7; 105. Td8! Td7; 106. Td8! Td7; 107. Td8! Td7; 108. Td8! Td7; 109. Td8! Td7; 110. Td8! Td7; 111. Td8! Td7; 112. Td8! Td7; 113. Td8! Td7; 114. Td8! Td7; 115. Td8! Td7; 116. Td8! Td7; 117. Td8! Td7; 118. Td8! Td7; 119. Td8! Td7; 120. Td8! Td7; 121. Td8! Td7; 122. Td8! Td7; 123. Td8! Td7; 124. Td8! Td7; 125. Td8! Td7; 126. Td8! Td7; 127. Td8! Td7; 128. Td8! Td7; 129. Td8! Td7; 130. Td8! Td7; 131. Td8! Td7; 132. Td8! Td7; 133. Td8! Td7; 134. Td8! Td7; 135. Td8! Td7; 136. Td8! Td7; 137. Td8! Td7; 138. Td8! Td7; 139. Td8! Td7; 140. Td8! Td7; 141. Td8! Td7; 142. Td8! Td7; 143. Td8! Td7; 144. Td8! Td7; 145. Td8! Td7; 146. Td8! Td7; 147. Td8! Td7; 148. Td8! Td7; 149. Td8! Td7; 150. Td8! Td7; 151. Td8! Td7; 152. Td8! Td7; 153. Td8! Td7; 154. Td8! Td7; 155. Td8! Td7; 156. Td8! Td7; 157. Td8! Td7; 158. Td8! Td7; 159. Td8! Td7; 160. Td8! Td7; 161. Td8! Td7; 162. Td8! Td7; 163. Td8! Td7; 164. Td8! Td7; 165. Td8! Td7; 166. Td8! Td7; 167. Td8! Td7; 168. Td8! Td7; 169. Td8! Td7; 170. Td8! Td7; 171. Td8! Td7; 172. Td8! Td7; 173. Td8! Td7; 174. Td8! Td7; 175. Td8! Td7; 176. Td8! Td7; 177. Td8! Td7; 178. Td8! Td7; 179. Td8! Td7; 180. Td8! Td7; 181. Td8! Td7; 182. Td8! Td7; 183. Td8! Td7; 184. Td8! Td7; 185. Td8! Td7; 186. Td8! Td7; 187. Td8! Td7; 188. Td8! Td7; 189. Td8! Td7; 190. Td8! Td7; 191. Td8! Td7; 192. Td8! Td7; 193. Td8! Td7; 194. Td8! Td7; 195. Td8! Td7; 196. Td8! Td7; 197. Td8! Td7; 198. Td8! Td7; 199. Td8! Td7; 200. Td8! Td7; 201. Td8! Td7; 202. Td8! Td7; 203. Td8! Td7; 204. Td8! Td7; 205. Td8! Td7; 206. Td8! Td7; 207. Td8! Td7; 208. Td8! Td7; 209. Td8! Td7; 210. Td8! Td7; 211. Td8! Td7; 212. Td8! Td7; 213. Td8! Td7; 214. Td8! Td7; 215. Td8! Td7; 216. Td8! Td7; 217. Td8! Td7; 218. Td8! Td7; 219. Td8! Td7; 220. Td8! Td7; 221. Td8! Td7; 222. Td8! Td7; 223. Td8! Td7; 224. Td8! Td7; 225. Td8! Td7; 226. Td8! Td7; 227. Td8! Td7; 228. Td8! Td7; 229. Td8! Td7; 230. Td8! Td7; 231. Td8! Td7; 232. Td8! Td7; 233. Td8! Td7; 234. Td8! Td7; 235. Td8! Td7; 236. Td8! Td7; 237. Td8! Td7; 238. Td8! Td7; 239. Td8! Td7; 240. Td8! Td7; 241. Td8! Td7; 242. Td8! Td7; 243. Td8! Td7; 244. Td8! Td7; 245. Td8! Td7; 246. Td8! Td7; 247. Td8! Td7; 248. Td8! Td7; 249. Td8! Td7; 250. Td8! Td7; 251. Td8! Td7; 252. Td8! Td7; 253. Td8! Td7; 254. Td8! Td7; 255. Td8! Td7; 256. Td8! Td7; 257. Td8! Td7; 258. Td8! Td7; 259. Td8! Td7; 260. Td8! Td7; 261. Td8! Td7; 262. Td8! Td7; 263. Td8! Td7; 264. Td8! Td7; 265. Td8! Td7; 266. Td8! Td7; 267. Td8! Td7; 268. Td8! Td7; 269. Td8! Td7; 270. Td8! Td7; 271. Td8! Td7; 272. Td8! Td7; 273. Td8! Td7; 274. Td8! Td7; 275. Td8! Td7; 276. Td8! Td7; 277. Td8! Td7; 278. Td8! Td7; 279. Td8! Td7; 280. Td8! Td7; 281. Td8! Td7; 282. Td8! Td7; 283. Td8! Td7; 284. Td8! Td7; 285. Td8! Td7; 286. Td8! Td7; 287. Td8! Td7; 288. Td8! Td7; 289. Td8! Td7; 290. Td8! Td7; 291. Td8! Td7; 292. Td8! Td7; 293. Td8! Td7; 294. Td8! Td7; 295. Td8! Td7; 296. Td8! Td7; 297. Td8! Td7; 298. Td8! Td7; 299. Td8! Td7; 300. Td8! Td7; 301. Td8! Td7; 302. Td8! Td7; 303. Td8! Td7; 304. Td8! Td7; 305. Td8! Td7; 306. Td8! Td7; 307. Td8! Td7; 308. Td8! Td7; 309. Td8! Td7; 310. Td8! Td7; 311. Td8! Td7; 312. Td8! Td7; 313. Td8! Td7; 314. Td8! Td7; 315. Td8! Td7; 316. Td8! Td7; 317. Td8! Td7; 318. Td8! Td7; 319. Td8! Td7; 320. Td8! Td7; 321. Td8! Td7; 322. Td8! Td7; 323. Td8! Td7; 324. Td8! Td7; 325. Td8! Td7; 326. Td8! Td7; 327. Td8! Td7; 328. Td8! Td7; 329. Td8! Td7; 330. Td8! Td7; 331. Td8! Td7; 332. Td8! Td7; 333. Td8! Td7; 334. Td8! Td7; 335. Td8! Td7; 336. Td8! Td7; 337. Td8! Td7; 338. Td8! Td7; 339. Td8! Td7; 340. Td8! Td7; 341. Td8! Td7; 342. Td8! Td7; 343. Td8! Td7; 344. Td8! Td7; 345. Td8! Td7; 346. Td8! Td7; 347. Td8! Td7; 348. Td8! Td7; 349. Td8! Td7; 350. Td8! Td7; 351. Td8! Td7; 352. Td8! Td7; 353. Td8! Td7; 354. Td8! Td7; 355. Td8! Td7; 356. Td8! Td7; 357. Td8! Td7; 358. Td8! Td7; 359. Td8! Td7; 360. Td8! Td7; 361. Td8! Td7; 362. Td8! Td7; 363. Td8! Td7; 364. Td8! Td7; 365. Td8! Td7; 366. Td8! Td7; 367. Td8! Td7; 368. Td8! Td7; 369. Td8! Td7; 370. Td8! Td7; 371. Td8! Td7; 372. Td8! Td7; 373. Td8! Td7; 374. Td8! Td7; 375. Td8! Td7; 376. Td8! Td7; 377. Td8! Td7; 378. Td8! Td7; 379. Td8! Td7; 380. Td8! Td7; 381. Td8! Td7; 382. Td8! Td7; 383. Td8! Td7; 384. Td8! Td7; 385. Td8! Td7; 386. Td8! Td7; 387. Td8! Td7; 388. Td8! Td7; 389. Td8! Td7; 390. Td8! Td7; 391. Td8! Td7; 392. Td8! Td7; 393. Td8! Td7; 394. Td8! Td7; 395. Td8! Td7; 396. Td8! Td7; 397. Td8! Td7; 398. Td8! Td7; 399. Td8! Td7; 400. Td8! Td7; 401. Td8! Td7; 402. Td8! Td7; 403. Td8! Td7; 404. Td8! Td7; 405. Td8! Td7; 406. Td8! Td7; 407. Td8! Td7; 408. Td8! Td7; 409. Td8! Td7; 410. Td8! Td7; 411. Td8! Td7; 412. Td8! Td7; 413. Td8! Td7; 414. Td8! Td7; 415. Td8! Td7; 416. Td8! Td7; 417. Td8! Td7; 418. Td8! Td7; 419. Td8! Td7; 420. Td8! Td7; 421. Td8! Td7; 422. Td8! Td7; 423. Td8! Td7; 424. Td8! Td7; 425. Td8! Td7; 426. Td8! Td7; 427. Td8! Td7; 428. Td8! Td7; 429. Td8! Td7; 430. Td8! Td7; 431. Td8! Td7; 432. Td8! Td7; 433. Td8! Td7; 434. Td8! Td7; 435. Td8! Td7; 436. Td8! Td7; 437. Td8! Td7; 438. Td8! Td7; 439. Td8! Td7; 440. Td8! Td7; 441. Td8! Td7; 442. Td8! Td7; 443. Td8! Td7; 444. Td8! Td7; 445. Td8! Td7; 446. Td8! Td7; 447. Td8! Td7; 448. Td8! Td7; 449. Td8! Td7; 450. Td8! Td7; 451. Td8! Td7; 452. Td8! Td7; 453. Td8! Td7; 454. Td8! Td7; 455. Td8! Td7; 456. Td8! Td7; 457. Td8! Td7; 458. Td8! Td7; 459. Td8! Td7; 460. Td8! Td7; 461. Td8! Td7; 462. Td8! Td7; 463. Td8! Td7; 464. Td8! Td7; 465. Td8! Td7; 466. Td8! Td7; 467. Td8! Td7; 468. Td8! Td7; 469. Td8! Td7; 470. Td8! Td7; 471. Td8! Td7; 472. Td8! Td7; 473. Td8! Td7; 474. Td8! Td7; 475. Td8! Td7; 476. Td8! Td7; 477. Td8! Td7; 478. Td8! Td7; 479. Td8! Td7; 480. Td8! Td7; 481. Td8! Td7; 482. Td8! Td7; 483. Td8! Td7; 484. Td8! Td7; 485. Td8! Td7; 486. Td8! Td7; 487. Td8! Td7; 488. Td8! Td7; 489. Td8! Td7; 490. Td8! Td7; 491. Td8! Td7; 492. Td8! Td7; 493. Td8! Td7; 494. Td8! Td7; 495. Td8! Td7; 496. Td8! Td7; 497. Td8! Td7; 498. Td8! Td7; 499. Td8! Td7; 500. Td8! Td7; 501. Td8! Td7; 502. Td8! Td7; 503. Td8! Td7; 504. Td8! Td7; 505. Td8! Td7; 506. Td8! Td7; 507. Td8! Td7; 508. Td8! Td7; 509. Td8! Td7; 510. Td8! Td7; 511. Td8! Td7; 512. Td8! Td7; 513. Td8! Td7; 514. Td8! Td7; 515. Td8! Td7; 516. Td8! Td7; 517. Td8! Td7; 518. Td8! Td7; 519. Td8! Td7; 520. Td8! Td7; 521. Td8! Td7; 522. Td8! Td7; 523. Td8! Td7; 524. Td8! Td7; 525. Td8! Td7; 526. Td8! Td7; 527. Td8! Td7; 528. Td8! Td7; 529. Td8! Td7; 530. Td8! Td7; 531. Td8! Td7; 532. Td8! Td7; 533. Td8! Td7; 534. Td8! Td7; 535. Td8! Td7; 536. Td8! Td7; 537. Td8! Td7; 538. Td8! Td7; 539. Td8! Td7; 540. Td8! Td7; 541. Td8! Td7; 542. Td8! Td7; 543. Td8! Td7; 544. Td8! Td7; 545. Td8! Td7; 546. Td8! Td7; 547. Td8! Td7; 548. Td8! Td7; 549. Td8! Td7; 550. Td8! Td7; 551. Td8! Td7; 552. Td8! Td7; 553. Td8! Td7; 554. Td8! Td7; 555. Td8! Td7; 556. Td8! Td7; 557. Td8! Td7; 558. Td8! Td7; 559. Td8! Td7; 560. Td8! Td7; 561. Td8! Td7; 562. Td8! Td7; 563. Td8! Td7; 564. Td8! Td7; 565. Td8! Td7; 566. Td8! Td7; 567. Td8! Td7; 568. Td8! Td7; 569. Td8! Td7; 570. Td8! Td7; 571. Td8! Td7; 572. Td8! Td7; 573. Td8! Td7; 574. Td8! Td7; 575. Td8! Td7; 576. Td8! Td7; 577. Td8! Td7; 578. Td8! Td7; 579. Td8! Td7; 580. Td8! Td7; 581. Td8! Td7; 582. Td8! Td7; 583. Td8! Td7; 584. Td8! Td7; 585. Td8! Td7; 586. Td8! Td7; 587. Td8! Td7; 588. Td8! Td7; 589. Td8! Td7; 590. Td8! Td7; 591. Td8! Td7; 592. Td8! Td7; 593. Td8! Td7; 594. Td8! Td7; 595. Td8! Td7; 596. Td8! Td7; 597. Td8! Td7; 598. Td8! Td7; 599. Td8! Td7; 600. Td8! Td7; 601. Td8! Td7; 602. Td8! Td7; 603. Td8! Td7; 604. Td8! Td7; 605. Td8! Td7; 606. Td8! Td7; 607. Td8! Td7; 608. Td8! Td7; 609. Td8! Td7; 610. Td8! Td7; 611. Td8! Td7; 612. Td8! Td7; 613. Td8! Td7; 614. Td8! Td7; 615. Td8! Td7; 616. Td8! Td7; 617. Td8! Td7; 618. Td8! Td7; 619. Td8! Td7; 620. Td8! Td7; 621. Td8! Td7; 622. Td8! Td7; 623. Td8! Td7; 624. Td8! Td7; 625. Td8! Td7; 626. Td8! Td7; 627. Td8! Td7; 628. Td8! Td7; 629. Td8! Td7; 630. Td8! Td7; 631. Td8! Td7; 632. Td8! Td7; 633. Td8! Td7; 634. Td8! Td7; 635. Td8! Td7; 636. Td8! Td7; 637. Td8! Td7; 638. Td8! Td7; 639. Td8! Td7; 640. Td8! Td7; 641. Td8! Td7; 642. Td8! Td7; 643. Td8! Td7; 644. Td8! Td7; 645. Td8! Td7; 646. Td8! Td7; 647. Td8! Td7; 648. Td8! Td7; 649. Td8! Td7; 650. Td8! Td7; 651. Td8! Td7; 652. Td8! Td7; 653. Td8! Td7; 654. Td8! Td7; 655. Td8! Td7; 656. Td8! Td7; 657. Td8! Td7; 658. Td8! Td7; 659. Td8! Td7; 660. Td8! Td7; 661. Td8! Td7; 662. Td8! Td7; 663. Td8! Td7; 664. Td8! Td7; 665. Td8! Td7; 666. Td8! Td7; 667. Td8! Td7; 668. Td8! Td7; 669. Td8! Td7; 670. Td8! Td7; 671. Td8! Td7; 672. Td8! Td7; 673. Td8! Td7; 674. Td8! Td7; 675. Td8! Td7; 676. Td8! Td7; 677. Td8! Td7; 678. Td8! Td7; 679. Td8! Td7; 680. Td8! Td7; 681. Td8! Td7; 682. Td8! Td7; 683. Td8! Td7; 684. Td8! Td7; 685. Td8! Td7; 686. Td8! Td7; 687. Td8! Td7; 688. Td8! Td7; 689. Td8! Td7; 690. Td8! Td7; 691. Td8! Td7; 692. Td8! Td7; 693. Td8! Td7; 694. Td8! Td7; 695. Td8! Td7; 696. Td8! Td7; 697. Td8! Td7; 698. Td8! Td7; 699. Td8! Td7; 700. Td8! Td7; 701. Td8! Td7; 702. Td8! Td7; 703. Td8! Td7; 704. Td8! Td7; 705. Td8! Td7; 706. Td8! Td7; 707. Td8! Td7; 708. Td8! Td7; 709. Td8! Td7; 710. Td8! Td7; 711. Td8! Td7; 712. Td8! Td7; 713. Td8! Td7; 714. Td8! Td7; 715. Td8! Td7; 716. Td8! Td7; 717. Td8! Td7; 718. Td8! Td7; 719. Td8! Td7; 720. Td8! Td7; 721. Td8! Td7; 722. Td8! Td7; 723. Td8! Td7; 724. Td8! Td7; 725. Td8! Td7; 726. Td8! Td7; 727. Td8! Td7; 728. Td8! Td7; 729. Td8! Td7; 730. Td8! Td7; 731. Td8! Td7; 732. Td8! Td7; 733. Td8! Td7; 734. Td8! Td7; 735. Td8! Td7; 736. Td8! Td7; 737. Td8! Td7; 738. Td8! Td7; 739. Td8! Td7

M. Léotard présente son budget

Le ministre de la culture, M. François Léotard, a présenté jeudi 25 septembre, au cours d'une conférence de presse, les grandes lignes du projet de budget de son ministère. On note avec satisfaction, Rue de Valois, que ce dernier ne subit pratiquement pas de diminution, puisqu'il passe de 7 341 millions de francs en 1986 à 7 372 pour 1987. Mais pour arriver à ce résultat optimiste, la part réservée aux grands travaux, traditionnellement englobée dans le budget général, est aujourd'hui soigneusement mise de côté. En effet, ce chapitre subit une amputation de 36 % en passant de 2 285 millions de francs (en 1986) à 1 466 millions pour 1987. Les investissements lourds engagés au début des opérations et l'achèvement de certains chantiers, comme l'Institut du monde arabe et la messe d'Orsay, n'expliquant pas tout. L'allongement de la durée de certains travaux et l'inscription au budget culturel proprement dit de crédits alimentés par l'enveloppe interministérielle des grands projets sont peut-être un début d'explication.

La part dévolue au patrimoine monumental et muséographique est en légère augmentation 27,7 % du budget global contre 26,6 %, ainsi que le titre « Fonctionnement et équipement des services » (11,7 % au lieu de 11,3 %). Celle du patrimoine écrit et documentaire (qui comprend le livre) est inchangée avec 11,8 %, ainsi que les arts plastiques (11,2 % au lieu de 11 %). En revanche, les crédits consacrés au spectacle et à l'action culturelle diminuent, notablement : 39,3 % du budget au lieu de 37,6 %.

M. Jean-Jack Queyranne, responsable des questions culturelles au PS, conteste vivement la présentation chiffrée de ce budget — « une diminution réelle de 0,12 % ». Selon lui, M. Léotard « renonce à la priorité nationale confiée à la culture depuis 1981. Faute d'avoir obtenu un bon budget, il annonce des projets de loi-programme pour... 1988 ».

Nous reviendrons en détail sur ce budget.

E. de R.

Inauguration des nouveaux studios de danse de l'Opéra

« Cher Rudolf »

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a inauguré, le 23 septembre, les nouveaux studios de danse de l'Opéra de Paris, installés sous la coupole du palais Garnier. Placés au-dessus de la salle de spectacle, la coupole devait, pour son architecte Charles Garnier, en doter l'ensemble de l'édifice d'un caractère général de bâtiment. Mais cet ample volume de trente-deux mètres de diamètre et de dix-sept mètres de haut avait également des fonctions techniques : désenfumage de la salle, ramonée du lustre pour son entretien, etc.

Le passage du gaz à l'électricité a libéré un espace de 8 700 mètres cubes, dont la vocation de salle de réception s'est déclinée dès les années 60 sous le nom de salle Liffar. On sait cependant quelle impulsion ont prise depuis l'art lyrique et la danse et, à la demande de Rudolf Noureïev, l'architecte en chef du palais Garnier, M. Jean-Loup Goubert, a eu l'heureuse idée d'installer un double plateau dans la même espace : la salle basse (360 m²), divisible en deux studios, et la salle haute (410 m²), dotée d'un plancher dansé en pente. Ingénieurs et acousticiens ont largement contribué à cette prouesse technique qui préserve, ou mieux que cela, met en valeur cette merveilleuse charpente métallique que Garnier avait voulu cacher...

M. Léotard, qui, le matin même, avait visité le chantier de la future école de danse de Nanterre, a expliqué à cette occasion et à son « cher Rudolf » combien il tenait au développement de la danse en France, et il s'est risqué à un assez long développement sur les événements respectifs du palais Garnier et de l'Opéra de la Bastille, prudemment baptisés « salle » de la Bastille.

Le premier garderait sa « vocation naturelle » tout à la fois lyrique et chorégraphique, tandis que le second accueillerait tout aussi bien les créations chorégraphiques et lyriques... ce qui ne devrait pas exclure les concerts. Lorsque la Bastille sera terminée, théâtralement en 1989, cette nouvelle structure devrait permettre la fermeture de Garnier pendant deux ans à des fins de modernisation. C'est sept cents millions de francs qui, selon le ministre, devraient être nécessaires à cette opération, dont l'échéance n'a pas encore été fixée.

Tandis que la nouvelle équipe de la rue de Valois réévalue ainsi les projets de M. Lang, on commence à se demander, au palais Garnier même, où seront trouvés les mètres carrés nécessaires à la rénovation et à l'actualisation du vieux Opéra de Paris, sauf à multiplier gravement l'œuvre de Charles Garnier. L'inauguration de la nouvelle rotonde Liffar montre d'ailleurs à quel point le bâtiment est déjà saturé.

F. E.

PHOTO

Cinquante ans de collaboration avec « Vogue »

Mister Beaton



Robes du soir de Charles James (1948).

Eclectique, spirituel, hyperdoux, ce dindon du négatif, sous des haillons de luxe, mettait en scène l'angoisse et l'illusion.

Collaborateur assidu des grands magazines américains, auteur-dessinateur des décors et costumes de *My Fair Lady*, tour à tour photographe officiel de la famille royale britannique et portraitiste des stars hollywoodiennes des années 30, Cecil Beaton, né à Londres en 1904, est surtout connu pour ses photos de mode extravagantes, à l'ornementation opulente et théâtrale. Il met en scène dans des éclairages sophistiqués, de manière souvent hétéroclite et clinquante, des modèles aux tenues neuves et chichiteuses qui ressemblent à merveille l'artificialité vaporeuse d'une époque.

Mais, en fait, derrière sa frénésie du décorum, son sens flamboyant de l'opulence, et sa fructueuse collaboration avec *Vogue* (1928-1979), Beaton aimait choquer. Lui-même se comparait à un « jongleur d'assiettes ». Et, tout en concédant « qu'il n'avait jamais su vraiment approfondir les choses », secouait les gens à dessein. Ses excès de style (ce qu'il désignait son « surréalisme ») allaient de pair avec l'expressivité foisonnante de son invention.

Et puis il y a les portraits de ses amis (Coccart, Bérard, Picasso) : « Si vous savez le nombre de tableaux ! J'en ai presque autant que vous devez avoir de photos ! », des personnalités politiques (de Gaulle et Churchill, silhouette trapue, peignée derrière son bureau), auxquels se joint la galerie des héros mythologiques (Katon, Cooper, Wayne, Weinmiller) et les inoubliables Garbo, Marilyn et Marlene. Laisant percer l'angoisse de son approche derrière le fard, la mousseline et le taffetas, il y a presque du meurtre dans cette virtuosité à jongler avec les images, les regards, les visages.

Confirmant sa prescience intuitive du désastre, c'est sans doute dans son reportage sur la guerre dont il fut un remarquable correspondant, grâce auquel il dut sa réintégration dans *Vogue* que Beaton exprime avec le plus d'à-propos son extraordinaire sens du théâtre. Ainsi, cette vision saisissante d'un mannequin en tailleur de tweed parmi les ruines de Middle Temple Hall qui anticipe de trente années, et pour une fois sans artifices, toutes les adresses formelles de la photographie mise en scène ou de l'image fabriquée.

Enfin — et c'est assurément la part la plus fascinante de son œuvre — Beaton a surtout laissé derrière lui une abrayante et troublante collection d'autopourtrats. Cinglant d'imaginaire et d'ironie, on le voit poser en nature morte, derrière un buste, en épouvantail avec corbeaux, dans la neige, avec crâne et globe, avec ou sans masque (y compris de lapin). Le jeu des ombres portées cède la place à celui des contraires. Fasciné par son double et la multiplicité des visages, Beaton interroge son identité et, sautant par-delà le reflet du miroir, inverse la vérité trompeuse des apparences. L'artifice semble vouloir conjurer l'angoisse de la disparition, jusqu'à l'effacement final en 1980.

Retraçant l'ensemble de sa carrière et de sa vie, du Palm Beach en 1931 aux impressions de RAF jusqu'à la rencontre en 1969 avec David Hockney, abondamment illustré par ses photographies et des croquis, ainsi que par des textes acérés rappelant le caricaturiste qu'il fut à ses débuts, ce livre, même s'il présente la part la plus mièvre, pour ne pas dire la plus inodore, de son travail, complète par ses à-côtés le portrait que dessinent de Beaton les études et monographies spécialisées.

PATRICK ROEGERS.

* Cecil Beaton : Cinquante ans de collaboration avec « Vogue », photographies-dessins-chroniques, préface de Patrick Maurin, texte de Joséphine Ross, Editions Herscher, 240 p., 220 illustrations dont 30 en couleurs, 495 F.

VARIÉTÉS

La conversation de nuit de Charles Dumont

Trappu, la cinquantaine largement dépassée, le front déformé, le double menton et le sursaut d'embonpoint, le sourire d'épagneul en forme de croissant de lune faisant apparaître les dents de porcelaine, le tremolo dans la voix, le geste mélodramatique et la gentillesse sacrée, Charles Dumont joue le Julio Iglesias du troisième âge, section seizième arrondissement et Neuilly.

Dumont ne donne pas dans la finesse, laisse échapper de gros soupirs, et le regard chargé d'une tonne d'intentions, gardant la même note de musique pendant deux heures, il tient une conversation de nuit avec la femme « aux mille visages ». Il chante les souvenirs et les mal-aimés avec des mots et une sensibilité que n'aurait pas reniés Paul Delmet, compositeur et interprète de la fin du siècle dernier, s'écarter notamment du Petit Chaperon, des Petits Princes et de la Petite Église. Le hic, c'est le sort que le temps a donné à cette poésie de bazar enfoncée dans une banalité gaignarde et écorçante.

Il y a trente ans, Charles Dumont avait imaginé toute une série de chansons pour Edith Piaf, dont le fameux *Non, je ne regrette rien*. Mais notre grande chanteuse de blues aurait habillé un Bottin avec une extraordinaire décadence humaine...

CLAUDE FLÉOUTER.

* Théâtre du Rond-Point, jusqu'au 4 octobre, 20 h 30.

CRETEIL
Maison des Arts
Compagnie BAGOUE
30 SEPTEMBRE / 1^{er} OCTOBRE, 20 h 30
ASSAÏ
Chorégraphie Dominique Bagouet
Musique de Pascal Dusapin
48.99.94.50
Métro Créteil Préfecture

EXPOSITIONS

Au Musée des arts africains et océaniques

Peintres et calligraphes

A la croisée de l'Orient et de l'Occident, entre tradition et modernité...

Pour notre œil occidental, la calligraphie arabe est une succession de signes abstraits, énigmatiques, qu'on admire pour la beauté du trait, qui fascine justement pour la signification qu'on y pressent. Mais pour les quatre peintres rassemblés au Musée des arts africains et océaniques elle est tout à la fois signe et alphabet. Jamil Hamoudi, Mohamed Boutheldja, Rachid Korachi et Hassan Massoudy sont nés en Orient, dans une civilisation peuplée, on le sait, à la représentation figurative. Ils ont étudié la peinture à Paris. Leur œuvre se situe à la croisée de la tradition orientale, qu'ils affirment haut et fort, et de la modernité occidentale. Ils ont assimilé, chacun à leur manière, les leçons du cubisme, du lettrisme, de l'abstraction lyrique.

Jamil Hamoudi est, en Irak, un précurseur. Né à Bagdad, formé donc à Paris, il est retourné travailler « au pays ». Aujourd'hui, il est responsable du Centre culturel irakien à Paris. La paix entre les peuples, le Coran ont ses thèmes d'inspiration privilégiée. Calligraphe de formation, l'écriture est chez lui prétexte à architectures symbolistes, mystiques, ordonnées en aplats de couleur. Sa pâte, épaisse, fait vibrer la lumière.

On songe parfois à Rouault, à l'art du vitrail aussi. Dans *Homage to the Virgin*, deux éléments figuratifs, le clocher de Rennes et la minaret de Bagdad, émergent d'une vigoureuse composition abstraite.

Avec des œuvres comme *Invocation divine* et *la Vérité*, l'Algérien

Mohamed Boutheldja est tout aussi mystique. Le signe calligraphique creux et gouache sur papier est allié, avec un sens de l'ornementation que ne rendrait pas la « pattern painting ». Boutheldja sait aussi, par un subtil jeu d'accumulation, mettre en abîme, de manière un peu sauvage, très libre, le volume.

Dans ses *Gravures d'un exil*, Rachid Korachi, algérien vivant en France, manie l'indécision : un signe monumental occupe le devant de la scène, tandis que le fond est envahi d'écritures, lettres, chiffres, bestiaire microscopique, ordonnés en frise, cartés ou dessinés dans l'espace de la toile : une archéologie fictive, ludique.

Hassan Massoudy, irakien, étudiante lui aussi toute la force graphique de signe. Son tracé énergique, rapide — encre artisanale ocre, brunes — l'apparente aux maîtres de l'abstraction lyrique. Mais c'est un miniaturiste. Et il peuple les entrelacs de ses signes d'un fourmillement de lettres en des compositions inspirées de Socrate, Montaigne, Boudha ou du Prophète.

Cette parole du peintre chinois Tang, que Massoudy a placée sous l'un de ses tableaux : « Quand l'idée est au bout du pinceau, pas la peine d'aller au bout de l'idée », résume bien le climat de l'exposition. On y mesure, au-delà des mots, la force des signes. On y découvre, aussi, une peinture à l'écart des modes, des échos d'une du marché de l'art occidental.

ODILE QUIROT.

* « Signe et Calligraphie ». Jusqu'au 20 octobre. Musée des arts africains et océaniques. En contrepoint, la Bibliothèque nationale a sorti quelques trésors d'ic : albums, tablettes d'écoliers arabes, etc.

EN BREF

Jazz à Marne-la-Vallée

Grand rassemblement de rentrée, le Festival de Marne-la-Vallée en est à sa troisième édition. Noisiel, Torcy, Champs-sur-Marne, Lagny, Emauvilla sont touchés. Très ouvert, comme on dit, « aux expressions actuelles », et à la musique vivante (comme si, en d'autres lieux, on avait le goût de présenter des musiciens décadents), le Festival de Marne-la-Vallée effiche un programme marqué par l'aspiré de Dunois. Large orientation européenne, goût appuyé des inventeurs surprenants, têtes d'affiche qui n'ont pas trop la grosse tête (Schlavis, Melody Four, la Trio Gitan, Lockwood, Barthélémy, Philip Catherine, Don Pullen, George Adams et peut-être John Scofield, etc.). Pour couronner l'entreprise, Marne-la-Vallée fait le détour obligé par l'Afrique et la Caraïbe. Enfin, pour échauffer de convaincre ceux qui se méfient à ce point du jazz qu'ils semblent toujours trembler de succomber à son charme, Paolo Conte se fera le guide aimable d'une soirée « crooner » sans problèmes.

FRANCIS MARMANDE.

* Troisième Festival de Marne-la-Vallée, du 25 septembre au 5 octobre. Renseignements : 60-05-64-87.

Les sept jours du livre en Méditerranée

A Marseille, les Sept Jours du livre en Méditerranée — initialement prévus en juin et reportés à cause de la mort de Gaston Defferre — débutent ce vendredi 26 septembre. Ils sont organisés par l'éditeur Jeanne Laffitte, avec le concours de la bibliothèque municipale de Marseille, de l'Institut national de l'audiovisuel et de l'agence de communication Média Média. Jusqu'au jeudi 2 octobre, sont exposées dans la chapelle de la Vieille Charité les plus beaux manuscrits et imprimés de la Méditerranée.

Parallèlement, un colloque réunissant des spécialistes venus de toute l'Europe va tenter de dresser la première synthèse de l'histoire du livre imprimé. Enfin, chaque après-midi, de 14 heures à 17 h 30, sont proposées des projections vidéo sur le thème « Le livre et la télévision » tandis que, chaque soir, à 21 heures, dans la série « De la plume à l'image », on peut voir ou revoir des films tirés de grandes œuvres littéraires, notamment le *Christ s'est arrêté à Eboli*, de Francesco Rosi, d'après Carlo Levi, et *Senso*, de Luchino Visconti, d'après Camillo Boito. — (Corresp.)

Je fais mes courses d'un coup de baguette

THEATRE : Faites vos courses de votre fauteuil.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

CE SOIR PREMIERE

C'EST PAS DU CINOCHÉ!



RICHARD BERRY B29 NIELS ARESTRUP

MISE EN SCÈNE DE DEREK GOLDBY ALAIN PAGE DÉCOR DE JEAN-MARIE FIEVEZ
THEATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN
Location Théâtre, Agences et par tél: (1) 46 07 37 53

CRETEIL
Maison des Arts
Compagnie BAGOUE
30 SEPTEMBRE / 1^{er} OCTOBRE, 20 h 30
ASSAÏ
Chorégraphie Dominique Bagouet
Musique de Pascal Dusapin
48.99.94.50
Métro Créteil Préfecture

POUR SALLES, VOIR LIGNES PROGRAMMES

On rit beaucoup !.. Excellente interprétation...
Bette Midler est délirante en névrosée !
FRANCE SOIR

Le Clochard de Beverly Hills vous fera pleurer de rire.
JOURNAL DU DIMANCHE

Ça n'arrête pas d'être marrant...
COSMOPOLITAN

TOUCHSTONE FILMS PRESENTE

UN FILM DE MELLANOW
LE CLOCHARD DE BEVERLY HILLS
QUAND ON PENSE QUE LES ROLES SONT DES IMAGES

NICK NOITE BETTE MIDLER RICHARD DREYFUS

هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

Culture

DANSE

Twyla Tharp au Festival d'automne

La folle invention

Cris, applaudissements, rappels. Twyla Tharp l'a eu son succès parisien avec un ballet d'une virtuosité diabolique.

Lorsqu'elle était adolescente, Twyla Tharp travaillait dans le bar du cinéma en plein air tenu par sa famille et s'imbibait de films hollywoodiens. A la même époque, Pina Bausch observait les clients dans le café de son père. A un an près, elles sont passées toutes deux chez Paul Taylor. Chacune depuis a nourri son œuvre d'impressions de jeunesse. Pina a redonné un second souffle à l'expressionnisme allemand. Twyla ouvre une nouvelle perspective au ballet contemporain. Des applaudissements scandés ont accueilli, à Chaillot, *Philip Glass Piece*, création qui n'a pas encore été présentée à New-York (1).

Plus encore que *Baker's Dozen* ou *Sinatra Songs*, cette œuvre ne peut être dansée que par des corps américains athlétiques et surentraînés. *Philip Glass Piece* est à la modernité ce que la *Symphonie en ut*, de Balanchine est au ballet classique, un divertissement d'une invention folle. Jennifer Tipton, responsable des lumières, l'a situé dans un brouillard où les entrées et les sorties se fondent. Les danseurs en

tenue rayée ont envahi l'espace. Soudain, dans tout ce gris surgissent comme des flamèches les pointes aigües de chaussures rouges. Twyla Tharp détourne allégrement la danse classique, en brouille les attitudes les enchaînements. Elle s'ingénie à lancer simultanément des actions aux tempos différents. Les figures se télescopent : pas de trois de « corsaires », hyper-rapides, pas de six aux portés acrobatiques, solo de Shelley Washington, lèvres ouvertes dans un ravissement intérieur...

Ici pas de traitement minimal de la musique de Phil Glass. Elle est exploitée dans son exubérance répétitive et emporte la compagnie dans un crescendo irrésistible.

C'est aussi une musique de Philip Glass qu'utilise la compagnie anglaise *Images Dance* pour accompagner, *Stilled Vision* de Earl Lloyd Hepburn, présenté au Centre Georges-Pompidou (2). Les danseurs, jeunes et sympathiques, s'y livrent à une investigation de l'espace un peu scolaire et gymnique. Dans une autre pièce, *Beneath the Bridge*, les échanges, les parcours, se compliquent avec l'utilisation de caisses et de planches. On saute, on chute. Tout cela est assez appliqué et pas très bien dansé, moins travaillé que *Mindless Matter* qui avait valu à la compagnie le premier prix de Bagnolet 1986.

MARCELLE MICHEL.

(1) Palais de Chaillot 20 h 30. Jusqu'au 28.
(2) Centre Georges-Pompidou 20 h 30. Jusqu'au 27.

21^e SALON DU VIEUX PAPIER ET DES COLLECTIONS
Cartes postales, livres, affiches, photos, gravures, autographes, journaux, ... tous anciens, etc. également.
EXPOSITION SUR LA COMMUNE DE PARIS
27 Septembre - 5 Octobre
GRANDE HALLE DU PARC DE LA VILLETTE
Tél. 71 19 19 h - Samedi, Dim. 10 h - 20 h.

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL

Production du Théâtre National de Strasbourg
LA CLE d'Eugène Labiche et Alfred Duru
Mise en scène de Jacques Lassalle
Théâtre Gémier 47.27.81.12
Du 25 septembre au 18 octobre à 20h30
Dimanche à 17h. Relâche le dimanche soir et le lundi

THÉÂTRE

« Adriana Monti », de Natalia Ginzburg

Un ouragan si calme

Faute de Stromboli de l'art dramatique pour la soutenir, la pièce de Natalia Ginzburg « Adriana Monti » retombe comme un soufflé.

Le cinéma italien, avec les films de Rossellini, Rosi, Pasolini, Bolognini, et leurs congénères, mais aussi le théâtre italien, de Dario Fo et d'autres, nous ont habitués à un art si actuel, si proche des événements publics, que la pièce de Natalia Ginzburg *Adriana Monti*, présentée aujourd'hui à Paris, étonne par son anachronisme et son ignorance résolue du monde réel.

Si cette œuvre était un conte, une invention chimérique, pourquoi pas ? Mais non, Natalia Ginzburg s'en tient à nous faire écouter, dans leurs jours apparemment ordinaires, des gens qui échangent des phrases ordinaires. Cela, sans plus.

Il y a là une mère bourgeoise, étroite, bornée, qui dévide des platitudes bêtes, une femme dont il a sans doute existé, avant la dernière grande guerre, des exemplaires particulièrement peu favorisés par la nature, mais, quoi qu'il en soit, quel intérêt ?

Il y a son grand fils, velléitaire, qui n'a d'idée sur rien. Et sa sœur, dont le frère dit tout de même qu'elle est « une vie bienveillante », ce qui ne nous est pas montré car, si l'adaptatrice ne lui a pas de son côté supprimé ses répliques, l'auteur ne donne pas, à cette sœur, la parole.

Il y a le personnage si rebattu de la cuisinière « qui ne sait pas rester à sa place ». Et il y a enfin, qui

donne son titre à la pièce, Adriana Monti, l'épouse du fils, que, vous l'avez deviné peut-être, sa belle-mère ne peut pas encadrer. Adriana, le seul personnage pas trop bouffé aux mites, est un trouble-fête, même une emmerdeuse, très agitée, très bavarde, qui adore mettre les pieds dans le plat et les y laisser.

Cette Adriana, les énormités qu'elle lance, les manques de savoir-vivre qu'elle manifeste, sont tout ce qui peut donner un semblant de vie à cette pochade boulevardière pauvre. Pour l'interpréter, il fallait une Anna Magnani de vingt-cinq à trente ans, un Stromboli de l'art drama, une déchaînée. Mais une malade, passagère espérons-le, qui consiste à vouloir faire grimper les recettes des théâtres en mettant à l'affiche les noms de vedettes du ciné et de la télé, nous vaut, dans ce rôle, la présence de Nathalie Baye, qui est sûrement quelqu'un de très bien, et qui est très cinématographique, mais qui n'a rien d'un Stromboli : douce, fluette, mignonne, pâlichonne, elle essaie de donner le change en criant son rôle d'une voix de tête, fausse, monocorde, un peu vulgaire, comme il est d'usage, au boulevard, et comme elle ne sait pas non plus faire ça, parce que chez Godard et Cavalier, mais même chez Granier-Deferre, les acteurs ne parlent pas comme ça, elle se plante.

Micheline Presle, de son côté, grande comédienne de la scène et de l'écran, n'a ni la présence, ni le regard, ni la voix susceptibles de s'accorder avec les insanités ennuyées que l'auteur met dans la bouche de la mère. Patrick Chesnais, sur la pointe des pieds et du bout des doigts, comme toujours, parvient à donner un mystère au fils. Et Catherine Arditi signale la moindre mimique et la moindre intonation de sa cuisinière avec la même farouche vigueur et la même joie apparente qu'une vraie cuisinière signale un chef-d'œuvre d'œufs brouillés à l'oséille.

Mise en scène de Maurice Bénichou, nostalgique d'autres lieux.
M.C.

* Théâtre de l'Auditorium, 21 heures.

« La Maison des Jeanne et de la culture »

Trois artistes anxieuses

(Suite de la première page.)

Véronique (Martine Boéri), trente-cinq ans, est d'une famille plus bourgeoise (père propriétaire d'une usine textile). Elle rêve de devenir une star. Elle joue des premiers rôles dans des dramatiques télé parce que son mari est réalisateur. Elle boit du thé. Elle vote Raymond Barre.

La troisième, Josette (Emily Marceau), vingt-huit ans, est née à Clichy. Elle a essayé la sténo, la coiffure. Elle décroche des figurations, au cinéma, mais elle préfère « zoner » avec son bonhomme, Fred, un rocker. En tournée, elle voyage en moto. Parfois, pour manger le soir, elle chipe un billet de cent balles dans le sac de Véronique.

Les pièces de théâtre qui mettent en scène des comédiens, qui nous les montrent avant d'entrer en scène, ce n'est pas neuf. Shakespeare et Molière, entre beaucoup d'autres, s'y sont amusés. Tilly, pour sa part, propose une œuvre « d deux registres ».

Un vrai massacre

Il y a, d'une part, une pantomime, rapide, sèche, précise, hyper-expressionniste, réglée au millimètre et au quart de seconde près (Tilly a assuré lui-même la mise en scène) : c'est la succession des gestes qu'accomplissent, ensemble mais différemment, les trois actrices, pour se déshabiller, se coiffer et se maquiller, mettre leurs costumes de scène, se « préparer » à tout point de vue, chacune aux prises avec son anxiété particulière.

Et il y a, parallèlement, et presque comme dans une autre « aire » de vie, les paroles qu'échangent ces trois femmes, machinalement, nerveusement, parfois bêtement ou méchamment, parfois d'une manière très pénétrante, et ce chassé-croisé de paroles, assez aérien, assez imaginaire, coupé de silences, est lui aussi une façon de se « préparer ».

à jouer et de combattre l'anxiété, mais, qui plus est, Tilly emploie cet échange de paroles pour dessiner, cerner, d'un burin extrêmement aigu, le for intérieur des trois femmes.

Les premières minutes sont très drôles, parce que nos actrices, pour se dévouer, pour se mettre en train, commencent par balancer des vacheries effrayantes sur une flopée d'actrices, d'acteurs ou de gens de la télé, de la politique, d'aujourd'hui même, très connus, un vrai massacre. Mais, assez vite, l'humour des trois protagonistes va se cadrer sur elles-mêmes, et pendant que la pantomime continue, imperturbable, la lutte au contenu va tourner au vinaigre, puis à la bagarre de chiffonniers, puis au drame.

C'est une belle pièce, drôle mais très noire, parce que Tilly, qui est un vrai écrivain, et qui n'a pas toujours en une vie rose, sait disséquer, autopsier, comme personne, les plaies de ceux qui naissent dans la mouise et qui ne s'en sortent pas, ou qui s'en sortent mal.

Elisane Boéri, sa sœur Martine et Emily Marceau, parfaites, font saisir comment l'art de l'actrice réoriente sa vie privée. Bon décor très vrai de Jacques Deneux.

MICHEL CURNOT.

* Théâtre de la Renaissance, 21 h.

18^e CONVENTION

de la

BANDE

DESSINÉE

27-28 SEPTEMBRE

Grande Halle du Parc

de la Villette

(Métro : Porte de Pantin)

de 10 h à 20 h

Jazz plus sur Canal nuit.

"LA 25^e HEURE, L'HEURE NECTAR"

SAMEDI DE 22^h A 1^h DU MATIN SANS DECODEUR

De 22^h à 1^h du matin, concert de jazz extraordinaire avec :

Carla Bley
Dave Brubeck
Miles Davis
Manu Dibango
Herbie Hancock
Jacques Higelin
Joachim Kuhn
Didier Lockwood
Claude Nougaro
Michel Portal

CANAL+

La télé
pas comme les autres.

هكذا من الراحل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 26 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

Nocturne Samaritaine
ce soir comme
tous les mardis et
vendredis jusqu'à 20h30

20 h 35 Variétés : Grand public.
Emission de Patrick Sabatier.
22 h 35 Feuilleton : Shogun (2^e épisode).
23 h 30 Journal.
23 h 45 Volley-ball : championnat du monde.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Série : Deux flics à Miami.
De Michael Mann et Anthony Yerkovich. Réal. Richard Colla.
Le retour de Calderon.
21 h 25 Apostrophes.
Magazine littéraire de Bernard Pivot.
Sur le thème « Fandile, je vous aime », sont invités : Jean-Denis Bredin (l'absence) ; Nicolas Brehaut (l'enfant au soufflet coupé) ; Michel Hout (valet de nuit) ; Daniel Deplaend (les Noces de la lune rouge) ; Denise Solenne (la Vie latente) ; Jean Vassier (la Vie Ripoline).
22 h 40 Journal.
22 h 50 Ciné-club : Chronique d'un amour ■■■
Film italien de Michelangelo Antonioni (1950), avec Lucia Bosé, Massimo Girotti, Ferdinando Serru, Mariella Roskay (v.a.).

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

« DES CADRES ET
DES ENTREPRISES »
le magazine télévisé
de l'emploi des cadres.
Infos : (1) 47.55.00.17.
Chaque samedi à 12 h 15 sur FR3

20 h 30 Série : Le petit docteur.
21 h 25 Magazine : Taxi.
De Ph. Alfonsi et M. Dagobert.

22 h 30 Journal.
22 h 50 Dédicace.
23 h 35 Prélude à la nuit.

EN AVANT PREMIÈRE SUR ESPACE 3 ■■
RENAULT 87
LES NOUVEAUX MODÈLES
LE SALON DE L'AUTO
SAMEDI 27 SEPTEMBRE 7H 30 ET 10H 30

CANAL PLUS

20 h 5, Star Trek : 21 h, Cinq ans : les Chasseurs rouges ■■
film anglais de Michael Powell (1949), avec Moira Shearer,
Anton Walbrook, Marius Goring, Lorraine Marshall...
23 h 5, Flash d'Informations : 23 h 15, Cinéma : Chasse à
mort ■■ film américain de Peter Hunt (1981), avec Charles
Bronson, Lee Marvin, Andrew Stevens, Carl Weather...
0 h 55, Cinéma : Dances (la Malédiction 2) ■■ film améri-
cain de Don Taylor.

LA « 5 »

20 h 30, Téléfilm : Thriller ; 22 h 15, Série : Kojak ; 23 h 5,
Magazine auto-moto : Grand Prix.

TV 6

20 h, Tonic 6 ; 22 h, NRJ 6 ; 0 h, Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le grand débat : Sommes-nous en train de changer
de Constitution ? (2^e partie).
21 h 30 Musique : Black and Blue. Jazz et variétés avec
Christian Bellet.
22 h 30 Mots magiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert émis de Baden-Baden : Homenajes, suite
pour orchestre, et extraits du Tricorne, de M. de Falla ;
No queda mas que el silencio et Elegies auf den Tod
deur, de Federico Delgadillo, de Haillier, par l'Orchestre
symphonique du Sudwestfunk, dir. Cristóbal Halpiner ;
soliste : Miroslav Rostropovich, violoncelle.
22 h 20 Les soirées de France-Musique. Les pêcheurs de
perles.

Samedi 27 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

14 h 20 Série : La croisière s'amusse.
15 h 15 Dessin animé : Astro le petit robot.
15 h Magazine : Temps X.
Emission proposée par Igor et Grichka Bogdanoff.
16 h 55 Météo.
De Patrick Drevet. Premier magazine d'information pour
les jeunes.
Au sommaire : un reportage sur la rencontre de douze
enfants américains et de douze enfants soviétiques,
réunis par Peace Child en URSS ; son bang bang ;
dessins animés sur la vie des bêtes.
19 h Magazine : Auto-moto.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Série : Julien Fontanes, magistrat.
Un dossier facile. Avec Jacques Morel, André Falcon,
Jean-Claude Calot, Françoise Fleury, Bruno Balp, Paul
Bisciglia...
Le juge Fontanes charge trois jeunes stagiaires de
l'Ecole nationale de la magistrature de travailler sur un
dossier vieux de quinze ans.
21 h 50 Droit de réponse.
De Michel Polac.
0 h 15 Ouvert la nuit.
Série : Les prisonniers.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

14 h 25 Dessin animé : Un léopard à New-York.
14 h 50 Les jeux du stade.
17 h Les carnets de l'aventure.
18 h Série : Amusement vidéo.
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 40 Affaire suivante.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.
Emission de Michel Drucker.
21 h 55 Série : Le voyageur.
Meurtres. Avec Jenny Seagrove et Patrick Houer.
22 h 25 Les enfants du rock.
Clip de la semaine : Rock report : magazine d'informa-
tion sur le rock, d'A. de Caines ; Run DMC Aerosmith ;
clip (Walk this way) et Interim.
23 h 30 Journal.
23 h 45 Les enfants du rock (2^e partie).

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

13h30 SAMEDI VISION
Présenté par Philippe Gilas
Spécial Salon de l'Auto, avec
CITROËN - CREDIPAR
TOTAL et VALEO

14 h 30 Espace 3 : Objectif santé.
14 h 55 Théâtre : Roméo et Juliette.
Cyclo : William Shakespeare (v.a.).

17 h 32 Jeu : Génies en herbe.
18 h 15 Actualités régionales.
19 h 55 Dessin animé : La panthère rose.
20 h 4 Disney Channel pour les tout-petits.
20 h 35 Disney Channel pour les jeunes et les
moins jeunes.
22 h Journal.
22 h 25 Série : Mission casse-cou.
23 h 10 Musiclub.

CANAL PLUS

14 h, Téléfilm : Meurtres au crépuscule ; 15 h 30, Cabot
Cadiz ; 16 h, Série : Batman ; 16 h 25, Série : Flash Gordon
à la conquête de l'univers ; 16 h 45, Série : Mike Hammer ;
17 h 30, Document : Autismes, d'Australie. Les kangourous ;
17 h 55, Téléfilm : Au-delà des plaines ; 19 h 35, Top 50 ;
20 h 35, Téléfilm : Le piège de l'orchestre ; 22 h 5, Maga-
zine : La vingt-cinquième heure, l'heure nectar. Avec Carla
Bley, Dave Brubeck, Miles Davis, Manu Dibango, Jacques
Higelin, Joachim Kuhn, Didier Lockwood, Claude Nougaro,
Michel Portal, Daniel Humail ; 1 h 5, Cinéma : CHUD ■■
film américain de Douglas Cheek (1984), avec John Heard,
Kim Greist, Christopher Curry, Michael O'Hare... ; 2 h 50,
Boxe : Championnat du monde des vedettes. En direct
d'Atlantic City : Don Curry-Lloyd Honeyagua ; 3 h,
Cinéma : Chasse à mort ■■ film américain de Peter Hunt
(1981), avec Charles Bronson, Lee Marvin, Andrew Stevens,
Carl Weather... ; 6 h 30, Série : Espion à la mode ; 7 h 20,
Série : Les meurtres.

LA « 5 »

14 h 50, Série : Kojak ; 16 h 40, Dessins animés : Les
Schtroumpfs ; 17 h 30, Série : Shérif, fais-moi peur ;
18 h 20, Série : K 2000 ; 19 h 10, Série : Happy Days ;
19 h 40, Série : Star Trek ; 20 h 30, Téléfilm : Thriller ;
23 h 20, Football américain.

TV 6

14 h, Tonic 6 ; 17 h, Système 6 ; 19 h, NRJ 6, invité : Jacki
Graham ; 20 h, Tonic 6 ; 22 h, NRJ 6 (rediff.) ; 23 h,
Live 6, invité : Kid Crook ; 0 h, Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Oublier Kelti Jarrett.
22 h 10 Dédicace.
23 h 30 Musique : Semaine thématique. Roulez les mé-
caniques.

FRANCE-MUSIQUE

21 h Concert (enregistré au Palais des fêtes de Stras-
bourg) : Symphonie n° 4, de Gerhart ; Concerto pour
violon et orchestre, de Zimmermann ; Suprême de Dufour,
par l'Orchestre national de France, dir. Grégor Novak ;
sol. Konstanty Kulka, violon.
23 h Les soirées de France-Musique. Le club des
archives (œuvres de Beethoven, Haydn, Ravel, Roussel) ;
à 1 h, Les bollywoodiens : Tionkita.

Dimanche 28 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

9 h Emission islamique.
9 h 15 Les courses de vélo.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
Magazine : table ronde sur la visite du pape à Lyon.
11 h Messe, célébrée au couvent des dominicains de Béthanie, à Saint-Sulpice de Favières (Essonne).
12 h Télé Foot 1.
12 h 30 Cérémonie du souvenir, célébrée en la
grande synagogue de la rue de la Victoire à Paris,
commentée par le rabbin Josy Eisenberg.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Star Trek et Hunch (rediff.).
14 h 20 Variétés : A la folie, pas du tout.
Emission présentée par Patrick Poivre d'Arvor.
15 h 20 Sports dimanche.
Résumé du championnat du monde de volley.
16 h 45 Sports dimanche (suite).
16 h 30 Variétés : A la folie, pas du tout (suite).
17 h 25 Les animaux du monde.
18 h 5 Série : Pour l'amour du risque.
19 h Magazine : Sport sur sept.
Emission de Jean Lanzi et Anne Sinclair.
19 h 55 Tirage du loto sportif.
20 h Journal.
20 h 30 Cinéma : le Grand Escogriffe ■■
Film français de Claude Pinoteau (1976), avec Yves
Montand, Claude Brasseur, Agostino Belli, Aldo Ma-
cino.
22 h 10 Sport dimanche soir.
23 h 10 Journal.
23 h 25 Rétrospective information.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

9 h 30 Informations et météo.
9 h 35 Les courses du mardi.
10 h Récit A2 dimanche.
Les aventures du chat Léopold. Cosmocos. Pium-Ra.
La dramatique de Récit A2 : La maison hantée. Ça c'est
du cinéma.
11 h 30 Dimanche Martin.
12 h 20 Tout le monde la suit.
Invités : Akroma, Richard Gatainer, Jackie Quartz, Les
Camoufardes, Etienne Aubergier, Les Machucambos.
14 h 30 Série : Féliçien Gréville.
Scénario et dialogues Sylvain Jochet, réalisation Michel
Wyn. Avec Sylvia Jonkers, Pierre Samini, Anne-Marie
Beau, Jenny Clève.
15 h 30 L'école des fars.
Invité : Yves Duval.
16 h 25 La kiasque à musique.
17 h Cyballama.
17 h 30 La grande fête des nations.
18 h 35 Stage 2.
19 h 30 Feuilleton : Maguy.

Si vous avez plus de 47 ans...
Lundi matin, 9 heures
sur Antenne 2, un rendez-vous
à ne pas manquer avec
les Mutuelles Unies Assurances!

20 h Journal et élections sénatoriales.
20 h 50 Les enquêtes du commissaire Maigret.
Cécile est morte. D'après G. Simenon, réal. Claude
Bernas. Avec Jean Richard, Maud Rayet, Gérard
Bernas, Nicole Pescheux, Maurice Garrel.
Interprété par un message enregistré d'une jeune fille
surnommée Cécile. Maigret se rend chez cette dernière qui
habite chez sa tante. Il découvre que la vieille femme a
été étranglée et apprend peu après que la jeune fille a
subi le même sort.
22 h 15 Spécial élections sénatoriales.
22 h 45 Projection privée.
Emission de Marcel Julien.
Invité : Raymond Devos.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

9 h Debout, les enfants.
Disney Channel : Wistite l'ourson : à 9 h 25.
Croque-mort : à 9 h 30, Inspecteur Gadget : à 9 h 50.
Contes de Grimm.
10 h Magazine : Mosaïque.
12 h Sports loisirs.
Marché : Paris-Versailles.

Dans la série LABEL ENTREPRISE
FILMS DES LIONS
présentent
LA DYNAMIQUE D'UNE AMBITION
un film de **DUNLOP FRANCE**
sur FR3 à 14 h 30

14 h 30 Espace 3 : Dunlop.
14 h 45 Sports loisirs.
Handball à Marseille ; à 15 h 15, rally-cross à Cergy-
Pontoise ; à 16 h 45, course d'orientation.
17 h Annuaire 3.
Bouba ; à 17 h 25, Dessin animé : Les entrecuirs ; à
17 h 35, Speedy Gonzales ; à 18 h, Splendeur sauvage,
de Frédéric Rossif.
18 h 30 RFO Hebdo.
19 h Annuaire 3 (suite).
Car's eyes ; à 19 h 25, L'oiseau bleu.
19 h 45 Jeu.
20 h 4 Série : Benny Hill.
20 h 35 Les géants de la musique.
Symphonie n° 2, en ut mineur, de G. Mahler par
l'Orchestre symphonique de Londres, dir. L. Bernstein.
21 h 35 Aspects du court métrage français.
La Zingarella, de Pierre Desport ; French lovers, d'Eric
Rocher ; Canal Blues, de Philippe Darson.
22 h 30 Journal.
22 h 35 Cinéma de minuit : Cavalcade
d'amour ■■
Cycle France, l'avant-guerre.
Film de Raymond Bernard (1939), avec Janine Darcey,
Michel Simon, Corinne Lucchese, Claude Dauphin,
Simone Simon.
0 h 5 Prélude à la nuit.
Sonate pour piano (1^{er} mouvement), d'André Jolivet,
interprétée par Véronique Rouze.

CANAL PLUS

7 h, Top 50 ; 7 h 50, Cabot Cadiz ; 8 h 30, Cinéma : Haute
tension ■■ film américain de René Kramer (1976), avec Ben
Gazzara, Britt Ekland, Paul Winfield, Keenan Wynn... ;
10 h 20, Cinéma : Escalier 6 ■■ film français de Jean-
Charles Tacchella (1984), avec Robin Renoud, Jean-Pierre
Bacri, Catherine Leprêtre, Jacques Bonnaffant... ; 12 h, Le
croc-auto-show ; 12 h 5, Série : Cassette plus ; 13 h 5, Deux
secondes pour un rêve, Gare centrale, de J.-P. Andreu et P.
Cousin ; 13 h 9, Série : Rawhide ; 14, Téléfilm : King Fe ;
15 h 25, Les superhéros du catch ; 16 h 20, Série : Casco
KID ; 17 h, Football américain ; 18 h, Cinéma : Yama ou le
drame ■■ film français d'Edmond Moulinier (1984), avec
Daniel Auteuil, Jean-Pierre Marielle, Emmanuelle Béart,
Sophie Barjac, Daniel Ceccaldi, Mathieu Carrière ; 19 h 35,
Dessins animés : Ca cartoon ; 20 h 35, Cinéma : Bras de
fer ■■ film français de Gérard Vergez (1985), avec Ber-
nard Blier, Christophe Malavoy, Angèle Molina,
Mathieu Carrière, Pierre-Loup Rajot... ; 22 h 15, Tourné-
cité : Corrida de Dax ; 23 h 55, Cinéma : le Pactole ■■ film
français de Jean-Pierre Mocky (1985), avec Florent Pagny,
Patricia Millardet, Boris Bergman, Riton Liebman...

LA « 5 »

7 h 55, 12 h 40, Série : Happy Days ; 8 h 20, Série : Shérif,
fais-moi peur ; 9 h 10, 13 h 5, Téléfilm : Pierre-le-Grand
(2^e épisode) ; 11 h 35, 15 h 35, Football américain ; 14 h 40,
Série : K 2000 ; 16 h 40, Série : Jaisme ; 17 h 30, Série :
Shérif, fais-moi peur ; 18 h 20, Série : Chien ; 19 h 10,
Série : Happy Days ; 19 h 40, Série : Star Trek ; 22 h 5,
Série : Barabba.

TV 6

14 h, Tonic 6 ; 18 h 30, Play 6 ; 19 h, Métal 6 ; 20 h,
Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Atelier de création radiophonique.
22 h 30 Musique. Semaine thématique : Roulez les méca-
niques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné à Severance Hall à Cleveland) :
Fuchella, de Stravinski ; Concerto pour piano et
orchestre n° 21 en ut majeur, K. 407, de Mozart ; Nuits
dans les jardins d'Espagne, pour piano et orchestre, de
M. de Falla ; l'ouverture de Tannhäuser, de Wagner, par
l'Orchestre de Cleveland, dir. George Szell, sol. Robert
Casadesu, piano.
23 h Les soirées de France-Musique. Musiques tradi-
tionnelles ; à 1 h, L'arbre à chansons.



Plus vite,
moins cher!

en permanence
1000 PEUGEOT
en stock

Ne commandez pas votre PEUGEOT
sans nous avoir téléphoné

NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service!

48.20.07.24

RFM
Dans
toute la France

RFM Paris	96.9
RFM Antibes	97.8
RFM Aiglon	92.1
RFM Bordeaux	101.2
RFM Bourg-en-Bresse	97.8
RFM Brive	90.9
RFM Caen	103.2
RFM Chateaubriant	94.7
RFM Châteaurenault	92.0
RFM Clermont	97.1
RFM Dijon	97.1
RFM Lille	97.1
RFM Limoges	102.1
RFM Lyon	100.2
RFM Montpellier	92.1
RFM Montreuil	98.8
RFM Nantes	96.8
RFM Orange	92.1
RFM Perpignan	95
RFM Rennes	96.9
RFM Saint-Etienne	96.6
RFM Saint-Nazaire	94.8
RFM Strasbourg	100.9
RFM Toulouse	98.5
RFM Toulon	94.7
RFM Valenciennes	97.1

Samedi 27 - Dimanche 28
WEEK-END SPÉCIAL
Beach Boys. Chaque heure
leur histoire, leurs succès.

SANS DECODEUR

CONCERT DE JAZZ EXTRAORDINAIRE

De 22^h à 1^h du matin, "la 25^e heure, l'heure nectar."
Avec : Carla Bley, Dave Brubeck, Miles Davis,
Manu Dibango, Herbie Hancock, Jacques Higelin,
Joachim Kuhn, Didier Lockwood, Claude Nougaro,
Michel Portal

CANAL+

La télé pas comme les autres.

Communication

La crise de l'AFP

La crise à l'Agence France Presse (AFP) persiste. Provoquée par le plan de restructuration proposé début juillet au conseil d'administration de l'agence par son PDG, M. Henri Piget, (le Monde du 9 juillet), elle donne lieu à des négociations entre syndicats et direction. Un nouveau conseil d'administration devrait prendre acte, le 15 octobre, de la réalisation de ce plan. Mais l'augmentation des horaires de travail

des journalistes est suspendue et les desks allemands, Américains et Afrique-Asie ont réalisé chacun un mémorandum où ils critiquent un plan qui résulte plus de « décisions technocratiques » que d'une véritable réflexion sur une politique rédactionnelle. A ces critiques s'ajoutent des inquiétudes sur le rayonnement mondial de l'agence ainsi qu'en cause. Cependant le conseil supérieur de l'AFP a rejeté, le

22 septembre, la plainte des syndicats de journalistes à propos d'un entretien accordé par M. Piget (« Il n'y a aucune raison naturelle qui fasse qu'une agence française soit internationale. »), mais devrait entendre prochainement celui-ci.

Preuve du désarroi au sein de l'AFP, vingt-quatre journalistes ont choisi de la quitter. D'autres départs sont prévus.

POINT DE VUE

Vers un monopole anglo-saxon de l'information

L'AGENCE France-press, l'une des quatre agences mondiales d'information, est en danger. Les enjeux ne sont pas minces. La crise est née en juillet, avec l'annonce de mesures brutales destinées, dit-on, à réduire les dépenses. Elles comprennent, entre autres, la licenciement ou le départ volontaire de plus de 20 % des journalistes et le transfert hors de France de desks (1), avec des effectifs réduits à cette occasion.

Le desk Afrique-Asie, qui confectionne les dépêches en français destinées à nos continents, sera démantelé : un échelon sera créé à Nicosie pour la Proche-Orient. Le desk de langue anglaise, réduit, se répartira entre Paris, Washington et Hongkong. Egalement victimes de suppressions d'emplois, les desks Amérique latine et en allemand seront transférés à Washington et à Bonn.

Le président-directeur général, M. Henri Piget, selon qui ce plan constitue la « dernière chance » pour l'AFP, tient des propos ambigus, ne voyant, dit-il, aucune « raison naturelle » qui ferait qu'une agence de presse française soit internationale, ou affirmant que « la France peut vivre sans une agence de presse mondiale » (2). M. Piget se déclare prêt à tout faire pour éviter le pire mais ces assertions traduisent un inquiétant scepticisme quant à la mission que lui confie la loi. Le loi du 10 janvier 1957 a créé l'AFP en tant qu'organisme indépendant. A défaut d'être « naturelle » pour son PDG, la vocation mondiale de l'agence est bien légale, la

texte ayant d'ailleurs été voté par le Parlement, signé par le président du conseil de l'époque et contre-signé par le garde des sceaux d'alors, M. François Mitterrand.

Le Japon ou la RFA ne possèdent pas d'agence de presse mondiale, à la différence de notre pays, des Etats-Unis (agences AP et UPI) et de la Grande-Bretagne (agence Reuters), dit-on encore. Certes ! Mais cela n'est dû qu'à la difficulté de créer une entreprise aussi complexe et requérant beaucoup d'expérience. L'AFP est héritière d'un savoir-faire basé sur un siècle et demi d'information et de gestion d'un réseau de transmissions planétaires. La conclusion à en tirer n'est pas que la France pourrait s'en passer, à l'instar du Japon ou de la RFA, mais que ce capital, qu'on nous envie, est une chance unique qui doit être défendue.

La survie de l'AFP passe-t-elle maintenant par la suppression d'un poste de journaliste sur cinq ? Si des coupes sévères sont effectuées dans les rangs de la rédaction, qui pourra garantir que le volume et la qualité des services fournis seront maintenus, ou améliorés, ainsi que les recettes qui en découlent ?

On peut aussi douter que les plans de décentralisation aboutissent à des économies. Ils ont déjà été envisagés, et presque toujours écartés en raison de leur coût. Aurait-on découvert subitement la recette d'une rationalisation sans infrastructure ni dépenses ? Ou celle de rendre économiquement

Par JEAN HUTEAU
ancien directeur
de l'information de l'AFP

1986 ce qui ne l'était pas deux ans plus tôt ?

La direction de l'AFP pense surtout que, en déplaçant ses desks, elle pourra les confier à des journalistes locaux, moins nombreux et « moins chers » que ceux travaillant en France. C'est évidemment impossible, à qualité égale et sans tricher dans les calculs.

Le plan ne s'attaque pas aux vrais problèmes de l'AFP. Il risque de les aggraver par des erreurs fatales. Le transfert du desk allemand est peut-être justifié, mais le « rapprocher » des clients allemands consisterait surtout à répondre à leur demande d'une meilleure couverture de l'actualité de leur pays.

Doter le desk anglais d'une direction trilingue risque d'aboutir à bien des confusions. Mieux vaudrait, à l'encontre, multiplier les couvertures d'événements, en anglais.

Mais la décision la plus étonnante et néfaste est celle d'installer le desk latino-américain à Washington, sous prétexte aussi de le « rapprocher de ses clients ». Elle témoigne d'une telle méconnaissance totale de l'Amérique latine qu'elle a fait bondir tous les spécialistes, à commencer par tous les chefs de poste de l'AFP sur le terrain, au sud du Rio Grande. On se demande comment celui des quinze administrateurs de l'AFP qui représente la Quei

d'Oreay a pu entériner pareille bêtise. S'il est une image de l'agence que l'Amérique latine apprécie, c'est bien celle d'une agence européenne, ouverte à la « latinité » et surtout pas nord-américaine.

La décision est prise aujourd'hui, alors que Washington est en conflit ouvert ou larvé avec le Nicaragua, Panama, Cuba, la Bolivie, voire le Pérou, où l'opinion publique ne différencie guère le FMI et le gouvernement américain. Sans compter, à l'autre extrémité du spectre, pour des raisons opposées, la Paraguay et la Chili. Les positions historiques de l'AFP en Amérique n'y résisteront pas et les clients ne verront plus de raison de conserver leur abonnement. (...)

La liste est longue des occasions manquées auxquelles va s'ajouter la restructuration envisagée. Faut-il rappeler le gouffre financier qu'est le récent service de téléphoto dont le déficit s'étendra sans doute sur une décennie, alors que l'on aurait pu y parvenir progressivement ? Mais l'AFP n'a rien fait tandis que des agences photographiques étaient lancées avec talent (et parfois sans grands capitaux) comme Sygma, Gamma, Sipa, Vu et d'autres. L'agence s'est engagée dans l'aventure au plus mauvais moment : celui où Reuters arrivait sur le marché en reprenant le réseau mondial d'UPI déjà rodé. L'AFP pourrait aussi être en retard d'une guerre : comment en effet concevoir aujourd'hui un service de téléphoto sans le coupler, comme le font

ses concurrents, avec les films d'actualité pour la télévision ?

Les réformes annoncées mettent en danger l'image de l'AFP, sa qualité et son existence d'agence mondiale. Le budget de l'AFP, avec 100 millions de dollars, se situe loin derrière l'Associated Press américaine et la britannique Reuters, aux budgets huit à neuf fois supérieurs. L'agence UPI, mutilée, survit tant bien que mal. Ce que risque l'AFP, c'est un démantèlement progressif et un repli sur l'Hexagone. Verrait-on laisser se créer un monopole anglo-saxon de l'information ? Tel est bien l'enjeu. Tous ceux qui, dans le monde, ont compté grâce à l'AFP sur une pluralité de l'information seront cruellement abandonnés et rejetés vers des géants anglo-saxons.

Les trois secteurs représentés au conseil d'administration de l'AFP doivent, maintenant, peser leur responsabilité. On sait que les journalistes de l'AFP défendent l'agence et sa mission. C'est aussi l'affaire du gouvernement, de la presse et des médias français. Même si l'intérêt immédiat d'une AFP mondiale ne leur apparaît pas clair, ils devraient être capables de hauteur de vues. Et puis, soit dit sans emphase, mais nettement, l'existence de l'AFP décidée par leur Parlement en 1957, c'est aussi l'affaire des Français.

(1) Les desks sont des services sédentaires qui trient, traduisent et adaptent les informations livrées en permanence aux abonnés par téletypeur.

(2) Libération du 17 juillet 1986.

La nouvelle grille de TF 1

Polémiques autour de l'émission « Performances »

M. Michel Cardoze, chef du département société-culture de TF 1, a décidé de mettre fin au magazine culturel qu'il animait chaque semaine : « Performances ». Mécontent du sort réservé à son émission dans la nouvelle grille des programmes, il a préféré l'abandonner. « On voulait la réduire de vingt-six à quinze minutes, en supprimant la rediffusion du samedi matin, et l'horaire déjà tardif (entre 22 h 30 et 22 h 40) était encore repoussé après le dernier journal, c'est-à-dire vers 23 h 30 ou minuit, a-t-il expliqué. C'est un gâchis énorme du potentiel et de savoir-faire. L'émission ne coûtait pas cher (70 000 francs par semaine) et faisait un score honorable d'audience pour une émission culturelle tardive (de 2 à 5 points). En vue de sa privatisation, on cherche à faire de TF 1 une grosse machine à attirer l'audience et les recettes publicitaires. »

Le directeur de la programmation, M. Pascal Joseph, et le directeur de l'information, M. Alain Denvers, récusent cette interprétation. Pour eux, il s'agit d'un simple remaniement de la grille pour la rentrée. L'idée était de doter le journal de 23 heures d'un supplément culturel, comportant des rubriques hebdomadaires sur le cinéma, le théâtre, les médias. Dans ce cadre, qui doit être inauguré dans le courant d'octobre, devaient figurer les émissions « C'est à lire » (trois fois par semaine au lieu de six) et « Performances », réduit à un quart d'heure. M. Cardoze a refusé cette transformation.

A. W.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

LA RENAULT 25 VOUS INVITE À LA GRANDE CASCADE



Renault est heureux de vous accueillir à la Grande Cascade du Bois de Boulogne, pour vous faire essayer la Renault 25 dans la version de votre choix. De la Renault 25 TS à la Renault 25 V6 Turbo, 12 versions essence ou diesel pour vous séduire sur le thème de l'exigence absolue.

Du lundi 22 au dimanche 28 septembre, à la Grande Cascade du Bois de Boulogne. Le lundi de 11 à 18 heures, du mardi au samedi de 10 à 19 heures, le dimanche de 10 à 18 heures. Si vous souhaitez prendre un rendez-vous pour un essai, téléphonez au numéro vert:

16.05.25.1987

RENAULT
DES VOITURES
À VIVRE

RENAULT présente elf

هكذا من الاصل

Informations « services »

WEEK-END D'UN CHINEUR

ÎLE-DE-FRANCE

Dimanche 27 septembre
Versailles-le-Buisson, 16 heures : tableaux modernes.

Dimanche 28 septembre
L'Isle-Adam, 15 heures : tableaux modernes; Rambouillet, 10 heures et 14 h 30 : tapis; Versailles-le-Buisson, 14 h 30 : argenterie, bijoux, mobilier, objets d'art; Versailles-Chevreuil-Légers, 14 heures : tableaux modernes.

PLUS LOIN

Samedi 27 septembre
Dieppe, 10 h 20 : grands crus; Glasse (Lot), 9 h 30 et 14 heures : mobilier, armes, objets d'art; Parthenay, 14 h 15 : mobilier, tableaux, faïences; Périgueux, 14 heures : objets d'art, mobilier; Vichy, 14 h 30 : livres.

Dimanche 28 septembre
Calais, 14 h 30 : argenterie, bijoux, mobilier, objets d'art; Gât-

ret, 14 heures : objets d'art, mobilier, tableaux; Mâcon, 14 h 30 : timbres; Montluçon, 14 heures : mobilier, objets d'art; Nancy, 14 heures : argenterie, bijoux, mobilier, tableaux; Rochefort-sur-Mer, 14 h 30 : mobilier, tableaux, objets d'art; Sens, 14 h 15 : art d'Asie; Troyes, 14 heures : objets d'art, tableaux, argenterie, mobilier.

FOIRES ET SALONS

Chatoz; Durtal (49) (dimanche seulement); Ivry-sur-Seine; Paris (Grand Palais), Bismarck des antiquaires; Paris (La Villette), Salon du vieux papier et de la bande dessinée; Pessac; Rennes; Sablonnières (77) (dimanche seulement); Tours; Vernueil-sur-Avre; Ville-du-Bois (91); Xaroval (88).

Les mots croisés se trouvent dans « le Monde sans visa » page 26

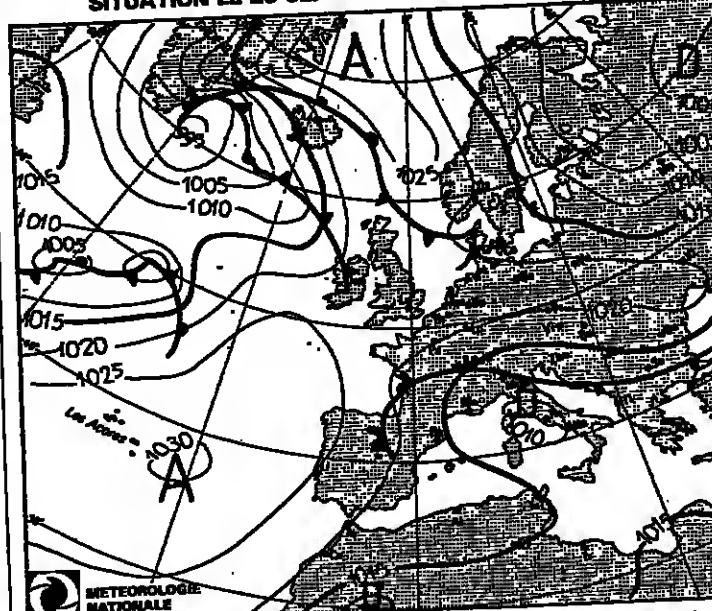
EN BREF

Retour à l'heure d'hiver : retardez vos pendules...

Dans la nuit du samedi 27 septembre au dimanche 28 septembre, à 3 heures du matin, la France passera du régime de l'heure d'été à celui de l'heure d'hiver. Il faudra donc retarder d'une heure les montres et pendules.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 SEPTEMBRE 1986 À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 26 septembre à 9 heures et le samedi 27 septembre à 24 heures.

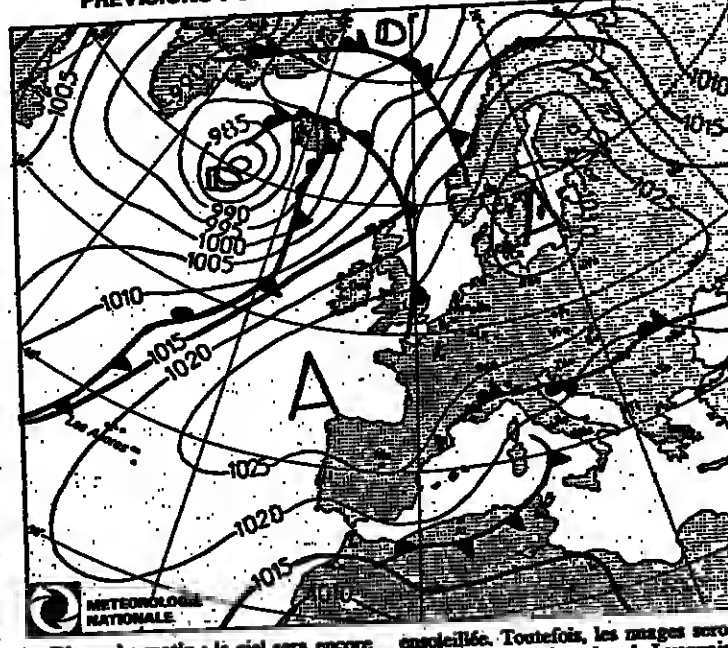
La hausse du champ de pression va rejeter le courant perturbé atlantique sur les îles Britanniques. Seules les régions proches de la Manche seront touchées par la partie sud de perturbations. D'autre part les masses d'air instables s'évacueront progressivement en Méditerranée.

Samedi : de la Bretagne au Nord, le ciel sera gris avec quelques brumes par endroits. Des pays de Loire au Bassin parisien et au Nord-Est après la dissipation des brumes et des bancs de brouillards matinaux, la journée sera bien ensoleillée malgré des passages de nuages élevés dans l'après-midi. Plus au

sud, de l'Aquitaine au Lyonnais, la matinée sera nuageuse et brumeuse. En cours de journée, des éclaircies se développeront sur ces régions. Celles-ci seront plus timides et plus tardives sur le Lyonnais. Sur les Pyrénées et les Alpes à la Corse, le ciel sera encore nuageux avec des ondées qui seront localement orageuses à l'est du Rhône tandis que le ciel sera dégagé sur le golfe du Lion et la vallée du Rhône où la tramontane et le mistral souffleront modérément.

Les températures minimales iront de 10 à 12 degrés près de la Manche, de 4 à 8 degrés sur le reste de la moitié nord. Sur la moitié sud, elles seront comprises entre 8 à 10 degrés dans l'intérieur, entre 13 et 16 degrés près des côtes. Les maximales iront de 16 à 22 degrés du nord au sud.

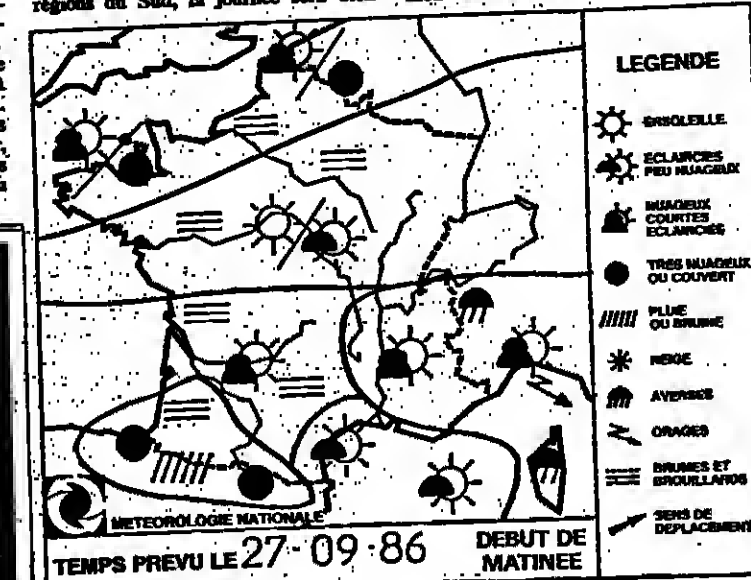
PRÉVISIONS POUR LE 28 SEPTEMBRE À 0 HEURE TU



Dimanche matin : le ciel sera encore très nuageux près de la Manche mais des éclaircies apparaîtront l'après-midi. Des Alpes à la Corse, le temps s'améliorera progressivement par le Nord, les ondées seront moins nombreuses mais resteront localement orageuses en particulier sur la Corse. Sur le reste du pays, après la dissipation des brumes et brouillards matinaux plus denses sur les régions du Sud, la journée sera bien ensoleillée. Toutefois, les nuages seront plus longs à se dissiper dans le Lyonnais.

Les températures minimales seront stationnaires sur la moitié nord, en baisse sur la moitié sud. Les maximales seront en hausse. Cette hausse des températures sera plus franche sur le sud du pays.

Les vents seront faibles en général, modérés dans la vallée du Rhône.



TEMPÉRATURES maximales - minimales				Temps observé le 26-9-1986 à 6 heures TU	
Valeurs extrêmes relevées entre le 25-9-1986 à 6 h TU et le 26-9-1986 à 6 h TU					
FRANCE					
ANGERS	25	15	N	TOULOUSE	14 6 S
BARCELONE	17	13	F	TOURNAI	16 13 F
BREDA	15	12	F	FORDEZ	16 13 F
BOURGOS	15	7	N	ÉTRANGER	
BREST	15	10	C	ALGER	29 19 N
CHEN	16	6	D	AMSTERDAM	16 4 B
CHERBOURG	14	9	N	ATHÈNES	28 17 S
CLERMONT-FERRAND	15	12	P	BANGKOK	32 24 N
DEJON	15	10	S	BARCELONE	26 16 N
GRANDVILLE	16	14	P	BELGRADE	21 8 C
LILLE	16	7	N	BERLIN	16 3 N
LIMOGES	14	9	C	BRUXELLES	15 3 S
LYON	16	13	P	LA CAPE	35 26 S
MARSEILLE	23	16	C	COPENHAGUE	16 9 F
NANCY	17	6	S	DALLAS	30 24 S
NANTES	14	10	N	DELHI	27 22 P
NICE	19	17	P	DRESDEN	29 24 N
PARIS-MONTREUIL	17	8	S	GENÈVE	17 13 C
PAU	15	13	P	HONGKONG	28 17 S
PERPIGNAN	22	17	C	STANBUL	25 17 S
RENNES	16	8	N	TEHRAN	32 20 S
STRASBOURG	15	12	P	LEIPZIG	21 16 S
STRASBOURG	17	6	S	LONGINES	17 6 N
TOULOUSE	14	6	S	LOS ANGELES	21 14 S
LUXEMBOURG	15	6	S	MARIBO	22 10 N
MARIBO	30	16	S	MARIBO	26 13 B
MARIBO	26	13	B	MORONI	19 14 C
MORONI	22	8	C	MONTREAL	22 8 C
MONTREAL	7	8	A	NANKING	28 13 S
NANKING	26	19	C	NEW-YORK	26 19 C
NEW-YORK	12	-1	S	OSLO	12 1 S
OSLO	26	17	S	PALMA-DE-MAJ	26 17 S
PALMA-DE-MAJ	22	14	S	PARIS	22 14 S
PARIS	24	21	N	RIODEJANEIRO	24 21 N
RIODEJANEIRO	26	16	O	ROME	26 16 O
ROME	32	24	O	SINGAPOUR	32 24 O
SINGAPOUR	27	20	S	STOCKHOLM	11 -1 S
STOCKHOLM	27	20	S	SYDNEY	27 20 S
SYDNEY	26	18	S	TEHRAN	26 18 S
TEHRAN	28	19	N	TOKYO	26 18 S
TOKYO	13	0	N	TUNIS	28 19 N
TUNIS	21	14	C	VARSOVIE	13 0 N
VARSOVIE	21	14	C	VENISE	21 14 C
VENISE	16	8	C	VIENNE	16 8 C
VIENNE	16	8	C		

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

LOTTO N° 30 TIRAGE OU MERCREDI 24 SEPTEMBRE 1986

8 9 30 34 38 44 5

PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR SATELITE
SAMEDI 27 SEPTEMBRE 1986 À 20H35
VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI
AUX HEURES HABITUELLES
POUR LES DEUX TIRAGES DE LA SEMAINE PROCHAINE

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES		RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)	
6 BONS N°	2	3 494 935,00 F	
5 BONS N° + complémentaire	18	211 495,00 F	
5 BONS N°	771	16 220,00 F	
4 BONS N°	64 957	195,00 F	
3 BONS N°	1 610 706	11,00 F	

LE 1^{er} VOL PARIS-SAN FRANCISCO-TAHITI.

Paris-Tahiti : 2 fois par semaine.

A partir du 1^{er} Octobre 1986 Tahiti et le Sud Pacifique seront reliés à la France par 2 vols hebdomadaires aller et retour UTA.

A partir du 1^{er} Octobre 1986, vous quitterez Paris pour San Francisco d'où, après une brève escale, vous repartirez pour Tahiti, sans avoir à changer

Le Carnet du Monde

Marriages

— Jean et Denise CLERFUEILLE.
Norbert et Odette MASSIEUX.
sont heureux d'annoncer le mariage de

Xavier et Claire.

le 27 septembre 1986 à Morsange 57.

— Isabelle MARCHAL
et
François MOULET.

ont la joie de faire part de leur mariage.
célébré le samedi 27 septembre 1986.

7, rue Paul-Boullant,
55100 Verdun.

Décès

— Le laboratoire d'économie sociale,
UA CNRS 941 (Pr Michel Fardeau)
Unité de recherche INSERM U 69
(Dr Stanislaw Tomkiewicz),
Béatrice Joffe,
Et ses amis proches,
ont la profonde tristesse de faire part du
décès de

Martine d'ANTHÉNAY,
ingénieur de recherche INSERM,
docteur en sciences sociales de la santé,
décédée à Paris, le 22 septembre 1986.

Sa compagne, son courage et sa
générosité resteront dans le souvenir de
tous ceux qui l'ont connue et aimée.

LES Universités de Paris I,
Paris-Sorbonne,
90, rue de Tolbiac - C 18 02,
75634 Paris, Cedex 13.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Baron de BANFIELD,
dernier chevalier
de l'Ordre de Marie-Thérèse,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier des Arts et lettres,

survécu à Trieste, le 23 septembre 1986,
à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

De la part :
Du baron Raffaele de Banfield,
Tippich,
son fils,
De M^{me} Maria Luisa Mostert,
sa fille,
De son gendre,
De ses neveux et nièces,
De ses petits-enfants et arrière-
petits-enfants.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi
26 septembre, en l'église de Sant'Antonio
Taumaturgo, à Trieste, à 11 heures.
L'inhumation a eu lieu au cimetière
de Trieste, dans le caveau de famille.

— Guy de la BARDONNIE
Et ses enfants,
ont la profonde peine de faire part du
décès de

Alex de la BARDONNIE,
né Armand d'Heister,
le jeudi 25 septembre 1986, à Bardony,
dans sa maison.

Ses huit petits-enfants, Charlotte,
Delphine, Marie, Johann, Ella, Marc,
Sophie et Joël,
La famille Aramendia (Montevideo),
Louis de la Bardonnie, ses enfants,
petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Geo Geyers, Hubert et François
Canois, ses grands amis,
Et tous ceux qui l'ont aimé.

Les obsèques auront lieu le samedi
27 septembre, à 16 heures, à Saint-
Aubin-de-Cadelech (Dordogne).

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

(Publicité)

Cures thermales d'hiver au soleil

Vous supporterez mieux la mauvaise saison
si vous bénéficiez d'une cure thermique
et de détente au soleil du Midi, dans les sta-
tions de la CHAÎNE THERMALE DU
SOLEIL (leader du Thermalisme Français)
ouvertes en hiver :

REUMATISMES ET TRAUMATOLOGIE :
En Haute-Provence : Gréoux-les-
Bains (04) Dans les Cévennes Méridionales :
Lamaieu les Bains (34) En Roussillon :
Amélie-les-Bains (66) En Armagnac :
Barbotin-les-Thermes (32) Dans les Lan-
des de Gascogne : Eugénie-les-Bains (40).
Au cœur du Pays Basque : Cambo-les-
Bains (64).

VOIES RESPIRATOIRES a.r.l. Pneumologie :
En Haute-Provence : Gréoux-les-
Bains (04) En Roussillon : Amélie-les-Bains
(66) Au cœur du Pays Basque : Cambo-les-
Bains (64).

FOIE, VESICULE BILIAIRE, Goutte,
Diabète, Migraines, etc. : En Roussillon :
Le Boulou (66).

VOIES URINAIRES, Colibacillose, OMS-
SITE remise en Forme : Dans les Landes de
Gascogne : Eugénie-les-Bains (40).
CIRCULATION VEINEUSE : En Armagnac :
Barbotin-les-Thermes (32).

NEUROLOGIE : Dans les Cévennes Méridionales :
Lamaieu-les-Bains (34).
Corps médical et paramédical de spécialistes
dans toutes les stations. Equipement
thermique complet et exclusif (de 10 à 30 soins
différents permettant un traitement person-
nalisé). Possibilité de traiter simultanément
2 affections (douleur handicap). Toutes for-
mules d'hébergement.

Documentation gratuite N° 69 (hébergement
et cures) aux THERMES de chaque
station concernée ou à la CHAÎNE THER-
MALE DU SOLEIL, MAISON DU THER-
MALISME, 32, rue de l'Opéra 75002 PARIS.
Tél. (1) 47.42.57.91.

Labastide-Gabassa.

M^{me} Alfred Bédé,
Patricia, Jean-François et Stéphanie
Bédé,
M^{me} et M^{me} Serge Villot,
Véronique et Christian,
M^{me} et M^{me} Francis Rivière,
et Brice,
M^{me} Paul Bédé,
Les familles Bédé, Baud-Bertier,
Hiroux, Vayssié, Labastide, Lepinay,
Vogel, parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Alfred BÉDÉ,
professeur de mathématiques honoraire,
officier des Palmes académiques,
chevalier de la République tunisienne,

survécu à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le
26 septembre 1986, à 16 heures, en
l'église de Labastide-Gabassa, suivie
de l'inhumation au cimetière de
Labastide-Gabassa.

Réunion à l'église.

Remerciements par la famille.

La famille ne reçoit pas.

Prêtre de l'Église.

Le présent avis tient lieu de faire part.

01400 Labastide-Gabassa.

— M^{me} Renée Bonnicot,

son épouse,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BOURSICOT,
commissaire régional
de la République honoraire,
président d'honneur
du Conseil d'administration
de l'Aéroport de Paris,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945 avec palmes,
médaille de la Résistance avec rosette

survécu le 17 septembre 1986, dans sa
quatrième-septième année.

Selon le vœu formulé du défunt,
son corps a été incinéré dans la plus
stricte intimité et ses cendres dispersées
au Jardin du souvenir.

— Tu es poussière et tu retour-
neras poussière.

L'Église Malherbe,
75016 Paris.

— Georges et Florence Poisson,
Jean-Michel, Bruno et Nicolas
Poisson,
Olivier, Dominique, Claire et Gabriel
Poisson,
Alfred et Martine Savry,

Anne et Jean Savry-Wilkinson,
Corinne et Marion Bastien,
Régis, Gaudérique et Frédéric de
Vivie,
Astrid Pierre-Savry,
Bernard, Pascale, Lorraine et Perrine
Savry,

font part du décès de

CLAUDE-SALVY,
M^{me} Edmond Poisson,
née Marie-Madeleine Savry,
écrivain,
journaliste,
ancien combattant 1939-1945,
chevalier de la Légion d'honneur,

leur mère, grand-mère, arrière-
grand-mère, tante et grand-tante,
le 21 septembre 1986, dans sa quatre-
vingt-sixième année.

92330 Châteaufort de Sceaux,
178, boulevard Saint-Denis,
92400 Courbevoie.

— Les familles Gratiat
Et Gossé-Gardet,
font part du décès, survenu à Paris, le
20 septembre 1986, de

Yves GRATIAT,
médaille de la Résistance,
socio du maquis de l'Ain.

45, boulevard Murat,
75016 Paris.

— M^{me} Marcel Kross,
Son épouse,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part de la perte
cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la
personne de

M. Marcel KROSS,
pharmacien,

leur époux, père et parent,
survécu le 24 septembre 1986, à Mont-
fermeil (Seine-Saint-Denis), à l'âge de
cinquante-huit ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière
parisien de Pantin dans le caveau de
famille, le lundi 29 septembre, à
11 h 15.

Prêtre de l'épiscopat ne fleur ni cor-
ronces.

108, rue Jean-Jaurès,
93130 Noisy-le-Sec.

— M^{me} Georges Labaye,
Son épouse et petits-enfants,
Toute sa famille,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

Georges LABAYE,
ancien élève de l'École polytechnique,

survécu à Ville-sur-Auxois.

Les obsèques ont eu lieu à Bédoles
(84), le 22 septembre 1986, dans la plus
stricte intimité.

Le présent avis tient lieu de faire part.

Les Fontaines,
84570 Ville-sur-Auxois.

Remerciements

— M^{me} René Lévy,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Hudry,
sa belle-mère,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. René LÉVY,
retraité
de la Compagnie des agents de change,

survécu le 23 septembre 1986, à son
domicile, dans sa quatre-vingt-cinquième
année.

Sa famille et ses amis se réuniront au
columbarium du Père-Lachaise, le mer-
credi 1^{er} octobre, à partir de 9 heures.

— M^{me} et M^{me} Alistair Thomson
et leur fils David,
M^{me} Marie-Thérèse May,
Sa famille,
Ses compagnons,
Ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Elie SOFFER,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survécu le 24 septembre 1986, dans sa
quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques auront lieu le lundi
29 septembre 1986.

Réunion à la porte principale du
cimetière de Bagneux parisien, à 14
heures.

3, rue de l'Abbé-Derry,
75015 Paris.

— Le Comité d'action de la Résis-
tance

l'immense tristesse de faire part du
décès de son trésorier général

M. Elie SOFFER,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
croix du combattant volontaire 1939-1945,
Commandeur Foreign Wars USA.

Il prie ses membres de l'accompagner
au cimetière de Bagneux, le lundi
29 septembre 1986, à 14 heures.

Communications diverses

— A l'occasion de la nouvelle année
juive, la Fédération française de la
WIZO formule ses vœux les plus
ardents et lance un vibrant appel à
toutes les femmes et les hommes de
bonne volonté pour qu'ils s'unissent et
œuvrent en faveur de la paix.

— A l'occasion du sixième centenaire
anniversaire de la naissance de l'Armée
d'Orient, une journée nationale est orga-
nisée le dimanche 28 septembre, à l'ini-
tiative du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. Ce même jour à 9 h 45, à
l'amphithéâtre Louis de l'Ecole mili-
taire, 1, place Joffre, Paris-7^e, se tiendra
l'assemblée générale de l'Union natio-
nale des peuples d'Orient et des anciens
combattants des théâtres d'opérations
extérieures et d'Afrique du Nord, pla-
cée sous le haut patronage des ministres
de la Défense, des affaires étrangères et
du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. A 13 h 45, au cours d'une
séance solennelle dans le salon d'hon-
neur des Invalides, seront présentés des
exposés et des documents d'archives.
Bain, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, la
famme sera ravivée par M. Georges
Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens
combattants. D'importantes délégations
d'anciens combattants alliés (yongo-
lave, grecque et britannique) partici-
peront à la cérémonie.

— A l'occasion de la nouvelle année
juive, la Fédération française de la
WIZO formule ses vœux les plus
ardents et lance un vibrant appel à
toutes les femmes et les hommes de
bonne volonté pour qu'ils s'unissent et
œuvrent en faveur de la paix.

— A l'occasion du sixième centenaire
anniversaire de la naissance de l'Armée
d'Orient, une journée nationale est orga-
nisée le dimanche 28 septembre, à l'ini-
tiative du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. Ce même jour à 9 h 45, à
l'amphithéâtre Louis de l'Ecole mili-
taire, 1, place Joffre, Paris-7^e, se tiendra
l'assemblée générale de l'Union natio-
nale des peuples d'Orient et des anciens
combattants des théâtres d'opérations
extérieures et d'Afrique du Nord, pla-
cée sous le haut patronage des ministres
de la Défense, des affaires étrangères et
du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. A 13 h 45, au cours d'une
séance solennelle dans le salon d'hon-
neur des Invalides, seront présentés des
exposés et des documents d'archives.
Bain, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, la
famme sera ravivée par M. Georges
Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens
combattants. D'importantes délégations
d'anciens combattants alliés (yongo-
lave, grecque et britannique) partici-
peront à la cérémonie.

— A l'occasion du sixième centenaire
anniversaire de la naissance de l'Armée
d'Orient, une journée nationale est orga-
nisée le dimanche 28 septembre, à l'ini-
tiative du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. Ce même jour à 9 h 45, à
l'amphithéâtre Louis de l'Ecole mili-
taire, 1, place Joffre, Paris-7^e, se tiendra
l'assemblée générale de l'Union natio-
nale des peuples d'Orient et des anciens
combattants des théâtres d'opérations
extérieures et d'Afrique du Nord, pla-
cée sous le haut patronage des ministres
de la Défense, des affaires étrangères et
du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. A 13 h 45, au cours d'une
séance solennelle dans le salon d'hon-
neur des Invalides, seront présentés des
exposés et des documents d'archives.
Bain, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, la
famme sera ravivée par M. Georges
Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens
combattants. D'importantes délégations
d'anciens combattants alliés (yongo-
lave, grecque et britannique) partici-
peront à la cérémonie.

— A l'occasion du sixième centenaire
anniversaire de la naissance de l'Armée
d'Orient, une journée nationale est orga-
nisée le dimanche 28 septembre, à l'ini-
tiative du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. Ce même jour à 9 h 45, à
l'amphithéâtre Louis de l'Ecole mili-
taire, 1, place Joffre, Paris-7^e, se tiendra
l'assemblée générale de l'Union natio-
nale des peuples d'Orient et des anciens
combattants des théâtres d'opérations
extérieures et d'Afrique du Nord, pla-
cée sous le haut patronage des ministres
de la Défense, des affaires étrangères et
du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. A 13 h 45, au cours d'une
séance solennelle dans le salon d'hon-
neur des Invalides, seront présentés des
exposés et des documents d'archives.
Bain, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, la
famme sera ravivée par M. Georges
Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens
combattants. D'importantes délégations
d'anciens combattants alliés (yongo-
lave, grecque et britannique) partici-
peront à la cérémonie.

— A l'occasion du sixième centenaire
anniversaire de la naissance de l'Armée
d'Orient, une journée nationale est orga-
nisée le dimanche 28 septembre, à l'ini-
tiative du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. Ce même jour à 9 h 45, à
l'amphithéâtre Louis de l'Ecole mili-
taire, 1, place Joffre, Paris-7^e, se tiendra
l'assemblée générale de l'Union natio-
nale des peuples d'Orient et des anciens
combattants des théâtres d'opérations
extérieures et d'Afrique du Nord, pla-
cée sous le haut patronage des ministres
de la Défense, des affaires étrangères et
du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. A 13 h 45, au cours d'une
séance solennelle dans le salon d'hon-
neur des Invalides, seront présentés des
exposés et des documents d'archives.
Bain, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, la
famme sera ravivée par M. Georges
Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens
combattants. D'importantes délégations
d'anciens combattants alliés (yongo-
lave, grecque et britannique) partici-
peront à la cérémonie.

— A l'occasion du sixième centenaire
anniversaire de la naissance de l'Armée
d'Orient, une journée nationale est orga-
nisée le dimanche 28 septembre, à l'ini-
tiative du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. Ce même jour à 9 h 45, à
l'amphithéâtre Louis de l'Ecole mili-
taire, 1, place Joffre, Paris-7^e, se tiendra
l'assemblée générale de l'Union natio-
nale des peuples d'Orient et des anciens
combattants des théâtres d'opérations
extérieures et d'Afrique du Nord, pla-
cée sous le haut patronage des ministres
de la Défense, des affaires étrangères et
du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. A 13 h 45, au cours d'une
séance solennelle dans le salon d'hon-
neur des Invalides, seront présentés des
exposés et des documents d'archives.
Bain, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, la
famme sera ravivée par M. Georges
Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens
combattants. D'importantes délégations
d'anciens combattants alliés (yongo-
lave, grecque et britannique) partici-
peront à la cérémonie.

— A l'occasion du sixième centenaire
anniversaire de la naissance de l'Armée
d'Orient, une journée nationale est orga-
nisée le dimanche 28 septembre, à l'ini-
tiative du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. Ce même jour à 9 h 45, à
l'amphithéâtre Louis de l'Ecole mili-
taire, 1, place Joffre, Paris-7^e, se tiendra
l'assemblée générale de l'Union natio-
nale des peuples d'Orient et des anciens
combattants des théâtres d'opérations
extérieures et d'Afrique du Nord, pla-
cée sous le haut patronage des ministres
de la Défense, des affaires étrangères et
du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. A 13 h 45, au cours d'une
séance solennelle dans le salon d'hon-
neur des Invalides, seront présentés des
exposés et des documents d'archives.
Bain, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, la
famme sera ravivée par M. Georges
Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens
combattants. D'importantes délégations
d'anciens combattants alliés (yongo-
lave, grecque et britannique) partici-
peront à la cérémonie.

— A l'occasion du sixième centenaire
anniversaire de la naissance de l'Armée
d'Orient, une journée nationale est orga-
nisée le dimanche 28 septembre, à l'ini-
tiative du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. Ce même jour à 9 h 45, à
l'amphithéâtre Louis de l'Ecole mili-
taire, 1, place Joffre, Paris-7^e, se tiendra
l'assemblée générale de l'Union natio-
nale des peuples d'Orient et des anciens
combattants des théâtres d'opérations
extérieures et d'Afrique du Nord, pla-
cée sous le haut patronage des ministres
de la Défense, des affaires étrangères et
du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. A 13 h 45, au cours d'une
séance solennelle dans le salon d'hon-
neur des Invalides, seront présentés des
exposés et des documents d'archives.
Bain, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, la
famme sera ravivée par M. Georges
Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens
combattants. D'importantes délégations
d'anciens combattants alliés (yongo-
lave, grecque et britannique) partici-
peront à la cérémonie.

— A l'occasion du sixième centenaire
anniversaire de la naissance de l'Armée
d'Orient, une journée nationale est orga-
nisée le dimanche 28 septembre, à l'ini-
tiative du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. Ce même jour à 9 h 45, à
l'amphithéâtre Louis de l'Ecole mili-
taire, 1, place Joffre, Paris-7^e, se tiendra
l'assemblée générale de l'Union natio-
nale des peuples d'Orient et des anciens
combattants des théâtres d'opérations
extérieures et d'Afrique du Nord, pla-
cée sous le haut patronage des ministres
de la Défense, des affaires étrangères et
du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. A 13 h 45, au cours d'une
séance solennelle dans le salon d'hon-
neur des Invalides, seront présentés des
exposés et des documents d'archives.
Bain, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, la
famme sera ravivée par M. Georges
Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens
combattants. D'importantes délégations
d'anciens combattants alliés (yongo-
lave, grecque et britannique) partici-
peront à la cérémonie.

— A l'occasion du sixième centenaire
anniversaire de la naissance de l'Armée
d'Orient, une journée nationale est orga-
nisée le dimanche 28 septembre, à l'ini-
tiative du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. Ce même jour à 9 h 45, à
l'amphithéâtre Louis de l'Ecole mili-
taire, 1, place Joffre, Paris-7^e, se tiendra
l'assemblée générale de l'Union natio-
nale des peuples d'Orient et des anciens
combattants des théâtres d'opérations
extérieures et d'Afrique du Nord, pla-
cée sous le haut patronage des ministres
de la Défense, des affaires étrangères et
du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. A 13 h 45, au cours d'une
séance solennelle dans le salon d'hon-
neur des Invalides, seront présentés des
exposés et des documents d'archives.
Bain, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, la
famme sera ravivée par M. Georges
Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens
combattants. D'importantes délégations
d'anciens combattants alliés (yongo-
lave, grecque et britannique) partici-
peront à la cérémonie.

— A l'occasion du sixième centenaire
anniversaire de la naissance de l'Armée
d'Orient, une journée nationale est orga-
nisée le dimanche 28 septembre, à l'ini-
tiative du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. Ce même jour à 9 h 45, à
l'amphithéâtre Louis de l'Ecole mili-
taire, 1, place Joffre, Paris-7^e, se tiendra
l'assemblée générale de l'Union natio-
nale des peuples d'Orient et des anciens
combattants des théâtres d'opérations
extérieures et d'Afrique du Nord, pla-
cée sous le haut patronage des ministres
de la Défense, des affaires étrangères et
du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. A 13 h 45, au cours d'une
séance solennelle dans le salon d'hon-
neur des Invalides, seront présentés des
exposés et des documents d'archives.
Bain, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, la
famme sera ravivée par M. Georges
Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens
combattants. D'importantes délégations
d'anciens combattants alliés (yongo-
lave, grecque et britannique) partici-
peront à la cérémonie.

— A l'occasion du sixième centenaire
anniversaire de la naissance de l'Armée
d'Orient, une journée nationale est orga-
nisée le dimanche 28 septembre, à l'ini-
tiative du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. Ce même jour à 9 h 45, à
l'amphithéâtre Louis de l'Ecole mili-
taire, 1, place Joffre, Paris-7^e, se tiendra
l'assemblée générale de l'Union natio-
nale des peuples d'Orient et des anciens
combattants des théâtres d'opérations
extérieures et d'Afrique du Nord, pla-
cée sous le haut patronage des ministres
de la Défense, des affaires étrangères et
du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. A 13 h 45, au cours d'une
séance solennelle dans le salon d'hon-
neur des Invalides, seront présentés des
exposés et des documents d'archives.
Bain, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, la
famme sera ravivée par M. Georges
Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens
combattants. D'importantes délégations
d'anciens combattants alliés (yongo-
lave, grecque et britannique) partici-
peront à la cérémonie.

— A l'occasion du sixième centenaire
anniversaire de la naissance de l'Armée
d'Orient, une journée nationale est orga-
nisée le dimanche 28 septembre, à l'ini-
tiative du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. Ce même jour à 9 h 45, à
l'amphithéâtre Louis de l'Ecole mili-
taire, 1, place Joffre, Paris-7^e, se tiendra
l'assemblée générale de l'Union natio-
nale des peuples d'Orient et des anciens
combattants des théâtres d'opérations
extérieures et d'Afrique du Nord, pla-
cée sous le haut patronage des ministres
de la Défense, des affaires étrangères et
du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. A 13 h 45, au cours d'une
séance solennelle dans le salon d'hon-
neur des Invalides, seront présentés des
exposés et des documents d'archives.
Bain, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, la
famme sera ravivée par M. Georges
Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens
combattants. D'importantes délégations
d'anciens combattants alliés (yongo-
lave, grecque et britannique) partici-
peront à la cérémonie.

— A l'occasion du sixième centenaire
anniversaire de la naissance de l'Armée
d'Orient, une journée nationale est orga-
nisée le dimanche 28 septembre, à l'ini-
tiative du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. Ce même jour à 9 h 45, à
l'amphithéâtre Louis de l'Ecole mili-
taire, 1, place Joffre, Paris-7^e, se tiendra
l'assemblée générale de l'Union natio-
nale des peuples d'Orient et des anciens
combattants des théâtres d'opérations
extérieures et d'Afrique du Nord, pla-
cée sous le haut patronage des ministres
de la Défense, des affaires étrangères et
du secrétariat d'Etat aux anciens
combattants. A 13 h 45, au cours d'une
séance solennelle dans le salon d'hon-
neur des Invalides, seront présentés des
exposés et des documents d'archives.
Bain, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, la
famme sera ravivée par M. Georges
Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens
combattants. D'importantes délégations
d'anciens combattants alliés (yongo-
lave, grecque et britannique) partici-
peront à la cérémonie.

— A

télie
riche et varié

Economie

... Le Monde • Samedi 27 septembre 1986 35

REPÈRES

Economies d'énergie Plus de déductions d'impôt

Il reste trois mois aux propriétaires de logements pour réaliser des travaux permettant d'économiser l'énergie en bénéficiant d'avantages fiscaux. Encore applicables aux travaux faits en 1986 et déclarés en 1987, ces incitations fiscales ont disparu du projet de budget pour l'an prochain. M. Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, a rappelé que ces incitations fiscales avaient été prévues dès l'origine pour une période de cinq ans, et a indiqué que la baisse des taux d'intérêt permet de financer ces travaux à un coût moindre. Le choix pour le budget de 1987 s'est porté sur la construction neuve. Le poids budgétaire de ces incitations fiscales avait été de 1,4 milliard de francs au budget 1989, pour un volume de travaux de 5,6 milliards.

Prix

+ 2 % en France

La hausse des prix en France a bien été de 0,1 % en août, a confirmé l'INSEE, le jeudi 25 septembre. Ce très bon résultat, qui ramène le taux d'inflation à 2 % sur les douze derniers mois, a été obtenu malgré une hausse de 0,4 % des produits alimentaires. Celle-ci a été compensée par une baisse de 0,2 % des prix des produits manufacturés, ceux des services augmentant de 0,2 %. A ce chapitre, on note une hausse des tarifs postaux.

SOCIAL

La moitié des ouvriers licenciés de Talbot-Poissy attendent encore un emploi

Deux ans et demi après, les traces des 1905 licenciements de Talbot-Poissy — les premiers et les plus dramatiques de ces dernières années — ne sont pas effacées. La moitié des ouvriers licenciés en janvier 1984 n'ont pas encore retrouvé un travail durable : l'effort considérable de formation entreprise à leur intention, s'il a aidé à leur réinsertion, est un considérable allongé des délais.

Lente, lente, lente, la réinsertion des anciens Talbot. Au début de juillet, lors de la dernière réunion de la « commission de suivi », 946 ouvriers étaient encore inscrits à l'ANPE. Chiffre élevé sans doute, mais la plupart d'entre eux ne se sont pas encore inscrits à la recherche d'un emploi (1).

Ce retard est dû généralement à la durée du processus de formation. Cent cinquante ex-Talbot sont rentrés dans leur pays d'origine ou bénéficiaient de l'aide au retour instituée fin avril 1984 (et quelques autres sans rien demander à personne, à l'occasion de vacances, par exemple) ; autant se sont « évaporés » au fil des mois, échappant au suivi des organismes chargés de les prendre en charge, notamment l'AFPA et l'ANPE. Mais les deux tiers de la troupe (1224) ont suivi une formation.

Formation longue sinon laborieuse. Plusieurs mois ont été nécessaires pour évaluer le niveau scolaire et les capacités des ouvriers licenciés — pratiquement ignorés de leur entreprise, — pour les orienter et leur permettre de se réorienter.

FISCALITÉ

L'amnistie douanière a déjà permis le rapatriement de 648 millions de francs

Mise en place le 12 juillet 1986, l'amnistie fiscale et douanière en faveur des capitaux détenus à l'étranger par des résidents français a permis le retour en France de 648 millions de francs. Etabli au 22 septembre dernier, ce premier bilan a été réalisé par le ministère de l'économie à partir de la taxe de 10 % perçue par l'administration fiscale (de manière anonyme) sur le montant des capitaux rapatriés. Compte tenu de conditions moins avantageuses (une taxe de 25 %, l'absence d'anonymat, l'introduction de l'impôt sur les grandes fortunes), l'amnistie douanière de M. Fabius, en 1982, ne s'était traduite que par des retours de 600 millions de francs sur six mois.

Après un démarrage très lent, l'administration relève, depuis le début du mois de septembre, une nette « montée en puissance », une accélération des rapatriements de capitaux. Ainsi, au cours de la

des coffres, des locations de résidences secondaires et des campings.

L'indice des prix à la consommation s'est établi à 162,3 (base 100 en 1980). Il était de 159,1 en août 1985.

L'objectif officiel du gouvernement est d'obtenir que la hausse des prix soit limitée en glissement (de décembre 1985 à décembre 1986) à 2,3 %. Elle est de 1,2 % depuis le début de l'année.

Congés payés

Les réductions SNCF en baisse

A partir du 1^{er} janvier 1987, la réduction sur le billet SNCF de congé annuel passera de 30 % à 25 %, si le projet de budget 1987 de l'Etat est adopté par le Parlement. Créé en 1938, ce « billet populaire de congé annuel » peut être déduit une fois par an à tous les salariés ainsi qu'à d'autres catégories sociales pour effectuer un voyage aller-retour sur n'importe quel train et à n'importe quelle période. Depuis 1948, le taux de réduction par rapport au billet plein tarif était de 30 %. Pour économiser une centaine de millions de francs par an, le ministre des transports, qui conçoit le manège à gagner de la SNCF, a décidé de réduire ce taux en faisant valoir le moindre intérêt de la formule en raison de la multiplication des tarifs réduits pour les familles nombreuses, les pensionnés, les jeunes, etc. Cette mesure d'économie concernera environ 2,6 millions de voyageurs.

La vente par l'Etat d'une partie du capital d'ELF suscite une polémique

L'Etat a donné, le jeudi 25 septembre, le coup d'envoi des dénationalisations en annonçant la vente au public de 11 % du capital d'ELF-Aquitaine. Cette double opération, puisque la compagnie pétrolière procèdera parallèlement à une augmentation de capital de 6 %, ne relève pas de proprement parler de la privatisation : l'Etat, au bout du compte, conservera la majorité du capital, par l'intermédiaire de sa holding ERAP. Mais c'est la première vente massive d'actions publiques (pour un montant total attendu de 3,3 milliards de francs) et la première à inaugurer les modalités prévues par la loi votée cet été.

A peine connue, elle provoque une polémique. Le Parti socialiste, notamment, s'indigne des conditions dans lesquelles les biens de l'Etat sont vendus. L'Elysée ne proteste pas officiellement, mais fait discrètement savoir sa « stupéfaction ». Les boursiers, eux, se frottent les mains.

Motif : le prix de vente retenu, après avis de la commission de la privatisation. A 305 F, l'action proposée est clairement une bonne affaire, puisqu'elle est cédée 10 % de moins que le dernier cours coté en Bourse (339 F) et 13 % de moins que la valeur attendue, et jugée « raisonnable » par bon nombre des analystes

financiers. En outre, si les procédures légales ont été formellement respectées — consultation d'audits, conseils pris auprès de banques, saisie de la commission de la privatisation, et enfin fixation du prix par le ministre des finances, M. Balladur, — certains s'étonnent que les deux banques consultées par le ministre soient celles qui conduisent le syndicat bancaire chargé de placer les titres et qui garantissent leur écoulement intégral. Les banques, ainsi placées en position de conseiller et de vendeurs, n'étaient-elles pas naturellement incitées à proposer un prix bas ?

Certes, il n'est pas aisé de fixer un « juste prix », surtout s'agit-il d'un groupe pétrolier dont les bénéfices dépendent largement des fluctuations erratiques des cours du pétrole. « Nous sommes dans un contexte extrêmement fluide, difficile à apprécier », soulignait, jeudi, le président du groupe, M. Pecqueur. L'ensemble du secteur pétrolier est structurellement sous-coté, et le rapport cours/bénéfices, obtenu avec le prix de 305 F, se situe dans la moyenne basse des groupes comparables.

On peut aussi noter que l'opération ELF-Aquitaine constitue à bien des égards un cas particulier des dénationalisations. « C'est une

opération limitée à caractère financier », précise le président de l'ERAP, et l'objectif est de placer un maximum de titres auprès de très petits actionnaires. Enfin, l'Etat conservant de toute façon la majorité, la valeur du titre s'en trouve diminuée. « Il ne faut pas confondre cette opération avec la cession d'un bloc de contrôle », qui, alors, vaudrait infiniment plus cher, ajoute le président de l'ERAP. La direction d'ELF, comme celle de l'ERAP, reconnaît toutefois qu'en l'occurrence « les considérations de marché ont primé ».

C'est là que le bât blesse car la loi de privatisation prévoit explicitement que l'évaluation des titres publics cédés au privé, doit tenir compte de divers paramètres : non seulement la valeur boursière des actions, mais aussi de « la valeur des actifs, des bénéfices réalisés, de l'existence des filiales et des

perspectives à venir ». Or évaluée selon tous ces critères, l'action d'ELF, premier groupe français par les bénéfices, valait sûrement, de l'aveu même de ses dirigeants, il y a quelques semaines, plus que son cours boursier.

En le vendant en dessous de celui-ci, l'Etat est certes assuré de réussir sans risque un lancement boursier rapide. Les réalistes applaudiront : le budget avait besoin des sommes recueillies pour boucler l'année. Les puristes, c'est normal, s'en offusquent. Ce sera moindre, mal si, comme le gouvernement l'affirme, le cas d'ELF reste exceptionnel. Et revanche, on pourrait légitimement s'interroger sur le respect de la loi de privatisation si les mêmes considérations l'emportent pour les opérations suivantes de véritables privatisations.

VÉRONIQUE MAURIS.

Une double opération

La cession d'une partie des actions détenues par l'Etat dans la société nationale Elf-Aquitaine (lequel contrôle actuellement 96,5 % du capital de la compagnie via la société-holding ERAP) va s'effectuer en deux temps : d'une part, une offre publique de vente (OPV) lancée sur le marché boursier parisien et portant sur un peu moins de 11 % du capital et, d'autre part, une émission d'obligations à bons de souscription d'actions sur le marché international, d'un montant de 200 millions de dollars, cette seconde opération étant destinée à renforcer les fonds propres d'Elf-Aquitaine.

● L'offre publique de vente : cette tranche porte sur 10,5 millions d'actions Elf-Aquitaine de 10 francs nominal, portant jouissance (droit au dividende) du 1^{er} janvier 1986. Le prix de vente a été fixé à 305 francs par action par le ministère de l'économie, la Commission de privatisation ayant préalablement indiqué que « la valeur minimum de cession sur le marché des titres de cette société ne saurait être inférieure à 300 francs ».

Cette OPV, lancée officiellement le vendredi 26 septembre, est réalisée par un groupe de banques françaises dont les chefs de file sont la Banque nationale de Paris (BNP) et la banque Paribas, cette dernière assurant la direction du secrétariat et la centralisation des ordres. Les ordres d'achat transmis par les personnes physiques désirent répondre à cette offre seront reçus jusqu'au mardi 30 septembre à 18 heures, ce délai étant porté au vendredi 3 octobre pour les personnes physiques dont les ordres sont déposés auprès des intermédiaires habituels, banques, agents de change, caisses d'épargne et comptables publics.

Les demandes des personnes physiques françaises ou résidentes n'excédant pas dix titres seront servies intégralement, les autres demandes émanant de particuliers et des personnes mo-

rales « feront éventuellement l'objet de réductions », précise le ministère. Quatre catégories (A, B, C, D) seront établies en fonction de l'identité des acheteurs. Il est rappelé que les titres d'emprunt d'Etat (ou les titres d'emprunt dont le service est pris en charge par l'Etat) sont admis en paiement des actions Elf-Aquitaine à concurrence de 50 %, ou plus, du montant de chaque acquisition.

Quant au coup de cette OPV (à la charge de l'ERAP), il a été estimé à 93,8 millions de francs (hors taxes), dont 93 millions provenant des commissions consenties aux intermédiaires financiers. Enfin, des titres seront réservés aux salariés de l'entreprise et de ses filiales, en France et à l'étranger, ainsi qu'aux anciens salariés justifiant d'une durée de travail de cinq ans dans la société ou ses filiales. Les titres offerts à cette catégorie d'acheteurs bénéficieront d'un rabais de 10 % par rapport au prix de l'offre publique de vente et de délais de paiement d'un an.

● L'émission d'obligations à bons de souscription d'actions (DBSA).

Cette opération, lancée également le 26 septembre, est conduite par un groupe de banques dont les chefs de file sont la Banque Paribas Capital Markets et la Deutsche Bank Capital Markets. Elle porte sur 200 millions de dollars (environ 1,3 millions de francs), chaque titre de 5 000 dollars nominal étant assorti d'un coupon de 3 % par an, avec échéance en octobre 1993. Le total des obligations émises sera au nombre de 40 000, et à chaque titre seront attachés cent cinquante bons de souscription. Les porteurs de bons de souscription pourront, à tout moment, et pendant une période de quatre ans, souscrire, chaque bon détenu, à une action nouvelle Elf-Aquitaine à un prix de 315 F, les obligations et les bons relatifs à cette opération étant cotés à la bourse de Luxembourg.

ENTREPRISES

Le Club Méditerranée va ouvrir son premier village « Soleil » aux Etats-Unis

Le Club Méditerranée va ouvrir, en février 1987, en Floride, son premier village de vacances « Soleil » aux Etats-Unis et va, parallèlement, céder l'exploitation d'un hôtel quatre étoiles à Neuilly. Le Club précise que ces deux opérations s'inscrivent dans le cadre d'un double accord qu'il vient de conclure avec le groupe hôtelier international basé à New-York International Tollman Hundley Hotels. Aux termes du premier accord, la société française devient locataire de l'ensemble du complexe touristique de Sand-Fleur, à Port-Sainte-Lucie, à environ 45 kilomètres de Palm-Beach (Floride), exploité jusqu'à présent par International Tollman Hundley Hotels. Le Club Méditerranée avait déjà pris pied aux Etats-Unis en 1980, avec l'ouverture d'un village de neige dans le Colorado. Aux termes du second accord, le Club Méditerranée cédera, à partir du 1^{er} octobre, l'exploitation de l'hôtel qu'il gère actuellement en location à Neuilly au groupe Tollman Hundley.

Sud-Marine Entreprises (Marseille) racheté par un groupement franco-hollandais

L'entreprise Sud-Marine Entreprises dont le siège est à Marseille, spécialisée dans la réparation navale et la maintenance des plates-formes offshore, vient d'être rachetée par la société hollandaise Oletsman International et une entreprise marseillaise, les Ateliers J. Paoli. L'accord pour ce

rachat a été accepté par un vote de 70 % du personnel de Sud-Marine (420 salariés, 220 millions de chiffre d'affaires annuel), le plan de restructuration prévoyant une réduction de 80 personnes environ, obtenue par des départs en retraite anticipée, des congés-conversion, des mi-temps et des reclassements. Sud-Marine Entreprises avait fait partie autrefois du groupe Terrin (constitué de treize sociétés), spécialisée dans la réparation navale.

Et pour Citroën ?

Les licenciés de Talbot s'en sont-ils mieux tirés que ceux de Citroën, qui, mis en « contrat-orientation, qualification » en septembre 1984, ont été licenciés le 27 août 1985, après dix mois de préparation à la reconversion, comportant une formation plus ou moins longue selon le niveau de départ et les séparations individuelles ? Il est très difficile de le dire, le dernier sondage global remontant au 31 décembre 1985, soit moins de trois mois après le retour des licenciés sur le marché du travail.

A cette date, 788 ouvriers étaient inscrits à l'ANPE, qu'ils n'aient pu retrouver un emploi ou qu'ils l'aient déjà reperdu, 75 seulement avaient un travail stable. Mais une bonne partie de l'effectif de départ avait disparu. En effet, sur les 1 950 licenciés, 1 002 étaient rentrés dans leur pays d'origine (en général le

Maroc, 85 % des immigrés licenciés étant marocains), beaucoup après avoir suivi une formation, alors que moins de 600 avaient au départ demandé à bénéficier de l'aide de l'ONI.

En matière de formation, le même parti de diversité a été adopté que pour Talbot, pour un effectif comparable (la proportion d'immigrés étant même supérieure). Sur les 1 187 ouvriers inscrits en formation, les groupes les plus importants (18 % chacun) concernaient le bâtiment (plomberie, peinture, électricité, etc.), la conduite (chauffeurs, livreurs...), le dépannage automobile — les métiers de l'industrie n'en réunissant que 25 %. Le coût d'ensemble de l'opération (salaires, formation, etc.), est évalué à 130 millions de francs, dont 103 millions à la charge de l'Etat, le reste à l'entreprise.

سكنى من الاجل

هكذا من الاول

Economie

Les céréaliers ont mis fin à la grève des taxes

Comme on pouvait le prévoir, la grève des taxes parafiscales sur les céréales a cessé le jour même où ces taxes devaient être payées, le vendredi 25 septembre. Le mot d'ordre avait été lancé par les organisations agricoles, AGPB et AGPM, le 9 septembre après qu'à la base, plusieurs départements eurent pris l'initiative (le Monde du 19 et du 20 septembre).

Dans un communiqué du 24 septembre, l'AGPB « se félicite des engagements pris par le premier ministre, M. Jacques Chirac, et le ministre de l'Agriculture M. François Guillaume, sur un échéancier de disparition des taxes FAR (fonds d'action rurale) et BAPSA (budget annexe des prestations sociales agricoles) qui prendra effet de manière sensible dès la campagne prochaine, s'ajoutant aux baisses des autres taxes ».

Ces engagements sont le résultat de la mission de bons offices menée par M. Lacombe, président de la FNSEA, entre les céréaliers et le ministre de l'Agriculture. Mais la référence faite dans le communiqué au premier ministre n'est pas neutre. Son entourage et lui-même ont commencé à s'émouvoir de la tournure que prenaient les relations tendues entre M. Guillaume et les producteurs de céréales. Le ministre leur avait demandé d'annuler leur mot d'ordre, et devant leur refus, non seulement ne s'était pas rendu au congrès de l'AGPM, mais avait en outre interdit aux représentants de l'administration d'y assister.

Les engagements dont fait état l'AGPB seront connus dans le détail au cours de la prochaine conférence annuelle. La taxe BAPSA, qui représentait pour 1985-1986 un pré-

lèvement de 1.116 milliard de francs, devrait disparaître en cinq ans, avec une première étape au début de la campagne prochaine, en juillet 1987. Mais on ne connaît pas la progressivité exacte de cette suppression. La taxe FAR (164 millions qui en fait alimentent le budget de l'Etat) devrait s'éteindre plus rapidement. Le progrès vient, selon les professionnels, du fait que jamais M. Guillaume ne s'était, jusqu'à présent, engagé sur une date.

Celle-ci satisfait-elle les producteurs qui, devant la baisse des cours et de leurs revenus (plus de 20 % en deux ans), ont contraint leurs organisations à prendre le relai d'une revendication dont la répétition depuis plusieurs années devenait lancinante ? Il n'est pas sûr qu'ils se contentent d'une première étape fixée en juillet 1987, mais, d'un côté, à l'AGPB, les producteurs devront comprendre que l'action par procuration a ses limites. Cela veut dire que la grève des taxes mettait en fait en première ligne les organismes collecteurs, coopératifs ou privés, tenus d'effectuer le versement de ces taxes au fisc et, de ce fait, bien ennuyés pour le mouvement des producteurs.

Ce conflit entre le ministre, lui-même éleveur, et les céréaliers, laissera des traces. Qu'il ait été nécessaire de désigner un médiateur en la personne du président de la FNSEA, successeur de M. Guillaume, et que le médiateur lui-même ait jugé nécessaire de jouer ce rôle pour réaffirmer haut et fort l'unité du syndicalisme paysan, montre à l'évidence combien aujourd'hui le mouvement paysan est traversé par des forces centrifuges.

J. G.

● Normed : les syndicats repoussent les propositions du gouvernement et de la direction. — Les syndicats de Normed ont, à l'unanimité, le jeudi 25 septembre lors de la réunion du comité central d'entreprise refusé de donner un avis sur le projet de licenciement 2.342 salariés. Ils ont dénoncé l'« odieux chantage » exercé par la direction de Normed et par le gouvernement.

Une réunion est prévue le 30 septembre entre la direction et les syndicats pour tenter de mettre au point les termes d'un accord d'entreprise, mais les syndicats jugent que dans son état actuel le texte présenté est

inacceptable. La CFDT a déjà fait savoir qu'elle demandera un délai supplémentaire d'au moins une semaine pour se prononcer.

RECTIFICATIF : l'objectif de production auquel espère parvenir la société Ford, après le rachat éventuel de l'entreprise italienne Alfa Romeo, est de 400 000 véhicules par an en 1990, et non pas de 40 000, comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire (le Monde du 25 septembre). La production actuelle d'Alfa Romeo est d'environ 175 000 automobiles par an.

Les assemblées générales du FMI et de la Banque mondiale

La concertation internationale à l'épreuve

balance des paiements, taux d'intérêt, croissance, etc.), à obtenir comme critères pour l'évaluation des résultats obtenus par les différentes politiques en présence et, éventuellement, comme objectif à recommander.

Cinq, Sept Dix ou Onze ?

Une des questions dont auront à débattre, plus ou moins discrètement, les membres du groupe des Dix, qui sont, du reste, Onze, depuis l'adhésion l'an dernier de la Suisse (qui n'est pas membre du FMI), est la demande d'adhésion de l'Espagne. Plusieurs pays s'y opposent, en particulier les Pays-Bas. Les Néerlandais redoutent que si le groupe des Dix s'élargit encore, il finira par perdre toutes les influences au profit du groupe des Sept où les petits pays ne sont pas représentés et que poussent les Américains. La France ne prendra pas position, mais chacun sait que le groupe qui a ses faveurs, c'est celui des Cinq, où elle peut le plus aisément soutenir un rang de grande puissance. Par méfiance vis-à-vis du groupe des Sept, la France veut aussi, le plus possible, maintenir l'influence du groupe des Dix.

Avec l'adhésion de la Pologne, le nombre des pays membres du Fonds monétaire atteint désormais cent cinquante et un. Au sein du conseil d'administration de cette institution, seuls les Cinq Grands sont représentés individuellement par un administrateur. Les dix-sept autres administrateurs représentent chacun un groupe de pays. A quel groupe rattacher la Pologne ? C'est là une question qu'on examinera aussi lors de cette session de Washington.

En ce qui concerne la Banque mondiale, le problème principal en suspens est celui de l'augmentation de son capital. Une mesure qui paraît nécessaire si l'on veut voir cette institution jouer le rôle accru que lui assigne le plan Baker « présenté l'an dernier » à Séoul. Parallèlement, les Américains sont encore les seuls à s'opposer à cette augmentation. On a déjà fait des « progrès » lors d'une réunion termi-

née le 25 septembre au sujet de la huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID), filiale de la Banque mondiale spécialisée dans l'accroissement de la durée aux pays les plus pauvres ne pouvant pratiquement aucun intérêt. Les Américains sont prêts à porter les ressources de l'AID de 9 milliards de dollars (pour la période 1985-1987) à 11,5 milliards pour la période allant de 1987 à 1990, contre une réduction de la durée des prêts aux moins démunis à trente-cinq ans contre cinquante ans.

Les pays de l'Afrique subsaharienne reçoivent environ 44 % des prêts cumulés de l'AID et du Fonds spécial pour l'Afrique (1,9 milliard de dollars en 1986 contre 1,1 milliard en 1985). La Banque mondiale propose que cette proportion soit portée à un pourcentage intermédiaire entre 45 % et 50 %.

De son côté, le groupe des vingt-quatre, qui représente les pays en voie de développement, doit se réunir samedi, à la suite de quoi le comité intérimaire, organe politique,

du FMI, fixera l'ordre du jour de l'assemblée générale. Un des points porte sur les perspectives de l'économie mondiale. Aux dernières nouvelles, les experts du Fonds se montrent relativement optimistes pour les prochains mois, qui devraient voir un redressement de l'activité dans les pays industrialisés.

On en est le plan Baker ? Cette question sera posée tout au long de ces réunions monétaires qui pourraient être marquées par l'annonce d'un accord entre le Mexique et les grandes banques commerciales qui doivent en principe consentir à ce pays 6 milliards de crédits nouveaux, condition pour que le FMI mette en vigueur l'accord de confirmation (credit stand by) de 1,6 milliard de dollars à la fin de l'année avec le Nigeria paraissant bonnes.

PAUL FABRA.

(1) Les pays du groupe des Cinq (Etats-Unis, RFA, France, Grande-Bretagne, Japon), plus le Canada et l'Italie.

La chute de la livre et l'envolée du commerce extérieur ouest-allemand

La polémique entre les Etats-Unis et la RFA sur la nécessité d'une baisse des taux d'intérêt pour soutenir la croissance mondiale a fait une nouvelle victime : la livre sterling a enregistré, le jeudi 25 septembre, un record historique de baisse en dépit de l'intervention de la Banque d'Angleterre, pour la troisième journée consécutive. Déjà, malmenée après l'annonce, mercredi, d'un déficit de 1,49 milliard de livres du commerce extérieur, la devise britannique a confirmé sa très grande vulnérabilité en plongeant après la décision de l'Institut d'émissions allemand, la Bundesbank, de ne pas toucher à ses taux directeurs. Alors que les taux d'intérêt à court terme remontaient outre-Manche, faisant redoubler la crainte d'un renchérissement du loyer de l'argent particulièrement mal venu, le sterling chutait à 2,935 DM et s'affaiblissait même vis-à-vis du dollar. Ce phénomène est lié aux aléas d'une réévaluation et à l'atmosphère giscardienne préélectorale qui prévaut en Grande-Bretagne.

Les résultats du commerce extérieur ouest-allemand, en août, sont d'ailleurs venus apporter quelques arguments complémentaires au gouvernement Kohl et à la Bundesbank, encore longtemps à un ralenti des discussions en Washington les discussions du

groupe des Cinq (voir ci-contre). Si l'est deux fois plus élevé qu'en août 1985, l'excédent de la balance commerciale, de 8,29 milliards de marks le mois dernier, est inférieur au record de 10,9 milliards enregistré en août.

Les dirigeants de Bonn, soucieux de ne pas faire seuls le pari du chemin vers une reprise de l'expansion mondiale, ont une fois de plus mis l'accent sur le rééquilibrage progressif des échanges : en volume, les importations ont augmenté de 5 % durant les huit premiers mois de l'année, alors que les exportations ont pratiquement stagné, avec une hausse minime de 1 %. Si les chiffres restent impressionnants pour cette période, un excédent de 69,5 milliards de marks — pratiquement autant que pour l'ensemble de 1985 — et si la balance des comptes courants enregistre, elle aussi, un solde positif de 45,6 milliards durant la période janvier-août, près de quatre fois plus qu'un an auparavant, la tendance est jugée, suffisamment encourageante par Bonn pour répondre aux critiques de ses partenaires, notamment américains, qui l'engagent à accélérer la croissance interne et, par là-même, les importations de la RFA.

F. Cr.

MARCHÉ

2500 ANS DE PASSIONS C'EST RIVE GAUCHE

AU BON

APRÈS 2500 ANS D'HISTOIRE

-20% SUR LES TAPIS D'ORIENT
EXPOSITION-VENTE
JUSQU'AU 29 NOV 86

Le tapis est une œuvre d'art. 2500 ans de traditions et de passions ont jalonné son histoire unique, de génération en génération, et ce savoir-faire se transmet d'une main à l'autre. Chaque création est un témoignage vivant de l'histoire de l'Orient.

Le tapis Persan est le modèle éternel. De par ses qualités exemplaires, sa diversité infinie et son originalité inépuisable, il demeure le plus recherché. L'évolution actuelle de l'art favorise la « renaissance » de pièces de très haute qualité. Vermeille, Koush, Senneh, Isfahan, Bidjar, Kerman... ces tapis, objets culturels, sont aussi un placement traditionnel. La connaissance du marché, la présence régulière sur place de François Olivier, responsable de l'achat, nous a permis de réunir une collection exceptionnelle. Cette année, sa passion l'a amené à visiter, entre autres, les tribus nomades Kachgar du sud de l'Iran. Ces Persans, mais aussi les autres grandes origines du tapis d'Orient (Bachkara, Turcs, Afghans, Chinois...), méritent votre visite à l'exposition-vente du Bon Marché.

Certificat d'origine, expertise, conseil, restauration, entretien, garde, présentation à domicile dans toute la France... Le Bon Marché, le spécialiste au service de vos passions.

Photo : Tapis Kachgar, Iran. Laine, fin XIX^e, 140 x 220 cm. Crédit 3 mois sans frais à partir de 5000 F d'achat. 2^e étage.

Satisfecit à la France

Le Fonds monétaire international a récemment remis au gouvernement français les conclusions de son rapport annuel sur les résultats de la politique économique. D'une façon générale, les administrateurs du Fonds expriment leur satisfaction. Ils se félicitent en particulier de la réduction du taux d'inflation, mais ils estiment que le réajustement de la valeur du franc au sein du système monétaire européen a été utile pour restaurer la compétitivité. Ils ont cependant indiqué aux autorités françaises qu'il était essentiel la continuation du démantèlement des contrôles de change qu'ils considèrent comme inefficaces pour empêcher les fuites de capitaux.

Si les administrateurs du FMI approuvent également la prochaine suppression des vestiges

de l'encadrement du crédit, la plupart d'entre eux estiment qu'il est nécessaire de pratiquer une politique prudente du taux d'intérêt à cause des risques que la balance des paiements pourrait courir.

La politique de privatisation est largement approuvée. Le Fonds monétaire considère que les entreprises dénationalisées doivent être soumises à une concurrence effective. Plusieurs administrateurs ont demandé au gouvernement français l'usage de beaucoup de circonspection dans l'affectation des recettes de la privatisation au financement de certaines aides destinées à d'autres entreprises demeurant dans le secteur public. Ils ont donné acte aux autorités françaises des assurances fournies à cet égard.

Chambardement fiscal aux Etats-Unis

(Suite de la première page.)

Quant à la puissante classe moyenne, elle a, jour après jour, le sentiment croissant qu'elle va se retrouver perdante en l'affaire. D'une perte de déduction à l'autre (pour les crédits d'achat, par exemple, les taxes à la consommation, les investissements immobiliers ou les dépenses médicales), les avantages de la simplification pourraient en effet bien se révéler illusoire pour le bloc le plus puissant de l'électorat — celui que les deux partis, comme dans tous les pays, courtisent le plus assidûment.

Autre sujet d'inquiétude : si tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il est sain de supprimer une législation qui incite les entreprises à penser davantage à leurs investissements en termes de jonglerie fiscale qu'en termes d'efficacité économique, la crainte grandit aussi que la réforme dans un premier temps ne paralyse ou ne freine l'investissement.

Enfin, les sondages commentent à relâcher le désenchantement que l'on sent grandir depuis plusieurs mois sur la situation économique et peu de gens croient qu'il sera possible d'échapper encore longtemps à un relâchement de la pression fiscale.

Ce qui aurait ainsi constitué, il y a deux ans, un immense succès pour M. Reagan et son parti n'est finalement plus qu'un modeste, au mieux, et cela d'autant plus qu'il a tant fallu négocier que le projet apparaît moins comme l'enfant du président que comme celui des dirigeants — démocrates comme républicains — du Congrès.

Historiquement parlant, ce conflit de paternité est au demeurant vain puisque le véritable promoteur de l'actuelle réforme fiscale a été M. Carter qui, après avoir lancé les premiers jalons, n'avait pas même eu le temps de mettre le train en marche.

BERNARD GUETTA.

REDECOUVREZ LES VALEURS VRAIES.

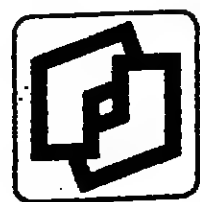
PASSEZ A L'ACTION.

1^{re} entreprise industrielle française, 24^e entreprise mondiale.
Elf Aquitaine c'est: 73 000 hommes et femmes qui exercent leur
activité d'exploration et de production d'hydrocarbures, de
raffinage et de distribution de produits pétroliers, de chimie,
d'hygiène et santé, ou de bio-industries, dans 80 pays sur les
cinq continents.

Elf Aquitaine a réalisé en 1985 un chiffre d'affaires de 180,7 milliards
de francs et un résultat net de 5,3 milliards de francs.

Première capitalisation boursière de Paris, Elf Aquitaine est
aussi une action à laquelle 150 000 porteurs ont déjà fait confiance.

Pour recevoir la brochure "PASSEZ A L'ACTION", appelez gratuitement notre **NUMERO VERT** 05.353.353 ou 05.ELF.ELF.



elf aquitaine

هكذا من الاميل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



PAIEMENT DU DIVIDENDE

L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 19 juin 1986, a fixé le dividende distribué au titre de l'exercice 1985 à 21 F net par action, soit, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 10,50 F, un revenu global de 31,50 F.

Le paiement du dividende sera assuré, à partir du 30 septembre 1986, par les établissements financiers suivants :

Banque Rivard, Crédit lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Crédit commercial de France, Banque Louis-Dreyfus, Banque Industrielle et commerciale du Maroc.

COMPAGNIE OPTORG

La situation de bilan arrêtée au 30 juin 1986, après constitution des provisions rendues nécessaires par les résultats de certaines filiales, fait apparaître pour le premier semestre 1986 un bénéfice net de 17 127 005 F, contre 20 152 331 F pour le premier semestre 1985.

Toutefois, alors que le montant des dividendes à percevoir en 1986 sera très voisin de celui enregistré en 1985, le résultat du premier semestre s'inscrit que 52 % de celui-ci contre 75 % au 30 juin 1985.

Les autres recettes du deuxième semestre seront, traditionnellement, moins élevées que celles enregistrées au 30 juin.

Les éléments connus à ce jour permettent d'escompter pour l'exercice 1986 un bénéfice comparable à celui de 1985.

Le Simco

UNION POUR L'HABITATION

Le conseil d'administration, réuni le 23 septembre 1986, sous la présidence de M. Maurice Gontier, a constaté la réalisation de l'augmentation de capital de 781 332 800 F à 878 999 400 F.

La souscription de 976 666 actions émises à 450 F, soit 439 499 700, a reçu un excellent accueil du marché financier, 99,4 % des actions ont en effet été souscrites à titre irréductible.

Le conseil a arrêté un premier programme d'investissement portant sur 320 millions de francs ainsi composé :

IMMEUBLES D'HABITATION

— 55, rue La Fontaine, Paris 16^e : 22 appartements 37 000 000 F
— 89, rue de Lourmel, Paris 15^e : 24 appartements 30 000 000 F
— 4 à 18, rue Foubert, Paris 13^e : 34 appartements 85 000 000 F.

IMMEUBLES DE BUREAUX

— Meudon-Vélizy : 6 500 m² 60 000 000 F
— Levallois-Perret : 7 900 m² 108 000 000 F.

Le conseil a pris connaissance des comptes au 30 juin 1986 faisant apparaître un résultat net bénéficiaire de 101 000 000 F, dont 5 100 000 F de plus-values de cession, contre, au 30 juin 1985, 88 000 000 F, dont 2 700 000 F de plus-values.

L'activité de la société s'est poursuivie favorablement depuis le début de l'exercice, le patrimoine étant tout d'abord en quasi-équilibre. Pour les neuf premiers mois de l'année, les émissions de titres s'élèvent à 195 800 000 F, contre 180 800 000 F pour la même période de l'exercice précédent.

Le rythme des ventes d'appartements a été soutenu : 87 cessions ont été conclues, contre 52 au titre de la totalité de l'exercice 1985, et 42 promesses de vente ont été enregistrées.

La progression prévisionnelle des recettes locatives et des produits financiers permet d'espérer une augmentation du dividende au titre de l'exercice 1986 supérieure à l'évolution de l'indice du coût de la construction.



BANQUE TRANSATLANTIQUE

SCOR SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE RÉASSURANCE

Création de la Sicav
OPTIONS ET RENDEMENT

Cette SICAV, ouverte au public le 29 septembre 1986, permet aux investisseurs de bénéficier des opportunités offertes par les marchés d'options négociables sur actions, principalement américaines, tout en limitant le risque de ce type de placement.

L'investissement en options qui représente le caractère dynamique de la gestion ne peut excéder 10 % des actifs ; le solde est constitué d'obligations françaises et d'instruments financiers négociables assurant en contrepartie une certaine stabilité.

Le capital initial de 100 millions de francs a été constitué avec la participation d'investisseurs institutionnels, d'entreprises et d'établissements de crédit.

Le Conseil d'administration réunit :

Président : M^{me} Jacqueline Simon, directeur général adjoint de la Société Commerciale de Réassurance, SCOR.

Vice-président : Banque Transatlantique, représentée par M. Bernard Camblain, directeur.

Administrateurs : Société Commerciale de Réassurance, représentée par M. François Reaich, directeur des Investissements.

G.M.F.-R.E., représentée par M. Jean-Jacques Vial, administrateur.

Paine Webber SA, représentée par M. Xavier de La Rochehoucauld, vice-président.

Fonds de Garantie, représentés par M. Jacques Archambaud, directeur général.

Le Collège des Consueurs est constitué par :

Mutuelle des Architectes Français, représentée par M. Christian de Tarnagou, directeur adjoint.

Société Française d'Assurance de Cautionnement, SOFRASCAU, représentée par M. Bernard Dauchary, directeur général.

Calève de Garantie des Professionnels de l'Assurance, CGPA, représentée par M. Jean-Claude Mercier, délégué général.

M. Christian de Lima, directeur adjoint de la Banque Transatlantique.

La Direction générale est assurée par M. Pascal Rousseau assisté de M^{me} Laurence Jacquot, tous deux membres de la direction des Investissements du groupe SCOR.

Un comité de gestion réunira les actionnaires désireux d'être associés à la gestion d'Options et Rendement. Outre les compétences reconnues aux principaux fondateurs dans le domaine des options, grâce à leur spécialisation internationale, le comité bénéficiera des conseils de la maison de titres américaine Paine Webber.

La Banque Transatlantique assure les fonctions de banque dépositaire et centralisatrice : les souscriptions et rachats sont également reçus auprès de la banque Martin Maurel et de Reaif. Les souscriptions seront reçues sans frais jusqu'au 29 octobre 1986.

Société pour la gestion de l'épargne
à court terme des associations

Abaissement du droit d'entrée

Le conseil d'administration de SICAV ASSOCIATIONS a décidé lors de sa dernière séance de procéder à l'actualisation des conditions de souscription des actions de la SICAV. Le droit d'entrée est ainsi porté de 0,10 % de la valeur liquidative à 0,05 % pour les souscriptions de 20 actions et plus, et de 0,20 % à 0,15 % pour les souscriptions portant sur moins de 20 actions. Cette mesure prend effet à compter du 6 octobre 1986 pour les souscriptions enregistrées après midi.

Cette actualisation des conditions de souscription est liée à l'évolution des taux d'intérêt depuis la création de SICAV ASSOCIATIONS. En effet, la réduction de ce droit d'entrée a pour conséquence de ramener la durée minimale de détention des actions nécessaire à son amortissement par le souscripteur à un niveau proche de celui qui prévalait au moment de l'ouverture au public de la SICAV le 5 juillet 1983.

Cette mesure répond au souci d'accroître la disponibilité et le rendement sur courte période souhaités par les trésoriers d'ASSOCIATIONS pour lesquels la souplesse de gestion constitue une préoccupation permanente.

Le maintien d'un droit d'entrée, même réduit, est un des instruments de la politique de gestion de la SICAV privilégiant la régularité journalière de la croissance de la valeur liquidative et le maintien du capital investi. Ainsi, en fonction du niveau des taux d'intérêt, le conseil d'administration se réserve la possibilité de procéder à des ajustements du niveau du droit d'entrée de sorte que celui-ci représente une durée de détention nécessaire à son amortissement pour le souscripteur stable dans le temps.

Société d'Investissement à Capital Variable
5 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - Tél. : (1) 42 96 16 24

Les résultats au 30 juin 1986 viennent confirmer les propos tenus par le président Jean-Marc Verneil lors de l'assemblée générale tenue sur les comptes de l'exercice 1985.

As 30 juin 1986, le bénéfice avant impôts s'élève à 224 millions de francs contre 43 millions de francs pour le premier semestre 1985. Malgré un léger recul des produits d'exploitation (4105 millions de francs contre 4 273), le résultat d'exploitation s'est établi à 533 millions de francs contre 368 au 30 juin 1985.

Les charges financières accusent une forte diminution (de 394 millions de francs à 267 millions de francs), et le résultat courant avant impôt atteint 300 millions de francs. Le redressement annoncé de Béghin-Say se poursuit conformément aux prévisions et, malgré les aléas inhérents à la prochaine campagne agricole, le bénéfice net après impôt de l'exercice 1985 devrait s'établir nettement au-delà du triple de celui constaté en 1983.



Compte tenu des évolutions profondes intervenues sur ses marchés, et notamment de leur internationalisation, DAFSA a demandé en principe d'adhérer à un Consultant International en audit stratégique de ses activités. A partir de cette analyse et de ses propres réflexions, DAFSA élabore un programme d'action, qui sera soumis dans les semaines qui viennent au conseil d'administration et communiqué au comité d'entreprise. Les décisions qui seront alors arrêtées feront l'objet d'une information détaillée.

Les chiffres d'affaires enregistrés au 1^{er} semestre, tant par la société-mère (73,5 millions de francs contre 65,8 pour la période correspondante de l'an dernier) que par les filiales, sont conformes aux prévisions établies par une bonne progression des ventes de l'exercice.

RÉSULTATS D'ESSO SAF
POUR LE PREMIER SEMESTRE 1986

Le premier semestre 1986 se solde par une perte nette comptable de 936 millions de francs, comparée à une perte de 63 millions de francs au premier semestre 1985. Ces deux chiffres ne sont pas cependant représentatifs de l'évolution de la situation économique de l'entreprise.

En effet, d'une part, le résultat comptable du premier semestre 1986 ne comprend pas de dividende reçu d'Esso Rep au titre de l'exercice 1985, celui-ci ayant été versé en totalité en 1985, forme d'acompte. Le montant du dividende Esso Rep au premier semestre 1985 était de 481 millions de francs.

D'autre part, et surtout, la baisse des prix du brut et du dollar a entraîné une perte de valeur des stocks de 1 762 millions de francs. Cet effet s'était que de 78 millions de francs en 1985.

Il résulte que le résultat courant économique de la distribution de la distribution, après élimination des effets prix sur stocks et du dividende Esso Rep de 1985, est positif de 1 083 millions de francs alors qu'il était négatif de 530 millions de francs pour les six premiers mois de 1985.

Ce résultat positif confirme donc l'amélioration déjà observée au cours du deuxième semestre 1985. Il a pu être obtenu grâce aux efforts, engagés depuis plusieurs années, de productivité et de reconstruction (pour lesquels 235 millions de francs ont été provisionnés dans les éléments exceptionnels du premier semestre 1986) et aussi à la libération des prix et au redressement des marges sur le marché international.

Le progrès enregistré est indéniable, mais la dégradation récente des marges, consécutive à la hausse des cours provoquée par la décision de l'OPEP, montre la nécessité d'une action soutenue pour la poursuite de l'amélioration des résultats de la société.

Affaires

Marchés financiers

Nominations

● A la Banque Louis Dreyfus, M. JEAN-CLAUDE SEYS, quarante-huit ans, sera nommé président du directeur, le 1^{er} janvier prochain. M. Jean-Claude Seys était directeur général adjoint de la Caisse nationale de Crédit agricole depuis février 1985. Il était entré à la « banque verte » en 1969, où il a contribué au développement des marchés financiers. A partir de 1982, comme directeur central chargé de la fonction « ressources », il a organisé l'expansion du Crédit agricole vers ses nouvelles zones de compétences. Son départ du Crédit agricole intervient quelques mois après le rattachement de M. Jean-Paul Huchon en juin dernier. Il est lié au projet de privatisation de la Caisse nationale du Crédit agricole.

● Au groupe hôtelier Sphère, M. ROBERT MOLL-MARI, cinquante et un ans, jusqu'à présent directeur général de Sphère SA, a été nommé PDG. La Société de promotion hôtelière et de restauration (SPHERE), premier groupe hôtelier européen (classe économique), avec les enseignes Ibis et Ibis Select, comptait fin 1986 178 hôtels dont 147 en France et 31 à l'étranger.

● Chez Horn, M. WOLFGANG SPIESSHOFFER a été nommé PDG. M. Wolfgang Spiesshofer assure la direction financière et administrative et est l'un des quatre actionnaires du groupe Triumph International qui a racheté Horn en avril 1986. Il remplace M. Charles Belpomme, qui devient conseiller en style et création.

● A la délégation à l'emploi, M. DOMINIQUE BALMARY, quarante-sept ans, a été nommé délégué à l'emploi par le conseil des ministres du mercredi 24 septembre. Il remplace M. Gérard Bérgey, qui, il y a un an, avait lui-même succédé à M. Gabriel Mignot, aujourd'hui directeur de l'UNEDIC. Ancien élève de l'ENA, M. Balmary avait fait toute sa carrière au ministère du travail avant de devenir, en avril 1982, directeur des affaires sociales du groupe CGE (Compagnie générale d'électricité). Il effectue un retour à l'administration, où il avait été adjoint au délégué à l'emploi de 1977 à 1980, puis directeur des relations sociales.

● A l'administration générale du personnel et du budget au ministère des affaires sociales et de l'emploi, M. PIERRE-PAUL VALLI, quarante-quatre ans, a été nommé, au conseil des ministres, directeur. Il était, depuis le 2 avril 1986, directeur adjoint du cabinet de M. Philippe Séguin. Administrateur civil, ancien élève de l'ENA, M. Valli a occupé plusieurs fonctions au ministère de la justice, puis au ministère de l'éducation nationale. Directeur du cabinet du secrétaire d'Etat à la formation professionnelle de 1977 à 1981, il a ensuite été directeur du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CERQ), jusqu'en 1985, puis sous-directeur à la direction générale des enseignements scolaires.

● A la BNP, M. PAUL MENTRE DE LOYE, cinquante et un ans, inspecteur des finances, a été nommé conseiller du président, M. René Thomas.

● A l'Union nationale interprofessionnelle des légistes de commerce (UNILEC), M. ROGER LEMAITRE, cinquante-deux ans, exploitant agricole à Chéry-le-Pouilly (Aisne), a été élu président. Il remplace M. Marc Lefèvre, qui a quitté cette fonction depuis sept ans.

● A l'organisation internationale du café (OIC), M. MERFIELD (Canada) a été élu, le jeudi 25 septembre, président du conseil pour la saison 1986-1987 qui débutera le 1^{er} octobre, en remplacement de Kanyan, M. Omeno. Le Péruvien, M. Fritz Dubois a été élu au poste de président du comité de l'OIC (l'organe technique), succédant ainsi au Britannique M. Richard Thomas.



PAIEMENT DU DIVIDENDE

L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 19 juin 1986, a fixé le dividende distribué au titre de l'exercice 1985 à 4 F net par action, soit, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 2 F, un revenu global de 6 F.

Le paiement du dividende sera assuré, à partir du 30 septembre 1986, par les établissements financiers suivants :

Banque nationale de Paris, Banque Rivard, Crédit lyonnais, Société Générale, Crédit commercial de France, Banque Industrielle et commerciale du Maroc, Barclays Bank.

PARIS, 25 septembre =

États

La Bourse de Paris a évolué le 25 septembre sur une note irrégulière dans un marché caractérisé par un volume d'activité relativement faible. L'approche du coup de cloche final, l'indice instantané était de 1000,1 après avoir enregistré un gain minimal de 0,06 % dans la matinée.

Autour de la corbeille, les attentions étaient fixées sur l'annonce de la fixation du prix des actions de ELF-Quintin, dont une partie du capital (11 961) va être vendue par le biais d'une offre publique de vente. Le prix a été arrêté à 305 F (le dernier cours coté s'établissait à 339 F) ; un niveau qui, de l'avis de professionnels, paraît acceptable par les boursiers.

La cotation du titre ELF était suspendue, en perspective de l'OPV. Les investisseurs attendaient aussi une déclaration des autorités de la Banque centrale ouest-allemande dans l'après-midi du 25 septembre. Dès 14 heures, les espoirs étaient déçus : le conseil de la Bundesbank décidait de laisser inchangé ses taux directeurs.

Parmi les valeurs les plus en vue figuraient Locomotives, Primagaz, Spie et Enellor International, Dumas, Navigation Mixte et Thomson, de même que Perrier et Saint Louis, bien orientés. Le titre Suez était réservé à la hausse.

En repli, on notait surtout Nord Est, Pensepierre, Immochem, Morosini, ainsi que Luchaire, Pacom et Invest. Pochon était réservé à la baisse, pour le deuxième jour de suite.

Malgré l'approche des grandes manœuvres à la Bourse de Paris, le marché se maintient modéré, attendant notamment d'un savoir davantage sur les modalités de déroulement de l'OPV sur ELF.

Du côté des obligations, la tendance était à peine soutenue. Au MATIF, le contrat à échéance juin 87 se traitait à 111,25 (contre 111,60 la veille).

Lignes : 82 000 F (+ 50 F).

Napoléon : 549 F (- 2 F).

NEW-YORK, 25 septembre ↓

Recrute

Après trois séances consécutives de hausse, Wall Street a brusquement reculé le 25 septembre, dans un marché assez calme où 134,5 millions d'actions ont été échangées, contre 134,5 millions la veille. L'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles est retombé au-dessous de la barre des 1800 dès l'ouverture et a subi sa plus forte perte (- 34,73 points) depuis le record de baisse absolu enregistré le 11 septembre. A la clôture, l'indice s'établissait à 1769,56.

Autour du Big Board, les investisseurs manifestaient leur inquiétude devant la faible activité qui a caractérisé la reprise des jours précédents. En outre, la faiblesse des indices boursiers et à terme risque aussi de déclencher à tout moment des ventes d'arbitrage technique des grandes institutions financières. La réduction par les entreprises américaines de leurs projets d'investissement au troisième trimestre a aussi fait mauvais effet.

Parmi les titres les plus échangés figuraient Hewlett Packard (3,971 millions de transactions), USX Corp. (3,773 millions), Anderson Clayton (3,134 millions), 1,192 titres ont chuté, 386 ont progressé, 358 sont restés inchangés.

VALEURS	Cours du 24 sept.	Cours du 25 sept.
Alcoa	37 1/8	36 3/4
A.T.T.	55 5/8	55 1/2
Bell	55	53 3/4
Chemical Bank	37 7/8	36 5/8
Chrysler	80 1/4	79 3/4
Deere	54 1/4	54
Eastman	86 3/4	85 1/8
Exxon	53 1/8	52 1/2
Fort	75 1/2	72 1/8
General Motors	89 1/4	88 1/4
Goodyear	32 3/4	32 1/2
I.B.M.	137 1/2	135 1/2
I.T.T.	49 3/8	48 1/8
Intel	36 5/8	36 1/8
Int'l	36 1/2	35 7/8
Johnson	33	31 7/8
Scholarship	34	33 3/4
U.S. Steel	58 7/8	57 1/8
Union Carbide	21 1/8	21
U.S. X Corp.	22 7/8	22 1/8
Westinghouse	54 3/8	53 1/8
Xerox Corp.	84 5/8	82 1/8

CHANGES

PARIS

Dollar = 6,71 F =

Le calme le plus complet régnait vendredi 26 septembre sur les marchés des changes, où les cours restaient stables dans l'attente des décisions qui pourraient être prises le prochain week-end à Washington, lors des réunions monétaires internationales.

FRANCFORT 25 sept. 26 sept.
Dollar (en DM) ... 2,851 2,846
TOKYO 25 sept. 26 sept.
Dollar (en yen) ... 154,55 154,65

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (26 sept.) ... 7 1/4 %

New-York (25 sept.) ... 5 15/16 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

24 sept. 25 sept.

Valeurs françaises ... 148,1 142,4

Valeurs étrangères ... 149,1 142,8

C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général ... 387,8 389,3

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

24 sept. 25 sept.

Industrielles ... 1863,29 1769,56

LONDRES

(indice Financial Times)

24 sept. 25 sept.

Industrielles ... 1244,5 1242,3

Mines d'or ... 338,1 336,2

Fonds d'Etat ... 83,55 83,66

TOKYO

25 sept. 26 sept.

Nikkei ... 1798,25 1826,93

Indice général ... 1482,87 1497,68

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 25 septembre

Nombre de contrats :

COURS	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier	111,10	112,25	112,10	111,90
Précédent	111,05	112,05	111,95	111,60

AUTOUR DE LA CORBEILLE

OLIDA-CASY DÉMENT LES RUMOURS DE PERTE

Olida-Casy, numéro un français de la charbonnellerie, a démenti les rumeurs qui circulaient en Bourse le 25 septembre, faisant état d'une perte courante consolidée de 160 millions de francs pour l'exercice 1986. Cette perte devrait, selon les dirigeants d'Olida, être inférieure à celle de 1985, qui avait été de 95 millions de francs. L'action a perdu le 25 septembre 7,73 %, passant de 194 F à 179 F.

DÉGRADATION DES RÉSULTATS SEMESTRIELS D'IMETAL

Imetal, holding industrielle spécialisée dans les minerais et métaux, a annoncé une baisse de son bénéfice consolidé à 0,6 million de francs au premier semestre 1986 contre 107,1 millions de francs pour la même période de 1985. Le chiffre d'affaires consolidé des sociétés industrielles d'Imetal est en repli de 25 %, à 3,42 milliards de francs. Les mauvais résultats de Roumanie (262 millions de francs de perte consolidée au premier semestre) ont pesé dans cette chute sensible des bénéfices.



Déposez moins, protégez plus !... avec l'efficacité simple face Pillo 77



Nouveaux en France, le Pillo 77 est un carton ondulé laminé soigné au Bédouin : assure un packaging sûr et sûr, 100% conforme par rapport au type de 100 avec la qualité 400 g (traditionnelle).

Bulman Emballage • Tél. (1) 47 32 92 34
Tél. Albert 1^{er} - 85, Ave. de Calais - 92507 Rosny-Maillon Cedex - Tél. 202 640

BOURSE DE PARIS

25 SEPTEMBRE

Cours relevé:
à 17 h 37

[illegible]

Comptant (sélection)

Second marché (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations																	
Exp. 7 1/2 1973	9445		Chem	802		M&M Dépt&g	412	425	A.E.P.S.A.	1500	1315	Develuy	1830	1900	Molay	318	281
Exp. 8 1/2 1977	123 10	3 038	Calédon (g)	3205		M&M	178	173	Alm Hérouville	915	913	Dentils	948	949	Norale-Delmont	780	778
8 1/2 78/83	106 35	2 044	Cogit	527	107	Nord	322	320	Alco	400	410	On. Gas. Tr.	437		280	416	
8 1/2 78/86	100 23	0 944	Comptor	462 10	383 10	Orp& Blat. del	186	172 20	B&P	1405	750	Edisons	356	304	Parabond	1785	216
10 1/2 78/96	119 60	0 651	du Industrielle	4000	4640 00	OPP P&H&e	411	410	BLP	1350	1332	Elac. S. Dancourt	856		Pauli Benoit	217 30	
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Com. Lyon-M&M	608	533	Oporg	194	192	Aluminium Ind	1645	1551	Egand	366	369	Parabond	458	442
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/85	111 20	4 436	Comptor	462 10	383 10	Oporg	194	192	Alumina Br&e	800	590	Pigment	770	800	R&M	880	891
12 1/2 80/8																	

SICAV

25/9

VALEURS		Emission	Rechat	VALEURS		Emission	Rechat	VALEURS		Emission	Rechat
		Fr./Inc.	Fr./Inc.			Fr./Inc.	Fr./Inc.			Fr./Inc.	Fr./Inc.
A.A.A.	722 15	704 54	Forstler	265 08	262 15	Palmolive-Renault	1674 69	1641 85			
Air France	488 33	576 78	Fructueux	830 74	781 21	Paris - Phoenix	280 85	277 45			
Air Inter	594 40	576 78	Fuchs	802 54	781 21	Phoenix - Paris	102 92	103 77			
Airland	698 82	657 96	Frutiger	570 17	561 74	Phoenix A	722 91	722 72			
A.G.E. Air France C.P.	1194 97	1165 82	Frutiger-Thomas	12512 32	12227 41	Phoenix et autres	71607 18	71607 18			
A.G.E. 5000	578 27	564 17	Futuristik	11123 19	11227 07	Phoenix B	83506 82	83508 82			
A.G.E. 610	432 38	422 19	G&S	80230 98	80490 18	Phoenix C	14268 54	14268 54			
A.G.E. Air France	495 48	495 48	G&S	148 57	148 57	Phoenix D	21877 04	21877 04			
A.G.E. ORLÉ.	121 71	120 19	Geonix Industrie	716 50	834 30	Pro Invest	534 75	535 75			
Agnès	683 99	657 31	Ge. Randem	514 30	480 96	Pro Invest	70 41	69 41			
Aho	228 27	218 87	Ge. San. Franco	75 85	740 03	Reactive	174 13	172 19			
A.L.T.A.	211 83	202 22	Hausmann Assoc.	1298 43	1298 43	Reactive Time	6181 83	6180 82			
Alcatel	753 99	727 88	Hausmann Corp.	128 28	128 28	Reactive Vite	1224 48	1228 63			
Alcatel Capital	367 50	357 93	Hausmann Corp.	1403 40	1403 40	Reactive Vite	1024 75	1025 75			
Alcatel Corp. terme	5095 40	5085 22	Hausmann Europe	1942 52	1945 53	Reactive Vite	1070 14	1071 14			
Alcatel	424 88	405 82	Hausmann France	1065 17	1017 92	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1281 19	1261 19	Hausmann France	1329 17	1329 17	St-Henri Capital	631 05	627 05			
Alcatel	443 82	443 82	Hausmann France	1367 12	1368 12	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1465 41	1451 42	Hausmann France	1367 12	1368 12	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2662 96	2684 91	U.M.S.I.	627 61	598 15	St-Henri Bondement	722 76	1226 44			
Alcatel	1849 13	1849 13	Indo-Gr. Valant	764 34	747 77	St-Henri Capital	1223 65	891 04			
Alcatel	945 80	937 45	Ind. Transp.	14467 34	14183 30	St-Henri Capital	1223 65	891 04			
Alcatel	394 67	376 67	Interfrance	11982 56	11931 67	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	12021 61	12021 01	Interinvest Ind.	671 28	640 82	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	820 28	876 58	Interinvest Ind.	14257 38	14557 87	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	471 38	457 66	Interinvest Ind.	17830 77	17785 18	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	Jacq. Jégo	169 04	164 18	S.F.I. et al.	1347 29	1343 60			
Alcatel	2758 47	2876 13	Jacq. Jégo	6765 37	6765 37	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	834 75	781 35	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	684 50	634 37	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	381 28	343 83	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	1201 51	1201 51	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34	1017 92			
Alcatel	2758 47	2876 13	LaFrance-Espérance	263 01	259 70	St-Henri Capital	10256 34				

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

هكذا من الاحل

